

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DECEMBRE 2015

n°156

SOMMAIRE

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 16 décembre 2015)* **3**

PARTIE 2 : DECISIONS *(Conseil du 16 décembre 2015)* **388**

PARTIE 3 : ARRETES **581**

**PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME** **701**

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	12
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	70
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	84
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	92
CULTURE	99
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	120
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	143
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	188
FINANCES	189
GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE	212
LOGEMENT	213
PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES	268
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	269
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	270
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE	271
RESSOURCES HUMAINES	274
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	307
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	348
TRANSPORTS ET MOBILITE	359
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE	380
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	381

HORS COMMISSION

Accord-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Toulouse Métropole - Approbation	13
Schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes - Adoption	16
Organisation des compétences métropolitaines au 1er janvier 2016 - Bilan d'étape - Perspectives- Contrat d'Engagement-Approbation	20
Organisme extérieur - Désignation des représentants de la Métropole au sein de l'association du futur Office de Tourisme Métropolitain	26
Organisme extérieur - Conseil d'orientation stratégique du Centre culturel universitaire - Représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignation	29
Commission consultative paritaire Syndicat Hérault Energie - EPCI - Désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole	31
Aménagement de L' Avant-Place royale du Peyrou - Demande de Subvention	34
Affectation d'une subvention d'investissement complémentaire à l'EPCC ESBAMA - Approbation	37
Projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal (SDCI) - Proposition de dissolution du Syndicat Intercommunal d'électrification de la région Nord-Est de Montpellier (SIERNEM) - Avis	39
Convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole avec les communes - Volet opérationnel et financier - Avenants n°2 - Autorisation de signature	42
Mandat spécial (mission et représentation) des élus - Prise en charge - Approbation	44
Article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Délégations permanentes - Modifications - Approbation	47
Avenant n°1 de prolongation de délai - Marché n°2777 Prestations scénographiques des manifestations et opérations événementielles - Autorisation de signature	53
Achat de prestations de services de traiteurs - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier - Lancement de la consultation - Autorisation de signature	55
Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adhésion aux organismes extérieurs - Coordination nationale des Conseils de Développement - Autorisation	59
Ouverture des magasins le dimanche-loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques-avis de la Métropole	61
Développement Economique et Attractivité - Portage salarial de la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine) - Convention avec EUPIC - Convention avec le Centre des Français à l'Etranger - Frais de fonctionnement - Autorisation de financement et de signature	63
Organismes extérieurs - OPH ACM - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Représentant - Désignation	67

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Marché d'assurance n°4170AJ15 "tous risques expositions" pour l'exposition "Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme" prévue du 25 juin au 16 octobre 2016 au musée Fabre - 71
Autorisation de lancement de procédure et de signer le marché

Occupation du domaine public par antennes relais de Télécommunication - Implantation sur bâtiment - redevances - nouvelles conventions types-Avenant n°1 aux conventions en vigueur - 74
Autorisation de signature

Cession d'un appartement avec garage sis 1577 avenue de Maurin à Montpellier à Mme Lopez et M. Terral - Autorisation de signature 77

Organismes extérieurs - Ordre des Architectes - Inscription 79

Marché n°4159MG15 d'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles - Appel d'offres - Autorisation de signer la convention constitutive de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole 81

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION

Convention de partenariat entre la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature 85

Approvisionnement local et valorisation économique - Voyage d'études à Bologne, Italie - Visite des marchés de gros, de la cité de l'alimentation et du centre de distribution urbain - Approbation 89

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville - Convention avec les bailleurs sociaux - 93
Autorisation de signature

CGPME LR - Action de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les quartiers de la Politique de la Ville - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature 96

CULTURE

Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le musée du Quai Branly - Autorisation de signature 100

Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier - Autorisation de signature 103

Musée Fabre - Marché de gardiennage n°3659DC14 du musée Fabre et de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran - Avenant n°2 relatif à une prolongation de la période initiale - Autorisation de signature 106

Réseau des médiathèques - Convention de coopération bibliothéconomique et convention relative au service de questions-réponses à distance Eurekoi avec la Bibliothèque Publique d'Information - Autorisation de signature 109

Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et l'association "Jazz in Marciac" - Autorisation de signature 112

CULTURE

Marché n°3245DC13 de travaux à bons de commande pour les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°12 - Revêtements de sols souples et résines - Avenant n°1 - Intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires - Autorisation de signature	114
Planétarium Galilée - Marché n°4036DC15 - Changement des vidéoprojecteurs du Planétarium Galilée - Autorisation de signature	117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

École du numérique de Montpellier - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	121
Cession à la société DCO Group - Totem Promotion des parcelles cadastrées section OI n°210 ; 182 et 183 rue de Cholet à Montpellier - Approbation	125
Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer	127
Prise en charges des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économiques de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	129
Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation	132
Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2016 - Approbation	135
Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Montpellier International Business Incubator (MIBI) - Agrément des tarifs 2016 - Approbation	137
Cité intelligente - Accord Cadre avec l'Institut Mines Télécom - Autorisation de signature	140

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Saint Jean de Védas - Approbation	144
Modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Lattes - Approbation	147
Modification n°6 du PLU de la Commune de Pérols - Approbation	149
Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Commune de Restinclières - Approbation	152
Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Zone 4AU5 - Modification des dispositions de l'article 2 du règlement	154
Avenants au marché d'études et d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la révision du SCoT n°3263UH13 - Autorisation de signature	157
Avenant au marché d'études environnementales et d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la révision du SCoT n°3308UH13 - Autorisation de signature	161

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Etudes Montpellier Métropole Territoires, révision du SCoT et élaboration du PLUi - Convention cadre de partenariat École Nationale d'Architecture de Montpellier (ENSAM) - Autorisation de Signature	164
Ville de Montpellier - Secteur Moulins des Sept Cans - Petit Train - Périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec KAUFMAN&BROAD - Autorisation de signature	168
Opération Prado Concorde - Vente des parcelles cadastrée BA248 et BA246 ainsi qu'une parcelle de délaissé de Voirie à la SAS PRADO CONCORDE - Commune de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	173
Commune de Castelnau-le-Lez - Projet urbain partenarial (PUP) Prado Concorde Charles de Gaulle Sud - Approbation du périmètre PUP - Approbation de la convention avec la SAS du PRADO - Autorisation de signature	176
Étude d'un schéma de déplacements du secteur Nord de Montpellier - Convention de groupement de commandes publiques - Département de l'Hérault/Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup/Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	181
Ecocité - Concession d'aménagement Route de la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) - Approbation	185

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

Néant	188
-------	-----

FINANCES

Budget 2015 - Décision Modificative n°2 - Adoption	190
Budget principal et budgets annexes - Section d'investissement - Engagement, liquidation et mandatement des crédits - Autorisation avant l'adoption du Budget Primitif 2016 - Approbation	197
Affectation des subventions 2016 - Adoption	202
Création du budget annexe Parking de l'hôtel de ville - Adoption	206
Taxe d'aménagement - Modalités de reversement aux communes - Approbation	208
Vote en autorisations de programme et crédits de paiement compétences transférées - Espace public - Approbation	210

GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE

Néant	212
-------	-----

LOGEMENT

Construction de 30 logements sociaux - Résidence « Les Pierres de Saurèdes » - ZAC des Saurèdes lot 2 à Castries - Attribution de subventions à ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	214
Construction de 71 logements sociaux - Résidence "ZAC Saint Vincent, lot M2" à Pérols - Attribution de subventions à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	217

LOGEMENT

Construction de 22 logements sociaux - Rue des Écoles à Saint Georges d'Orques - Attribution de subvention à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	220
Construction de 50 logements sociaux - Lotissement « les Jardins d'Hélios », lots 12 et 14 à Cournonterral - Attribution de subventions à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Conventions - Autorisation de signature	223
Construction de 62 logements sociaux - résidence « Les Acacias » - ZAC des Grisettes lot 5C - rue de la Madeleine et avenue de la Réglisse à Montpellier - Garantie d'emprunt à ACM Habitat - Autorisation de signature	226
Construction de 25 logements sociaux - Résidence « Hameau de la Cadorque » - Rue de la Cadorque à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	229
Construction de 35 logements sociaux - ZAC des Grisettes, lot 6C - Avenue de la Réglisse à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	233
Réhabilitation de 66 logements sociaux - Résidence pour personnes âgées « Aragon » - Place Jacques d'Aragon à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	236
Construction de 20 logements sociaux - Avenue de Maurin à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	239
Construction de 39 logements sociaux - Résidence « Volterra » - Impasse des Roselières à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	242
Construction de 6 logements sociaux - Résidence « l'Octroi » rue Sainte Catherine à Castries - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	245
Construction de 54 logements sociaux - Résidence « Le Parc des Herbiers », chemin des quatre cantons à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	248
Construction de 25 logements sociaux - Résidence « Parc Elysée » Tranche 1 - 700 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	251
Construction de 25 logements en location-accession à Montpellier et Saint Jean de Védas - Garanties d'emprunts à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Délibérations n°12506 du 1er octobre 2014, n°12683 du 18 décembre 2014 et n°12856 du 31 mars 2015 - Modification	254
Contrat local de lutte contre la précarité énergétique dans l'Hérault - Protocole spécifique - Autorisation de signature	256
Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de cinquante-sept logements situés dans dix-huit communes de la Métropole - Autorisation de signature	259
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature	262

LOGEMENT

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier 2010-2015 - Copropriété dégradée des Cévennes I - Attribution de subventions pour la réhabilitation de cinq logements - Autorisation de signature 264

Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenant n°9 à convention signée avec l'Agence Nationale de l'Habitat - Révision de la dotation 2015 - Autorisation de signature 266

PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES

Néant 268

PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Néant 269

PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC

Néant 270

PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE

Proximité, relations avec les usagers, chasse et pêche - Délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - Nouvelle grille tarifaire - Approbation 272

RESSOURCES HUMAINES

Montpellier Méditerranée Métropole - Transfert effectif de personnel - Approbation 275

Plan de Déplacement Entreprise - Mise en place des prêts de vélos à assistance électrique - Approbation 278

Conventions financières de reprise des comptes épargne-temps des agents transférés - Approbation 280

Convention annuelle 2016 de moyens avec le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle (CASSC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature 282

Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention d'un service commun de direction du protocole et de l'événementiel - Modification - Autorisation de signature 285

Conventions de mises à disposition et de gestion de services - Autorisation de signature 288

Modification du tableau des emplois et des effectifs 291

Régime indemnitaire des administrateurs territoriaux - Instauration de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise - Approbation 298

Modification des modalités de rémunération et de compensation des astreintes - Approbation 300

Labellisation et participation de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de la complémentaire santé - Approbation 304

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Eau Potable et Eau Brute - Convention d'objectifs entre la Métropole et Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	308
Service Public de l'Assainissement Collectif - Tarif - Adoption	312
Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Maîtrise d'ouvrage déléguée-Accord Cadre fixant les principes d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole dans la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Eau Potable	314
Schéma Directeur Eau Potable - Renforcement de l'étage 105 sur la commune de Montpellier - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	318
Schéma Directeur Eau Potable - Programme de réhabilitation de 14 réservoirs d'eau potable - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	321
Schéma Directeur Eau Potable - Alimentation en eau potable de la commune de Sussargues - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	324
Schéma Directeur Eau Potable - Renforcement de l'alimentation en eau potable de la Commune de Saint-Brès - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	327
Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la rue du Cantonnat sur la commune de Castries - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Syndication Mixte de Garrigues Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	330
Dévolement des réseaux d'eaux usées en vue de la réalisation du projet du CHRU - Convention - Autorisation de signature	333
Marché à bons de commande n°3970EA15 de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux de réseaux et de voirie - Autorisation de signature	336
Convention de participation à l'analyse comparative de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) sur les services d'eau et d'assainissement - Autorisation de signature	340
Réalisation des travaux d'hydraulique et d'assainissement dans les communes - Marché n°3899EA15 de maîtrise d'œuvre multiattributaire à bons de commande - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signature du marché	343

SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES

Open Sud de France 2016 - Marché négocié n°4151DS15 - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement du Tennis - Autorisation de signature	349
Construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès - Marchés de travaux n°3978DS15 - Autorisation de signature	352
Affectation de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature	356

TRANSPORTS ET MOBILITE

Schéma Directeur des Mobilités - Orientations Stratégiques - Approbation	360
Convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain et autres segments d'achats - Intégration d'Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification de l'annexe 2 - Autorisation de signature	369
Avenant n°8 à la Convention de délégation du service public des transports urbains - Autorisation de signature	371
Tramway Bouclage Ligne 4 - Avenant n°3 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation - Autorisation de signature	376

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE

Néant	380
-------	-----

VOIRIE, ESPACE PUBLIC

Montpellier Méditerranée Métropole - Voirie Espace Public - Convention de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Beaulieu, Prades-le-Lez et Lattes - Autorisation de signature	382
Avenant n°2 au marché n°2958TV12 - Fourniture et pose de matériel de jalonnement directionnel - Autorisation de signature	386

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET TOULOUSE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Après plusieurs années de gestation et trois lois successives (décembre 2010, janvier 2014 et août 2015), la réforme territoriale, aujourd'hui mise en œuvre, entend transformer l'architecture territoriale de la République.

C'est dans ce paysage territorial en profonde évolution et conscients de leurs nouvelles responsabilités que les Présidents de Toulouse Métropole et de Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé l'engagement du présent accord-cadre de partenariat.

Les métropoles concentrent aujourd'hui l'essentiel de la matière grise et des savoirs, une part importante des fonctions supérieures de gestion et de décision, les principaux centres de recherche. Elles développent des infrastructures majeures, supportent de grands équipements de centralité et offrent des services au bénéfice de tous les habitants de la Région. Moteurs de la croissance et du dynamisme régional, elles doivent, encore plus que par le passé, jouer un rôle d'accélérateur et d'impulsion, mais aussi d'attractivité et de rayonnement, pour elles-mêmes comme au bénéfice de leurs territoires de référence et du pays.

Assumer leur rang de métropoles européennes, œuvrer à la construction d'une grande Région forte qui s'attache à préserver la diversité et la singularité de ses identités territoriales, stimuler les complémentarités autour des deux Métropoles, s'engager pour une action publique territoriale plus lisible, plus proche et plus efficace sont autant d'ambitions qui forment l'armature de cette démarche de coopération, comme les deux Métropoles l'ont exprimé, dans un vœu adopté par leurs conseils métropolitains respectifs, en janvier 2015.

Cet accord-cadre, qui est le fruit d'un processus d'un an de concertation, est guidé par une ambition : anticiper les effets de la réforme territoriale en plaçant les deux Métropoles en situation de partenariat actif et constructif dans un paysage territorial en pleine évolution.

Il établit, sur quelques politiques stratégiques, des positions communes qui seront défendues ensemble dans le nécessaire dialogue, respectueux du poids et des responsabilités des deux Métropoles, avec l'Etat et avec la nouvelle Région. Il identifie également quelques premières thématiques et projets communs pour lesquels une vision partagée et une coopération concrète entre les deux Métropoles semble opportune.

Cette démarche de partenariat constitue ainsi une feuille de route stratégique et opérationnelle partagée par les deux Métropoles au bénéfice de leur propre territoire comme au profit de l'ensemble de la dynamique régionale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'accord-cadre de partenariat joint en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Délibération n° 13447

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107971-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – SCHÉMA DE MUTUALISATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET DE SES 31 COMMUNES - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au terme de l'article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, après avis des Conseils municipaux, est tenu d'approuver le projet de schéma de mutualisation avant la date butoir fixée par le législateur au 31 décembre 2015.

Dans ce contexte, le Conseil de Métropole du 30 septembre dernier a pris acte à une large majorité, par la délibération n°13243 du lancement du processus d'approbation du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, après en avoir présenté les objectifs et les modalités d'élaboration partagée au sein du bloc communal, qui peuvent être résumées comme suit.

- **L'élaboration du schéma de mutualisation répond à une obligation juridique, mais elle est aussi et surtout l'expression d'un projet politique** : repositionner l'intercommunalité comme une coopérative d'action publique au service des communes.
- **Le schéma de mutualisation est une feuille de route co-construite destinée à développer, sur la durée du mandat, les dynamiques de coopération au sein du bloc communal** : le document qui a été soumis à la délibération des communes est le fruit d'un travail intense au sein d'un groupe de travail composé de DGS de communes et de cadres de la Métropole, dont les bilans d'étape ont été régulièrement présentés et discutés en Conférence des Maires. En pratique, ce schéma est composé d'une partie « état des lieux », qui dresse le bilan et trace les perspectives des actions de coopération / mutualisation déjà existantes au sein du bloc communal et d'une partie prospective qui propose d'initier de nouvelles actions sur la durée du mandat dans différents champs d'action : fonctions ressources, services à la population, interventions techniques, aménagement et développement durable.
- **Son fonctionnement souple respecte la volonté et le rythme propres à chaque commune.** En effet, l'ensemble des actions proposées sont ouvertes aux communes sur la base du volontariat, en respectant la possibilité de rythmes d'avancement ou d'intégration différenciés (de la simple participation à un réseau d'experts thématique à l'intégration dans un service commun en passant par des prestations de service ou des groupements de commande). De façon plus général, il est convenu que ce schéma devra s'adapter aux évolutions du champ d'action communal et intercommunal et fera l'objet d'évaluations régulières permettant les réorientations et les évolutions nécessaires.

A la suite de cette délibération du 30 septembre 2015, les conseils municipaux des communes membres ont été saisis et se sont prononcés comme suit en faveur de l'adoption du schéma de mutualisation :

Communes	Date des conseils municipaux portant délibération sur le schéma de mutualisation	Avis
BAILLARGUES	01/10/2015	Avis favorable
BEAULIEU	19/10/2015	Avis favorable
CASTELNAU LE LEZ	19/11/2015	Avis favorable

CASTRIES	10/11/2015	Avis favorable
CLAPIERS	20/11/2015	Avis favorable
COURNONSEC	13/10/2015	Avis favorable
COURNONTERRAL	10/11/2015	Avis favorable
FABREGUES	20/10/2015	Avis favorable
GRABELS	16/11/2015	Avis favorable
JACOU	09/11/2015	Avis favorable
JUVIGNAC	18/11/2015	Avis favorable
LATTES	01/10/2015	Avis favorable
LAVERUNE	19/10/2015	Avis favorable
LE CRES	19/11/2015	Avis favorable
MONTAUD	30/10/2015	Avis favorable
MONTFERRIER/LEZ	15/10/2015	Avis favorable
MONTPELLIER	05/11/2015	Avis favorable
MURVIEL LES MTP	30/10/2015	Avis favorable
PEROLS	19/11/2015	Avis favorable
PIGNAN	30/10/2015	Avis favorable
PRADES LE LEZ	04/11/2015	Avis favorable
RESTINCLIERES	10/11/2015	Avis favorable
ST BRES	29/10/2015	Avis favorable
ST DREZERY	09/11/2015	Avis favorable
ST GENIES DES MOURGUES	06/10/2015	Avis favorable
ST GEORGES D'ORQUES	21/10/2015	Avis favorable
ST JEAN DE VEDAS	05/11/2015	Avis favorable
SAUSSAN	20/11/2015	Avis favorable
SUSSARGUES	05/11/2015	Avis favorable
VENDARGUES	29/10/2015	Avis favorable
VILLENEUVE LES MAGUELONE	03/11/2015	Avis favorable

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et des 31 communes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 13448

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107970-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ORGANISATION DES COMPÉTENCES MÉTROPOLITAINES AU 1ER JANVIER 2016 - BILAN D'ÉTAPE - PERSPECTIVES-CONTRAT D'ENGAGEMENT- APPROBATION

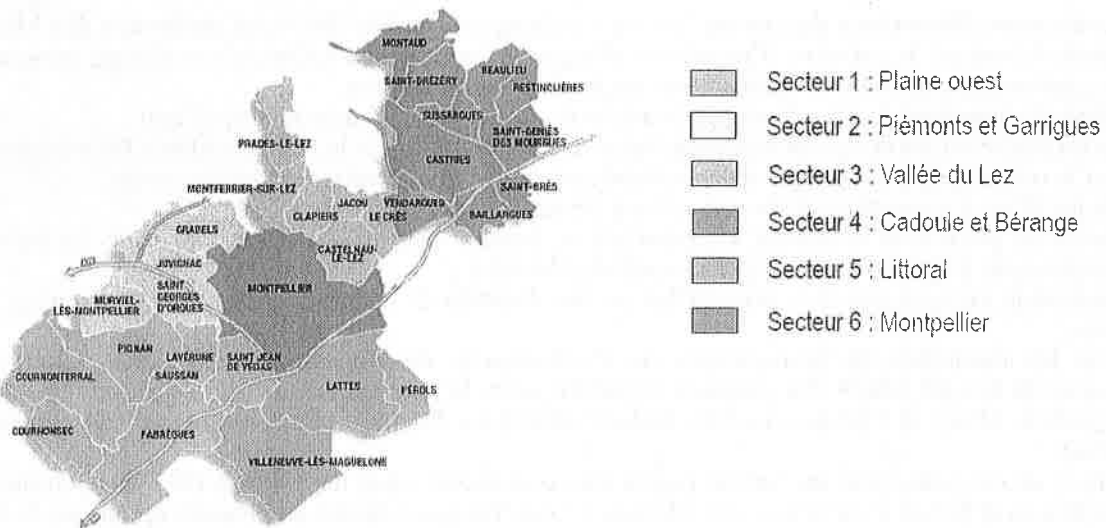
M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A l'issue de la phase de transition, au cours de laquelle les communes ont agi « au nom et pour le compte de la Métropole » (à l'exception des compétences PLUi et Politique de la Ville, d'ores et déjà exercée par la Métropole), l'ensemble des moyens humains, techniques et financiers relatifs aux compétences transférées seront eux-mêmes transférés à la Métropole à compter du 1er janvier 2016. Dans ce cadre, le présent rapport vise à informer le Conseil de Métropole des principales modalités d'organisation des compétences transférées et des nouveaux chantiers que la Métropole sera amenée à engager dans le courant de l'année 2016.

1. Une organisation des nouvelles compétences métropolitaines garante de la proximité, de l'adaptabilité et de l'efficacité du service public

L'organisation pratique des compétences métropolitaines antérieurement exercées par les communes a fait l'objet de nombreux travaux avec les maires, les DGS, les DST et les cadres des communes concernés. Elle est guidée par l'exigence de la proximité (vis-à-vis des usagers et des élus municipaux), de l'adaptabilité et de l'efficacité du service public.

En ce qui concerne la voirie et l'espace public, 6 pôles territoriaux seront créés au 1^{er} janvier 2016, comme indiqué sur la carte ci-dessous.



Ces pôles, qui rassemblent entre 3 et 10 communes fonctionneront de la manière suivante :

- ✓ Chaque pôle sera dirigé par un responsable de pôle territorial qui encadrera lui-même des responsables techniques de proximité dans chaque commune. L'ensemble de ces personnels sont recrutés et seront en poste le 1^{er} janvier au plus tard.
- ✓ Les sièges administratifs provisoires des Pôles au 1er janvier 2016 seront les suivants : Pignan pour le secteur « Plaine Ouest », Lattes pour le secteur « Littoral », Juvignac pour le secteur « Piémonts et Garrigues », Castelnau-le-Lez pour le secteur « Vallée du Lez », Castries pour le secteur « Cadoule et Bérange ».
- ✓ Les locaux techniques resteront positionnés en commune en 2016, pour donner le temps aux responsables de Pôle de mener un état des lieux des implantations et de faire des propositions d'évolution.
- ✓ La Métropole signera avec chaque commune un contrat d'engagement (cf. deuxième partie du présent rapport) définissant le niveau de service rendu, le rôle du Maire comme donneur d'ordre des services métropolitains sur son territoire pour garantir proximité et réactivité ainsi

que les moyens qui seront mis à disposition de la commune pour des événements exceptionnels (événements de sécurité civile, fêtes locales, etc.).

En ce qui concerne **la compétence foncier / domanialité publique**, liée à la compétence voirie, 4 agents de la Ville de Montpellier seront transférés dans un nouveau service de la Métropole rattaché à la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel.

En ce qui concerne **la compétence plan local d'urbanisme**, 6 chargés de secteur sont d'ores et déjà en poste et sont les interlocuteurs des communes pour les projets de planification territoriale les concernant.

En ce qui concerne **la compétence tourisme**, deux agents municipaux en charge du tourisme au sein des communes de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone seront transférés à la Métropole au 1^{er} janvier puis détachés auprès de l'Office de Tourisme Métropolitain qui verra le jour à la même date.

Enfin, en ce qui concerne **les aires d'accueil des gens du voyage**, une unité spécifique sera constituée au sein de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, à partir du transfert de 5 agents issus de la Ville de Montpellier. Une convention de gestion existante avec le CCAS de Castelnau-le-Lez est reprise pour la gestion de cette compétence sur les territoires de Castelnau le Lez, Le Crès, Jacou et Clapiers. Le processus d'intégration des nouvelles compétences de la Métropole a nécessité, en outre, de mettre en perspective une adaptation en conséquence des fonctions transversales dites « fonctions ressources », adaptation en partie permise par la contribution des communes membres dans l'attribution de compensation. Ainsi, la gestion de plus de 450 nouveaux agents ainsi que des budgets afférents au passage en Métropole, constitue une évolution majeure au sein de notre entité intercommunale.

2. Un contrat d'engagement entre la Métropole et chaque commune pour garantir la continuité et la réactivité en matière de voirie et d'espaces publics.

Les nombreuses discussions qui ont eu lieu tout au long de l'année 2015 en Conférence des Maires ont permis de valider le principe d'un contrat d'engagement entre la Métropole et chaque commune pour la gestion qui relève de la compétence voirie et espaces publics.

Ce contrat d'engagement, qui est une déclinaison du pacte de confiance métropolitain :

- donne au Maire ou à son représentant une autorité fonctionnelle sur le responsable de Pôle territorial voirie et les responsables technique de proximité avec capacité à évaluer le service rendu ;
- assure au Maire une continuité dans le niveau de service rendu ;
- lui donne la possibilité d'arbitrer les priorités de travaux de petit entretien ainsi que les travaux d'investissement au sein d'enveloppes financières fléchées ;
- le positionne comme une des principales portes d'entrée de la gestion des réclamations et des solutions ;
- précise les modalités de gouvernance de l'entretien et de l'investissement voirie au travers d'instances de travail bilatérales (réunion régulière entre le responsable de Pôle territorial voirie – espace public, Maire et DGS) ou multilatérales (conférence locale de Pôle voirie tous les semestres a minima).

Sur la base de ces principes, un contrat type a été co-construit avec les DGS et DST des communes puis soumis au débat en Conférence des Maires. Le contrat type annexé au présent rapport est le fruit de cette construction collective.

A l'issue de son adoption en Conseil, le contrat d'engagement fera l'objet d'une déclinaison individualisée commune par commune, dans le cadre de discussions animées par les responsables de Pôles territoriaux. Il sera ensuite soumis à l'avis de chaque Conseil municipal début 2016. Enfin, il fera l'objet d'une évaluation partagée à l'issue d'un trimestre de fonctionnement et, par la suite, de bilans annuels, avec possibilité d'ajustements.

3. Un déploiement des Guichets Uniques de proximité sur l'ensemble du territoire au 1^{er} janvier 2016.

Au-delà des transferts de compétence, les évolutions de l'organisation métropolitaine portent également sur le déploiement, dès le 1^{er} janvier 2016, du Guichet Unique de proximité dans les 31 communes.

Déclinaison concrète du pacte de confiance métropolitain, ce Guichet Unique est le fruit d'un travail de rapprochement des compétences et de concertation approfondie entre les communes et la Métropole. Il permettra au sein de chaque mairie d'apporter aux usagers une information de premier niveau et des services multiples relevant à la fois des compétences municipales et métropolitaines, sur la base

de l'engagement énoncé dans le pacte « La commune est le premier maillon de la relation avec les administrés ».

Ainsi, l'ensemble des maisons de proximité telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui seront fermées au 15 décembre 2015 et leurs moyens humains et matériels seront mis à disposition des communes à compter du 4 janvier 2016 dans le cadre d'une répartition tenant compte des besoins propres à chaque commune et du souci d'équité territoriale.

Afin d'accompagner cette évolution dans les meilleures conditions, les agents communaux et métropolitains qui vont travailler ensemble au sein de ce Guichet Unique ont été formés aux compétences d'accueil réciproques pour garantir la continuité et la qualité de l'accueil des usagers.

En outre, le guichet unique sera pourvu :

- d'un poste informatique, d'un accès à la plateforme e-services ainsi qu'à l'outil de gestion de réclamation des usagers,
- d'un lecteur de carte TaM, d'une application web et de l'accès à une hotline dédiée, pour l'accompagnement des usagers dans l'utilisation des services TaM. Les opérations commerciales d'achat seront faites chez un détaillant ou un Distributeur Automatique de Ticket,
- d'une mallette et de fiches de procédures types reprenant les compétences exercées tant par la commune que par la Métropole afin de constituer un socle de connaissances commun.

L'ensemble de ce déploiement fera l'objet d'un plan de communication dédié et d'une signalétique commune (dont un exemple est joint en annexe) pour en faciliter l'appropriation par les usagers.



4. Les nouveaux chantiers de l'organisation métropolitaine

A l'issue de cette année de transition, les transferts de compétences issus des communes seront pleinement effectifs, marquant une étape décisive de la construction métropolitaine. Pour autant cette dernière se poursuivra en 2016, autour de deux chantiers majeurs : la mise en œuvre du schéma de mutualisation d'une part et le transfert des compétences du Département d'autre part.

✓ Schéma de mutualisation : une feuille de route consistante à déployer

L'adoption du schéma de mutualisation, à l'issue d'un processus de délibération au sein des 31 communes, fait l'objet d'une délibération spécifique du Conseil de Métropole. La mise en œuvre de ce schéma, qui s'opérera sur la base du volontariat et en respectant le rythme et le niveau d'intégration souhaité par chacune des communes, représente un des chantiers les plus structurants de la mandature. Il s'agit, non seulement de rationaliser les moyens pour faire face à la réduction des dotations de l'Etat, mais aussi et surtout de partager les compétences et mettre en cohérence les politiques publiques au sein du bloc communal. Un bilan d'étape du déploiement de ce schéma sera proposé chaque année au Conseil, à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

✓ **Transfert de compétences du Département : une négociation à conduire sur 9 blocs de compétence**

La promulgation de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) le 7 août dernier lance la phase de préparation des discussions entre Métropoles et Départements quant à la mise en œuvre des conventions de transfert ou de délégations de compétences prévus à l'article 90 de cette même loi.

Ce dernier stipule : *« par convention passée avec le département, la métropole exerce à l'intérieur de son périmètre, par transfert, en lieu et place du département, ou par délégation, au nom et pour le compte du département, tout ou partie des groupes de compétences suivants :*

1° Attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement, en application de l'article 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

2° Missions confiées au service public départemental d'action sociale en application de l'article L. 123-2 du code de l'action sociale et des familles ;

3° Adoption, adaptation et mise en œuvre du programme départemental d'insertion, dans les conditions prévues à l'article L. 263-1 du même code ;

4° Aide aux jeunes en difficulté, en application des articles L. 263-3 et L. 263-4 dudit code ;

5° Actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L. 121-2 du même code ;

6° Personnes âgées et action sociale en application des articles L. 113-2, L. 121-1 et L. 121-2 dudit code ou une partie de ces compétences, à l'exclusion de la prise en charge des prestations légales d'aide sociale ;

7° Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ;

8° Construction, reconstruction, aménagement, entretien et fonctionnement des collèges. A ce titre, la métropole assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les collèges dont elle a la charge ;

9° Gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que de leurs dépendances et accessoires. Ce transfert est constaté par arrêté du représentant de l'Etat dans le département. Cet arrêté emporte le transfert à la métropole des servitudes, droits et obligations correspondants ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole. La convention précise les compétences ou groupes de compétences transférés ou délégués, les conditions financières du transfert ou de la délégation et, après avis des comités techniques compétents, les conditions dans lesquelles tout ou partie des services départementaux correspondants sont transférés ou mis à disposition de la métropole. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

A défaut de convention entre le département et la métropole au 1er janvier 2017 sur au moins trois des groupes de compétences mentionnés aux 1° à 8° du présent IV, la totalité de ceux-ci, à l'exception de ceux mentionnés au 8°, sont transférés de plein droit à la métropole. Ces transferts donnent lieu au transfert concomitant de ressources en application de l'article L. 5217-13. La convention mentionnée au premier alinéa du présent IV et relative à ces transferts est passée entre le département et la métropole avant le 1er avril 2017. A défaut, le représentant de l'Etat dans le département siège de la métropole propose, avant le 1er mai 2017, un projet de convention au président du conseil départemental et au président de la métropole, qui disposent d'un délai d'un mois pour le signer. A défaut, la date et les modalités du transfert sont établies par arrêté du représentant de l'Etat dans le département siège de la métropole.

La compétence mentionnée au 9° du présent IV fait l'objet d'une convention entre le département et la métropole. Cette convention organise le transfert de cette compétence à la métropole ou en précise les modalités d'exercice par le département, en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la métropole. A défaut de convention entre le département et la métropole à la date du 1er janvier 2017, cette compétence est transférée de plein droit à la métropole ».

La conduite de cette négociation dans un temps restreint appelle à une coopération étroite entre la Métropole et le Département et, plus largement, à une analyse précise de l'inscription de ces différentes compétences dans les politiques publiques métropolitaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan d'étape et les orientations proposées en matière d'organisation des compétences métropolitaines ;

Délibération n° 13450

- approuver le contrat d'engagement type entre la Métropole et chaque commune en matière de voirie et d'espaces publics, tel qu'annexé au présent rapport ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107975-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE AU SEIN DE L'ASSOCIATION DU FUTUR OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13244, du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole s'est prononcé sur le choix du statut associatif pour le nouvel Office de Tourisme Métropolitain.

Par délibération n°13361, du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole s'est prononcé sur la composition de l'association et la définition de la structuration de sa gouvernance.

Par votes, les 16 novembre et 3 décembre 2015, le Conseil d'administration de l'Office de Tourisme de Montpellier et son Assemblée Générale, en session extraordinaire, ont adopté les nouveaux statuts intégrant les modifications portées aux modalités d'organisation et de gouvernance du futur office de tourisme, désormais appelé l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il a ainsi été proposé comme membres de l'association : les membres de droits, les membres actifs, les membres adhérents professionnels, les membres d'honneurs et les membres bienfaiteurs. Ils composent l'assemblée générale et disposent d'une voix par membre.

L'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole est administré par un Conseil d'administration qui élit en son sein un bureau. Le nombre total de ses membres est de 38. Le Conseil d'administration se compose désormais de 4 collèges :

- Collège 1, constitué des 20 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, dont 14 élus et 6 personnalités qualifiées.
- Collège 2, constitué de 9 membres actifs représentant la catégorie des membres socioprofessionnels contribuant à la vie touristique de la Métropole de Montpellier et désignés dans les statuts.
- Collège 3, constitué de 7 membres actifs représentant les institutions et associations liées à l'exercice du tourisme sur le territoire et désignés dans les statuts.
- Collège 4, constitué de 2 membres adhérents professionnels élus par leurs pairs au sein de l'assemblée générale.

Les membres de droit sont les représentants de la Métropole présents dans le collège 1. A ce titre, il convient de procéder à la désignation des 20 représentants, 14 élus et 6 personnalités qualifiées.

M. le Président propose les candidatures suivantes :

14 élus :

Chantal MARION, Jean-Luc COUSQUER, Isabelle TOUZARD, Isabelle GUIRAUD, Eric PENSO, Laurent JAOU, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Gilbert PASTOR, Fabien ABERT, Cyril MEUNIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Chantal LEVY-RAMEAU, Sonia KERANGUEVEN.

6 personnalités qualifiées :

Bernard AZEMA, Compagnon de Maguelone; Anne-Marie COMTE-PRIVAT, Présidente association St Roch, François COMMEINHES, Maire de Sète, Philippe MACHETEL, Maire de Saint Guilhem le Désert, Robert CRAUSTE, Maire du Grau du roi, Alain VOGEL SINGER, maire de Pézénas.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé aux membres du Conseil de Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations au vote au scrutin secret mais à main levée ;

Délibération n° 13455

- désigner les représentants de la Métropole au sein de l'association de l'Office de Tourisme Métropolitain tels que mentionnés ci-dessus,
- les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106443-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - CONSEIL D'ORIENTATION STRATÉGIQUE DU CENTRE CULTUREL UNIVERSITAIRE - REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Centre Culturel Universitaire est un service commun de l'Université Paul Valéry Montpellier.

Il a pour vocation de proposer et de mettre en œuvre la politique culturelle de l'Université dans le cadre des orientations stratégiques fixées par le projet d'établissement.

Organisé autour de deux pôles « Création » et « Patrimoine », le Centre Culturel a notamment pour missions de s'articuler autour des objectifs des filières artistiques et culturelles afin de compléter les parcours des étudiants, renforcer la recherche et participer à la cohésion de la communauté universitaire en valorisant son identité « culturelle » et en associant le plus grand nombre à des pratiques culturelles ou artistiques.

Un Conseil d'orientation stratégique (COS) a été créé. Il s'agit d'une instance consultative qui se réunit au moins deux fois par an. Montpellier Méditerranée Métropole est sollicité pour proposer un représentant au sein de cette instance.

Le Président propose la candidature suivante : M. Bernard TRAVIER.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au vote au scrutin secret mais à main levée ;
- désigner M Bernard TRAVIER comme représentant titulaire de la Métropole au sein du Conseil d'orientation stratégique du Centre Culturel Universitaire et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106943-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**HORS COMMISSION – COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE SYNDICAT
HÉRAULT ENERGIE - EPCI - DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour une croissance verte (TECV), promulguée le 18 juin 2015, introduit en son article 198 la création d'une Commission consultative entre le syndicat autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (Hérault Energies) et l'ensemble des EPCI à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat.

Cette commission doit être instituée avant le 1^{er} janvier 2016.

Ses prérogatives sont les suivantes :

- la commission coordonne l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie,
- elle met en cohérence leurs politiques d'investissements,
- elle facilite l'échange de données,

Aux termes de la loi, cette commission consultative et paritaire, créée à l'initiative du syndicat d'énergie, comprend un nombre égal de délégués du syndicat et des EPCI, ces derniers disposant chacun d'au moins un représentant. Elle est présidée par le président du syndicat ou son représentant et se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de son président ou de la moitié au moins de ses membres.

Par ailleurs, un membre de la commission consultative, nommé parmi les représentants des établissements publics de coopération intercommunale, est associé à la représentation du syndicat à la conférence départementale d'investissement dite « Loi NOME » présidée par Monsieur le Préfet.

Compte tenu du périmètre du syndicat Hérault Energies, c'est l'ensemble des EPCI à fiscalité propre du département de l'Hérault qui est concerné, soit quatre communautés d'agglomération, dix-sept communautés de communes ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil de Métropole doit donc désigner un représentant titulaire ainsi qu'un suppléant à cette commission consultative.

M le Président propose les candidatures suivantes :

- Titulaire : Mme DASYLVA Titina,
- Suppléant : M. QUILES Thierry.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations au vote au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de la commission par le Comité Syndical d'Hérault Energie ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations au vote au scrutin secret mais à main levée ;
- désigner Mme DASYLVA Titina comme représentante titulaire et M. QUILES Thierry comme représentant suppléant au sein de la Commission Consultative du Syndicat Hérault Énergie et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13469

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106332-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – AMÉNAGEMENT DE L' AVANT-PLACE ROYALE DU PEYROU - DEMANDE DE SUBVENTION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a pour effet le transfert à Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence Espace public – Voirie détenue par la Ville de Montpellier, notamment celle relative aux travaux de réfection des sols et de restauration du site du Peyrou.

Le site du Peyrou, propriété de la Ville, est classé au titre des monuments historiques depuis le 18 août 1954. Ce lieu emblématique, érigé au cours des XVIIème et XVIIIème siècles, est connu pour sa promenade qui offre un panorama sur la Ville et ses alentours, ses allées basses et murs de soutènement, son temple des eaux et l'aqueduc qui l'alimentait, les grilles d'entrée, les corps de garde, le pont Vialleton et l'arc de triomphe, porte ouverte sur la ville.

Au vu des dégradations importantes visibles sur l'ensemble des architectures composant la promenade du Peyrou, la Ville de Montpellier réalise des travaux, depuis 2003, dans le cadre d'un programme pluriannuel afin de procéder à leur restauration.

La restauration de la porte du Peyrou, du pont aux 3 arches, des grilles d'entrée, de la statue équestre, du château d'eau, la réfection des sols de la partie centrale de la place Royale et l'allée basse sud ont déjà été réalisées. Les travaux de restauration du pont Vialleton sont actuellement en cours et les études préalables à la restauration des corps de garde et des murs d'échiffre ont été réalisées.

A l'occasion du bouclage de la ligne 4 du tramway, l'aménagement de l'avant-place royale a été étudié et va être intégré à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la société Tam après adoption de l'avenant 3 soumis au présent Conseil.

En effet, en application de l'avenant n°1 à la convention de gestion conclue avec la Ville de Montpellier en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, suite à la délibération du 28 mai 2015, l'ensemble des prestations études et travaux connexes au bouclage de la ligne 4 de Tramway, sur le territoire de la Ville de Montpellier sont exclus de cette convention et relèvent de la seule compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le périmètre considéré se développe entre la grille de la place royale, l'arc de triomphe et l'emplacement des anciennes grilles métalliques au droit des corps de garde. Les parties du XVIIIème siècle seront rénovées et mises en valeur et toute la surface de l'avant place royale sera revêtue de pierres calcaires. L'éclairage public sera repris en s'inscrivant dans les mâts historiques. Enfin, pour souligner l'architecture remarquable, du site un complément d'éclairage architectural sera mis en œuvre.

Le coût de l'opération est estimé à 1 400 000 € HT.

Elle sera financée par un fond de concours de la Ville de Montpellier et une subvention de 300 000 € qui est demandée à l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de restauration de l'Avant-Place royale du Peyrou,
- dire que les dépenses liées à cette opération seront inscrites au budget annexe des transports 2016 de la Métropole, au chapitre 23,
- solliciter toutes les subventions aux meilleurs taux possibles,
- autoriser Monsieur le Président à signer la demande d'autorisation de travaux ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1108059-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**HORS COMMISSION – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
COMPLÉMENTAIRE À L'EPCC ESBAMA - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Principal partenaire de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle ESBAMA, Montpellier Méditerranée Métropole soutient cet établissement, au titre de l'année 2015, par une contribution financière en fonctionnement de 1 579 375 €, d'une subvention d'investissement de 40 000 €, ainsi que par le biais d'investissements courants réalisés en direct par la Métropole sur le bâtiment occupé par l'ESBAMA.

Sur ce dernier volet, il convient, en application des statuts de l'ESBAMA faisant référence à une contribution plancher, de compléter de 38 000 € la subvention d'investissement accordée par la Métropole à l'EPCC.

Cette subvention complémentaire vient financer un projet d'investissement porté par l'établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention d'investissement complémentaire de 38 000 € à l'EPCC ESBAMA,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat afférente, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107831-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – PROJET DE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE COOPÉRATION INTERCOMMUNAL (SDCI) - PROPOSITION DE DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉLECTRIFICATION DE LA RÉGION NORD-EST DE MONTPELLIER (SIERNEM) - AVIS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République, loi NOTRe du 7 août 2015 vise à renforcer les intercommunalités, à les réorganiser selon un seuil de population correspondant aux réels bassins de vie des citoyens et à permettre d'organiser les services publics de proximité sur un territoire plus cohérent.

Cette loi fixe également comme objectif, la réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes, en particulier la suppression des doubles emplois entre des établissements publics de coopération intercommunale ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes.

Dans ce cadre, les Préfets doivent réviser les schémas de coopération intercommunale en collaboration avec la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI). Ces schémas peuvent proposer la suppression, la transformation ainsi que la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes.

Le projet de schéma pour le département de l'Hérault a été présenté à la CDCI le 5 octobre 2015 et doit être présenté pour avis aux conseils municipaux et organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification. Le délai fixé par la loi NOTRe et laissé à ces organes pour se prononcer est de deux mois à compter de la notification de ce document, soit le 16 décembre 2015 pour Montpellier Méditerranée Métropole. À défaut l'avis est réputé favorable.

À réception des avis, le projet de schéma et l'ensemble des avis collectés seront adressés par le Préfet aux membres de la CDCI, qui sera consultée en mars 2016 et pourra modifier le projet de révision du schéma à la majorité des deux tiers de ses membres.

Ce projet est consultable sur le site de la préfecture, à l'adresse suivante : <http://herault.gouv.fr> (Services de l'Etat / Etat et collectivités / Contrôle budgétaire et intercommunalité / Intercommunalité).

Concernant l'arrondissement de Montpellier; le projet de schéma comprend notamment une proposition de rationalisation des syndicats intercommunaux compétents en matière d'électricité..

Le SIERNEM, syndicat composé de 12 communes et de Montpellier Méditerranée Métropole (en représentation de Saint Brès et Saint-Dézéry) adhère au Syndicat mixte Hérault Energie (SHE) pour la compétence électricité et exerce également des compétences en matière d'éclairage public et de réseaux, non transférées au SHE mais qu'il gère également.

Le projet de schéma prévoit la dissolution du SIERNEM, et le transfert des compétences à ses membres, qui auront la possibilité d'adhérer ou non au SHE.

Il est mentionné dans ce projet de schéma que la dissolution de ce syndicat s'inscrit dans la continuité du schéma de 2011, qui, pour mémoire, a permis la suppression de 9 syndicats intercommunaux dans le domaine de l'énergie électrique..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- rendre un avis sur la proposition de dissolution du SIERNEM contenu dans le projet de SDCI ;
- adresser sans délai, cette délibération après retour du contrôle de légalité au Bureau des finances locales et de l'intercommunalité de la DRCL de la Préfecture de l'Hérault ;
- autoriser M le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13549

A l'issue d'un vote à main levée, le Conseil rend un avis défavorable (87 votes contre la proposition de dissolution et 2 abstentions).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 87 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106377-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES
COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLE AVEC LES COMMUNES - VOLET
OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers ont constitué un avenant n°1 à la convention initiale signée en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des Communes.

Compte tenu des ajustements de prévisions budgétaires et de l'actualisation du périmètre des transferts, il convient d'adopter un avenant n°2 au volet opérationnel et financier pour les communes de Clapiers, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'avenant n°2 - Volet opérationnel et financier - aux conventions de gestion transitoire conclues en vue de l'exercice des compétences nouvelles de la Métropole pour les communes de Clapiers, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget 2015.
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°2 - Volet opérationnel et financier - aux conventions de gestion transitoire conclues en vue de l'exercice des compétences nouvelles de la Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1108021-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – MANDAT SPÉCIAL (MISSION ET REPRÉSENTATION) DES ÉLUS - PRISE EN CHARGE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation.

Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

Au titre de l'année 2016, les frais relevant du mandat spécial tel que défini ci-dessus, seront remboursés pour l'ensemble des élus sur la base de frais réels et justifiés dans la limite de 40 000 €. En cas d'événement exceptionnel, nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le principe de remboursement à Monsieur le Président et aux élus, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus, sur la base de frais réels et sur justificatifs,
- autoriser la prise en charge des frais de représentation pour le Président et le Directeur Général des Services, via une carte affaires nominative à débit différé, au regard des modalités ci-dessus exposées,

- dire que les crédits seront imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107114-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

La mise en œuvre effective des nouvelles compétences de la Métropole nécessite de prévoir la possibilité de déléguer par décision un certain nombre de nouveaux domaines.

Ainsi, il est proposé de rajouter dans le domaine 'Patrimoine et Domanialité' 3 points à savoir :

1.12 relatif au classement et déclassement du domaine public,

1.13 relatif aux avenants des conventions de mise à disposition de biens et de matériels,

1.14 relatif au transfert de domanialité entre la Métropole et ses communes membres.

Dans le domaine 'Urbanisme' il est proposé de modifier le point 2.1 afin de prévoir la délégation du droit de priorité et le point 2.3 afin de prévoir le retrait de la délégation de droit de préemption urbain sur l'ensemble d'une zone et non uniquement à l'occasion de la vente d'un bien.

Dans le domaine 'Commande Publique' il est proposé d'ajouter 2 points, le point 4.11 relatif à la signature, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords cadres et le point 4.12 concernant les avenants de co-utilisation.

Dans le domaine 'Personnel' il est proposé de rajouter 2 points un point 5.2 relatif à la signature des conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes et un point 5.3 relatif à la signature des contrats de protection sociales complémentaires.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

1.12 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.13 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

1.14 autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.3 prendre toute décision concernant la **résiliation** des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole, ;

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des **décisions de poursuivre** dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de

5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

4.6 approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir **avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics**, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de **l'urgence impérieuse** telle que définie dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.11 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.12 prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107464-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – AVENANT N°1 DE PROLONGATION DE DÉLAI - MARCHÉ N°2777 PRESTATIONS SCÉNOGRAPHIQUES DES MANIFESTATIONS ET OPÉRATIONS ÉVÉNEMENTIELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est amenée à organiser un certain nombre de manifestations dans le cadre de sa politique de communication.

Des opérations de mise en scène et d'aménagements adaptés à la thématique ainsi qu'à la destination du public sont indispensables.

Afin de pérenniser les effets déjà obtenus par la mise en valeur scénographique des différentes manifestations qu'elle organise, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité lancer une procédure sous forme d'appel d'offres ouvert, pour un marché à bons de commande, comportant un lot unique, pour renouveler le précédent marché qui se termine 31/12/2015.

Cela a été approuvé par délibération en date du 28 mai 2015.

Cependant, aucune proposition reçue ne respectant les contraintes du cahier des charges, celles-ci ont été déclarées irrégulières et feront l'objet d'une procédure négociée avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre, le nouveau marché ne va pouvoir être notifié pour démarrer au 01/01/2016.

Par conséquent, il est nécessaire de prolonger le marché actuel de 2 mois pour palier à ce défaut de prestataire et pour assurer la continuité des prestations nécessaires au bon déroulé des manifestations organisées par la direction de la communication de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cet avenant est sans incidence financière sur les montants initiaux du marché actuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prolongation de délai du marché n°2777,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 21/12/2015
Déposé En Préfecture
Le : 21/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107097-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**HORS COMMISSION – ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DE TRAITEURS
- CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA VILLE DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE
LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue d'achat de prestations de services de traiteurs nécessaire au fonctionnement de leurs services respectifs.

Afin de rationaliser leurs achats, et de réaliser des économies, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, ont décidé de constituer un **Groupeement de Commandes** conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un marché à bons de commande d'une durée de un an, reconductibles trois fois prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017 pour Montpellier Méditerranée Métropole, et pour une durée de un an, reconductibles trois fois, à compter de sa date de notification pour la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupeement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupeement.

Chaque membre du groupeement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'une procédure adaptée pour la conclusion d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics. Cette consultation se compose de 3 lots dont les montants annuels estimatifs H.T. des commandes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier sont les suivants :

Lot 1 : Prestations traiteurs avec et sans service pour 1 à 200 personnes :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 150 000 € H.T. / an ;
- Ville de Montpellier : 100 000 € H.T. / an.

Lot 2 : Prestations traiteurs avec et sans service pour 201 personnes et plus :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 150 000 € H.T. / an ;
- Ville de Montpellier : 100 000 € H.T. / an.

Lot 3 : Prestations de préparation de plateaux repas froids ou chaud et pizzas pour 4 à 1000 personnes :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 000 € H.T. / an ;
- Ville de Montpellier : 50 000 € H.T. / an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupeement de commandes avec la Ville de Montpellier ;
- approuver la convention constitutive dudit groupeement ;
- autoriser la signature de la convention de groupeement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée comme coordonnateur du groupeement et la signature de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de cette convention ;
- autoriser le coordonnateur de groupeement de commandes à lancer un appel d'offres et sa Commission d'Appel d'Offres compétente à attribuer cet appel d'offres ;
- autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant l'engagement de la procédure de passation, de souscrire le(s) marché(s) correspondant(s) aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole, signer tous documents relatifs à l'exécution et au règlement du (ou des) marché(s), y compris le cas échéant son (ou leur) éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106922-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ADHÉSION AUX ORGANISMES EXTÉRIEURS
- COORDINATION NATIONALE DES CONSEILS DE DÉVELOPPEMENT -
AUTORISATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13059 du 29 juin 2015, la Conseil de Métropole a adopté l'évolution du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole, dénommé CoDe. Composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du territoire métropolitain, il est présidé par Katia Vidic. Le CoDe de Montpellier Méditerranée Métropole a vu son rôle renforcé en un organe privilégié de la réflexion, de la prospective et de la concertation sur le territoire de la Métropole, se transformant en un véritable laboratoire d'idées. Au-delà, le CoDe mène des réflexions en concertation étroite tant avec les autres Conseils de développement de la Région qu'avec l'ensemble des Conseils de développement, particulièrement des autres métropoles françaises. Dans cet esprit, le CoDe souhaite rejoindre l'Association des Présidents de conseils de développement et adhérer à la Coordination Nationale des Conseils de développement

Cette association regroupe plus de 70 conseils de développement. Interlocutrice de référence sur la citoyenneté, la Coordination Nationale des Conseils de Développement est un acteur majeur dans le paysage républicain, porteuse des valeurs fondamentales pour le bien vivre ensemble. La CNCD fédère les Conseils de Développement de tous les territoires – pays, agglomération, communauté urbaine ou métropole. Riche de cette pluralité, elle porte l'ambition partagée d'une démocratie participative et territoriale auprès des institutions publiques, politiques, associatives et des réseaux de réflexion. Elle offre et anime pour les Conseils de développement un espace d'échanges de bonnes pratiques et de réflexions. Le partage des expériences et la mise en commun des idées nourrissent une production fédérée qui contribue à un rayonnement national d'une démocratie participative territoriale.

Il est donc proposer au Conseil d'autoriser l'adhésion du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association à compter du 1^{er} janvier 2016. La cotisation annuelle est fixée à 0.01€ par habitant, représentant un montant estimatif de 4343.09€ au titre de l'année 2016, compte tenu des derniers chiffres connus de la population.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole à la Coordination Nationale des Conseils de Développement,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106186-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE-LOI 2015-990 DU 6 AOÛT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ÉCONOMIQUES-AVIS DE LA MÉTROPOLE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'article L 3132-6 du Code du travail tel que modifié par la loi n° 2015-90 du 6 août 2015 permet désormais l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail, dans la limite de 12 dimanches par an, sauf dérogations législatives et réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités notamment les jardineries, les magasins d'ameublement et les magasins de bricolage.

Lorsque le nombre de dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme du conseil de métropole et du conseil municipal.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement, des dimanches désignés par le Maire au titre de l'article L 3132-6 du Code du Travail, dans la limite de trois.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire, avant le 31 décembre, pour mise en œuvre sur son territoire au cours de l'année suivante.

Cette liste peut être commune pour tous les secteurs d'activités mentionnés ci-dessous ou établie pour un ou plusieurs secteurs d'activités :

- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'alimentation,
- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager-TV-Hifi,
- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs,
- Le secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés par dérogation au repos dominical est prise après consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les communes de Le Crès, Lattes, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Vedas ont transmis leurs propositions de listes afin qu'elles soient soumises pour avis au Conseil de la Métropole en application des dispositions du Code du Travail susvisées. Celles-ci sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable aux propositions de listes d'ouverture dominicale des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les commune de Le Crès, Lattes, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Vedas telles que recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1105498-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ -
PORTAGE SALARIAL DE LA REPRÉSENTANTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE À CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC EUPIC - CONVENTION
AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS À L'ETRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT -
AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine bénéficient d'une longue histoire d'échanges réciproques : nous pourrions citer le début du XXème siècle (1908-1927) et la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations préservées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par Montpellier Méditerranée Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu demeure l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par les entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

En 2014, une étude de l'université de Paris-Dauphine avec Pramex International précise les opportunités pour une entreprise de s'implanter à l'international, avec à trois ans, une croissance de 13 % des ventes, 8% des embauches et 30 % de la valeur ajoutée pour la société mère, ce qui conforte la stratégie d'accompagnement à l'international mise en place depuis 10 ans par Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis 2004, ce sont plus de 100 entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés.

Quinze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine et à Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole dispose depuis 2013 d'une représentante à Chengdu dans le cadre d'un contrat de 2 ans, avec le Ministère des Affaires Etrangères : Volontariat International en Entreprise (VIE).

Le contrat VIE étant limité à 2 ans, pour l'année 2015 par délibération n° 12 728 le Conseil de Métropole a décidé de continuer, pour une période de 1 an, la collaboration avec notre représentante à Chengdu dans le cadre d'un portage salarial avec notre partenaire EUPIC.

Pour 2016 il est proposé de continuer cette collaboration, dans exactement les mêmes conditions que le contrat de 2015.

La mission attribuée à notre représentante consiste à :

- Assurer la promotion active du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des entreprises chinoises désireuses de s'internationaliser et de s'implanter notamment sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole :
 - 3 entreprises chinoises se sont implantées sur le territoire métropolitain lors des 3 dernières années.
- Assurer le développement des entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine :
 - En 2014 et 2015, les partenariats des entreprises 1001Pharma, Tageos et Intrasense et le FISE avec des entreprises chinoises ont généré plus 6 000 000 d'euros de retombées directes.
- Préparer, suivre et assurer les actions que Montpellier Méditerranée Métropole développe avec Shanghai, Chengdu et la Province du Sichuan dans le cadre d'EUPIC et tout particulièrement la plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu :
 - 1 000 000 d'euros de chiffre d'affaires direct généré pour les producteurs de la Métropole.
- Contribuer à la préparation de missions internationales en développant des relations avec les acteurs institutionnels, de la recherche et des entreprises.... en Chine, et de missions organisées par nos partenaires chinois vers Montpellier Méditerranée Métropole :
 - Lors des 3 dernières années, 9 missions (représentant 40 entreprises) ont été organisées en Chine et 14 délégations chinoises ont été accueillies sur le territoire communautaire.
- Assurer un lien étroit entre Montpellier Méditerranée Métropole et EUPIC ainsi que toutes les institutions partenaires.
 - Extension en 2014 et 2015 de nos accords de développement économique particulièrement pour la filière vin avec les Villes de Neijiang et Qingdao.

Dans le cadre du Développement Economique, afin de pérenniser, d'accroître et de faciliter la présence de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine tout particulièrement à Chengdu, il est souhaitable de poursuivre la présence de Montpellier Méditerranée Métropole sur place.

Pour ce faire il est proposé de renouveler pour une année le portage salarial par le partenaire EUPIC.

La représentante de Montpellier Méditerranée Métropole sera accueillie dans le cadre de l'accord général développé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu dans les locaux d'EUPIC pendant la durée de sa mission. Cet accueil s'effectuera au tarif préférentiel de 150 euros par mois pour un bureau de 15 m², soit 1 800 euros pour un an, plus les frais d'entretien du bureau estimés à 900 euros par an (au taux de change actuel de 7,647). Ces frais seront pris en charge par la municipalité de Chengdu puis remboursés par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre d'un contrat.

Dans le cadre de la convention avec EUPIC pour le portage salarial de la représentante à Chengdu pendant onze mois, le coût estimé est de 39 500 euros (au taux de change actuel). Le salaire versé par EUPIC et remboursé par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention, couvre les frais de salaire, les impôts en Chine, la protection sociale chinoise.

Il convient aussi d'assurer une couverture sociale identique au standard français. Pour ce faire la Caisse des Français à l'Etranger a mis en place au travers de l'organisme Humanis une couverture adaptée pour un coût prévisionnel estimé à 16 900 euros.

Cette couverture sera directement souscrite par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de l'agent salarié.

Pour réaliser ses missions en Chine et en France, la représentante se déplacera auprès de divers partenaires. Le coût annuel inclut : transports internationaux et internes, frais de réception, frais d'hébergement hors Chengdu, participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception...), frais de visa etc.

En dehors de ces missions, la représentante bénéficiera d'un aller/retour France – Chine au début et au terme ou renouvellement de son contrat, ainsi qu'un aller/retour Chine – France permettant à la représentante d'effectuer ses congés d'été en France et d'y accoler une semaine de travail avec la Direction du Développement Economique de la Métropole.

L'ensemble de ces frais estimés à 9 300 € T.T.C., Ceux-ci seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents se fera sur la base des frais réels.

La durée de cette prolongation de mission et des conventions afférentes est de onze mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature d'une convention de **portage** salarial avec EUPIC, concernant la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à **Chengdu (Chine)**, pour une période de onze mois à partir du mois de février 2016, pour un coût prévisionnel estimé (en fonction du taux de change au 10/11/15) à 39 500 € T.T.C. ;
- autoriser la signature d'une convention avec Humanis (Caisse des Français à l'Etranger), pour les couvertures retraite, santé et prévoyance pour la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à **Chengdu (Chine)**, pour une période de onze mois à partir du mois de février 2016, pour un coût prévisionnel estimé à 16 900 € T.T.C. ;
- approuver la prise en charge financière des frais nationaux et internationaux de transports, hôtel, réception, location et entretien du bureau en Chine, coût d'établissement du visa, coût divers pour l'organisation ou la participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception ...) estimés pour l'année 2016 à 9 300 euros T.T.C. ;
- autoriser la signature du contrat relatif à la location et à l'entretien des bureaux situés sur la Zone des Hautes Technologies de Chengdu pour un montant prévisionnel annuel de 2 700€ T.T.C. ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget des exercices 2016, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1108173-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - OPH ACM - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - REPRÉSENTANT - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – Aménagement et Construction de Montpellier (OPH ACM) a pour mission de développer, de gérer et d'entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de la Métropole. Il constitue le plus important des bailleurs sociaux de la région avec plus de 50 000 locataires.

Par délibération n°12213 du 22 avril 2014, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015 en tant que collectivité de rattachement a élu 13 membres la représentant, soit :

- 6 conseillers métropolitains :
 - Robert COTTE,
 - Gérard CASTRE,
 - Chantal LEVY-RAMEAU,
 - Patricia MIRALLES,
 - Jean-Luc SAVY,
 - Bernard TRAVIER.
- 2 personnalités qualifiées ayant la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement de coopération intercommunal du ressort de compétence de l'office autre que celui de rattachement,
 - Claude ARNAUD,
 - Henri FRICOU,
- 5 membres choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales :
 - Jean-François MANLHIOT,
 - Françoise d'ABUNTO,
 - François RICCI,
 - Daniel ROBEQUAIN,
 - Christian VIGOUROUX.

Par délibération n°12483 du 31 juillet 2014, le Conseil a procédé à la désignation de Monsieur Daniel RODRIGUEZ en lieu et place de Monsieur Henry FRICOU au titre des personnalités qualifiées.

Par délibération n°12892 du 31 mars 2015, le Conseil a procédé à la désignation de Monsieur Gérard VALLS en remplacement de Monsieur François RICCI, en qualité de personnalité qualifiée en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales et a confirmé l'ensemble des 12 autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'OPH ACM.

Il est proposé à l'Assemblée de procéder à la modification des représentants du collège des Conseillers métropolitains, et de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de l'OPH-ACM, suite au souhait émis par Monsieur Travier de ne plus y siéger.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'OPH-ACM au scrutin secret mais à main levée.

La candidature de Monsieur Philippe Saurel est proposée. Aucune autre candidature n'est présentée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au vote au scrutin secret mais à main levée ;
- désigner le représentant de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole tel que mentionné ci-dessus,
- confirmer l'ensemble des autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1108419-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUËL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
MARCHÉ D'ASSURANCE N°4170AJ15 "TOUS RISQUES EXPOSITIONS" POUR
L'EXPOSITION "BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME" PRÉVUE DU 25
JUN AU 16 OCTOBRE 2016 AU MUSÉE FABRE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE
PROCÉDURE ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un marché d'assurance "Tous Risques Exposition" (marché n°3428AJ13 lot n°3) ayant pour objet de garantir le transport et le séjour des œuvres faisant l'objet d'un prêt, notamment, à l'attention du musée Fabre, et ce jusqu'à la fin de l'année 2018.

Cependant, compte-tenu du montant et de l'importance des œuvres exposées à garantir dans le cadre de l'exposition « *Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* » du 25 juin au 16 octobre 2016 prévue au musée Fabre, de la sécurité qu'implique ce type d'exposition et de la difficulté de définir préalablement au lancement de la consultation, le montant prévisionnel de la prestation à garantir, une procédure négociée doit être lancée conformément à l'article 35 du Code des Marchés Publics afin de conclure un marché spécifique.

Le montant de ce marché est estimé entre 150 000 et 250 000€HT.

Ce marché prendra effet à compter du 15 mai 2016 et se terminera après le retour de la dernière œuvre au prêteur, sauf pour les œuvres qui sont présentées à la deuxième étape.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure de passation nécessaire à la conclusion du marché n°4170AJ15, comme précisé ci-dessus,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation,
- autoriser Monsieur le Président, à signer le marché d'assurance n°4170AJ15 "tous risques expositions" pour l'exposition "Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme" prévue du 25 juin au 16 octobre 2016 au musée Fabre ainsi que tout document relatif à ce marché notamment concernant son exécution et son règlement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 21/12/2015
Déposé En Préfecture
Le : 21/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107054-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES
– OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR ANTENNES RELAIS DE
TÉLÉCOMMUNICATION - IMPLANTATION SUR BÂTIMENT - REDEVANCES -
NOUVELLES CONVENTIONS TYPES-AVENANT N°1 AUX CONVENTIONS EN
VIGUEUR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n° 6982 du 25 avril 2006, le Conseil avait approuvé la mise en place de conventions-type d'occupation du domaine public pour l'implantation de relais de téléphonie mobile sur les immeubles propriétés de la Métropole. Cette délibération fixait également les redevances annuelles d'occupation, leurs modalités d'actualisation et les modalités de renouvellement des conventions.

Le Conseil a modifié les conventions-type lors de la séance du 8 octobre 2012, par délibération n° 11119, afin d'ajouter une annexe précisant les conditions d'intervention des opérateurs de téléphonie ou de leurs exploitants sur les ouvrages de la compétence eau potable transférée par les communes le 1^{er} janvier 2010.

Par délibération n°13174 du 22 juillet 2015, le Conseil a élargi le dispositif existant pour intégrer l'implantation de pylônes-support d'antennes-relais de téléphonie mobile sur les terrains propriétés de la Métropole.

Pour les conventions-types relatives aux implantations d'antennes-relais sur les bâtiments de la Métropole, il est proposé d'actualiser le montant des redevances annuelles sur la base du dernier indice connu, ces redevances devenant les nouvelles redevances de base :

Surface au sol occupée :

- jusqu'à 12 m² (l'ensemble) 8 660 euros ;
- entre 12 et 16 m² (l'ensemble) 11 330 euros ;
- entre 16 et 20 m² (l'ensemble) 14 000 euros ;
- m² supplémentaire (l'unité) 640 euros.

Antennes radioélectriques :

- antenne panneau (l'unité) 640 euros ;
- antenne cierge (l'unité) 440 euros ;
- antenne indoor (l'unité) 220 euros.

Antennes de faisceau hertzien (F.H.) :

- antenne F.H. diamètre maximum 90 cm (l'unité) 4 960 euros ;
- antenne F.H. diamètre supérieur à 90 cm (l'unité) 7 640 euros.

Les tarifs évoluent au 1^{er} janvier de chaque année selon la variation de l'indice INSEE du coût de la construction dont l'indice de référence est la valeur du 3^{ème} trimestre 2014 : 1627.

Par ailleurs les conventions-type (pylônes et antennes-relais) prévoyaient une durée initiale de six ans, renouvelable de manière expresse, par délibération ou par décision, par période de trois ans. Dans un souci de simplification administrative, il est proposé de prévoir le renouvellement des conventions-types par courrier du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, selon les mêmes conditions de durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouvelles conventions-type entre les opérateurs et la Métropole et l'avenant n°1 à intervenir pour les conventions dorées et déjà signées,
- approuver les redevances correspondantes,

- approuver le principe du renouvellement de plein droit par période de trois ans de manière expresse par courrier du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants aux conventions en vigueur avec les opérateurs de réseaux téléphoniques SFR, Orange et Bouygues Télécom, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106769-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
CESSION D'UN APPARTEMENT AVEC GARAGE SIS 1577 AVENUE DE MAURIN À
MONTPELLIER À MME LOPEZ ET M. TERRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un appartement, composé de 6 pièces, d'une surface de 113 m², avec garage et parking, situé 1577 avenue de Maurin, résidence Les Pins Bâtiment A8 à Montpellier. Cet appartement a été acquis à l'amiable en 2005, pour un montant de 195 000€, en vue de reloger une locataire dans le cadre des travaux de la seconde ligne de tramway.

Le bien étant devenu libre de toute occupation, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas vocation à le conserver.

Le bien a fait l'objet d'une évaluation par France Domaine en date du 30 avril 2015 sur la base d'un montant de 245 000€ avec une marge de négociation de plus ou moins 15%, liée aux importants travaux de remise en état à entreprendre.

Montpellier Méditerranée Métropole a reçu une offre d'achat, de la part de Mme LOPEZ et M. TERRAL, demeurant 1577 avenue de Maurin, résidence Les Pins Bâtiment F30 à Montpellier, pour un montant de deux cents huit mille deux cent cinquante euros (208 250 €). Le prix proposé par Mme LOPEZ et M. TERRAL étant conforme à l'évaluation de France Domaine, il est proposé de leur céder le bien pour ce montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la cession à Mme LOPEZ et M. TERRAL de l'appartement, du garage et de la place de parking sis 1577 avenue de Maurin à Montpellier et autoriser la signature d'un compromis de vente ;
- décider que cette cession se fera au prix de deux cent huit mille deux cent cinquante euros (208 250€) conformément à l'avis de France Domaine en date du 30 avril tenant compte de la marge de négociation ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107121-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
ORGANISMES EXTÉRIEURS - ORDRE DES ARCHITECTES - INSCRIPTION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Pour l'exercice de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole demande que des missions de maîtrise d'œuvre soient effectuées par l'architecte de la Métropole, dont l'inscription à l'Ordre des Architectes est nécessaire.

La loi sur l'Architecture du 3 janvier 1977, article 14, dispose que l'exercice des activités d'architecte « en qualité de fonctionnaire ou d'agent public » constitue un mode d'exercice particulier de ces architectes.

L'architecte de Montpellier Méditerranée Métropole est inscrit au tableau du Conseil régional des architectes sous les numéros national 049230 et régional 2317, depuis sa prise de fonction le 16 août 2004, en tant que fonctionnaire exerçant des missions de maîtrise d'œuvre.

Cette inscription valide le port du titre d'architecte.

Il convient comme pour tous les organismes extérieurs, de renouveler le principe de l'inscription à l'ordre des Architectes.

Dans le cadre de cette inscription, Montpellier Méditerranée Métropole pourra disposer de conseils juridiques, de la représentation de la profession, de la possibilité de recours-médiation par les représentants de l'Ordre, de partages d'expériences et d'informations législatives et réglementaires utiles à la préservation de son patrimoine et de la qualité architecturale sur son territoire.

La cotisation annuelle pour l'inscription à l'Ordre des Architectes s'élève à 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'inscription à l'Ordre des Architectes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget, chapitre 930 article 6281 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106772-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES
- MARCHÉ N°4159MG15 D'ACHAT DE PRESTATIONS DE MANUTENTIONS,
DE DÉMÉNAGEMENTS ET DE GARDE MEUBLES - APPEL D'OFFRES -
AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT
DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles, il est nécessaire de lancer un appel d'offres.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, d'établir un groupement de commandes publiques entre les deux entités.

Montpellier Méditerranée Métropole est proposée coordonnatrice du groupement de commandes. La Commission d'Appel d'Offres désignant l'attributaire du marché sera donc celle de Montpellier Méditerranée Métropole.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 33, 56 à 59 et 77 du Code des marchés publics.

Le marché sera à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible trois fois.

Il sera conclu sans montant minimum annuel et pour un montant annuel maximum, pour l'ensemble des 2 collectivités, de 200 000 € HT, montant maximum identique pour chaque période éventuelle de reconduction. Ce marché sera signé et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque membre du groupement sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui le concerne.

Avant la publication de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC), chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter le principe du lancement d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention qui prévoient que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour attribuer ce marché ;
- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire, notamment concernant son exécution et son règlement.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 21/12/2015
Déposé En Préfecture
Le : 21/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107089-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, **Montpellier Méditerranée Métropole** se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « **Agro-écologie et Alimentation** » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Les **défis** auxquels fait face l'agriculture sur le territoire de la Métropole sont nombreux et majeurs :

- Comment assurer une relève qualifiée d'entrepreneurs et de salariés quand plus des 2/3 des exploitants agricoles professionnels ont plus de 55 ans et que 75% d'entre eux n'ont pas de successeur identifié ?
- Comment maintenir le potentiel de production alors qu'à l'échelle de la métropole, plus de la moitié des terres agricoles se trouvent dans l'incertitude quant à leur devenir à moyen terme ?
- Comment nourrir convenablement une population urbaine, dont 20% est aujourd'hui en situation de précarité sociale et bien souvent alimentaire ?
- Comment associer les acteurs du monde agricole à la préservation, la valorisation et la promotion de notre patrimoine paysager et environnemental, qui contribue au bien vivre des habitants et à l'attractivité de notre territoire ?
- Comment produire durablement tout en s'adaptant au changement climatique ?

En cette année 2015 où le monde entier a les yeux braqués sur la France qui accueille la 21^{ème} Conférence Internationale des Parties sur le Climat (COP21), il est plus que jamais temps de prendre en compte dans nos politiques publiques le fait que le climat méditerranéen s'étendra d'ici 2100 à la moitié Sud de la France. La Métropole est convaincue que l'agroécologie est une réponse solide et durable à l'enjeu d'adaptation à la nouvelle donne climatique. Avec une communauté scientifique de pointe dans ce domaine, Montpellier doit devenir un territoire exemplaire, résilient, précurseur en la matière. Ainsi l'agroécologie est bien sûr partie prenante au Plan Énergie-Climat de la Métropole. Conformément à la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, adoptée en septembre 2014 par le Gouvernement, qui reconnaît officiellement l'agroécologie, la Métropole prend appui sur cette démarche pour favoriser une transition dans les pratiques agricoles et alimentaires.

La Métropole met en avant l'agroécologie comme levier majeur du maintien de la richesse et de la diversité de notre alimentation méditerranéenne dans un monde de plus en plus global et comme un modèle économique durable.

Le **Plan Climat Energie Territorial (PCET)** est un document stratégique défini par la loi Grenelle II de 2010, qui a fixé pour objectif de diviser par quatre les émissions de CO2 d'ici 2050. Il organise la gestion économe des ressources et des consommations d'énergies, de façon à limiter les contributions à l'effet de serre. Adopté en 2014, le PCET 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole propose une approche globale de la politique énergie-climat, au sein de l'ensemble des politiques publiques portées par la Métropole et les 5 communes engagées dans la démarche dès son élaboration. La politique agroécologique et alimentaire de la Métropole prend appui sur ce cadre de référence pour élaborer son plan d'actions.

Le Plan Climat, Air, Énergie Territorial (PCAET) dont Montpellier Méditerranée Métropole va engager l'élaboration en application de la Loi de Transition Énergétique et pour la Croissance Verte du 17 août 2015, et qui constituera une nouvelle étape de prise en compte de ces enjeux, intégrera

le programme d'action élaboré dans le cadre de la stratégie Agroécologie et Alimentation de la Métropole.

La Métropole a également décidé d'engager l'élaboration d'un projet de territoire, intitulé « **Montpellier Métropole Territoires** », avec pour ambition de concevoir un grand projet intégré pour aménager un territoire de référence au plan national en matière de développement durable et renforcer son attractivité en s'appuyant et en déclinant spatialement les sept piliers stratégiques de la Métropole. Cette démarche trouvera sa traduction à travers la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration du PLU intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes.

Dans ce contexte et compte tenu des évolutions réglementaires récentes (lois Grenelle, loi de Modernisation de l'agriculture et de la pêche et plus récemment loi ALUR et loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt), la préservation des espaces naturels et agricoles est posée comme enjeu incontournable des documents de planification. Il apparaît ainsi indispensable d'intégrer ces espaces comme composante vitale du projet de territoire et, pour ce faire, favoriser et accompagner une filière agricole et alimentaire durable.

La **Chambre d'agriculture de l'Hérault** est à la fois établissement consulaire et organisme de services en direction des entreprises, des filières et des territoires. Elle constitue auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui leur sont rattachés l'organe consultatif, représentatif et professionnel des intérêts agricoles.

Dans le cadre de ses missions consulaires, la Chambre d'agriculture de l'Hérault est notamment, conformément au code de l'urbanisme, associée à l'élaboration du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole en tant personne publique associée (PPA). A ce titre, elle participe aux réunions de travail et formule des avis sur les projets.

La Chambre d'agriculture accompagne également par secteur et par filière les agriculteurs du département. Elle est également sollicitée par les pouvoirs publics dès que l'agriculture est concernée par une décision ou un projet. De par la diversité de sa composition et sa représentativité professionnelle, la Chambre d'agriculture est un lieu de concertation entre les différents organismes agricoles ; elle joue un rôle de **médiation et de proposition**.

La Chambre d'agriculture, en tant qu'établissement de proximité, regroupe des compétences pluridisciplinaires techniques (toutes filières de productions) et transversales (gestion de l'espace, économie, projets alimentaires, agro-écologie : conduites alternatives des cultures, gestion de l'eau, biodiversité, agroforesterie, etc.). Elle propose ses services aux agriculteurs, aux structures économiques et aux collectivités locales. Elle intervient dans les domaines de l'accompagnement technique, économique, environnemental des projets individuels et collectifs, en adéquation avec les enjeux des territoires.

Pour répondre aux défis présents et futurs de l'agriculture sur le territoire, la Chambre d'Agriculture anime le Projet Agricole Départemental Horizon 2020. Projet participatif, prospectif et stratégique le PADH a permis de définir un scénario partagé et voulu pour l'agriculture héraultaise à l'horizon 2020, et un programme d'actions pour l'atteindre. Paraphée le 26 janvier 2015 par 15 signataires, sa Charte stratégique entend donner un sens commun à l'action des acteurs agricoles héraultais. Terreau d'innovation, elle prendra corps à travers le déploiement de 8 actions concrètes, nouvelles ou émergentes répondant à 3 défis majeurs :

- Créations d'entreprises agricoles ;
- Qualité et proximité de l'alimentation ;
- Agricultures et territoires durables.

Depuis des années la Chambre d'agriculture s'engage avec les collectivités locales pour répondre aux **préoccupations communes** en matière de **développement agricole et rural**. Le PADH qui a vocation à être mis en œuvre à différentes échelles territoriales, selon la portée et les acteurs concernés par ses actions trouve dans les Communautés de communes et d'agglomérations un ancrage privilégié.

Une convention annuelle avec la Chambre d'agriculture de l'Hérault a été adoptée depuis 2013, assortie l'an dernier d'une **subvention de fonctionnement de 11 400€**.

Dans ce contexte, il est proposé de reconduire ce partenariat pour l'année 2015 en intégrant les nouvelles orientations stratégiques et notamment :

- ACTION 1 : mobiliser les moyens de la Chambre d'agriculture pour contribuer à l'analyse des dynamiques agricoles sur le territoire de la Métropole : situation existante et mise en relief des besoins, évolutions prévisibles, forces, faiblesse, menaces et opportunités pour l'agriculture.
- ACTION 2 : contribuer à l'identification du foncier à sécuriser ou remobiliser pour l'agriculture (entreprises actuellement sans repreneur identifié, friches sur terrains privés), dans le cadre de la démarche dans laquelle la Métropole s'engage en 2015, ainsi que l'éventail des outils juridiques adaptés à cette ambition.
- ACTION 3 : appuyer l'identification et la caractérisation des points de distribution de produits alimentaires locaux, dans l'objectif d'éditer courant 2016 un guide interactif pour les citoyens.
- ACTION 4 : contribuer à l'analyse quantitative et qualitative de l'innovation agricole sur le territoire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat 2015 ainsi que le versement à la Chambre d'agriculture de l'Hérault d'une subvention annuelle d'un montant de 11 400 €,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107269-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – APPROVISIONNEMENT LOCAL ET VALORISATION ÉCONOMIQUE - VOYAGE D'ÉTUDES À BOLOGNE, ITALIE - VISITE DES MARCHÉS DE GROS, DE LA CITÉ DE L'ALIMENTATION ET DU CENTRE DE DISTRIBUTION URBAIN - APPROBATION

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain.

Ces piliers ont, entre autres, pour socle commun la mobilisation pour le climat et contre le réchauffement climatique. C'est en particuliers le cas du pilier stratégique « Agro-écologie et Alimentation ».

Afin d'étayer ses connaissances et compétences sur ces thèmes et de poursuivre la dynamique de mise en réseau engagée sur la scène internationale avec la signature en octobre 2015 du Pacte International des Politiques Alimentaires Urbaines à Milan, il est proposé de monter un voyage d'étude à Bologne. Les membres de la délégation, accompagnés par un chercheur de la chaire UNESCO « Alimentations du Monde » ainsi que par des représentants du Marché d'Intérêt National de Montpellier (MIN-Mercadis), partageront ensuite de manière transversale avec les élus et agents référents ainsi qu'avec les acteurs métropolitains intéressés par ces thématiques.

Le programme de la mission comprendrait ainsi la visite du marché de gros de Bologne (le CAAB), qui s'étend sur 8 ha et vient d'être réhabilité pour la production d'énergie photovoltaïque et réaménagé pour accueillir une « cité alimentaire ». Celle-ci, le FICO (Fabbrica italiana contadina, "fabrique italienne paysanne") rassemble en un même site de multiples fonctions : production (agriculture et élevage sur 11000 m²), transformation (44 laboratoires) et gastronomie (20 établissements de type slow food pour une consommation à kilomètre zéro) ; formation (10 salles de classe, espaces dédiés à l'organisation d'événements et de colloques); démonstration de la biodiversité par le maintien et la valorisation des plantes cultivées ; valorisation touristique (branding de la ville) ; marché de gros. Le programme du FICO répond aux mêmes enjeux que ceux de la Métropole : relocalisation de la production, qualité nutritionnelle et accès à l'alimentation de qualité pour tous, opérations d'aménagement intégrées, création de « halles gourmandes » dans tous les quartiers neufs et existants, logistique urbaine « du dernier kilomètre » (projet de Centre de Distribution Urbaine), soutien à l'expérimentation et aux entreprises innovantes en agroalimentaire (village artisanal d'entreprises et de services thématique), etc...

Une mission d'étude est ainsi envisagée au cours du premier semestre 2016. La délégation serait composée au maximum de deux élus et quatre agents maximum de la Métropole. Il est proposé d'autoriser le déplacement ci-dessus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite de 10 000€ T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission officielle de Montpellier Méditerranée Métropole à Bologne, Italie, au cours du premier semestre 2016,
- approuver la participation d'au maximum deux élus et quatre agents de la Métropole à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 10 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13467

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107275-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

COHÉSION SOCIALE – UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE POUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB) DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - CONVENTION AVEC LES BAILLEURS SOCIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole, signé le 10 juillet 2015, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville, reposant d'une part sur trois piliers définis par l'Etat : le développement de l'activité économique et de l'emploi, le cadre de vie et le renouvellement urbain, la cohésion sociale, et d'autre part sur 7 priorités actées par l'ensemble des signataires de ce document-cadre :

- rapprocher les activités économiques des quartiers.
- responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion.
- mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire.
- renforcer aussi la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège.
- engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier Sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement.
- promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés.
- valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le Contrat de ville et correspond à une attente des habitants des quartiers. La réalisation de ce dernier va nécessiter la mise en place d'une gestion urbaine de proximité (GUP) cohérente, efficace et lisible, pilotée par la Métropole. Pour ce faire, une collaboration étroite avec les bailleurs sociaux est indispensable.

Le Comité interministériel des Villes du 19 février 2013 a acté, dans sa décision n°19, l'inscription, dans les contrats de ville, de l'abattement de la TFPB dont peuvent bénéficier les bailleurs propriétaires de patrimoine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). La loi de finances pour 2015 a confirmé le rattachement de l'abattement de la TFPB au Contrat de ville qui doit être signé par les organismes concernés ce qui est le cas à Montpellier pour les bailleurs ACM habitat, Hérault Habitat, Erilia, FDI et ARCADE/SFHE. Le Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, en collaboration avec l'Union sociale pour l'habitat (USH) qui fédère les bailleurs sociaux au niveau national, a produit un cadre national d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB qui doivent être signées par le bailleur, l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics de coopération intercommunale compétents (Métropole et Ville dans notre cas) avant le 31 décembre 2015. Ces conventions ont vocation à s'articuler avec les démarches de gestion urbaine de proximité.

Ces conventions reposent notamment sur :

- un programme d'actions articulé avec les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité portées par les collectivités,
- un bilan annuel des actions réalisées.

L'abattement de TFPB pour le patrimoine des bailleurs situé en QPV, vise à atteindre le même niveau de qualité de service que dans l'ensemble du parc. Cet objectif nécessite la mobilisation de moyens complémentaires pour compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers. Les actions relevant de la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB doivent soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social en agissant sur les champs suivants :

- l'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier et le soutien aux personnels de proximité ;
- l'adaptation des modes et rythmes d'entretien et de maintenance aux usages et modes d'habiter ;
- les dispositifs et les actions contribuant à la tranquillité résidentielle ;
- les actions de développement social permettant de développer la concertation et le « vivre ensemble » ;
- les petits travaux d'amélioration du cadre de vie.

Il sera distingué dans le programme d'actions qui va être affiné en même temps que la mise en œuvre opérationnelle du Contrat de ville, d'une part les actions relevant du renforcement des moyens de gestion de droit commun du bailleur et d'autre part, les actions spécifiques aux quartiers pour atteindre un même niveau de qualité de service que dans l'ensemble du parc. Les actions d'amélioration du cadre de vie qui feront l'objet de la convention d'utilisation de l'abattement ne devront pas conduire à une augmentation des loyers et des charges pour les locataires. Le coût résiduel pour l'organisme bailleur des actions menées, déduction faite des éventuels financements d'autres partenaires, devra être au moins égal à l'économie d'impôt générée par l'abattement fiscal.

Les programmes d'actions relevant de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB définis et contractualisés entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat et chaque bailleur, ainsi que l'avancée des démarches de (Gestion Urbaine et Sociale de Proximité) GUSP, feront l'objet d'une présentation annuelle en comité technique des financeurs et au comité de pilotage du Contrat de ville afin de mesurer les moyens engagés, les résultats atteints, et, le cas échéant, ajuster le programme d'actions, dans le cadre d'avenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour l'utilisation de l'abattement de la TFPB à intervenir entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des bailleurs sociaux ayant du patrimoine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107487-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

COHÉSION SOCIALE – CGPME LR - ACTION DE GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences « Politique de la ville » et « Développement Economique et de l'Emploi ».

La CGPME LR a répondu à un appel à projet de la Direccte LR sur le développement de l'emploi dans les quartiers de la Politique de la Ville. L'action proposée consiste à détecter, lors de diagnostics RH et organisationnels des entreprises, des besoins d'emploi et de développement afin de permettre un lien avec les demandeurs d'emploi des quartiers ciblés.

La CGPME LR propose de cibler les entreprises installées dans les quartiers prioritaires et dans leur périphérie et d'élargir la cible à des entreprises situées sur le bassin métropolitain disposant d'un potentiel d'emplois pour les demandeurs d'emploi des quartiers.

Cette action a été retenue par l'Etat et la Caisse des dépôts dans le cadre de l'appel à projet suscité et s'inscrit dans le cadre des priorités du Contrat de ville 2015-2020 qui place le développement économique et l'emploi au cœur des enjeux stratégiques.

L'action proposée se déroulera comme suit :

- Visites d'entreprises et diagnostics : un chargé de mission de la CGPME LR réalise des diagnostics, recense les besoins (emploi, formation, compétences, économie) et les organisations (fonctionnement de l'entreprise). Ceci permet de mesurer les leviers et freins de développement et proposer un travail sur les enjeux RH ;
- Travail avec les acteurs de l'emploi : des référents Pôle emploi, CAP Emploi, MLJ sont identifiés pour « caractériser » la demande d'emploi et faire le relai, une fois les leviers identifiés ;
- Mise en place d'ateliers collectifs sur la connaissance des dispositifs : des ateliers sont organisés, en partenariat avec les acteurs clés, pour présenter les différents dispositifs d'embauche (emploi d'avenir, POE individuelle ou collective...) ;
- Accompagnement sur les dispositifs : La CGPME et son réseau de partenaires, accompagne les chefs d'entreprise sur les dispositifs.

Un comité technique se réunira de façon régulière pour la mise en œuvre de l'action.

Le budget prévisionnel de l'action s'élève à 20 000 €, financé comme suit :

- Direccte : 11 000 €
- Caisse des Dépôts : 5 000 €
- CGPME : 2500 €
- Montpellier Méditerranée Métropole : 1500 €

Pour réaliser cette action, il est proposé de soutenir la CGPME à hauteur de 1500 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec la CGPME LR,
- accorder à la CGPME LR une subvention de 1500 euros pour l'année 2015,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec le partenaire concerné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106834-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LE MUSÉE DU QUAI BRANLY - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Avec l'exposition Senufo, art & identités en Afrique de l'Ouest, au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016, un lien particulier unit le musée de Montpellier au Quai Branly, à Paris, référence en France pour les arts et civilisations d'Afrique, mais également d'Asie, d'Océanie et des Amériques. En effet, ce dernier prête au Musée Fabre deux œuvres à l'occasion de cette exposition, organisée par le Cleveland Museum of Art, et présentée au musée Fabre, unique étape en France et en Europe.

Le musée Fabre à Montpellier et le musée du quai Branly à Paris proposent tous deux des expositions qui attirent un large public régional, national et international. Ils ont décidé d'établir un partenariat afin d'inciter leurs publics respectifs à se rendre dans l'autre musée. Ce partenariat permet de proposer au public amateur d'art de découvrir la riche production senufo, au cœur des sociétés initiatiques du poro et du sandogo dans le nord de la Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso, aujourd'hui l'une des plus appréciées d'Afrique subsaharienne.

Grâce à cette mise en réseau, ce partenariat répond également à l'une des missions des musées énoncées dans la « loi musées » qui est de toucher le public le plus large possible.

La signature de la présente convention permet de formaliser ce partenariat.

Le musée Fabre informera ses visiteurs, notamment via son site Internet, de la possibilité d'obtenir un tarif réduit au musée du quai Branly s'il y présente son billet d'entrée à l'exposition Senufo, art & identités en Afrique de l'Ouest. De plus, il mettra à disposition des visiteurs, près de chaque caisse, les dépliants du musée du quai Branly.

Le musée Fabre proposera un tarif réduit (6 euros au lieu de 8 euros pour l'exposition et 7 au lieu de 11 pour les visites guidées) aux adhérents (environ 7000) du musée du quai Branly sur présentation de leur pass en cours de validité. Le pass est valable pour deux personnes et donne donc droit à deux billets à tarif réduit.

Le musée du quai Branly informera ses adhérents, notamment via la page « actualité des adhérents » de son site Internet, de la possibilité d'obtenir un tarif réduit au musée Fabre de Montpellier, sur présentation de leur pass quai Branly en cours de validité (deux entrées à tarif réduit pour les détenteurs d'un pass valable pour deux). Il communiquera aussi sur l'exposition Senufo dans sa newsletter adhérents de décembre 2015 et mentionnera le partenariat sur la page « l'actualité des adhérents » de son site web. De plus, il mettra à disposition des visiteurs, à l'espace adhésion, les dépliants du musée Fabre.

Le musée du quai Branly proposera un tarif réduit (7€ pour les collections permanentes au lieu de 9€, 7€ pour les expositions temporaires de la Galerie Jardin au lieu de 9€ et 9€ pour le billet jumelé au lieu de 11€) à ses visiteurs détenteurs d'un billet d'entrée du musée Fabre de Montpellier.

Les visiteurs de l'exposition Senufo, art & identités en Afrique de l'Ouest, pourront bénéficier du tarif réduit au musée du quai Branly jusqu'au 31 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le musée du Quai Branly,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec le musée du Quai Branly, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106861-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux que les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des publics a développé des outils ou dispositifs de médiation favorisant la rencontre entre un public et des œuvres et rendant de fait possible leur compréhension. Plusieurs projets spécifiques ont abordé ce rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Par délibération n°12699 du 18 décembre 2014, le Conseil a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier (CHRU) pour la mise en œuvre d'actions dans le cadre du programme « Culture à l'Hôpital ». Les actions mises en place dans ce cadre de 2014 à 2015 se sont révélées fructueuses tant pour les usagers que pour les professionnels associés. Elles prouvent qu'il est possible pour des publics dits « empêchés », de s'affranchir de l'enfermement physique pour mieux réinvestir l'Hôpital comme un lieu de partage et de témoignage « aux autres » de leur vécu.

En 2016, le musée Fabre souhaite poursuivre et développer ces perspectives par la co-construction avec le CHRU de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée « Montessori ». Au terme de cette expérience, le musée Fabre bénéficiera d'un nouvel outil pérenne qui permettra aux professionnels de la santé de tisser à distance un lien avec ses collections pour mieux inciter à leur découverte *in-situ*. En associant les familles et les proches à toutes les étapes du projet, cette dynamique sera aussi vectrice de lien social, participant à l'ouverture culturelle du CHRU ainsi qu'au rayonnement des collections du musée Fabre.

Le partenariat 2016 concerne le Service de Gériatrie (Site Antonin Balmès et Bellevue; moyen et long séjour, Unité Cognitive et Comportementale). La population concernée est constituée de patients atteints de la maladie d'Alzheimer et des autres syndromes démentiels sur l'ensemble du service, soit 10 à 12 personnes. Dans ce cadre, les enjeux du programme « Culture à l'Hôpital » semblent particulièrement pertinents pour répondre aux attentes de chacune des parties.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques, administratives et financières nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant. Il prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de déplacements et de missions pour ses personnels) pour un montant prévisionnel de 3 000 €.

Dans le cadre de ce projet, une subvention de 3 000 € a été sollicitée auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier mettra à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie sous la responsabilité de l'encadrement du site. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du CHRU pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Le service concerné s'engage à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participant aux actions. Il s'engage à prendre en charge l'édition des livrets Montessori pour un montant estimatif de 4 000 €.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties et jusqu'au 31 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107077-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ DE GARDIENNAGE N°3659DC14 DU MUSÉE FABRE ET DE L'HÔTEL DE CABRIÈRES-SABATIER D'ESPEYRAN - AVENANT N°2 RELATIF À UNE PROLONGATION DE LA PÉRIODE INITIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12285 du 19 mai 2014, le Conseil approuvait le lancement d'une procédure de consultation relative au marché de gardiennage du musée Fabre et de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran n° 3659DC14.

Celui-ci a été attribué et notifié à la société ISOPRO SECURITE PRIVEE au 1^{er} janvier 2015 pour un montant annuel de 1 250 602,86 € H.T.

Ce marché a fait l'objet d'un avenant n°1 par délibération n°12805 du 5 mars 2015 pour tenir compte de la réduction des horaires d'ouverture de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran survenue le 1^{er} avril 2015.

Cet avenant amenait une réduction de 37 748,27 € H.T. établissant le nouveau montant annuel forfaitaire du marché à 1 212 854,59 € H.T.

Par délibération n°13180 du 22 juillet 2015, le Conseil de Métropole a autorisé le lancement d'une nouvelle consultation n°3951DC15 relative au marché de gardiennage du musée Fabre et de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran.

Afin de tenir compte des délais de passation de cette nouvelle consultation, il est nécessaire d'envisager une prorogation d'un mois du marché en vigueur n°3659DC14, soit du 1^{er} janvier au 31 janvier 2016.

Cet avenant n°2 induit une incidence financière en augmentation de 101 071,66 € H.T.

Ce montant correspond à la dépense relative aux prestations forfaitaires du mois de janvier 2016. Le nouveau montant du marché n°3659DC14, compte tenu des avenants n°1 et 2, s'établit donc à 1 313 926,25 € H.T., soit une augmentation de 5,06% par rapport au montant initial du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au marché n°3659DC14 de gardiennage du musée Fabre et de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°2 au marché susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107190-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION BIBLIOTHÉCONOMIQUE ET CONVENTION RELATIVE AU SERVICE DE QUESTIONS-RÉPONSES À DISTANCE EUREKOI AVEC LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par convention signée en juillet 2004, et renouvelée en juillet 2008 puis en 2012, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) développent un partenariat actif afin d'accroître l'accès de tous à l'information, à la documentation et aux biens culturels. Bibliothèque numérique de référence, pilote en matière d'accès distant aux documents pour les publics handicapés, investi dans l'acquisition et la promotion des ressources numériques, le réseau des médiathèques de la Métropole est l'une des « bibliothèques partenaires » de la BPI et membre de son conseil de coopération.

La collaboration bibliothéconomique, professionnelle et culturelle menée entre les deux partenaires s'avère fructueuse pour les usagers, et concourt à l'amélioration des services proposés. Il est donc souhaitable de reconduire cette convention, sur la base des objectifs suivants :

- Favoriser l'élargissement de l'offre documentaire, en particulier sur support numérique : participation à la sélection et à l'achat de ressources en ligne, consultation de films numérisés.
- Améliorer l'accès de tous à l'offre documentaire et l'usage des bibliothèques par le plus grand nombre des citoyens.
- Diffuser et partager les savoirs et savoir-faire autour des services et de l'accès des publics empêchés ou éloignés de la lecture et des bibliothèques : personnes malvoyantes, appui au travail en établissement pénitentiaire, autoformation.
- Favoriser les échanges et la mutualisation des bonnes pratiques au sein des professionnels de bibliothèque et participer au développement de la recherche sur les bibliothèques, le livre et la lecture : échange de stagiaires sur les sujets de travail en commun, co-organisation et participation à des journées d'étude.
- Contribuer à la connaissance des publics : évaluation de la fréquentation par le biais d'études.
- Contribuer à la promotion de l'action culturelle des bibliothèques et au développement de projets innovants.

L'un des axes de la coopération prévoit la participation des médiathèques métropolitaines au réseau francophone de réponses à distance « Eurêkoi - il suffit de demander ». Ce réseau prend la suite du réseau Biblioses@me auquel les médiathèques de la Métropole participaient déjà activement.

Les médiathèques s'engagent à répondre, sous 72 heures, aux questions posées par les usagers, via un formulaire accessible sur les réseaux sociaux et le site Internet. Ce service est gratuit et ouvert à tous.

Le réseau Eurêkoi est piloté par la BPI au niveau de la France, par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la Belgique, et a vocation à se développer à l'international avec de nouveaux partenariats au sein de la francophonie.

Le dispositif fait l'objet d'une convention propre et suppose, de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, une participation financière annuelle de 400 euros, versée à la BPI, qui coordonne le réseau et maintient l'interface et les outils de communication professionnels et publics.

Basé sur la mutualisation des compétences des établissements partenaires, le service Eurêkoi contribue à la diffusion du savoir au public le plus large, et s'inscrit ainsi pleinement dans les objectifs de démocratisation de l'accès à la connaissance portés par Montpellier Méditerranée Métropole. La récente montée en charge de la contribution des médiathèques métropolitaines sur ce service, maintenant présent sur les réseaux sociaux, reflète le besoin croissant d'information des citoyens.

La convention bibliothéconomique avec la BPI est conclue pour une durée de deux ans, reconductible tacitement pour deux années supplémentaires sous réserve de la réalisation d'une évaluation conjointe des actions menées.

Délibération n° 13525

La convention pour la participation au réseau « Eurêkoi - il suffit de demander » est conclue pour une durée d'un an, renouvelable trois fois par tacite reconduction.

Ce partenariat renouvelé s'inscrit dans les orientations de Montpellier Méditerranée Métropole visant à promouvoir l'accès à la connaissance au plus grand nombre et s'insère parfaitement dans le programme de Bibliothèque numérique de référence du réseau des médiathèques métropolitaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération bibliothéconomique avec la Bibliothèque Publique d'Information et de la convention relative au service de questions-réponses à distance Eurekoi,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les présentes conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106823-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'ASSOCIATION "JAZZ IN MARCIAC" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole entretient depuis plusieurs années une collaboration privilégiée avec l'association « Jazz in Marciac », qui permet de faire bénéficier aux élèves du CRR de master-class et de concerts organisés dans le cadre du festival « Jazz in Marciac ».

Ce partenariat s'inscrit pleinement dans les missions du CRR, qui sont, entre autre, de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation.

Dans ce contexte, il est nécessaire de poursuivre et renforcer les partenariats avec des structures prestigieuses comme l'association "JAZZ in Marciac". Compte tenu du succès des éditions précédentes, il est proposé de renouveler en 2016 ce partenariat pédagogique et artistique. Il convient à cet effet de formaliser une convention qui précise les engagements réciproques des deux parties et les modalités d'organisation pédagogiques des master-class, (disciplines instrumentales, dates et thèmes,...).

L'association "Jazz in Marciac" s'engage ainsi à accueillir, au sein des master-class qu'elle organise, les élèves du C.R.R. inscrits au département Jazz et musiques improvisées. Les étudiants auront la possibilité d'assister gratuitement aux concerts officiels programmés par l'association « Jazz in Marciac ». Les participants prendront en charge leurs frais de déplacement, de repas et d'hébergement, sur la base de tarifs négociés communiqués par l'association.

De son côté le C.R.R. s'engage à verser une contribution financière annuelle aux frais pédagogiques de 85€ par étudiants au titre des master-class instrumentales.

La convention à intervenir est conclue pour une période de onze mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat pédagogique et artistique avec l'association "Jazz in Marciac",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106785-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – MARCHÉ N°3245DC13 DE TRAVAUX À BONS DE COMMANDE POUR LES BÂTIMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - LOT N°12 - REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES ET RÉSINES - AVENANT N°1 - INTÉGRATION DE PRIX NOUVEAUX AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11903 du 29 octobre 2013, le Conseil a autorisé la signature de marchés de travaux à bons de commande pour les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, nécessaires pour assurer l'entretien, les travaux courants, ainsi que des travaux de rénovation plus conséquents sur ces établissements, avec le maximum de réactivité requise pour des équipements en exploitation.

Il s'agit de travaux tous corps d'état, divisés en 14 lots traités en marchés séparés sans minimum ni maximum, conclus pour une durée d'un an à compter de leur notification, et renouvelables 3 fois pour la même durée.

Le lot n°12 concernant les revêtements de sols souples et résines a été attribué à l'entreprise JLC PEINTURE. Compte tenu de nouveaux besoins apparus sur ce marché, il s'avère nécessaire de procéder à l'intégration de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires (BPU), relatifs à des travaux de mise en œuvre de sols en gomme coulée (pose / dépose / fabrication des contre-marches). Cette prise en compte, sans incidence financière sur le montant estimatif du marché, nécessite la conclusion d'un avenant n°1 au marché susmentionné.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux à bons de commande n°3245DC13, lot n°12, avec l'entreprise JLC PEINTURE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106921-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - MARCHÉ N°4036DC15 - CHANGEMENT DES VIDÉOPROJECTEURS DU PLANÉTIARIUM GALILÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Après avoir remplacé le système de projection et le logiciel astromique du Planétarium Galilée en 2009, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de doter le Planétarium Galilée de nouveaux vidéoprojecteurs en remplacement des vidéoprojecteurs Barco 909 qui équipent la salle de spectacle depuis l'ouverture de ce dernier en 2002.

Pour ce faire, un appel d'offres ouvert n°4036DC15 a été lancé le 19 août 2015, en application des articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics. Cette procédure vise à la conclusion d'un marché de fourniture décomposé en trois tranches :

Tranche ferme :	Fourniture d'un ensemble de vidéoprojecteurs pouvant couvrir l'ensemble du dôme écran et équipés d'optiques adaptées à la projection sur un hémisphère, y compris supports métalliques
Tranche conditionnelle n°1 :	Extension de la garantie constructeur contractuelle pour atteindre une durée totale de 5 ans à compter de la réception des installations
Tranche conditionnelle n°2 :	Fourniture d'un lot de consommables de rechange associés en fonction du nombre et du type de vidéoprojecteurs retenus (lampes, filtres, ballast, roues phosphores, lasers, etc...)

A l'issue de l'analyse des offres, la Commission d'Appels d'Offres réunie le 1^{er} décembre 2015 a décidé de retenir pour le changement des vidéoprojecteurs la société Sky-Skan Europe GmbH domiciliée à Seeshaupt en Allemagne et présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation pour un montant global de 236 842,50 € H.T., décomposé comme suit :

	Montant forfaitaire € H.T.
Tranche ferme :	218 842,50 €
Tranche conditionnelle n°1 :	18 000,00 €
Tranche conditionnelle n°2 :	0,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du marché n°4036DC15 susmentionné à la société Sky-Skan Europe GmbH, pour un montant de 218 842,50 € H.T. pour la tranche ferme, 18 000 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1, et 0,00 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°2, les nouvelles technologies de projecteur led ne nécessitant plus de stocks de rechange
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché précité ainsi que tout document relatif à cette affaire, notamment l'ensemble des actes relatifs à son exécution et à son règlement.

Délibération n° 13528

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107139-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBÈS, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ÉCOLE DU NUMÉRIQUE DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'ensemble de l'économie est traversé et transformé par le numérique. Secteur d'activité très dynamique, le numérique connaît des difficultés de recrutement et offre de réelles perspectives en matière d'emplois dès à présent et dans les années à venir. Les besoins de formation et de compétences sont massifs dans un contexte où l'offre de formation doit se développer, se structurer et devenir certifiant.

Forte de ce constat, la Grande École du Numérique, structure nationale qui prendra la forme d'un GIP (groupement d'intérêt public) en 2016, a pour objectif de répondre aux besoins d'emplois dans le secteur du numérique et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (en particulier de ceux qui ne suivent pas de formation et n'occupent pas d'emploi - et plus largement de tous les publics en reconversion).

Pour cela, la Grande École du Numérique vise à structurer, sur l'ensemble du territoire national une offre de formations, « les fabriques du numérique », permettant la diversification des publics concernés et renouvelant les approches pédagogiques. Elle a pour objectif la reconnaissance de ces formations par une certification ainsi que l'adaptation de ces formations aux besoins d'un secteur d'activité en mutation permanente.

La Grande École du Numérique coordonne et fédère au niveau national un réseau de formations, labellisées et portées par des initiatives locales, préparant, sur des périodes comprises entre 3 et 24 mois, aux métiers du numérique et permettant d'acquérir un socle professionnalisant de compétences numériques à même d'offrir des débouchés clairs pour les apprenants (emploi, retour en formation, création d'entreprise ou d'activité individuelle, le cas échéant en couveuse ou société de portage). Ces formations innovantes et intensives sont fondées sur l'acquisition de compétences répondant aux besoins identifiés par les acteurs économiques.

La Grande École du Numérique les accompagne pour faciliter leur reconnaissance, leur accès aux financements (formations et apprenants) mais également pour favoriser le partage des bonnes pratiques, la mise à jour permanente des contenus, l'adaptation des pédagogies, la mise en réseau des formateurs et des apprenants. Elle accompagne également les collectivités locales dans l'implantation de « fabriques du numérique » sur leurs territoires. Elle souhaite encourager l'implantation des « fabriques du numérique » dans les territoires fragiles (quartiers politique de la ville, outre-mer, territoires ruraux et périurbains) afin d'y développer des perspectives concrètes en termes de développement économique et d'emploi.

En partenariat avec le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, le ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le Commissariat général à l'investissement, la Grande École du Numérique a lancé son premier appel à labellisation de "Fabriques du numérique" en septembre 2015. Cet appel à projets s'adresse aux organismes dispensant des formations aux métiers du numérique.

Depuis novembre 2014, Montpellier fait partie d'un réseau national de 13 Métropoles French Tech qui vise à doper la croissance des startups et à les aider à accéder aux ressources dont elles ont besoin à proximité : accélérateurs, business angels, collaborateur, clients... A l'international, cette initiative publique vise à placer la France parmi les grandes nations de startups, ce qui facilite le business et attire les investisseurs et les médias.

Le conseil French Tech a mis en place un plan d'actions sur les axes de travail suivants :

- la structuration, l'animation et lisibilité de l'écosystème ;
- l'accélération de la croissance des start-up de l'écosystème ;
- l'accès aux clients pour les start-up au sein de l'écosystème ;
- les talents ;

- l'international.

Concernant l'axe de travail « talents », les actions consistent à favoriser le recrutement des talents par les start-up, la création de start-up par les meilleurs talents, le développement de la culture de l'entrepreneuriat chez les jeunes et étudiants, la formation...

Par ailleurs, ce projet de « fabriques du numérique », qui vise à favoriser l'insertion professionnelle des nombreux jeunes des quartiers actuellement sans formation et sans emploi, s'inscrit dans le plan d'actions du pilier « développement économique et emploi » du contrat de ville porté par Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, cette action répond à trois des sept enjeux stratégiques du contrat de ville :

- rapprocher les activités économiques des quartiers ;
- responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion : connecter toutes les démarches à l'économie réelle en impliquant activement l'écosystème économique. L'emploi et les richesses sont générés par les entreprises : ce sont les acteurs économiques à associer pour renforcer l'insertion professionnelle des habitants ;
- valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole. Les jeunes en priorité, doivent faire l'objet de toutes les attentions pour favoriser leur intégration dans la société et dans le territoire.

Pour cela dans le cadre des fiches actions du contrat de ville, une action spécifique concernant le développement des compétences numériques a été retenue. Elle est portée par la Métropole et co-pilotée par l'Etat.

Le projet de "Fabriques du numérique" porté par Face Hérault, Dell et Simplon en réponse à l'appel à labellisation national, répond aux besoins identifiés par la French Tech et le contrat de ville et présente les caractéristiques suivantes:

- une identification des besoins en compétences sur les métiers du numérique (en particulier des entreprises de la French Tech) grâce à un baromètre des métiers réalisé en amont,
- l'égalité des chances : gratuité de la scolarité, un volet insertion pour des jeunes décrocheurs, en particulier issus des quartiers, la formation des filles sur des métiers techniques,
- une pédagogie adaptée : sur site, en e-learning, en mode projet pour une formation pluridisciplinaire liant numérique et commercial,
- une immersion en entreprise, avec le parrainage de chaque jeune par une entreprise et un accompagnement et suivi individuel par Face.

Face Hérault apporte son expertise en termes d'accompagnement social des bénéficiaires, et elle a conclu une convention de coopération avec Simplon lui permettant de bénéficier de son savoir-faire pédagogique. Enfin le projet s'appuie sur Dell, particulièrement investi dans la French Tech Montpellier, et œuvrant pour l'insertion des publics éloignés de l'emploi au sein de l'association depuis 10 ans. Au delà de son implication dans l'émergence du projet, de son expertise des besoins du secteur, Dell s'engagera de manière très concrète : en mobilisant ses collaborateurs dans l'accompagnement des bénéficiaires, ses réseaux et en mettant à disposition des locaux ainsi que du matériel informatique.

L'objectif général de la formation est de former 15 à 20 jeunes au métier de développeur web, en impliquant les différentes parties prenantes du territoire, spécialement les entreprises et de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes peu qualifiés ou présentant des difficultés particulières d'insertion, vers les métiers du numérique en :

- leur permettant l'accès à une formation qualifiante,
- leur donnant les clés pour faciliter leur recherche d'emploi (CV vidéo, e-réputation, etc.),
- créant dès leur phase d'apprentissage des liens avec le monde professionnel.

L'objectif, à l'issue de la formation est d'avoir 70% de sorties positives pour chaque promotion, soit que les apprenants aient décroché un contrat (CDD, emploi d'avenir, CUI CAE, contrat de professionnalisation, service civique, etc.) soit créent leur entreprise, travaillent en freelance, deviennent auto-entrepreneur ou encore poursuivent leur formation.

Parmi ces sorties positives, l'objectif est qu'au moins 50% des apprenants retrouvent un emploi sous forme d'un contrat.

La formation est ouverte prioritairement aux publics défavorisés (**demandeurs** d'emploi issus de milieux modestes, des quartiers prioritaires, de la **diversité**, des jeunes **décrocheurs**) et aux populations sous représentées dans les métiers techniques du numérique (femmes, personnes en situation de handicap).

Les objectifs visés en matière d'accueil de jeunes peu ou pas qualifiés, ni en emploi, ni en formation, de femmes et de publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville :

- 50% de jeunes peu ou pas qualifiés, ni en emploi, ni en formation (NEETs),
- 30% de femmes,
- personnes bénéficiant des minima sociaux,
- dont 50% issus des quartiers Politique de la Ville.

La **gouvernance du projet** est composée d'un comité stratégique regroupant les financeurs du projet (Métropole, Direccte, Dell), les opérateurs (Face, Simplon, Dell), des représentants des entreprises (Cluster des entreprises du numérique et acteurs du groupe talents de la French Tech).

Le plan de financement nécessaire au lancement de l'Ecole est le suivant :

MVJS - Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (sollicité) :	70 000 €,
Direccte Hérault :	22 500 €,
Montpellier Méditerranée Métropole :	22 500 €,
Dell :	25 000 €,
Taxe d'apprentissage :	13 000 €,
TOTAL :	153 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'une subvention de 22 500 euros à l'association Face Hérault pour la mise en place de l'école du numérique sur le territoire de la Métropole,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106927-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CESSIION À LA SOCIÉTÉ DCO GROUP - TOTEM
PROMOTION DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION OI N°210 ; 182 ET 183 RUE DE
CHOLET À MONTPELLIER - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section OI n°210 ; 182 et 183 d'une contenance totale de 8 714m².

Ces terrains sont situés en partie en zone 4U1-1 et 4AU3-1 du PLU de la ville de Montpellier, une partie étant également à l'intérieur du périmètre de la ZAC Garosud.

Montpellier Méditerranée Métropole a l'opportunité de céder ces parcelles en vue de la réalisation d'un ensemble immobilier de qualité destiné à accueillir des activités et comportant deux unités. La première, d'une surface de plancher de 3 132m² est destinée à accueillir l'entreprise GRDF. La seconde, d'une surface de plancher de 800m², sera dédiée au secteur tertiaire.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit ainsi une opération de développement économique qui présente l'avantage de permettre à GRDF de maintenir sur le territoire métropolitain un site majeur, porteur d'emplois.

La cession est proposée, conformément à l'estimation de France Domaine en date du 23 novembre 2015, au prix d'un million cent cinquante sept mille quatre cent cinquante euros H.T. et T.T.C. (1 157 450 € H.T. et 1 157 450 € T.T.C.), régime de la TVA sur marge en vigueur applicable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la cession au groupe DCO Group - Totem Promotion ou toute personne morale qui pourrait lui être substituée, des parcelles ci-dessus mentionnées, pour une contenance totale de 8 714m²,
- décider que cette cession se fera au prix d'un million cent cinquante sept mille quatre cent cinquante euros H.T. et T.T.C. (1 157 450€ H.T. et 1 157 450€ T.T.C.), régime de la TVA sur marge en vigueur applicable, conformément à l'avis de France Domaine, les frais étant à la charge de l'acquéreur,
- dire que la recette est inscrite au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106942-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ORGANISMES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans :

- NBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCA (Plate-forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- TRANSFERT LR (Transfert de technologie en Languedoc-Roussillon).
- SYNERSUD (Association fédérant en Languedoc-Roussillon les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes).

Le montant de ces cotisations est estimé à 5 000 €.

- RETIS (Réseau français de l'innovation), pour un montant de 2 000 €,
- FRANCE BIOTECH (Association Française des Biotechnologies), pour un montant de 6 600 €,
- IASP (International Association Sciences and Areas of Innovation), pour un montant de 1 700 €,
- ATOUT FRANCE (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 10 000 €,
- Fédération Oléicole pour un montant de 500 €.
- RTES (économie sociale et solidaire) pour un montant de 1 350 €.
- CPC LR pour un montant de 300 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106608-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PRISE EN CHARGES DES FRAIS D'ACCUEIL DES DÉLÉGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour de sept piliers : santé, numérique, transports et mobilités, développement économique tourisme et industrie, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et universités, citoyenneté développement social et égalité des chances. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire, son Pass French Tech et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

Fin 2014, la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique permet l'obtention du *label French Tech* illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit aussi une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

La Métropole coopère ainsi aux quatre coins du monde pour développer son économie et activer des opportunités avec la Chine (Shanghai, Chengdu), les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil et les Emirats Arabes Unis. Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères pour promouvoir le territoire. Le budget dédié à l'accueil de ces délégations pour l'année 2016 est estimé au maximum à **8 000 €**.

Pour stimuler le développement des secteurs clés de l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur ses filières d'excellences, notamment le numérique avec la French Tech, la santé et le pass French Tech. En 2016, il est prévu de mettre en place des cycles de conférence et des événements autour de ces thématiques. Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à **13 000 €**.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à **500 €**.

Enfin, dans le cadre de la stratégie territoriale et du rayonnement, il est prévu des conférences de presse nationales. Le budget dédié à ces actions est estimé au maximum à **5 000 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106614-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la **cérémonie organisée en 2007**, Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'**excellence globale des programmes d'incubation**. Il a été à ce titre le 1^{er} incubateur en Europe à être primé.

En 2014, le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerranée Métropole à la 4^{ème} place des meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 300 incubateurs dans 67 pays.

Par ailleurs, depuis 3 ans, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a été intégré au board (conseil d'administration) du NBIA. Cette participation au board du NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer aux différentes instances plusieurs fois par an au Etats-Unis (4 déplacements dont 3 réunions du board et le congrès annuel du réseau). Le coût estimé de ces déplacements pour 2016 s'élèvent à **12 000 €**.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les "Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation" et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements pour 2016 s'élèvent à **5 000 €**.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole de part sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens. Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) ainsi que pour le classement UBI INDEX interviendront en 2016 pour un coût estimé à **3 000 €**.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux États-Unis des agents concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 20 000 € ;
- dire que les crédits seront proposés au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 et chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106612-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2016 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région Languedoc-Roussillon, autres collectivités).

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106610-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI) - AGRÈMENT DES TARIFS 2016 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole, qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha, permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole

Le patrimoine immobilier du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dévolu au développement des entreprises est également constitué du MIBI (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales ou françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le premier volet de l'accompagnement est l'offre immobilière dans ces trois bâtiments qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.

Le deuxième volet de l'appui apporté par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en pépinières consiste en un accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

Cet accompagnement est considéré comme un investissement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de la Métropole.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

Pour assurer la continuité du service rendu au sein des pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga ainsi qu'au MIBI à partir du 1^{er} janvier 2016, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les tarifs des différentes prestations applicables à compter de cette dernière date.

En 2016 les redevances augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 0,08%. Les prestations hors énergie qui varient en fonction de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois restent identiques à 2015 puis que cet indice est de 0% sur les 12 derniers mois. Les prestations liées au coût de l'énergie augmentent de 6,3% pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE, mois de septembre 2015).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs joints en annexe,
- dire que ces tarifs seront appliqués dans le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole à Cap Oméga, Cap Alpha et MIBI à compter du 1^{er} janvier 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13462

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106500-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - ACCORD CADRE AVEC L'INSTITUT MINES TÉLÉCOM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Mines Télécom souhaitent signer un Accord Cadre pour formaliser leur volonté de collaboration dans le domaine de la cité intelligente, notamment au service du bien vivre et du bien vieillir des personnes âgées, à domicile ou dans la ville.

Montpellier Méditerranée Métropole pourra notamment servir de territoires d'expérimentation, de "living labs", au regard de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, de gestion de la voirie et de fournisseur de service téléalarme. Elle pourra être facilitateur pour mener des expérimentations sur l'espace public sur le territoire de la Métropole.

En particulier, le territoire Ecocité constitue un véritable laboratoire urbain à destination des laboratoires et des entreprises, un lieu d'expérimentation et de démonstration des innovations et peut donc constituer un site pilote.

A propos de l'Institut Mines Télécom

L'Institut Mines-Télécom est un établissement public dédié à l'enseignement supérieur et la recherche pour l'innovation, dans les domaines de l'ingénierie et du numérique. Il est placé sous la tutelle des ministères en charge de l'industrie et du numérique.

L'Institut Mines-Télécom, en associant les écoles des Mines et Télécom, se situe au cœur des grandes problématiques sociétales d'aujourd'hui que sont la métamorphose numérique, les transitions énergétiques et écologiques, et la transformation de la société et des entreprises qui en résulte. La réponse à ces problématiques demande plus que jamais des chercheurs capables de travailler de façon ouverte et transdisciplinaire.

Parallèlement aux activités de recherche disciplinaire, objet d'un consensus au niveau mondial, l'Institut travaille au lancement de programmes multidisciplinaires pour répondre aux besoins de la société sur la ville, les réseaux numériques, l'énergie du futur, la santé, les risques et la sécurité et l'entreprise du futur. Il fait également preuve d'initiatives scientifiques sur des thématiques originales comme la coévolution homme-machine, la création industrielle, l'imaginaire et le design, la coévolution industrie et environnement.

Enfin, les chercheurs de l'Institut travaillent au cœur de l'écosystème de l'innovation, fait de grandes entreprises, de PME et d'équipes de recherche. Ils tissent des réseaux de partenariat en France, en Europe et plus généralement à l'international. Ils inscrivent l'Institut et ses élèves au cœur de la métamorphose en cours, fondée sur le numérique et l'ingénierie, sur la science et l'innovation, sur la création et le sens.

Exemple de projet collaboratif pouvant impliquer Montpellier Méditerranée Métropole

Le premier de ces projets, intitulé City4Age, est un projet européen (dans le cadre du programme Horizon 2020) qui a pour objectif principal de permettre la création de « villes à ambiance aidée » (Ambiant Assisted Cities), ou de villes qui respectent les personnes âgées, ou de collectivités urbaines de personnes âgées vivant dans les villes « intelligentes ».

L'objectif est donc d'expérimenter dans des villes pilotes, et en particulier Montpellier comme site pilote de référence, une gamme d'outils et de services permettant de détecter assez tôt des troubles cognitifs, des fragilités chez des personnes âgées lorsqu'elles sont chez elle ou dans la ville, et d'atténuer les risques détectés.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole dans le projet City4Age se fera à travers la collaboration avec l'IMT pour la mise à disposition d'un site pilote (quartier) et l'expertise technique associée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'Accord Cadre avec l'Institut Mines Télécom ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'Accord Cadre et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106929-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2015-127 en date du 30 Juin 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Jean de Védas afin d'ajuster certaines dispositions réglementaires. En l'espèce, il s'agit de rectifier une erreur matérielle relative à la constructibilité des parcelles desservies par des voies en impasse, de modifier la hauteur des bâtiments et d'adapter les dispositions relatives au rejet des eaux pluviales dans le règlement de la zone 3AU correspondant à la Zone d'Aménagement Concertée de Roque Fraisse (ZAC de Roque Fraisse).

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 22 Juillet 2015 et portées à la connaissance du public le 8 Octobre 2015, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération en date du 10 Septembre 2015, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), par courrier reçu le 9 Novembre 2015, a fait part de son avis favorable en soulignant que les modifications apportées aux hauteurs des bâtiments permettront la réalisation de rez-de-chaussée de 4 m de hauteur pour le commerce, disposition qui contribue au maintien de l'activité commerciale traditionnelle. La CCI note cependant que subsiste la notion de « Coefficient d'Occupation du Sol » au sein du règlement du PLU alors que cette disposition a été supprimée par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR). Cette observation a été prise en compte en apportant les modifications nécessaires au dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Saint Jean de Védas. Le Département, par courrier du 9 novembre 2015, n'a pas de remarque particulière sur cette modification simplifiée et a émis un avis favorable.

Plus spécifiquement, et conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, il convient de noter que le Conseil Municipal a, par délibération en date du 5 Novembre 2015, émis un avis favorable sur la modification des règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC communale (ZAC Roque Fraisse).

Par ailleurs, il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public et mis à la disposition du public en mairie de Saint Jean de Védas, du 26 Octobre 2015 au 27 Novembre 2015 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Saint Jean de Védas,
- approuver le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Saint Jean de Védas tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 23/12/2015
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLU DE LA COMMUNE DE LATTES –
APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2015-124 en date du 30 juin 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes afin d'exclure de l'emplacement réservé A1, institué au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, les emprises pour lesquelles les travaux nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway et l'extension Ouest de la ligne 1 ont déjà été effectués ou pour lesquelles leur inscription au PLU n'a plus lieu d'être.

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2015 et conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Commune de Lattes a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnés aux I et III de l'article L.121-4 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L.123-13-3 du même Code, les modalités de mise à disposition du dossier au public, précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015, ont alors été portées à la connaissance du public le 26 octobre 2015, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune de Lattes et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Dans ce cadre, le projet de modification simplifiée n°2 du PLU, l'exposé de ses motifs, ainsi que le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public ont été tenus à la disposition du public en mairie de Lattes, du 3 novembre au 3 décembre 2015 inclus.

Il convient de constater qu'aucun avis n'a été émis par les Personnes Publiques Associées (PPA) et qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Lattes ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Lattes tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 23/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106964-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N°6 DU PLU DE LA COMMUNE DE PÉROLS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération en date du 6 novembre 2014, la Commune de Pérols a engagé la procédure de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de mettre en application les objectifs du Programme Local de l'Habitat 2013-2018 définis pour son territoire, grâce à la modification de plusieurs parties du secteur Ui (situées d'une part au Nord Est du PAE du Fenouillet et d'autre part au Sud de l'Avenue Bir-Hakeim, en continuité de la zone habitée UD1 et UD1c), à la création d'un sous-secteur permettant l'implantation de logements collectifs et à la modification du règlement et de ses documents en adéquation.

Conformément à la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, par deux délibérations du 27 mai 2015, le Conseil Municipal de la Commune de Pérols a confié, en vertu de l'article L123-1 du Code de l'urbanisme, la poursuite de cette procédure à la Métropole et a émis un avis favorable sur le projet de modification n°6 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L123-13-1, ce projet a, par la suite, été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux I et III de l'article L.121-4 du même Code le 1^{er} juillet 2015.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et le Département de l'Hérault ont émis un avis favorable sur le dossier, respectivement le 04 août 2015 et le 06 août 2015.

Par arrêté n°A2015-189 en date du 04 septembre 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a abrogé l'arrêté n°A2015-160 ordonnant l'ouverture, du 07 septembre au 06 octobre inclus, d'une enquête publique relative au projet de modification n°6 du PLU de Pérols et a ordonné l'ouverture d'une nouvelle enquête publique, du 28 septembre 2015 au 27 octobre 2015 inclus. L'arrêté n°A2015-188 du 04 septembre 2015 a porté désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique.

La DDTM34 a produit une lettre d'observations le 23 octobre 2015 faisant état de trois observations afférentes à la production de logements locatifs sociaux sur la commune et aux problématiques « eaux pluviales » et « eau potable ».

Une observation et un courrier ont été consignés dans le registre pendant la durée de cette enquête publique. L'observation s'est avérée sans rapport avec l'objet de la modification N°6.

Ainsi, le cabinet d'urbanisme Tourre Sanchis, Architecture et Urbanisme durable, demande la modification de quatre alinéas de l'article 6 dans deux perspectives :

- d'une part, prescrire l'implantation des constructions, en secteur UI3, soit à l'alignement de l'emprise publique, soit en retrait minimum de 2,5 mètres de l'emprise publique ;
- d'autre part, autoriser les implantations en saillie sur l'espace public dans une limite de deux mètres par rapport à l'alignement et à partir d'une hauteur de 4,5 mètres par rapport au sol.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 24 novembre 2015 et élaboré en étroite collaboration avec la commune de Pérols.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 27 novembre 2015. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable assorti d'une recommandation tenant à ce que les études menées en vue de déterminer le scénario à privilégier pour garantir à terme l'alimentation en eau potable soient poursuivies.

Le dossier de modification n°6 du PLU a été modifié pour tenir compte des observations de la DDTM34 et de la remarque du cabinet d'urbanisme Tourre Sanchis Architecture et Urbanisme durable exprimées au cours de l'enquête.

Ce dossier intègre :

- A la demande de la DDTM34, une modification de l'article UI2 tenant à insérer une servitude de mixité sociale prescrivant, qu'en secteur UI3, 30% minimum du nombre de logements créés doivent être affectés à du logement locatif aidé par l'Etat;

Cette prescription permet une traduction explicite des dispositions de Programme local de l'Habitat 2013-2018.

- A la demande du cabinet d'urbanisme Tourre-Sanchis, une modification de l'article UI6 pour traduire la demande exprimée en matière d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

En l'espèce, il est jugé opportun de faire droit à la demande exprimée par le cabinet d'urbanisme qui participe effectivement d'une optimisation de la qualité architecturale des constructions. Par ailleurs, diverses précisions mineures sont apportées au dossier: objectif de production de logements pour la commune de Pérols au titre du PLH (1.020 logements sur la période 2013-2018), alimentation en eau potable du secteur, capacité de desserte du secteur par le réseau public de collecte d'eaux pluviales, programmation prévue sur les secteurs de Fenouillet Nord et Sud de l'Avenue Bir-Hakeim (500 logements).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°6 du PLU de la commune de Pérols ;
- approuver le dossier de modification n°6 du PLU de la Commune de Pérols tel qu'annexé à la présente délibération et compte tenu des modifications apportées au document après enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 23/12/2015
Déposé En Préfecture
Le : 21/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107144-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE
DE RESTINCLIÈRES - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2015-125 en date du 30 juin 2015, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières, afin de corriger une erreur matérielle sur le document graphique du règlement (plan de zonage).

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 et portées à la connaissance du public le 8 octobre 2015, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération en date du 17 septembre 2015, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA).

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), par courrier reçu le 9 novembre 2015, a précisé qu'elle n'avait pas de remarques particulières à formuler tandis que le Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier reçu le 17 novembre 2015, a émis un avis favorable sur ce projet.

En outre, il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public et mis à la disposition du public en mairie de Restinclières, du 19 octobre 2015 au 19 novembre 2015 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Restinclières ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Restinclières tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 23/12/2015
Déposé En Préfecture
Le : 21/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106935-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - ZONE 4AU5 - MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 DU RÈGLEMENT

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par courrier en date du 19 octobre 2011, la SCP Scheuer Vernet & associés, avocats conseil des consorts COGOLUEGNES, propriétaires de la parcelle cadastrée SK n°166, située dans la ZAC Port Marianne-Hippocrate à Montpellier, a demandé à la Ville de Montpellier de convoquer le Conseil municipal de Montpellier afin de prescrire la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU), estimant que la rédaction de l'article 2 de la zone 4AU5 du règlement du PLU, dans laquelle se situe la parcelle susnommée contrevenaient aux dispositions de l'article R.123-6 du code de l'urbanisme.

La Ville a rejeté cette demande par courrier du 23 novembre 2011, considérant que cette rédaction venait préciser un impératif technique.

Le 24 janvier 2012, les consorts COGOLUEGNES, représentés par la SCP Scheuer Vernet & associés, ont déposé une requête auprès du Tribunal administratif de Montpellier faisant grief à la Ville de ne pas avoir donné une suite favorable à leur demande de convocation du Conseil municipal de Montpellier afin de prescrire la modification du règlement de la zone 4AU5 du PLU.

Par jugement du 5 décembre 2013, le Tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête des consorts COGOLUEGNES, donnant raison à la Ville de Montpellier.

Le 4 février 2014, les consorts COGOLUEGNES, représentés par la SCP Scheuer Vernet & associés, ont déposé une requête auprès de la Cour administrative d'appel de Marseille demandant l'annulation du jugement du 5 décembre 2013 du Tribunal administratif de Montpellier et l'injonction de convoquer le Conseil municipal afin de prescrire la modification du règlement de la zone 4AU5 du PLU.

Par un arrêt du 9 octobre 2015, la Cour administrative d'appel de Marseille a annulé le jugement du Tribunal administratif et a enjoint la commune de Montpellier à convoquer le Conseil municipal afin de prescrire la modification du règlement de la zone 4AU5 du PLU.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1^{er} janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence PLU des Communes membres à la Métropole. Il revient donc à Montpellier Méditerranée Métropole d'engager la modification du PLU de la Ville de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole prend acte de cette décision de justice et se réserve le droit de se pourvoir en cassation auprès du Conseil d'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'arrêt du 9 octobre 2015 de la Cour administrative d'appel de Marseille,
- inscrire la modification de l'article 2 du règlement de la zone 4AU5 à l'occasion de la prochaine procédure de modification du PLU,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106824-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – AVENANTS AU MARCHÉ D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉVISION DU SCOT N°3263UH13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, a approuvé, le 17 février 2006, son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) conformément aux dispositions de la Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil a engagé la révision de son SCoT afin de procéder à l'intégration, tant sur le fond que sur la forme, des évolutions récentes du Code de l'urbanisme.

Afin de concourir à cette démarche de révision, la Métropole a souhaité procéder à un appel d'offres pour un marché d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3263UH13.

A la suite de cette procédure, la Commission d'Appel d'offres, lors de sa séance du 9 juillet 2013, a attribué le marché aux groupements et sociétés ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse. Cette décision a été approuvée en Conseil le 25 juillet 2013.

Le marché n°3263UH13 d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, objet de la présente délibération, s'articule en trois lots distincts :

- Lot n°1 - Actualiser, compléter et formaliser le SCoT, attribué au groupement DBW / TETRA / DL avocat ;
- Lot n°2 - Actualiser le projet urbain communautaire, attribué au groupement DBW/ Claire SCHORTER/Agence POLES/Sylvie GROUEFF ;
- Lot n°3 - Approfondir les orientations du SCoT en matière d'urbanisme commercial, attribué à la société BERENICE.

Au regard des différentes évolutions récentes du contexte national et local et compte-tenu des enseignements à tirer de l'évaluation 2015 du SCoT en vigueur, le Conseil de Métropole du 12 novembre 2015 a abrogé la délibération initiale de prescription, a défini de nouveaux objectifs pour la révision du SCoT et a revisité les modalités de concertation.

Complémentairement, la Métropole a engagé l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Il s'agit dès lors de mener une démarche intégrée et cohérente entre le projet Montpellier Métropole Territoires, la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi.

Il est ainsi proposé au Conseil de Métropole de procéder à la conclusion pour chacun des lots de ce marché d'un avenant afin de prendre en compte ces différents éléments.

De plus, la révision du SCoT s'inscrit dans un nouveau calendrier indicatif qui devra être intégré par les prestataires du présent marché. Conformément à ce calendrier, il est envisagé une approbation du SCoT révisé d'ici à la fin 2018.

Il s'agira pour le lot n°1 du marché n°3263UH13 :

- de réactualiser le diagnostic socio-économique et de le compléter de données sectorielles ;
- de réaliser un diagnostic spatial, paysager et urbain du secteur littoral et une note de cadrage juridique sur l'application de la loi Littoral.

- de définir une mission supplémentaire aux missions initiales prévues. Cette mission, sous la forme de bons de commande, permettra de conduire des réunions de travail supplémentaires ; elle comprend la préparation, l'animation de la réunion, et la rédaction d'un compte rendu par le prestataire.

Ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 18 846.75€HT . correspondant à 13% du montant du marché initial. Il n'est pas convenu d'enveloppe financière minimale.

Concernant le lot n°2 du marché n°3263UH13, il s'agira d'établir une cartographie renseignée et légendée délimitant les espaces proches du rivage, les espaces naturels remarquables et les coupures d'urbanisation sur les territoires soumis à la loi Littoral, ainsi que de définir une mission supplémentaire aux missions initiales prévues. Cette mission, sous la forme de bons de commande, permettra de conduire des réunions de travail supplémentaires ; elle comprend la préparation, l'animation de la réunion, et la rédaction d'un compte rendu par le prestataire.

Ces modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 29 310.13€ HT correspondant à 13% du montant du marché initial. Il n'est pas convenu d'enveloppe financière minimale.

Pour le lot n°3, l'avenant identifie deux modifications : la prise en compte de l'évolution du contexte de révision du SCoT (sans incidence financière) et la définition d'une mission supplémentaire aux missions initiales prévues. Cette mission, sous la forme de bons de commande, permettra de conduire des réunions de travail supplémentaires ; elle comprend la préparation, l'animation de la réunion, et la rédaction d'un compte rendu par le prestataire. Cet avenant s'inscrit dans une enveloppe financière maximale de 6670€ HT, correspondant à 10% du montant du marché initial. Il n'est pas convenu d'enveloppe financière minimale.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 1^{er} décembre 2015 a émis un avis favorable concernant la conclusion de ces trois avenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants aux 3 lots n°3263UH13 conclus avec les groupements et entreprises précitées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole au chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer les avenants aux 3 lots n°3263UH13 et à prendre toute décision relative à leur exécution, ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13475

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107199-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – AVENANT AU MARCHÉ D'ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA RÉVISION DU SCOT N°3308UH13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, a approuvé, le 17 février 2006, son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) conformément aux dispositions de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil a engagé la révision de son SCoT afin de procéder à l'intégration, tant sur le fond que sur la forme, des évolutions récentes du Code de l'urbanisme.

Afin de concourir à cette démarche de révision, la Métropole a souhaité procéder à un appel d'offres pour un marché d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°3308UH13.

A la suite de cette procédure, la Commission d'Appel d'offres, lors de sa séance du 9 juillet 2013, a attribué le marché au groupement ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse. Cette décision a été approuvée en Conseil le 25 juillet 2013. Il s'agit du groupement Soberco (mandataire) / Naturalia.

Au regard des différentes évolutions récentes du contexte national et local et compte-tenu des enseignements à tirer de l'évaluation 2015 du SCoT en vigueur, le Conseil de Métropole du 12 novembre 2015 a abrogé la délibération initiale de prescription, a défini de nouveaux objectifs pour la révision du SCoT, et a revisité les modalités de concertation.

Complémentairement, la Métropole a engagé l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Il s'agit dès lors de mener une démarche intégrée et cohérente entre le projet Montpellier Métropole Territoires, la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi.

Il est ainsi proposé au Conseil de Métropole de procéder pour ce marché à un avenant pour y intégrer deux modifications afin de prendre en compte ces différents éléments.

De plus, la révision du SCoT s'inscrit dans un nouveau calendrier indicatif qui devra être intégré par les prestataires du présent marché. Conformément à ce calendrier, il est envisagé une approbation du SCoT révisé d'ici à la fin 2018.

Cet avenant prévoit deux modifications. Premièrement, il s'agira pour le groupement titulaire du présent marché n°3368UH 13 :

- de formaliser un état initial mutualisé pour la révision du SCoT et de l'élaboration du PLUi, et d'actualiser le projet d'état initial réalisé par le prestataire au printemps 2014 ;
- d'approfondir cet état initial sur les territoires soumis à la loi Littoral, au regard des sensibilités spécifiques. Il s'agira en particulier de préciser la préservation et l'amélioration de la qualité des eaux, la préservation des milieux naturels et l'impact de la fréquentation touristique de certains sites ainsi que la prise en compte des risques.

Pour la deuxième modification, il s'agit de définir une mission supplémentaire aux missions initiales prévues. Cette mission permettra de conduire des réunions de travail supplémentaires ; elle comprend la préparation, l'animation de la réunion, et la rédaction d'un compte rendu par le prestataire. Ces deux modifications s'inscrivent dans une enveloppe financière maximale de 33 852€ HT, correspondant à 13 % du montant du marché initial. Il n'est pas convenu d'enveloppe financière minimale. La commission d'appel d'offres a émis un avis favorable concernant la conclusion de cet avenant lors de sa séance du 1^{er} décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant au marché n°3308UH13 conclu auprès du groupement d'entreprises précité ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole au chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer l'avenant du marché n°3308UH13 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107088-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



montpellier
Méditerranée
métropole

SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ETUDES MONTPELLIER MÉTROPOLITAINES, RÉVISION DU SCOT ET ÉLABORATION DU PLU – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ÉCOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER (ENSAM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

En 2015, l'ENSAM a mis en œuvre un Diplôme Propre aux Ecoles d'Architecture DPEA intitulé Management des Projets Urbains Durables.

Le DPEA a pour objectif de former des étudiants à une réflexion théorique et opérationnelle en urbanisme et en aménagement, centrée autour de la notion de projet et placée dans une perspective environnementale et de développement durable. Ce DPEA repose sur l'ambition de former des étudiants au management, de et par le projet, soit dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage urbaine, soit au sein d'équipes de maîtrise d'œuvre. Il doit permettre aux étudiants de maîtriser le projet pris dans toutes ses dimensions, de connaître les acteurs, leurs rôles, leurs attentes et leur positionnement, dans ou vis-à-vis de la maîtrise d'ouvrage urbaine, de développer une conscience aiguë des situations et problématiques territoriales et enfin de prendre en compte l'importance du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'urbanisme (compétences et outils).

Ce diplôme associe également l'Ecole des Mines d'Alès qui apporte, quant à elle, des compétences en matière scientifique et technique et contribue à une meilleure formation des étudiants à la prévention des risques naturels et technologiques dans le projet urbain, comme la protection du patrimoine bâti et de la population en milieu urbain.

De même un partenariat avec sup Agro apporte quant à lui un regard spécifique sur le paysage et aux questions d'agriculture urbaine, de gestion des ressources et des climats spécifiques aux régions du Sud.

Cette formation permet de répondre aux attentes en matière de réalisation du projet urbain, en coopération étroite avec les milieux professionnels de la Région, les services publics et les organismes compétents en ingénierie et management du projet. Elle correspond à un besoin identifié au niveau régional

Dans ce contexte, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent s'associer afin de mobiliser la créativité et les possibilités d'expérimentations offertes par les étudiants et les enseignants de l'Ecole d'architecture sur des sujets d'études portant sur des sites stratégiques pour la révision Schéma de Cohérence territoriale (SCoT) et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), dans le cadre de la démarche d'études préalables du projet « Montpellier Métropole Territoires ».

En 2006, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) avait posé les fondamentaux des documents de planification de la Communauté d'Agglomération en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Le bilan dressé 6 ans plus tard a notamment mis en évidence que le SCoT a permis une réelle maîtrise de l'étalement urbain.

Neuf ans après, il est apparu nécessaire d'élaborer un projet de territoire pour intégrer à la fois :

- les 7 piliers stratégiques de développement de la Métropole (la Santé, le Numérique, les Transports et les Mobilités, le Développement Economique, le Tourisme et l'Industrie, l'Agroécologie et l'Alimentation, la Culture, le Patrimoine et l'Université, la Citoyenneté, le Développement Social et l'Egalité des chances) ;
- et les objectifs fondamentaux que sont la valorisation de l'exceptionnelle richesse environnementale, les évolutions démographiques prévisibles, le développement économique et les adaptations nécessaires face à sa vulnérabilité, notamment climatique (hydraulique, caniculaire...).

Ces objectifs participent à la nécessité de renforcer les fonctions et le rayonnement de la Métropole, dans cadre d'un pôle métropolitain en émergence et en coopération étroite avec la Métropole de Toulouse, dans le contexte spécifique de création d'une nouvelle grande région, associant Midi-Pyrénées à la nôtre

C'est dans ce contexte que s'inscrit la démarche Montpellier Métropole Territoires pour alimenter un socle commun de réflexions prospectives sur le devenir du territoire. Elle doit nourrir les futurs documents de planification et de programmation, notamment la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi. Dans ce cadre sont conduites des investigations afin d'identifier les secteurs stratégique de la Métropole et son évolution.

Il s'agit donc de mobiliser l'ENSAM et en particulier le DPEA Management des Projet Urbains Durables comme un laboratoire d'idées et d'expérimentations sur des sujets d'études portant sur la construction de la démarche d'expertise initiée par Montpellier Métropole Territoires, préalable à la révision du SCoT et à l'élaboration du PLUi.

Un travail ambitieux est envisagé à l'échelle du domaine d'étude du DPEA notamment dans le cadre de deux années (2015/ 2016).

Les sujets d'études envisagés portent :

- sur le secteur Comédie/Lez qui s'inscrit à la charnière de l'axe de renouvellement urbain Nord Sud et de l'axe historique Est/Ouest reliant le centre historique et le Lez. La réflexion à engager constitue une occasion à saisir pour trouver la pleine expression du positionnement, de la programmation notamment économique, commerciale, touristique et de recomposition urbaine des secteurs qui s'étendent depuis la place de la Comédie jusqu'aux rives du Lez.
- sur un autre secteur du SCoT susceptible de bénéficier de cette expertise en 2016 et qui sera précisé en fonction des besoins identifiés dans le cadre des démarches Montpellier territoire et de révision du SCoT.

Ce partenariat propose :

- une recherche action auprès des acteurs impliqués dans le processus du projet urbain et concrétisée par une expertise en considérant l'école comme un laboratoire d'idées et d'expérimentations, et également comme outil de sensibilisation et de débats sur le devenir des lieux en projets ;
- une rémunération de 20 000 € indemnisant le temps passé et les moyens déployés pour cette expertise ;
- des conférences relatives aux thèmes abordés aux différentes échelles territoriales pourront être organisées à l'ENSAM ;
- La Métropole sera susceptible d'accueillir des étudiants de l'ENSAM dans le cadre de stages ou de mises en situations professionnelles.

Chacune des parties s'engage à communiquer sur l'objet de la présente convention qui est conclue pour une durée de deux ans, renouvelable par tacite reconduction à concurrence de quatre ans.

L'objet de cette délibération porte donc sur la signature d'une convention cadre entre les partenaires visant à préciser les différentes orientations possibles de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les principes de la convention de partenariat entre l'École Supérieure d'Architecture de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conduite d'études préalables au SCoT et au PLUi ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107448-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – VILLE DE MONTPELLIER - SECTEUR MOULINS DES SEPT CANS - PETIT TRAIN - PÉRIMÈTRE DE CONVENTIONS DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC KAUFMAN&BROAD - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le secteur désigné « Moulins des Sept Cans – Petit Train » est situé au Nord-Ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, entre la rue Charles Perrault et les avenues du Petit Train et Albert Dubout. Il s'inscrit dans un contexte urbain qui a fortement évolué ces dernières années ce qui a amené la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole à s'interroger sur son évolution. En effet, ce secteur est aujourd'hui composé d'un bâti hétérogène, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. En raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements, l'Hôtel de ville de Montpellier, et pourvu d'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur présente un caractère propice aux mutations urbaines.

Certaines parcelles ont déjà fait l'objet d'opérations de constructions récentes dans ce secteur mais, en dehors du cadre d'une réflexion d'ensemble, la mutation des parcelles restantes pourrait ne pas conduire à des résultats satisfaisants, tant sur les formes bâties obtenues que sur leur capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une réflexion urbaine dans et autour du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train ». Cette réflexion a permis de recueillir des éléments de diagnostic, d'identifier les espaces à enjeux et de donner à la Ville de Montpellier des orientations en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier.

Dans ce même secteur, en raison de la forte pression foncière, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des futures opérations de réaménagement mais aussi pour ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, la Ville de Montpellier a institué, par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2013, un périmètre d'étude en application de l'article L. 111-10 du Code de l'urbanisme. Ce dispositif permet ainsi d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement urbain d'ensemble.

En parallèle, une consultation a été engagée par la Ville de Montpellier pour la conception architecturale et urbaine des secteurs situés à l'Ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, dont fait partie le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train ».

Au printemps 2014, le cabinet Matte-Devaux-Rousseau (MDR) a été désigné lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur en raison, notamment, de la cohérence de son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle.

Dans la mesure où la mise en œuvre de ce projet d'aménagement implique la réalisation d'équipements publics coûteux, il est apparu indispensable que les opérations immobilières puissent participer à son financement. Pour cela, les articles L. 332-11-3 et suivants du Code de l'urbanisme prévoient une méthode de financement contractualisée grâce à la conclusion d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) entre les constructeurs et la collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), permettant la prise en charge financière par les porteurs de projets immobiliers de tout ou partie des équipements publics.

Parallèlement, en raison de l'ampleur des équipements publics à réaliser, de l'étendue du secteur d'étude et du nombre important d'opérations de construction à venir au sein de ce secteur, ce même article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme offre la possibilité de délimiter un périmètre de conventions de PUP à l'intérieur duquel l'ensemble des constructeurs viendront participer à la prise en charge de ces équipements publics dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations.

Dans ce contexte et à l'occasion de la mise en œuvre d'une première convention de projet urbain partenarial (PUP) avec la société RB Group (nom commercial : M&A Promotion) concernant un projet de construction dans le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b, le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » a été établi par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2014.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et, par voie de conséquence, celle relative aux Projets urbains partenariaux (PUP), ont été transférées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, le périmètre de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » ainsi que toutes les nouvelles conventions à venir au sein de ce périmètre relèvent de la compétence de la Métropole.

Le premier objet de la présente délibération est donc de réaffirmer le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » établi par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 17 décembre 2014.

Celui-ci est délimité selon le plan ci-annexé. Le projet d'aménagement d'ensemble s'étendant à la fois sur la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et dans le périmètre de conventions de PUP et ses abords, le coût des équipements à réaliser sera par conséquent partagé entre les constructeurs agissant au sein du périmètre de conventions de PUP et les collectivités compétentes (Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier), soit directement, soit dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

L'ensemble des travaux d'équipements à réaliser pour le projet d'aménagement d'ensemble est estimé à 13 197 000 € HT (coût global d'opération incluant travaux, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, frais d'études, aléas, honoraires,...etc.). Ils consistent notamment en un réaménagement des voiries et réseaux divers au niveau de l'avenue du Petit Train, de la rue du Moulin des Sept Cans et de l'allée des Frères Grimm et leurs abords. Le coût global prévisionnel d'opération inclut également le coût des acquisitions foncières nécessaires aux aménagements.

En ce qui concerne le réseau d'assainissement en eaux usées, celui-ci est intégré aux travaux d'équipements à réaliser sur le secteur. Par conséquent, la dépense liée à sa réalisation est désormais répartie entre, d'une part, les futurs constructeurs agissant dans le périmètre de conventions de PUP et, d'autre part, les collectivités compétentes, soit directement, soit dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

La répartition de financement des travaux d'équipements entre le périmètre de conventions de PUP, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier est définie comme suit :

- la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP est fixée à 4 626 563 € HT, correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers ;
- Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer prendront à leur charge le reliquat du coût des aménagements à réaliser, soit 8 569 437 € HT.

Au sein du périmètre de conventions de PUP, les modalités de partage des coûts des équipements sont fixées proportionnellement aux surfaces de plancher (SDP) développées par chaque opération.

Le second objet de la présente délibération est d'approuver les termes d'une nouvelle convention de PUP à conclure avec le promoteur KAUFMAN&BROAD, ce dernier ayant fait part à la Métropole de son souhait de réaliser un projet de construction au sein du secteur de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train ».

Ce projet de construction de KAUFMAN&BROAD consiste, après démolition des constructions à usage d'habitation qui constituent le tènement foncier sur les parcelles cadastrées EY 137, EY 138, EY 139, EY 140 et EY 141, en la construction d'un nouvel ensemble immobilier de 8 755m² dont 1 305 m² de logements locatifs sociaux. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par le promoteur.

La mise en œuvre dans de bonnes conditions de ce projet immobilier nécessitant la réalisation d'équipements publics divers (réseaux d'eaux pluviales, d'assainissement, viaires...etc.) tels que décrits dans le document annexé à la présente délibération, une convention de PUP entre KAUFMAN&BROAD et Montpellier Méditerranée Métropole doit être conclue pour participer à leur financement.

Il est donc proposé de mettre à la charge du promoteur la part des équipements répondant aux besoins des futurs habitants et usagers, celle-ci étant estimée à 1 853 250€. Le projet de convention avec KAUFMAN&BROAD est annexé à la présente délibération et précise toutes les modalités de financement.

Le périmètre du projet urbain partenarial concernant cette opération est annexé à la convention de participation et correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par KAUFMAN&BROAD. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ce périmètre de la taxe d'aménagement (part communale uniquement) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu de la participation prévue par la convention, il est proposé de prévoir la durée d'exonération maximum de la part communale de la taxe d'aménagement sur le périmètre concerné, soit pour une durée de 10 ans.

Enfin, compte-tenu de l'imbrication, de l'ampleur et de la nature des travaux d'équipements publics à réaliser au sein du projet d'aménagement d'ensemble, il a été décidé de s'adosser à la concession « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » pour confier par avenant n°1 à cette concession une mission globale d'aménagement de ces secteurs à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM). Celle-ci a été adoptée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 23 juillet 2015 puis conjointement signé par la Ville et la SAAM le 9 septembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réaffirmer le périmètre de conventions de projet urbain partenarial (PUP) sur le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » tel que présenté sur le **plan joint en annexe** et tel qu'il a été institué par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2014,
- **fixer les modalités de partage des coûts des équipements correspondants aux besoins des futurs habitants** ou usagers des opérations de construction attendues proportionnellement aux surfaces de plancher (SDP) développées par chaque opération,
- **approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole, KAUFMAN&BROAD et la SAAM** ainsi que le **périmètre du projet urbain partenarial pour cette opération, tels que joints en annexe** ;
- exclure le secteur délimité pour cette opération du champ d'application de la taxe d'aménagement (part intercommunale dont les modalités ont été définies par délibération du conseil de Métropole du 12 novembre 2015) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107209-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – OPÉRATION PRADO CONCORDE - VENTE DES PARCELLES CADASTRÉE BA248 ET BA246 AINSI QU'UNE PARCELLE DE DÉLAISSÉ DE VOIRIE À LA SAS PRADO CONCORDE - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Groupement HELENIS/OPALIA, lauréat du concours organisé par la ville de Castelnau-le-Lez, pour la cession à titre onéreux des terrains du secteur de l'ancienne gendarmerie en entrée de ville depuis Montpellier, a déterminé un projet global de constructions nouvelles de grande ampleur, de 28 000 m² de SdP environ.

Le 20 juillet 2015 l'offre du groupement HELENIS/OPALIA a été choisie à l'unanimité par le comité ad hoc en charge du concours, et par une délibération en date du 21 septembre 2015, le Conseil municipal de Castelnau-le-Lez a définitivement adopté le projet qui sera dénommé « PRADO-CONCORDE »

Ce projet doit être réalisé par la SAS du PRADO aujourd'hui substituée au groupement HELENIS/OPALIA.

Le projet se développe sur des parcelles propriété de Montpellier Méditerranée Métropole d'une superficie de 1029 m² constituées de délaissés de la réalisation du tramway ligne 2 ainsi que d'un délaissé de voirie située à l'angle de la rue du Prado laquelle a fait l'objet d'un déclassement du domaine public par délibération de la commune de Castelnau-le-Lez en date du 21 septembre 2015. Afin de réaliser ce projet il est prévu de céder ce foncier à la SAS PRADO CONCORDE.

En effet, ce projet ambitieux, qui participe de manière significative au renouvellement urbain et au développement durable avec une intégration urbaine maîtrisée, propose une mixité fonctionnelle, avec notamment des logements (libres et primo-accédant), des logements locatifs sociaux, une résidence seniors, un campus organisé autour d'une école d'enseignement supérieur, des bureaux, commerces, une école primaire privée. Ce programme sera réparti entre plusieurs bâtiments organisés autour notamment d'espaces verts en cœur d'îlot. Cette programmation répond aux objectifs du Plan Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole

Ce projet, situé en zone 5UB du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez, s'inscrit dans ce site stratégique en entrée de ville, à proximité immédiate de la gare Charles de Gaulle sur la ligne 2 de tramway, dont le réaménagement doit s'étendre à un îlot voisin, à l'Est, situé en zone 1UB du PLU, qui doit également muter dans les conditions prévues notamment par les orientations d'aménagement particulières du PLU (OAP, secteur 1 UB – Polarité urbaine Charles de Gaulle).

Les emprises à céder à la SAS PRADO CONCORDE sur le territoire de la Commune de Castelnau-le-Lez concernent les parcelles suivantes :

- Au lieudit « ancienne Gendarmerie », parcelle BA 248 d'une superficie de 460 m² et BA 246 de 65 m² constituant un délaissé de la réalisation du tramway ligne 2 ;
- à l'angle de la rue du Prado une parcelle de domaine public déclassée par une délibération de la Commune de Castelnau-le-Lez du 21 septembre 2015 d'une superficie de 504 m².

L'ensemble de ces parcelles est situé en zone 5UB au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castelnau-le-Lez.

Pour cette surface totale de 1029 m², Montpellier Méditerranée Métropole percevra 350 000 euros TVA sur marge en sus. Ce prix a été validé par France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente à la SAS PRADO CONCORDE des emprises sur les parcelles cadastrées BA 248 d'une superficie de 460 m² et BA 246 de 65 m² constituant un délaissé de la réalisation du tramway ligne 2 ainsi que la parcelle de domaine public déclassée à l'angle de la rue du Prado d'une superficie

Délibération n° 13479

de 504 m² sises Commune de Castelnau-le-lez, pour une surface totale de 1029 m² et un prix total de 350 000 euros affecté du régime de la TVA sur marge en vigueur applicable,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'acte de vente ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106446-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) PRADO CONCORDE CHARLES DE GAULLE SUD - APPROBATION DU PÉRIMÈTRE PUP - APPROBATION DE LA CONVENTION AVEC LA SAS DU PRADO - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné à la date du 1er janvier 2015, le transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, ce qui implique que la Métropole, en application de l'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales, est devenue compétente en lieu et place de la Commune pour la conclusion des conventions de projet urbain partenarial conformément aux dispositions des articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du code de l'urbanisme.

Le Groupement HELENIS/OPALIA, lauréat d'un appel à projet organisé par la Commune de Castelnau-le-Lez, pour la cession à titre onéreux des terrains de l'ancienne gendarmerie situés en entrée de ville depuis Montpellier, a déterminé un projet global de constructions nouvelles de grande ampleur, de 28 000 m² de surface de plancher (SdP) environ.
Ce projet doit être réalisé par la SAS du PRADO aujourd'hui substituée au groupement HELENIS/OPALIA.

Ce projet ambitieux, qui participe de manière significative au renouvellement urbain et au développement durable avec notamment une intégration urbaine maîtrisée, propose une mixité fonctionnelle, avec notamment des logements (accession abordable et accession libre), des logements locatifs sociaux, une résidence seniors, un campus organisé autour d'une école d'enseignement supérieur, des bureaux, commerces, une école primaire privée. Ce programme sera réparti entre plusieurs bâtiments organisés autour notamment d'espaces verts intérieurs.

Il s'étend à partir des terrains de l'ancienne gendarmerie sur l'ensemble de l'îlot d'une superficie totale de 9023 m², délimité notamment par la place Charles de Gaulle et la rue du Prado, en zone urbaine SUB du Plan local d'urbanisme de Castelnau-le-Lez, selon le périmètre fixé dans la convention de PUP figurant en annexe n°1.

Cet îlot bénéficie de la proximité immédiate de la gare Charles de Gaulle de la ligne 2 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. Mais il est aujourd'hui enclavé par un réseau de voies, qui le coupe du reste de la Ville, dont notamment la voie principale d'entrée de Ville depuis Montpellier qui supporte un important flux de circulation. La greffe de cet îlot au tissu environnant constitue un enjeu majeur pour sa bonne intégration urbaine.

Cette opération nécessite dans ce cadre, en plus des aménagements et équipements qui lui sont propres, la réalisation d'équipements publics importants, avec notamment un réaménagement de voies et espaces publics au droit de la place Charles de Gaulle avec y compris la gare de tramway et le déplacement du parking P+R (60 places) actuellement exploité par TAM, lequel sera à reconstituer préalablement, ainsi que de la rue du Prado Haut et Bas, et du carrefour Aristide Briand.

Dans ce contexte, il est proposé de conclure en accord avec la SAS du Prado, une convention de projet urbain partenarial (PUP) en vue de la prise en charge financière par celle-ci d'une partie des équipements publics à réaliser, nécessaires à ce projet dans les conditions qu'elle définit.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 I du Code de l'urbanisme, dans les zones urbaines et les zones à urbaniser délimitées par les plans locaux d'urbanisme, lorsqu'une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction nécessitent la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15, le ou les propriétaires des terrains, le ou les aménageurs et le ou les constructeurs peuvent conclure avec la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Les dispositions de l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme précisent alors que dans les communes où la taxe d'aménagement a été instituée, les constructions édifiées dans le périmètre de cette convention de PUP, sont exclues du champ d'application de cette taxe pendant un délai fixé par celle-ci, qui ne peut excéder dix ans.

Dans ce cadre, la convention de PUP avec ses annexes, à passer avec la SAS du PRADO telle que figurant en annexe n°1, précise notamment l'opération de constructions projetée et le programme d'équipements publics à réaliser, ainsi que le coût de celui-ci et la participation financière due par le constructeur à ce titre, tel qu'indiqué ci-après, et ses modalités d'exécution. Elle prévoit aussi l'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement, dont les modalités ont été définies par délibération du Conseil de Métropole en date du 12 novembre 2015, pour les constructions à édifier dans son périmètre, pendant une durée de 10 ans.

Il est précisé que cette convention ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers, des aménageurs ou des constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Au demeurant, cette convention de PUP à passer avec la SAS du PRADO est à articuler aussi avec l'îlot à proximité dénommé ici « Charles de Gaulle Sud », d'une superficie totale de 1895 m², situé en zone urbaine 1UB du Plan local d'urbanisme de Castelnau-le-Lez, à l'amorce de l'avenue de l'Europe. En effet, cet îlot doit également muter avec une capacité de constructions nouvelles de 9 000 m² de SdP après démolition de l'existant, et s'appuyer **notamment sur les mêmes équipements publics** que ceux prévus dans le cadre de la convention de PUP pour l'opération de constructions PRADO-CONCORDE.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet îlot, tel que défini en annexe n°2, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du code de l'urbanisme. Et ce, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP extension Charles de Gaulle Sud », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui engageront des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Les équipements publics visés ici sont le réaménagement de voies et espaces publics au droit de la place Charles de Gaulle avec la gare de tramway et le déplacement du parking P+R (60 places) actuellement exploité par la TAM, à reconstituer, ainsi que de la rue du Prado et du carrefour Aristide Briand.

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après. Il est également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de quinze ans, correspondant à la durée maximale prévue, en vue de la mutation de cet îlot.

Il est enfin précisé qu'en application de ces dispositions, les conventions à intervenir dans cet îlot peuvent viser aussi des équipements publics différents lorsque les opérations de construction qui y sont attendues nécessitent d'autres besoins en équipements. En l'occurrence, il y a lieu de prévoir ici **spécifiquement un cheminement piéton à créer** pour relier cet îlot à la place Charles de Gaulle à réaménager avec la gare de tramway.

Il est en outre indiqué que le réaménagement de la place Charles de Gaulle libèrera une partie de la parcelle recevant jusqu'alors le parking P+R exploité aujourd'hui par TAM, ce qui crée aussi l'opportunité de réaménager celle-ci pour faciliter l'accès à la place Charles de Gaulle du côté de la résidence l'Etoile située au droit de la place. Ce réaménagement sera à la charge exclusive de la Métropole.

Le descriptif global du programme de ces différents équipements publics à réaliser est détaillé en annexe n°3 de la présente délibération. Il est précisé que l'ensemble de ces équipements publics relève de la compétence de la Métropole.

Le cout total prévisionnel de ces équipements publics est fixé à 3 104 623 € HT (3 725 547,6 €TTC), en intégrant notamment les coûts de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et des travaux avec leurs aléas, et dans le cas du parking P+R à reconstituer, les emprises correspondantes.

Le coût de ces différents équipements publics à réaliser et les modalités de partage de leur coûts sont fixés comme suit, étant précisé que le montant de participation financière dont les opérateurs sont redevables est limitée à un coût HT.

Il est également précisé que la répartition des coûts de ces équipements publics a été établie au prorata des surfaces de plancher (SdP) totales de constructions au sens de l'article L. 112-1 du Code de l'urbanisme susceptibles d'être développées, soit 28 000 m² de SdP au sein du périmètre de la convention de PUP Prado-Concorde et 9 000 m² de SdP au sein du périmètre « PUP extension Charles de Gaulle Sud », sans différenciation selon la destination des constructions.

**Détail des coûts des équipements public à répartition du
financement des coûts des équipements publics à réaliser**

N°	Equipements publics	Coûts global estimé en € HT (100%)	Part à la charge du constructeur dans le périmètre de la convention de PUP à passer avec la SAS du Prado		Part à la charge des constructeurs, aménageurs, propriétaire, dans le périmètre « PUP extension Charles de Gaulle Sud » (art. L. 332-11-3 II du CU)		Part à la charge de la Métropole	
			%	€	%	€	%	€
1	Réaménagement des accès et du fonctionnement de la Place Charles de Gaulle	1 042 508	58%	604655	22%	229352	20%	208502
2	Réaménagement des accès et du fonctionnement de la Gare de tramway	170 751	58%	99036	22%	37565	20%	34150
3	Restitution du Parking P+R	1 170 000	58%	678600	22%	257400	20%	234000
4	Adaptation Carrefour Briand	147 984	50%	73992	20%	29597	30%	44395
5	Réaménagement rue du Prado Haut	92 667	100%	92667	0%	0	0%	0
6	Réaménagement rue du Prado Bas	266 419	100%	266419	0%	0	0%	0
7	Création du cheminement piéton depuis l'îlot Charles de Gaulle	52 125	0%	0	100%	52125	0%	0

8	Réaménagement de la parcelle recevant l'ancien parking P+R	162 168	0%	0	0%	0	100%	162168
TOTAL		3 104 623 €	58,47%	1 815 369 €	19,52%	606 039 €	22,01%	68 3215 €

Il en résulte que le coût total des équipements publics à réaliser est pris en charge à 22.01% soit 683 215 € HT par la Métropole, à 58,47% soit 1 815 369 € HT par la SAS du PRADO au titre de la convention de PUP à passer, enfin à 19.52% soit 606.039 € HT par les propriétaires, aménageurs, constructeurs à l'intérieur du périmètre « PUP extension Charles de Gaulle Sud ».

Il est précisé que, par délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2015, la Commune de Castelnau-le-Lez a organisé une concertation publique autour de l'opération immobilière de la place Charles de Gaulle et qu'elle en a tiré le bilan par délibération en date du 14 décembre 2015, en précisant que le projet a reçu un avis favorable de la population nonobstant des adaptations relatives au stationnement et aux accès qui sont effectivement prévues dans le projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- délimiter en application de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme et pour une durée de quinze ans, le périmètre tel que figurant en annexe n°2, dénommé « PUP extension Charles de Gaulle Sud »,
- fixer les modalités de partage de financement des coûts des équipements publics à réaliser, précisés à l'annexe n°3, sur la base d'un coût limité à un montant hors taxes et au prorata des surfaces de plancher (SdP) totales de constructions susceptibles d'être développées, à proportion des besoins et sans différenciation selon la destination des constructions, tel que décrit ci-dessus.
- approuver la convention de projet urbain partenarial avec ses annexes, à passer avec la SAS du PRADO, telle que figurant en annexe n°1 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention de projet urbain partenarial avec ses annexes, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
 Publié le : 18/12/15
 Déposé En Préfecture
 Le : 18/12/15
 Numéro de l'acte :
 034-243400017-20151216-lmc1107232-
 DE-1-1

Fait à Montpellier, le
 Pour extrait certifié conforme à
 l'original.
 Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ÉTUDE D'UN SCHÉMA DE DÉPLACEMENTS DU SECTEUR NORD DE MONTPELLIER - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES - DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT/COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP/ MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le secteur Nord de Montpellier est situé à la convergence de nombreux axes de circulation départementaux, métropolitains et communaux supportant des flux de transit et d'échanges importants. Ces axes sont notamment constitués par la RD 986, la RD 65, la RD 986^{E2} les RD127 E3 et E8 et l'avenue des Apothicaires. Ils assurent les nombreux mouvements pendulaires domicile-travail pour le nord montpelliérain.

Les territoires de Saint Gély du Fesc, Grabels, Saint Clément de Rivière et le Nord de Montpellier accueillent actuellement de multiples zones d'activités :

- ZAC des Vautes, le Parc d'activités de la Tour du Lauzard sur la commune de Saint Gély du Fesc, en entrée de ville,
- Centre commercial Trifontaine sur la commune de Saint Clément de Rivière,
- Le Parc Euromédecine et de la Valsière sur la commune de Grabels,
- Le secteur des hôpitaux en entrée de Montpellier...

pour ne citer que les plus importantes.

Le secteur Nord de Montpellier doit encore accueillir (conformément au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de Montpellier et au SCoT du Grand Pic Saint Loup) de nouveaux parcs d'activités, et équipements, générateurs de flux et d'échange : la Tuilerie de Massane sur Grabels, Thomassy sur Montpellier, Oxyane sur Saint Clément de Rivière...

Par ailleurs, au Nord de la zone d'étude, le projet de la section du LIEN entre Saint Gély du Fesc et l'A750 sera vraisemblablement générateur de trafic sur la RD 986 et suivantes.

Dans ce contexte, ce secteur subit des nuisances dues à l'inadéquation du réseau routier à l'évolution du trafic et de l'urbanisation, auxquelles il convient d'apporter des réponses.

La recherche de solutions durables dépasse largement l'échelle locale et nécessite d'engager une réflexion au niveau du réseau routier structurant du Nord de Montpellier, afin de définir un nouveau schéma de déplacement adapté aux évolutions liées aux projets en cours.

Ces voies étant de domanialité départementale ou métropolitaine, les secteurs économiques et le Plan de Déplacement Urbain (PDU) étant de compétence métropolitaine ou communautaire, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup se sont rapprochés pour mener l'étude d'un schéma de déplacement sur ce secteur.

Afin d'effectuer un bilan sur le devenir des voiries départementales, métropolitaines ou communales dans ce secteur Nord de Montpellier et d'apporter des réponses aux sollicitations des différentes collectivités et sociétés désirant développer des offres de service aux abords de ces axes, les signataires ont décidé de s'entourer d'une équipe pluridisciplinaire composée d'un BET spécialisé dans l'ingénierie des transports et des déplacements en mandataire, accompagné d'un bureau d'études ayant des compétences en infrastructures routières, ainsi que d'un paysagiste. Cette équipe aura pour mission d'analyser le fonctionnement actuel et à venir des voiries du secteur, et de définir des propositions d'aménagements en fonction des contraintes et des impacts.

Les principes d'aménagements doivent être compatibles avec les enjeux de développement du secteur, la prise en compte de l'ensemble des mobilités (y compris les modes actifs), les demandes actuelles et à venir en matière d'accès et avec la nécessité d'anticiper les évolutions à l'échelle des besoins évalués

dans le cadre de la révision, en cours du SCoT de la Métropole et de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup.

Dans la perspective du réinvestissement et du développement de ce secteur à programmer en cohérence avec les documents d'urbanisme de la Métropole et de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup et en adéquation avec l'évolution du réseau routier départemental, les trois collectivités envisagent la création d'un groupement de commandes, comme l'y autorise le code des marchés publics.

Le Département est désigné en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du Code des marchés publics. Il est chargé d'engager les procédures de passation des marchés sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun de ses membres.

Il assurera l'exécution et le pilotage du marché et associera étroitement les représentants désignés par les collectivités partenaires (Montpellier Méditerranée Métropole et Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup) aux différentes étapes et instances qui seront mises en place. Durant l'étude, il est ainsi prévu la tenue :

- de comités techniques permettant notamment de mettre au point avec le prestataire les différents rendus demandés,
- de comités de pilotage ayant pour objectif de valider les rendus à l'issue de chacune des phases de l'étude.

Le Département affectera une enveloppe financière globale maximum de 69 360 € T.T.C. La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup et du Département est prévue à part égale entre les 3 signataires (23 120 € T.T.C.).

Cette participation sera réévaluée à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résultera des différents décomptes généraux définitifs des marchés public et en application de la répartition financière de l'opération exprimée en pourcentage telle qu'elle résulte de l'annexe 3 de la présente convention.

Le coordonnateur du groupement procèdera au décompte et à la liquidation des sommes dues au(x) titulaire(s) du ou des marchés qu'il règlera directement.

Il est précisé que chaque partie fera son affaire de la récupération de la TVA au titre du FCTVA pour la partie du projet qui la concerne.

La présente convention prend effet à la date de la dernière signature apposée par les parties. Elle est conclue jusqu'à la complète exécution du ou des marchés et levée de toutes les réserves.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes publiques établi avec le Département de l'Hérault et la Communauté de Communes du Grand Pic saint Loup,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107113-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ -
CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER - COMMUNES DE LATTES
ET DE PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE
L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble d'intérêt communautaire « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération n°10 480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) .

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m²H.O.N nouvelles répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble d'intérêt métropolitain, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SAAM sur un emprunt d'un montant de 15 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et consignations.

Délibération n° 13482

Dans une précédente délibération n° 13076 du 29 juin 2015 le Conseil de Métropole avait approuvé les caractéristiques de l'emprunt à garantir qui restent inchangées et sont les suivantes :

- o Montant : 15 000 000 €
- o Périodicité des échéances : annuelle
- o Durée de la période de préfinancement : 3 à 24 mois maximum
- o Durée de la période d'amortissement : 7 ans dont 2 ans de différé d'amortissement
- o Index : livret A
- o Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt plus +0.60%
- Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
- o Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire avec échéance déduite
- o Modalité de révision : « Simple révisabilité » (SR),
- o Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80% soit 12 000 000 €,
- o Cautiion de la Caisse d'Epargne sur les 20% non garantis (commission annuelle de 0.65% calculée sur le Capital Restant Dû et prélevée annuellement et d'avance)

La garantie de la Métropole est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est proposé aujourd'hui de rajouter la mention qui suit à la présente délibération.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé de garantir 80% de l'emprunt de 15 000 000 € sollicité par la SAAM auprès de la caisse des dépôts et consignation , soit 12 000 000 €,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 15 000 000 € sollicité par la SERM auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit 12 000 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1105378-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

FINANCES – BUDGET 2015 - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2015, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes des services funéraires, d'assainissement, de l'eau potable et transport.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **-144 748,43 euros en fonctionnement** et à **- 1 332 585,58 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	254 947,00		254 947,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-258 947,00		-258 947,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 298 000,00		-1 298 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	2 640 260,00		2 640 260,00
936	Action économique	23 294,00		23 294,00
937	Environnement	-1 101 867,00		-1 101 867,00
938	Transports	-1 165 316,00		-1 165 316,00
940	Impositions directes	-606 680,00		-606 680,00
943	Opérations financières	1 187 556,00		1 187 556,00
953	Virement à la section d'investissement		180 004,57	180 004,57
Total		-324 753,00	180 004,57	-144 748,43

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	4 487 556,00		4 487 556,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-30 920,43		-30 920,43
935	Aménagement des territoires et habitat	-30 579,00		-30 579,00
937	Environnement	-41 513,00		-41 513,00
938	Transports	1 411 966,00		1 411 966,00
941	Autres impôts et taxes	-5 941 258,00		-5 941 258,00
Total		-144 748,43	0,00	-144 748,43

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-50 000,00		-50 000,00
901	Sécurité et salubrité publiques	89 882,00		89 882,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-973 525,00		-973 525,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 587 268,00		2 587 268,00
907	Environnement	450 000,00		450 000,00
908	Transports	-3 920 383,00		-3 920 383,00
925	Opérations patrimoniales		484 172,42	484 172,42
Total		-1 816 758,00	484 172,42	-1 332 585,58

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 104 021,89		1 104 021,89
908	Transports	-142 250,00		-142 250,00
921	Taxes non affectées	-949 356,00		-949 356,00
922	Dotations et participations	-1 895 024,00		-1 895 024,00
923	Dettes et autres opérations financières	-114 154,46		-114 154,46
925	Opérations patrimoniales		484 172,42	484 172,42
951	Virement de la section de fonctionnement		180 004,57	180 004,57
Total		-1 996 762,57	664 176,99	-1 332 585,58

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **61 300,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe des services funéraires se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
67	Charges exceptionnelles	-61 300,00	0,00	-61 300,00
42	Opérations d'ordre transfert entre sections	0,00	61 300,00	61 300,00
Total		-61 300,00	61 300,00	0,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
23	Immobilisations en cours	61 300,00	0,00	61 300,00
Total		61 300,00	0,00	61 300,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
40	Opérations d'ordre transfert entre sections	0,00	61 300,00	61 300,00
Total		0,00	61 300,00	61 300,00

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe des services funéraires par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **0 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-157 000,00		-157 000,00
012	Charges de personnels, frais assimilés	50 000,00		50 000,00
65	Autres charges de gestion courante	107 000,00		107 000,00
Total		0,00	0,00	0,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **0 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0,00	0,00	0,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0,00	0,00	0,00

BUDGET DE L'EAU POTABLE – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	37 500,00		37 500,00
23	Immobilisations en cours	-37 500,00		-37 500,00
	Total	0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0,00	0,00	0,00

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe transport s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **50 000,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe transport se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE TRANSPORT – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0,00	0,00	0,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0,00	0,00	0,00

BUDGET TRANSPORT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	50 000,00	0,00	50 000,00
	Total	50 000,00	0,00	50 000,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000		50 000
	Total	50 000,00	0,00	50 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107766-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CRÉDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.4312-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Ainsi, compte tenu du budget primitif 2015 et de ces décisions modificatives, il convient d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements selon la répartition ci-dessous.

Budget principal

Fonction et Libellé		Montant budget 2015		1/4	1/3	Total
900	Services généraux	hors AP	8 148 151	2 037 038		2 150 912
		en AP	341 622		113 874	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	482 062	120 515		120 515
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	19 894 808	4 973 702		7 388 686
		en AP	7 244 953		2 414 984	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	25 968 835	6 492 209		14 212 542
		en AP	23 161 000		7 720 333	
906	Action économique	hors AP	11 305 945	2 826 486		6 489 153
		en AP	10 988 000		3 662 667	
907	Environnement	hors AP	18 709 025	4 677 256		4 677 256
908	Transports (hors budget transports)	hors AP	30 978 357	7 744 589		7 744 589
Total			157 222 758	28 871 796	13 911 858	42 783 654

Budget annexe assainissement

Chapitre	Libellé	Montant budget 2015		1/4	1/3	Total
13	Subventions	hors AP	13 200	3 300		3 300
20	Immobilisations incorporelles	hors AP	327 460	81 865		81 865
21	Immobilisations corporelles	hors AP	2 958 511	739 628		764 961
		en AP	76 000		25 333	
23	Immobilisations en cours	hors AP	8 028 020	2 007 005		7 030 338
		en AP	15 070 000		5 023 333	
Total			26 473 191	2 831 798	5 048 667	7 880 464

Budget annexe SPANC

Chapitre	Libellé	Montant budget 2015	25%
21	Immobilisations corporelles	12 760	3 190
Total		12 760	3 190

Budget annexe eau brute

Chapitre	Libellé	Montant budget 2015	25%
21	Immobilisations corporelles	18 696	4 674
23	Immobilisations en cours	200 000	50 000
Total		218 696	54 674

Budget annexe eau potable

Chapitre	Libellé	Montant budget 2015	25%
13	Subventions	688 025	172 006
20	Immobilisations incorporelles	419 750	104 938
21	Immobilisations corporelles	70 611	17 653
23	Immobilisations en cours	8 225 031	2 056 258
Total		9 403 417	2 350 854

Budget annexe transports :

Chapitre	Libellé	Montant budget 2015	25%
20	Immobilisations incorporelles	635 667	158 917
21	Immobilisations corporelles	5 996 858	1 499 214
23	Immobilisations en cours	37 900 834	9 475 209
Total		44 533 360	11 133 340

Budget annexe parking :

Dans le cadre de la création du budget annexe parking il est proposé d'autoriser la création des chapitres appropriés en fonctionnement et en investissement, et de leur affecter les crédits nécessaires à due concurrence des chapitres budgétaires 2015.

Chapitre	Libellé	Montant budget 2015	25%
23	Immobilisations en cours	102 000	25 500
Total		102 000	25 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissements énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissements énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107529-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Toutefois, les subventions ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'à raison d'une décision individuelle d'attribution.

Aussi, afin de permettre de pouvoir fonctionner au début de l'année à venir et dans l'attente du vote du Budget Primitif 2016, il est proposé d'affecter les subventions suivantes au titre du budget principal :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la Subvention
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	36 500
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	175 000
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	211 500
6574	MONTPELLIER DANSE	979 500
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	5 150 000
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR (ENSAD)	100 000
6574	STAND'ART - SALLE VICTOIRE 2	70 500
6574	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	495 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE	6 795 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	371 940
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB)	252 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC)	340 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	629 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK - UC	30 000
6574	MONTPELLIER GRS	25 000
6574	MONTPELLIER WATER-POLO	175 000
6574	MONTPELLIER AGGLO NATATION UC (MANUC)	67 500
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION PATINAGE	20 000

6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	15 000
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	10 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORTS	1 935 440
6574	AIR LR	24 080
935	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	24 080
6574	MLJAM	185 110
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI)	10 000
6574	PASS FRENCH TECH	10 000
6574	LABORATOIRE D'EXCELLENCE (LABEX)	5 000
6574	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE (UPA)	10 000
6574	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT)	80 000
6574	OFFICE DU TOURISME	862 430
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	1 162 540
65738	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH)	2 410 000
938	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT TRANSPORTS	2 410 000

En outre, il est proposé d'affecter la subvention suivante au titre du budget annexe transports :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la Subvention
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	300 000
65	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT TRANSPORTS	300 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement, telles que décrites ci-dessus, au titre du budget principal et du budget annexe transports,
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la structure bénéficiaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13504

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107444-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

FINANCES – CRÉATION DU BUDGET ANNEXE PARKING DE L'HÔTEL DE VILLE - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Le principe d'unité budgétaire implique que toutes les opérations d'un organisme public soient retracées dans un document unique. Par exception au principe d'unité budgétaire, divers textes ont prévu l'établissement de budgets annexes qui ont pour objet de regrouper les opérations de services ayant une organisation dotée d'une autonomie relative et dont l'activité tend à produire ou à rendre des services.

Les services gérés en budgets annexes n'ont pas d'organisation administrative propre, ni d'autonomie financière. Cependant, ils font l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts.

Dans le cadre des transferts de compétences liés au passage en Métropole, la Ville de Montpellier transfère à la Métropole de Montpellier l'exploitation du « parking de l'hôtel de ville ». Ce parking étant géré en budget annexe, il est proposé de créer un budget annexe parking à compter du 1^{er} janvier 2016, conformément à la réglementation.

La comptabilité de ce budget, qui reprendra les crédits liés à ce parking, permettra de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement de ce service, financé par les recettes liées à son utilisation, et de suivre l'évolution de sa situation financière.

Ce budget annexe parking sera assujéti à la T.V.A. Basé sur la nomenclature comptable M 4, il devra être équilibré en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du budget annexe parking de l'hôtel de ville, selon la nomenclature M 4 à compter du 1er janvier 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107336-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

FINANCES – TAXE D'AMÉNAGEMENT - MODALITÉS DE REVERSEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L5217-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'en matière de recettes les articles applicables aux communautés urbaines s'appliquent également aux Métropoles.

A ce titre, la création de Montpellier Méditerranée Métropole conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer le taux applicable, les secteurs de taxe d'aménagement majorée, ainsi que les exonérations partielles et la valeur forfaitaire des places de stationnement applicable.

Par ailleurs, l'article L331-2 du Code de l'urbanisme dispose qu'en matière de taxe d'aménagement, une délibération de l'organe délibérant prévoit les conditions de reversement de tout ou partie de la taxe perçue par l'établissement public de coopération intercommunale à ses communes membres ou groupements de collectivités compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Ainsi, il est proposé de calculer un reversement par commune, en fonction de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune. Les dépenses d'équipement voirie correspondent aux dépenses de voirie, d'éclairage public, d'extension de réseaux et de défense contre l'incendie. Les dépenses d'équipement portent sur les comptes 20, 21 et 23 de voirie métropolitaine et d'équipements communaux (hors fonds de concours).

Le reversement sera déterminé sur la base d'un taux moyen propre à chaque commune, calculé chaque année en fonction des prévisions du budget primitif et actualisé des réalisations du compte administratif.

Ce mode de calcul permet de garantir l'équité entre les communes, qui sont prises en compte dans leurs spécificités ; de prendre en compte la dynamique des recettes dans le reversement aux communes et de calculer au réel en fonction de la réalité des programmes d'équipements publics et des encaissements effectifs de taxe d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter le principe d'un reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole, sur la base de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107580-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES - ESPACE PUBLIC - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenants. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers ont constitué les avenants n°1 et 2 à la convention initiale signée en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des Communes.

Dans le cadre de la gestion de ces programmes en matière d'espace public, il est proposé d'adopter des autorisations de programme portant sur les opérations 2015 qui n'ont pas été terminées avant la fin de l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les montants des autorisations de programme indiqués en annexe,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux annexés à la présente,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1108053-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES PIERRES DE SAURÈDES » - ZAC DES SAURÈDES LOT 2 À CASTRIES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 30 logements sociaux, résidence « Les Pierres de Saurèdes », ZAC des Saurèdes lot 2 à Castries.

Le programme comprend 21 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 9 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par les architectes Béatrice Despioch et Christel Eymard, le programme développe une surface habitable totale de 2068.97 m² selon la typologie suivante : 6 T2 – 17 T3 – 6 T4 – 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 10 000 € par logement PLUS/PLAI en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel actualisé de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 4 056 125,55 €
- Subvention Etat déléguée classique : 70 416 €
- Subvention Etat déléguée « surcharge foncière » : 9 792 €
- Subvention Action Logement « surcharge foncière » : 9 792 €
- Subvention Région : 78 000 €
- Prêt Action Logement : 54 000 €
- Prêt CDC : 3 534 125,55 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 300 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10% des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- **apporter** une subvention à ACM Habitat de 300 000 € pour la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, résidence "Les Pierres de Saurèdes", ZAC des Saurèdes, lot 2, à Castries ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. J.-L. SAVY, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106416-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 71 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "ZAC SAINT VINCENT, LOT M2" À PÉROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 71 logements sociaux, ZAC Saint-Vincent, lot M2, à Pérols.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, comprend 50 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 21 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz, l'opération développe une surface habitable totale de 4 248 m² selon la typologie suivante : 27 T2 – 35 T3 – 9 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 8 917 308 €
- Subvention Etat déléguée : 147 000 €
- Subvention Région : 113 000 €
- Subvention Communale : 109 000 €
- Prêt Action Logement : 450 000 €
- Prêt CDC : 6 791 308 €
- Fonds propres : 1 236 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 71 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA D'HLM Erilia de 71 000 € pour la réalisation de 71 logements locatifs sociaux, ZAC Saint Vincent, lot M2, à Pérols ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la décision d'agrément et de financement délivrée par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'État, et de la signature de la convention d'attribution des subventions fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13484

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106454-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES ÉCOLES
À SAINT GEORGES D'ORQUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM
NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 22 logements sociaux, rue des Ecoles à Saint-Georges d'Orques.

Le programme comprend 4 logements sociaux financés en prêt locatif social (PLS), 11 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 7 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'agence d'architecture Denis Boyer-Percheron Antoine Assus, l'opération développe une surface habitable totale de 1 056 m² selon la typologie suivante : 6 T1, 13T2, 3 T3.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 2 256 359 €
- Subvention Etat déléguée : 49 000 €
- Subvention Région sollicitée : 50 000 €
- Subvention Communale : 56 000 €
- Prêt 1% : 275 000 €
- Prêt CDC : 1 449 598 €
- Fonds propres : 358 761 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 18 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional de 18 000 € pour la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, rue des Ecoles à Saint Georges d'Orques ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la décision d'agrément et de financement délivrée par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'État, et de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13485

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106876-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - LOTISSEMENT « LES JARDINS D'HÉLIOS », LOTS 12 ET 14 À COURNONTERRAL - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 50 logements sociaux répartis sur les lots 12 et 14 du lotissement « Les Jardins d'Hélios » à Cournonterral.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAI en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« Les Jardins d'Hélios » - lot12 COURNONTERRAL Zone 3	« Les Jardins d'Hélios » - lot14 COURNONTERRAL Zone 3
Caractéristiques :		
Architecte	Garcia-Diaz	Garcia-Diaz
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	1454.96 m ²	1 410.70 m ²
Nombre de logement	25	25
Catégorie de financement	17 PLUS / 8 PLAI	18 PLUS / 7 PLAI
Typologie	12 T2 ; 11T3 ; 2T4	14 T2 ; 7 T3 ; 3T4 ; 1T5
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	3 032 070 €	2 940 285 €
Subvention Etat déléguée	56 000 €	49 000 €
Subvention Région	41 000 €	39 000 €
Fonds propres	300 000 €	295 000 €
Prêt CDC	2 260 070 €	2 182 285 €
Prêt PEEC	250 000 €	250 000 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	125 000 €	125 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE de 125 000 € pour la réalisation de 25 logements locatifs sociaux, lot 12 lotissement « Les jardins d'Hélios » à Cournonterral ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE de 125 000 € pour la réalisation de 25 logements locatifs sociaux, lot 14 lotissement « Les jardins d'Hélios » à Cournonterral ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des décisions d'agrément et de financement délivrées par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'État et de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;

Délibération n° 13486

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106412-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 62 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES ACACIAS » - ZAC DES GRISETTES LOT 5C - RUE DE LA MADELEINE ET AVENUE DE LA RÉGLISSE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À ACM HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole à la création de 62 logements sociaux, résidence « Les Acacias » ZAC des Grisettes lot 5C située, rue de la Madeleine et avenue de la Réglisse à Montpellier. L'opération comprend 42 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 19 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), dont 38 dans le cadre du volet reconstruction du Projet de Rénovation Urbaine de la Ville de Montpellier.

Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Boyer-Gibaud Percheron Assus

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des quatre prêts d'un montant total de 5 680 518 €, souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont le contrat est annexé à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 680 518 € représentant 100 % des 4 prêts sollicités par ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la construction de 62 logements locatifs sociaux, résidence « Les Acacias » ZAC des Grisettes lot 5C, rue de la Madeleine et rue de la Réglisse à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°41505 annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. J.-L. SAVY, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106504-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « HAMEAU DE LA CADORQUE » - RUE DE LA CADORQUE À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 25 logements sociaux, résidence « Hameau de la Cadorque », rue de la Cadorque à Saint Jean de Védas. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage de trois promoteurs locaux associés dans le cadre de la Société Civile de Construction et de Vente (SCCV) « Hameau de la Cadorque », comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture OROS Concept basé à Montpellier.

Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 3 901 555 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 177 131 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 926 224 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 646 737 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 389 165 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 156 848 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 343 104 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 262 346 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 177 131 €	926 224 €	646 737 €	389 165 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,51%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,51%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux de progressivité des échéances	0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

Modalité de révision	simple révisabilité			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée totale	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Dont durée du différé d'amortissement	24 mois	-	24 mois	-

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire
Montant du prêt	156 848 €	343 104 €	262 346 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,51 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Taux de progressivité des échéances	0 à 1 % maximum		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %		
Modalité de révision	simple révisabilité		
Périodicité des échéances	annuelle		
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)		
Durée totale	40 ans	60 ans	40 ans
Dont durée du différé d'amortissement	-	-	-

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 926 166,25 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 3 901 555 € sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 25 logements sociaux, résidence « Hameau de la Cadorque », rue de la Cadorque à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13488

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106578-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DES GRISETTES, LOT 6C - AVENUE DE LA RÉGLISSE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 35 logements sociaux, ZAC des Grisettes, lot 6C, avenue de la Réglisse à Montpellier. L'opération comprend 24 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le Cabinet Matte – Devaux – Rousseaux Architectes basé à Montpellier.

Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 468 486 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 934 169 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 606 262 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 749 202 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 178 853 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 934 169 €	606 262 €	749 202 €	178 853 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,4%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,4%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux de progressivité des échéances	0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée totale	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Dont durée du différé d'amortissement	24 mois	-	24 mois	-

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 601 364,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 468 486 € sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 35 logements sociaux, ZAC des Grisettes, lot 6C, avenue de la Régliasse à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106604-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 66 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES « ARAGON » - PLACE JACQUES D'ARAGON À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la réhabilitation de 66 logements sociaux, au sein de la Résidence pour Personnes Agées (RPA) « Aragon », située place d'Aragon à Lattes.

Cette résidence a été financée en 1987 par un Prêt Locatif Aidé (PLA) et mise en service en 1988. Sa gestion est assurée par la Fondation des Caisses d'Epargne pour la Solidarité.

L'opération de réhabilitation a pour objectifs de pérenniser l'attractivité de la résidence, améliorer le confort et réaménager les espaces communs. La maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet d'architectes Bellouard, Monthaux et Balducchi, à Toulouse.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 925 082 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt à la réhabilitation Eco-prêt (PAM) d'un montant de 858 000 € ;
- un Prêt à la réhabilitation (PAM) d'un montant de 2 067 082 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PAM Eco-prêt	PAM
Montant du prêt	858 000 €	2 067 082 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.25 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,5% maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	

Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum
Durée de la phase d'amortissement	25 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 25 ans pour les deux prêts PAM. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 193 811,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 925 082 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réhabilitation de 66 logements sociaux, Résidence pour Personne Âgées « Aragon », située place d'Aragon à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
 Publié le : 18/12/15
 Déposé En Préfecture
 Le : 18/12/15
 Numéro de l'acte :
 034-243400017-20151216-lmc1106599-
 DE-1-1

Fait à Montpellier, le
 Pour extrait certifié conforme à
 l'original.
 Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - AVENUE DE MAURIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 20 logements sociaux, 1093 avenue de Maurin à Montpellier. L'opération comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par Agence Imagine Architectes à Montpellier.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 572 843 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 982 239 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 370 155 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant de 170 809 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 49 640 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS	PLAI	PLS	PLS Complémentaire
Montant du prêt	982 239 €	370 155 €	70 809 €	49 640 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux de progressivité des échéances	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	35 ans	35 ans	30 ans	30 ans

Délibération n° 13491

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 35 ans pour les prêts PLUS et PLAI et de 30 ans pour les prêts PLS et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 179 632,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 572 843 €, sollicités par ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements sociaux, 1093 avenue de Maurin à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106872-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VOLTERRA » - IMPASSE DES ROSELIÈRES À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 39 logements sociaux, résidence "Volterra", impasse des Roselières à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur HELENIS, comprend 27 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte Garcia Diaz à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 231 814 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 771 115 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 369 366 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 559 493 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 531 840 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 771 115 €	1 369 366 €	559 493 €	531 840 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 173 860,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 231 814 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation 39 logements sociaux, résidence " Volterra ", impasse des Roselières à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106466-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « L'OCTROI » RUE SAINTE CATHERINE À CASTRIES - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements sociaux résidence "L'Octroi", 24 rue Sainte Catherine à Castries. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architectes SENTEIN-BRINAS à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 622 730 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 283 470 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 143 341 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 130 416 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 65 503 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	283 470 €	143 341 €	130 416 €	65 503 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.35 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.35 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 467 047,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 622 730 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements sociaux, résidence "L'Octroi", 24 rue Sainte Catherine à Castries ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106467-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 54 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE PARC DES HERBIERS », CHEMIN DES QUATRE CANTONS À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 54 logements sociaux résidence « Le parc des Herbiers », chemin des 4 cantons à Villeneuve-lès-Maguelone. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur European Homes, comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 16 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architectes Tourre-Sanchis à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 150 713 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 2 108 774 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 651 630 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 749 735 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 640 574 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 108 774 €	1 651 630 €	749 735 €	640 574 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 863 034,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 5 150 713 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 54 logements sociaux, résidence « Le parc des Herbiers », Chemin des 4 cantons à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106475-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « PARC ELYSÉE » TRANCHE 1 - 700 ROUTE DE NÎMES À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 25 logements sociaux résidence « Parc Elysée » Tranche 1, 700 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architectes Clausel Borel à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 446 679 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 914 596 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 709 617 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 496 198 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 326 268 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	914 596 €	709 617 €	496 198 €	326 268 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.35 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.35 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 835 009,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 446 679 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 25 logements sociaux, résidence « Parc Elysée » Tranche 1, 700 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
 Publié le : 18/12/15
 Déposé En Préfecture
 Le : 18/12/15
 Numéro de l'acte :
 034-243400017-20151216-lmc1106490-
 DE-1-1

Fait à Montpellier, le
 Pour extrait certifié conforme à
 l'original.
 Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



montpellier
Méditerranée
métropole

SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION À MONTPELLIER ET SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIES D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - DÉLIBÉRATIONS N°12506 DU 1ER OCTOBRE 2014, N°12683 DU 18 DÉCEMBRE 2014 ET N°12856 DU 31 MARS 2015 - MODIFICATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibérations n°12506 du 1 octobre 2014, n°12683 du 18 décembre 2014 et n°12856 du 31 mars 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade la garantie à hauteur de 100 % des trois emprunts qu'elle va contracter auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la création de 25 logements en location-accession correspondant aux trois opérations suivantes :

- Résidence « Théodora », ZAC Parc Marianne Lot 16b1 à Montpellier ;
- Résidence « Les jardins de Saint-Jean », ZAC de Roque Fraisse à Saint Jean de Védas ;
- Résidence « Lezin Art », ZAC Rive Gauche, lot 3 à Montpellier.

La dénomination du bénéficiaire est modifiée en remplaçant la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade par le nom des Sociétés Civiles de Construction Vente (SCCV) qu'elle représente :

- « MONTPELLIER DORAMAR » pour la délibération n°12506 du 1 octobre 2014 ;
- « SAINT JEAN DE VEDAS » pour la délibération n°12683 du 18 décembre 2014 ;
- « MONTPELLIER BELLE RIVE » pour la délibération n°12856 du 31 mars 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications des délibérations n°12506 du 1 octobre 2014, n°12683 du 18 décembre 2014 et n°12856 du 31 mars 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et les SCCV "MONTPELLIER DORAMAR", "SAINT JEAN DE VEDAS" et "MONTPELLIER BELLE RIVE" représentées par la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106389-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – CONTRAT LOCAL DE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS L'HÉRAULT - PROTOCOLE SPÉCIFIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par convention en date du 29 juin 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est vue déléguer la compétence d'attribution des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) à la rénovation de l'habitat ancien. A ce titre, elle est impliquée dans la mise en œuvre du programme national « Habiter mieux » de lutte contre la précarité énergétique, dont la gestion a été confiée par l'Etat à l'Anah.

La mobilisation des crédits du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique, créé à cet effet, est conditionnée par la signature d'un Contrat Local d'Engagement (CLE) de lutte contre la précarité énergétique qui est intervenue dans l'Hérault le 4 juillet 2011. Un premier avenant a été signé pour la période 2011-2013 et un second pour la période 2014-2017.

Le dispositif des certificats d'économie d'énergie repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les « obligés » (fournisseur d'électricité, de gaz, de chaleur, de froid, de fioul domestique et de carburants pour automobiles). Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients : ménages, collectivités territoriales ou professionnels.

Les certificats sont obtenus à la suite d'actions entreprises en propre par les « obligés » ou par l'achat à d'autres acteurs ayant mené des opérations d'économies d'énergie. En cas de non respect de leurs obligations, les « obligés » sont tenus de verser une pénalité libératoire de 0,02 centimes d'euro par kWh manquant. Les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) sont attribués, sous certaines conditions, par les services du Ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles « obligés », mais aussi d'autres personnes morales non « obligées » réalisant des opérations d'économies d'énergie.

Les actions menées dans le cadre du programme « Habiter Mieux » génèrent ainsi des CEE. Une convention nationale attribue, en contrepartie de leur participation au budget du programme, 75% de ces CEE aux « obligés » (sur le Département « l'obligé » est ENGIE) et 25% de ces CEE aux collectivités locales (dits « CEE-collectivités ») participant financièrement au programme.

Montpellier Méditerranée Métropole a fait le choix de récupérer les CEE-collectivités générés dans le cadre de la rénovation de ses bâtiments ou installations. A ce titre, un compte a été ouvert auprès de l'entreprise en charge du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie. A terme, les CEE ainsi générés pourront être vendus à un « obligé » dans le cadre du marché des CEE mise en place au niveau national.

Le protocole soumis à l'approbation du Conseil vise à permettre l'affectation à Montpellier Méditerranée Métropole de ces CEE-collectivités pour les logements financés au titre du programme « Habiter Mieux » pour la période 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole spécifique du Contrat Local d'Engagement de l'Hérault, à intervenir avec l'Etat, l'Anah, ENGIE, les Communautés d'Agglomération du Bassin de Thau, Béziers Méditerranée, Hérault Méditerranée et le Département de l'Hérault, pour la période 2014-2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole spécifique du Contrat Local d'Engagement ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1105584-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE CINQUANTE-SEPT LOGEMENTS SITUÉS DANS DIX-HUIT COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinquante-sept logements situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Courbonsec, Courbonterral, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas, Saint-Drézéry, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, locatifs ou occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 190 268 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer à appliquer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13498

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106384-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements occupés par des propriétaires très modestes pour un montant total de 4 616 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-joint.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106324-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE MONTPELLIER 2010-2015 - COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES I - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE CINQ LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes. Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement locatif de la copropriété et de quatre logements occupés par des propriétaires très modestes, pour un montant total de 3 320 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau ci-joint.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et le propriétaire bailleur à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106327-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANT N°9 À CONVENTION SIGNÉE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - RÉVISION DE LA DOTATION 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguée par l'Etat pour une durée de 6 ans prolongée d'un an (2009-2015), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Dans le cadre du redéploiement en fin d'année des dotations non consommées par les autres territoires compétents, l'Agence met à disposition de la Métropole une enveloppe complémentaire de 180 697 €, portant le montant des droits à engagement 2015 à 3 535 703 €. La dotation attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » reste elle inchangée (573 554 €).

Cette rallonge contribuera au financement des travaux de requalification de 3 copropriétés dégradées représentant 28 logements, et portera le nombre total de logements réhabilités au titre de l'année 2015 à 289 logements et 10 copropriétés représentant 143 logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1108040-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**

**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

PROXIMITÉ, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PÊCHE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES ET DU CRÉMATORIUM - NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION

M. L. JAOUL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la proximité, relations aux usagers, complexe funéraire, chasse et pêche, rapporte :

Par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, le Conseil a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, à la SAEML SFMA par délégation de service public.

L'article 22 « dispositions tarifaires » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs pour les prestations résultant de l'application de la convention sont définis par délibération de l'autorité délégante, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation – services funéraires de septembre, soit 2,15% sur les douze derniers mois.

Afin de maintenir la qualité opérationnelle des prestations funéraires métropolitaines et de tenir compte de l'accroissement des divers coûts énergétiques, des fournitures et de fonctionnement, il est proposé de revaloriser le tarif général 2015 de la SAEML SFMA correspondant aux prestations et fournitures relevant du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, de 1.50% en moyenne, à l'exception des urnes funéraires dont les tarifs restent identiques.

Cette nouvelle grille tarifaire est applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

L'architecture de cette grille des tarifs 2016 a fait notamment l'objet d'une segmentation technique des prestations de portage et du véhicule funéraire, plus efficiente en matière d'assujettissement aux taux de TVA de 10% et de 20%, véhicule funéraire et son chauffeur désormais dissociés des porteurs ou brancardiers.

Plusieurs rubriques de facturation ont également été créées afin d'ajuster précisément l'ensemble des rubriques prestations et fournitures aux attentes des familles, mais aussi aux besoins opérationnels des intervenants et des prescripteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la nouvelle grille tarifaire des prestations et fournitures relevant du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de la société SFMA, valable à partir du 1er janvier 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107140-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESEARCH OF THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD

RESSOURCES HUMAINES

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD
 TRINIDAD AND TOBAGO

THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES - TRINIDAD



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - TRANSFERT EFFECTIF DE PERSONNEL - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans la continuité du Pacte de confiance métropolitain approuvé par la délibération n°12363 du 17 juillet 2014, le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2015. A cette occasion plusieurs compétences ont été transférées, conformément à l'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation des services et de disposer, pour la commune comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, la délibération n°12661 du 18 décembre 2014 a autorisé la signature de conventions de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences.

Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2015. En conséquence, conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT, le transfert des compétences susvisées à Montpellier Méditerranée Métropole doit entraîner le transfert ou la mise à disposition de plein droit des personnels chargés de la mise en œuvre des compétences transférées, et ce au 1^{er} janvier 2016.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en totalité des missions métropolitaines sont transférés de plein droit à la Métropole dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont les leurs. Les conditions de ce transfert sont présentées dans une fiche d'impact. La fiche d'impact, annexée à la présente, a été soumise au Comité Technique de la Métropole du 17 novembre 2015

Par assimilation au cadre applicable aux fusions de collectivités ou établissements publics, le Code du Travail dans son article L. 1224-1 prévoit le transfert des agents recrutés sous contrat de droit privé, tels que les contrats emplois d'avenir et les contrats aidés.

Le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en partie seulement des missions transférées. A défaut, ils sont mis à disposition de plein droit à la Métropole. Ils restent des agents communaux mais sont placés, pour l'exercice des missions transférées, sous l'autorité fonctionnelle de la Métropole. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et la Métropole. La décision de mise à disposition est prise par la commune d'origine, après avis de la commission administrative paritaire.

Conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT et après avis des Comités Techniques compétents, il appartient à Montpellier Méditerranée Métropole de créer les postes correspondants aux agents transférés par les communes à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n°2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 modifiée par la loi n°2007-209 et son article 111-1).

Les modalités de transfert font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de la Métropole. Cette décision est finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transferts des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire qu'il est procédé au transfert effectif de personnel consécutif au passage en Métropole au 1^{er} janvier 2016 ;
- approuver la création de postes au tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en conséquence ;
- approuver la fiche d'impact jointe en annexe ;

Délibération n° 13449

- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107558-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – PLAN DE DÉPLACEMENT ENTREPRISE - MISE EN PLACE DES PRÊTS DE VÉLOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le Plan de Déplacement Entreprise, initié par la délibération n°6637 en date du 21 juillet 2005 a été renouvelé par la délibération n°10224 du 23 juin 2011, avec la mise en œuvre de la Prime Transport, l'augmentation progressive sur 5 ans de la participation au coût du parking demandée aux agents, une aide financière du CASSC à l'abonnement aux transports en commun et enfin la suppression de places de stationnement pour les agents domiciliés à moins de 2 km de leur lieu de travail ou 500 mètres d'une station de tramway.

Ces mesures ont été complétées par la délibération n°11125 du 8 octobre 2012, en proposant une offre de stationnement dans les parkings Europa, Nombre d'Or et Arceaux de la TaM, limitée à un jour par semaine et destinée aux agents bénéficiant d'un Plan de Déplacement des Entreprises ou domiciliés au-delà des 2 km et venant à pied ou à vélo.

Montpellier Méditerranée Métropole toujours soucieuse d'inciter les agents à abandonner leur voiture au profit d'un mode de déplacement alternatif pour les trajets Domicile Travail, souhaite proposer une disposition supplémentaire dans le cadre du PDE en mettant à disposition des agents un vélo à assistance électrique (VAE). Cette mise à disposition ne peut être cumulée avec l'attribution annuelle d'une place de stationnement.

Une contribution mensuelle correspondant au coût d'un abonnement PDE sera demandée à l'agent. Les VAE resteront propriété de la Métropole qui en assurera les opérations d'entretien courantes.

Cette proposition a été soumise pour avis au Comité Technique du 3 décembre 2015 et approuvée à l'unanimité des membres présents.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise en œuvre, dans le cadre du Plan de Déplacement Entreprise, de la mise à disposition de vélos à assistance électrique,
- approuver que cette mesure soit mise en œuvre sur la base d'une contribution mensuelle des agents correspondant au coût d'un abonnement PDE,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107795-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTIONS FINANCIÈRES DE REPRISE DES COMPTES ÉPARGNE TEMPS DES AGENTS TRANSFÉRÉS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La délibération n°9795 du 28 septembre 2010 avait posé les modalités d'utilisation du Compte Epargne Temps. La délibération n°11948 du 29 octobre 2013 a pérennisé le dispositif du CET.

Dans le cadre des transferts de personnels au 1er janvier 2016, la présente délibération prévoit les modalités de reprise de leurs CET par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne-Temps dans la Fonction Publique Territoriale précise qu'un agent titulaire d'un Compte Epargne-Temps (CET) conserve les droits acquis au titre de ce CET en cas de changement de collectivité (article 9 alinéa 1), par voie de mutation ou de détachement.

La collectivité d'accueil assure alors la gestion du compte épargne-temps. L'article 11 du décret susmentionné précise que les collectivités peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par les agents bénéficiaires d'un CET à la date à laquelle ces agents changent de collectivité, par la voie de la mutation ou d'un détachement.

Afin de ne pas pénaliser les agents transférés en application de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités, il est proposé, par analogie avec le dispositif applicable aux mutations, de leur permettre de transférer les droits épargnés au titre de leur CET, en accord avec sa commune.

La commune s'acquittera en contrepartie d'un dédommagement financier pour la prise en charge de ce CET, selon les montants d'indemnisation prévus par Montpellier Méditerranée Métropole dans sa délibération n°11948 précitée :

- Catégorie A : 125 euros par jour ;
- Catégorie B : 80 euros par jour;
- Catégorie C : 65 euros par jour.

Il est convenu que le montant du dédommagement ne peut en aucun cas dépasser le coût chargé journalier de l'agent concerné.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle de convention financière relative à la reprise du compte épargne temps ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107512-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION ANNUELLE 2016 DE MOYENS AVEC LE COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) de Montpellier Méditerranée Métropole permet de répondre aux attentes des agents, en matière de loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales et de services collectifs.

Il est aujourd'hui, un acteur à part entière de la vie des agents. Il a pour objectifs de créer du lien social entre les agents, de faciliter l'accès des agents à la culture, aux sports et aux loisirs, et d'améliorer les conditions de vie des agents.

Pour atteindre ces objectifs et faire du CASSC un véritable outil d'attractivité et de service dédié aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, le CASSC a besoin d'un solide partenariat avec la Métropole et de son soutien, notamment par la mise à disposition de moyens pour atteindre ces objectifs, et la mise en place d'une évaluation des actions réalisées dans ce cadre au travers d'une convention annuelle de moyens.

Au titre de ces moyens, figurent :

- le versement d'une subvention annuelle qui sera fixée par le Conseil Métropolitain après examen du budget prévisionnel N + 1 du CASSC. Le montant et les modalités de versement de cette subvention seront définis par une convention financière annexée à la convention de moyens.
- le remboursement des aides financières d'urgences versées aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans la limite de 10 000 euros.
- la mise à disposition contre remboursement, et selon une convention individuelle, de deux agents à temps complet et un agent à mi-temps.
- la mise à disposition de moyens matériels (bureaux, matériel informatique et téléphonique) ainsi que la prise en charge des dépenses courantes (affranchissement, frais de téléphone et d'abonnement Internet, petites fournitures et fluides).

En contrepartie, l'association CASSC devra transmettre à la Métropole le budget prévisionnel élaboré pour l'année N+1, au cours du mois de septembre de l'année N., ainsi que l'échéancier du versement de la subvention en fonction des besoins budgétaires annuels du CASSC.

Elle devra en outre, prévoir des réunions régulières avec Montpellier Méditerranée Métropole afin de réaliser un point d'étape sur la consommation budgétaire, et transmettre à cette dernière le compte rendu des Conseils d'Administration du CASSC.

Mesdames I.Touzard, E.Lloret, V.Perez, P.Mirallès, I.Gianiel, R.Buono, J.Galabrun-Boulbes, et Messieurs G.Castre, P.Bonnal, Y.Pellet, J-L.Meissonnier, T.Breysse, J.Raymond, J.L.Savy, G.Balazun, R.Revol, J.L.Cousquer et A.Moynier ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de moyens 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits seront prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930 et budgets annexes, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BALAZUN, M. P. BONNAL, M. T. BRÉYSSSE, Mme R. BUONO, M. G. CASTRE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme E. LLORET, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. A. MOYNIER, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107483-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE L'ÉVÉNEMENTIEL - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leur direction du Protocole et de l'Événementiel dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la création du service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel portant sur le seul poste de directeur par sa délibération n°12951 du 28 avril 2015.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de direction Protocole et de l'Événementiel est géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction et notamment de la fréquence des événements et manifestations organisés par les deux collectivités et requérant la présence d'un représentant relevant du niveau de direction, le périmètre de mutualisation a été élargi, par la délibération n°13090 du 29 juin 2015, avec la création d'un poste de Directeur adjoint.

Il est proposé d'approfondir encore cette démarche par un nouveau volet opérationnel, en intégrant dans ce service commun les postes de Chef cuisinier et de Cuisinier, afin d'optimiser l'organisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en la matière.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 3 décembre 2015 pour avis sur cet avenant et sa fiche d'impact.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique, le 3 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du service commun de direction du protocole et de l'événementiel par avenant,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13516

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107485-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTIONS DE MISES À DISPOSITION ET DE GESTION DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans la continuité du Pacte de confiance métropolitain approuvé par la délibération n°12363 du 17 juillet 2014, le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2015. A cette occasion plusieurs compétences ont été transférées, conformément à l'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation des services et de disposer, pour la communes comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, la délibération n°12661 du 18 décembre 2014 a autorisé la signature de conventions de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences.

Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2015. En conséquence, conformément à l'article L.5211-4-1 du CGCT, le transfert des compétences susvisées à Montpellier Méditerranée Métropole doit entraîner le transfert ou la mise à disposition de plein droit des personnels chargés de la mise en œuvre des compétences transférées.

Dans le même temps, Montpellier Méditerranée Métropole entend favoriser les démarches de coopération avec ses communes membres.

Aux I. et II. de l'article L.5211-4-1 précité, il est envisagé la mise à disposition ascendante par une commune de services non transférés dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Au III. de ce même article, il est prévu que les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Il résulte par ailleurs de l'article L.5215-27 du CGCT qu'en dehors de tout transfert de compétence, la Métropole peut confier par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres.

L'article L.5215-27 du CGCT précité ajoute que, dans les mêmes conditions, les communes peuvent confier à la Métropole la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

Sur ces fondements, il est proposé en annexe des modèles et déclinaisons de conventions :

- Un modèle et une déclinaison de mise à disposition de service ascendante de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- une déclinaison de mise à disposition de service descendante de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- un modèle de convention de gestion ascendante ainsi que deux déclinaisons de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la maintenance des véhicules et la médecine préventive et professionnelle ;
- un modèle de convention de gestion descendante ;
- un modèle de convention de partage de moyens, mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modèles et déclinaisons de convention figurant en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions découlant des modèles et déclinaisons susvisés et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107174-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 15 décembre 2015.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 15 décembre 2015.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Référencement au tableau des emplois et des effectifs des transferts de personnel

Dans le cadre des compétences transférées des communes vers la Métropole, il est nécessaire de référencer au tableau des emplois et des effectifs, **453 postes** mentionnés dans **l'annexe 4** ci-jointe. Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13518

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107736-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Ref. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2015-081	Direction Générale des Services	Direction du contrôle de gestion	A	Temps Complet	Attaché territorial	Contrôleur de gestion externe
1	2015-082	Culture, sport, solidarité	Maison de proximité	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Agent d'accueil guichet unique
1	2015-083	Culture, sport, solidarité	Direction des sports	C	Temps Complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent d'accueil et d'entretien à la Piscine Nakache
1	2015-084	Culture, sport, solidarité	Direction des sports	C	Temps Complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent d'accueil et d'entretien à la Piscine Jany
1	2015-085	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	B	Temps Complet	Rédacteur territorial	Chargé des finances et de la comptabilité
1	2015-086	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Assistant administratif de la cellule finances et comptabilité
1	2015-087	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Assistant administratif de la cellule finances et comptabilité
1	2015-088	Ressources et Moyens	Directions des Moyens Généraux et Bâtiments	A	Temps Complet	Ingénieur territorial	Ingénieur thermicien

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2002-231	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Adjoint administratif Ou Agent de maîtrise	Chargé technique de la redevance spéciale	2002-231	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Adjoint administratif Ou Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Chargé technique de la redevance spéciale
2012-009	Culture sport solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Technicien territorial	Chargé de maintenance et d'opérations des bâtiments à la DC – secteur 2 « Théâtres et spectacle vivant	2012-009	Culture sport solidarité	Direction de la culture	Temps complet	Technicien territorial Ou Agent de maîtrise	Chargé de maintenance et d'opérations des bâtiments à la DC – secteur 2 « Théâtres et spectacle vivant
2002-451	Culture sport solidarité	Ecolothèque	Temps complet	Attaché territorial	Directeur de l'Ecolothèque	2002-451	Culture sport solidarité	Ecolothèque	Temps complet	Attaché territorial Ou Conseiller territorial socio-éducatif	Directeur de l'Ecolothèque
2004-375	Culture sport solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Adjoint d'animation	Assistant de la cellule exposition	2004-375	Culture sport solidarité	Musée Fabre	Temps complet	Adjoint d'animation Ou Adjoint du patrimoine Ou Adjoint administratif territorial	Assistant de la cellule exposition

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2002-026	Développement Territorial	Direction Foncier et Aménagement Opérationnel	Temps complet	Rédacteur territorial Ou Technicien territorial	Instructeur Droit des Sols	2002-026	Développement Territorial	Direction Foncier et Aménagement Opérationnel	Temps complet	Rédacteur territorial Ou Technicien territorial Ou Agent de maîtrise	Instructeur Droit des Sols

ANNEXE 2 annotée Réajustements de postes pour mise en conformité grade .docx
Conseil du 16 décembre 2015 – Modification du tableau des effectifs

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2013- 065	Culture, sport, solidarité	MHFA	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de mission gestion des expositions temporaires au sein du MHFA	2015- 089	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Aménagement et de l'Espace public	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de la gestion administrative et comptable
2002- 260	Culture, sport, solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien au stade de la Mosson	2015- 090	Culture, sport, solidarité	Direction des sports	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'accueil et d'entretien à la piscine Pitot

ANNEXE 3 annotée Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 16 décembre 2015– Modification du tableau des effectifs



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX - INSTAURATION DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a créé l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE). Celle-ci est progressivement mise en œuvre dans tous les corps de la Fonction Publique d'Etat et a vocation à remplacer tous les régimes indemnitaires existants et notamment la prime de fonctions et de résultats (PFR).

Dans un premier temps, il a été fait application de l'IFSE au corps des administrateurs civils par l'arrêté du 29 juin 2015.

Il appartient aux collectivités de mettre en œuvre la transposition de cette indemnité, en remplacement de la PFR, avant le 31 décembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n°2014-513 précité, l'IFSE peut s'accompagner d'un complément indemnitaire annuel (CIA). Ce complément indemnitaire fait l'objet d'un versement annuel. Il tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Il sera versé selon les conditions établies chaque année par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'attribution de la part complémentaire du régime indemnitaire, instituée par la délibération n°11123 du 8 octobre 2012.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°2014-513 précité, le montant de l'IFSE est fixé par groupe selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Il sera établi, dans les limites fixées par l'arrêté du 29 juin 2015 précité, selon les différents niveaux de cotation instaurés par Montpellier Méditerranée Métropole par sa délibération n°11123 du 8 octobre 2012.

Le Comité Technique a été saisi le 3 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Régime Indemnitaire telles que décrites ci-dessus à compter du 1er janvier 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1104983-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es) :

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DES MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION ET DE COMPENSATION DES ASTREINTES - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

En application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005, les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes dans la fonction publique territoriale sont déterminées en référence aux décrets n°2002-147 du 7 février 2002 et n°2003-363 du 15 avril 2003.

Le régime des astreintes de la filière technique, établi par le décret n°2003-363 susvisé, a été modifié par le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et un arrêté du même jour. Le nouveau dispositif conduit à une différenciation de l'astreinte d'exploitation et de l'astreinte de sécurité. Il emporte également une revalorisation des indemnités d'exploitation et de décision.

Au regard de ces modifications substantielles, il est proposé de reprendre et mettre à niveau l'ensemble des modalités d'application des astreintes et des interventions, précédemment établies par les délibérations n°6712 du 25 octobre 2005, n°8073 du 30 janvier 2008, n°10225 du 23 juin 2011 et n°11648 du 26 juin 2013.

En application du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte. Elles déterminent en revanche, après avis du comité technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Les indemnités ou les compensations des astreintes ou des interventions ne peuvent être accordées aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction mentionnés par le décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001.

Le Comité technique est consulté sur chaque mise en œuvre d'astreinte. Les agents concernés sont les agents stagiaires, titulaires et non titulaires du service de la téléalarme, du musée archéologique de Lattes, des piscines, de la direction des ressources informatiques, des services opérationnels du pôle service public de l'environnement et des transports, ainsi que les cadres de Montpellier Méditerranée Métropole. Le bénéfice des astreintes est également ouvert aux agents mis à disposition des services opérationnels du pôle service public de l'environnement et des transports par une autre collectivité.

1. INDEMNITE D'ASTREINTE

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

A) Astreinte de la filière technique

La réglementation distingue 3 types d'astreintes, les deux premiers étant applicables aux fonctionnaires de toutes catégories, le dernier concernant exclusivement les personnels d'encadrement :

- l'astreinte de droit commun, appelée astreinte d'exploitation, correspond à la situation des agents tenus, pour les nécessités du service de demeurer soit à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir ;
- l'astreinte de sécurité correspond à la situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise) ;

- l'astreinte de décision correspond à la situation des personnels d'encadrement pouvant être joints, par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Période d'astreinte	Astreinte d'exploitation	Astreinte de sécurité	Astreinte de décision
Semaine complète	159,20 €	149,48 €	121,00 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	116,20 €	109,28 €	76,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	8,60 €	8,08 €	10,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	10,75 €	10,05 €	
Samedi ou journée de récupération	37,40 €	34,85 €	25,00 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €	43,38 €	34,85 €

La réglementation concernant la filière technique ne prévoit pas les conditions dans lesquelles les périodes d'astreinte qui ne sont pas indemnisées peuvent donner lieu à une compensation en temps.

Les montants des astreintes d'exploitation et de sécurité sont majorés de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de quinze jours francs avant le début de cette période.

Un agent placé pour une période donnée en astreinte de décision ne peut prétendre à aucun moment aux autres types d'astreinte (en particulier à l'astreinte de sécurité).

B) Astreinte des autres filières

Pour l'ensemble des filières, en dehors de la filière technique, les astreintes sont indemnisées ou compensées en temps dans les conditions suivantes :

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation
Semaine complète	121 €	1,5 jour
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	76 €	1 jour
Du lundi matin au vendredi soir	45 €	0,5 jour
Un jour de week-end ou férié	18 €	0,5 jour
Une nuit de week-end ou férié	18 €	0,5 jour
Une nuit de semaine	10 €	2 heures

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. Il reviendra à l'autorité territoriale de déterminer si les périodes d'astreinte sont rémunérées ou compensées, en fonction des nécessités du service.

2. INDEMNITE D'INTERVENTION

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte. Elle donne lieu au versement d'une indemnité ou d'une compensation en temps.

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

A) Indemnité d'intervention de la filière technique

Les interventions en période d'astreinte peuvent être indemnisées ou compensées en temps, avec des modalités différentes selon que l'agent est éligible aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou non.

- *Agents éligibles aux IHTS*

Les interventions en période d'astreinte peuvent donner lieu au versement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ou être compensées en temps selon les modalités du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié et de la délibération n°8074 du 30 janvier 2008.

- *Agents non éligibles aux IHTS (Ingénieurs territoriaux)*

Le décret du 14 avril 2015 précité prévoit les modalités de compensation ou de rémunération des interventions effectuées sous astreintes par les agents relevant du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux, qui ne sont pas éligibles aux IHTS :

Période d'intervention	Indemnité Horaire
Nuit	22 €
Samedi	22 €
Dimanche et jour férié	22 €
Jour de semaine	16 €

Période d'intervention	Repos compensateur (en % du temps travaillé)
Nuit	150%
Samedi	125%
Dimanche et jour férié	200%
Repos imposé par l'organisation collective du travail	125%

B) Indemnité d'intervention des autres filières

Pour l'ensemble des filières, en dehors de la filière technique, les interventions sont indemnisées ou compensées en temps dans les conditions suivantes :

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Repos compensateur (en % du temps travaillé)
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	22 €	125%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	11 €	110%
Dimanche et jour férié	22 €	125%
Entre 18 heures et 22 heures	11 €	110%

Le Comité technique a été saisi le 3 décembre 2015 pour avis sur ces modalités de mise en œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'attribution des indemnités d'astreintes et d'interventions dans les conditions détaillées par la présente ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107508-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

RESSOURCES HUMAINES – LABELLISATION ET PARTICIPATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU TITRE DE LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

L'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 autorise les personnes publiques à contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire de ses agents et indique que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Par délibération du 20 décembre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désormais Métropole, a mis en place à partir du 1^{er} janvier 2013, une participation de l'employeur prenant en compte le revenu des agents selon les modalités suivantes :

Participation brute mensuelle de l'employeur

Revenu net fiscal annuel de l'agent	Inf ou égal à 20 000 €	De 20 001 € à 25 000 €	De 25 001€ à 30 000 €	Supérieur à 30 000 €
Participation de M3M	16 € / mois	14 € / mois	12 € / mois	10€ / mois

Aussi il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole poursuive son effort contre les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, également désignés sous le nom de « risque santé », en participant au financement des contrats et règlements labellisés pour ce risque auxquels les agents choisissent de souscrire.

Cette participation bénéficie aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé. Les agents non titulaires devront avoir une ancienneté minimale de 6 mois consécutifs dans la collectivité pour en bénéficier. Seuls les agents employés et en activité au sein de la Montpellier Méditerranée Métropole pourront percevoir cette participation.

Les agents souhaitant bénéficier de cette participation de la Métropole devront donc se prévaloir d'un contrat labellisé pour le risque santé conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011. La participation, sous forme de montant unitaire, sera versée directement aux agents.

Cette affaire a recueilli un avis favorable à l'unanimité des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole réunis en séance du 17 novembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- reconduire les dispositions de la délibération n°11319 du 20 décembre 2012 à compter du 1er janvier 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
 Publié le : 18/12/15
 Déposé En Préfecture
 Le : 18/12/15
 Numéro de l'acte :
 034-243400017-20151216-lmc1107082-
 DE-1-1

Fait à Montpellier, le
 Pour extrait certifié conforme à
 l'original.
 Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

Le Président du conseil municipal, M. Philippe SAUREL, a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport de la commission d'urbanisme, en vue de la délibération sur le projet de plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Tableau récapitulatif des modifications

Article	Contenu	Statut	Impact	Impact financier
1	Article 1er	Modification	100 000 €	100 000 €
2	Article 2	Modification	100 000 €	100 000 €
3	Article 3	Modification	100 000 €	100 000 €
4	Article 4	Modification	100 000 €	100 000 €
5	Article 5	Modification	100 000 €	100 000 €
6	Article 6	Modification	100 000 €	100 000 €
7	Article 7	Modification	100 000 €	100 000 €
8	Article 8	Modification	100 000 €	100 000 €
9	Article 9	Modification	100 000 €	100 000 €
10	Article 10	Modification	100 000 €	100 000 €

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

Le rapport de la commission d'urbanisme est en annexe à la présente délibération. Il est composé de deux parties : une partie descriptive et une partie prescriptive.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE ET EAU BRUTE - CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA MÉTROPOLE ET AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1er janvier 2015, exerce la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur du retour en régie du service public de l'eau potable et du maintien en gestion directe du service public de l'eau brute.

Ce retour en Régie publique s'est concrétisé par l'adoption, le 28 avril 2015, de la délibération créant l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, disposant de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, le nouvel établissement public assurera le service public d'eau potable, à compter du 1er janvier 2016, pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Le service d'eau brute, quant à lui, sera assuré sur la totalité du périmètre de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, autorité organisatrice du service de l'eau potable et de l'eau brute a établi en concertation avec la Régie une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans à partir du 1er janvier 2016, qui permet de préciser les relations entre la Métropole et la Régie. Elle a pour objet de fixer les missions de chacune des parties et d'organiser le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole, définir les enjeux et fixer les objectifs et les performances à atteindre par le service, définir les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifier les modalités d'évolution des tarifs.

Les missions de la Régie sont déclinées en conformité avec celles arrêtés par les statuts et regroupées en 3 grands thèmes :

- approvisionnement en eau, sécurisation, gestion du patrimoine. A ce titre, elle assure, la mise en œuvre du schéma directeur d'alimentation en eau potable, via des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée, de co-maîtrise d'ouvrage ou de prestation de service conclues avec la Métropole comme la convention cadre présentée lors de cette même séance,
- relations et communication avec les usagers, individualisation des compteurs,
- expertise, conseil et assistance technique.

Dans le respect de l'autonomie et de la responsabilité de la Régie des Eaux dans l'exécution des missions résultant de ses statuts, la Métropole entend jouer pleinement son rôle d'autorité organisatrice du service de l'eau, en assumant :

- l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique de l'eau,
- la communication institutionnelle et pédagogique et l'animation du service,
- un appui technique à la Régie et son contrôle.

S'inspirant des engagements pris pour l'amélioration de la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, les missions exercées par la Régie sont déclinées en objectifs stratégiques, de nature technique, économique, sociale et environnementale, énoncés ci-après :

- Placer l'utilisateur au cœur du service de l'eau
 - Répondre aux besoins des abonnés et usagers,
 - Garantir l'accès à l'eau,
 - Assurer la transparence et l'éducation populaire,
- Préserver et protéger la ressource, pour garantir un approvisionnement en eau de qualité
 - Protéger les ressources en eau,
 - Respecter les normes de qualité les plus exigeantes,

- Assurer la performance du réseau et des installations afin de réduire l'impact sur le milieu,
- Pérenniser la régie par une gestion performante, responsable et équilibrée
 - Garantir une gestion sobre et durable,
 - Bâtir un service public fondé sur un modèle d'entreprise éthique,
 - S'inscrire dans une démarche éco responsable.

La convention décline pour chaque objectif opérationnel, les principales actions que devra mettre en œuvre la Régie et les résultats attendus. Cette stratégie fera l'objet d'un suivi, tant des actions que des résultats attendus, qui sera partagé avec la Métropole dans le cadre d'un programme de contrôle formalisé. Sur la base d'une analyse partagée avec la Régie de l'effectivité de la mise en œuvre du plan d'actions et du niveau d'atteinte des résultats, la Métropole pourra ajuster annuellement le plan d'actions et les objectifs opérationnels de sa politique, en tenant compte de l'avis de la régie et de ses contraintes, notamment en termes de moyens.

Au total, 62 indicateurs ont été retenus parmi lesquels :

- Le rendement de réseau avec un objectif à atteindre de 85% à 5 ans,
- Le taux moyen de renouvellement des réseaux de 0,6% par an,
- Un taux annuel de réalisation des investissements de 85 %,
- Un taux de sécurisation des besoins de pointe de 80 % (solution : construction usine Valedeau),
- Le montant des abandons de créance <0,50 %,
- Le taux de mensualisation des factures > 30 %,
- L'efficacité énergétique (PCET),
- La durée d'extinction de la dette < 7 ans,
- Le taux d'impayés < 3%.

En matière de tarifs, l'objectif assigné est la non augmentation du prix de l'eau sur la durée de la convention, soit 5 ans.

Il convient par ailleurs de souligner d'autres actions attendues :

- La création d'une cellule solidarité chargé de conseiller les usagers en difficulté,
- La réalisation d'une étude de mise en place de la télérelève,
- La réalisation d'une étude de mise en place d'une tarification sociale,
- L'adhésion au Fonds Solidarité Logement du Département de l'Hérault,
- L'abonnement à un fonds social pour l'allocation de « chèques eau ».

Globalement, les résultats attendus se veulent ambitieux et les méthodes de mesures et de contrôles cohérentes et suffisantes afin d'anticiper toute éventuelle dérive.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'objectifs entre Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole définissant les rôles des signataires, les objectifs assignés à la Régie et la procédure de contrôle mise en place par la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention d'objectifs ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Délibération n° 13452

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1104454-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - TARIF - ADOPTION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°6260 du 21 décembre 2004, le Conseil a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son territoire.

Le mode de tarification retenu a été le tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube consommé.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement du service métropolitain et notamment à financer les projets d'investissement de Montpellier Méditerranée Métropole arrêtés dans le cadre du Schéma Directeur de l'Assainissement approuvé par délibération n°6222 du 21 décembre 2004 et estimés à trois cent soixante quinze millions d'euros, en valeur décembre 2004, dont six millions d'euros par an de travaux sur les réseaux des communes.

Les crédits d'investissement nécessaires en 2016 pour financer, notamment, la poursuite des opérations structurantes retenues au Schéma Directeur de l'Assainissement s'élèvent à plus de 19 millions d'euros.

Le montant de la redevance d'assainissement comprend la part collectivité destinée à financer ces investissements et la rémunération des exploitants définie par les trois contrats d'affermage attribués par délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Ces tarifs contractuels ont été négociés à la baisse malgré les obligations mises à la charge des nouveaux délégataires.

Au regard de ces différents éléments, il est proposé de ramener le montant de la redevance d'assainissement collectif applicable à compter du 1^{er} janvier 2016 à 1,29 euros hors taxes par mètre cube, soit une diminution mesurée de 9 % par rapport au tarif actuel.

Le montant de la part collectivité de la redevance à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de chaque Commune est déterminé par différence avec les parts fermières contractuelles en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le tarif de la redevance assainissement collectif applicable au 1er janvier 2016 à 1,29 € par mètre cube hors taxe,
- dire que le niveau de la part collectivité de cette redevance à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de chaque commune sera fixé par différence avec les parts fermières contractuelles en vigueur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106781-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE-ACCORD CADRE FIXANT LES PRINCIPES D'INTERVENTION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'EAU POTABLE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2010.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette compétence n'est cependant exercée que sur 13 des 31 communes de la Métropole, dont la ville centre, Montpellier.

Le Conseil a adopté en date du 7 mai 2014 le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et du service public de l'eau brute à compter du 1er Janvier 2016.

Le périmètre de la future régie ne prend en compte que les communes où la Métropole exerce directement la compétence, à savoir 13 communes : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier, Montpellier, Pérols, Prades-le-lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil a approuvé le choix d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale, en créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Aqua d'Oc.

Les statuts de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole prévoient que cette dernière assure la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle avec la Métropole et au SDAEP (schéma d'alimentation en eau potable) approuvé par le Conseil de Métropole.

Toutefois, la Régie n'est pas structurée pour remplir dans les meilleures conditions l'intégralité de ces missions précédemment exercées par les services de la Métropole.

Pour ce faire, la présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Régie entend confier à la Métropole la maîtrise d'ouvrage déléguée de la réalisation de certains investissements du Schéma Directeur d'Eau Potable.

La Régie est un établissement public soumis à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP. Il en résulte qu'il lui appartient d'exercer la maîtrise d'ouvrage des travaux qui lui incombent, fonction d'intérêt général dont elle ne peut se démettre (cf. article 2 de la loi MOP). La loi MOP prévoit cependant la possibilité pour une personne publique de confier à un mandataire, qui peut être une autre personne publique ou une personne privée, dans la limite du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle quelle a arrêtés, certaines attributions. La présente convention est établie dans le respect de ces obligations. Pour chaque opération, une convention subséquente spécifique sera passée entre les parties. Elle viendra compléter la présente convention cadre en précisant :

- le programme détaillé de l'opération qui fait l'objet de la convention subséquente ;
- l'enveloppe financière prévisionnelle avec le détail des dépenses ;
- le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- le pourcentage de rémunération de la Métropole

La Métropole et la Régie s'engagent à collaborer de manière active pour l'exécution de la présente convention.

La Métropole remettra trimestriellement un état d'avancement des opérations objets de conventions subséquentes à la Régie (état des dépenses et des recettes, avancement technique, planning de réalisation).

La Métropole remettra annuellement au plus tard le 30 septembre de l'année suivante un bilan annuel d'activité au titre de la présente convention.

La Métropole devra veiller en permanence au respect du programme et de l'enveloppe prévisionnelle tels qu'ils ressortent des conventions subséquentes : la modification du programme ou de l'enveloppe financière sera nécessairement formulée dans le cadre d'un avenant à la convention subséquente. Les conventions subséquentes viendront à échéance à l'expiration du délai de parfait achèvement sous réserve de la fin de la notification de tous les décomptes généraux aux titulaires des marchés publics et de la levée de toutes les réserves.

Pour la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable, dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée, telle que définie par la loi MOP, la Régie confie à la Métropole les missions suivantes :

- la gestion des questions administratives générales relatives au démarrage des opérations (autorisations administratives diverses auprès de la préfecture, permis de construire, permis de démolir, etc.) ;
- la validation des études (avant-projet [AVP], projet) ;
- l'analyse des candidatures et des offres en vue de l'attribution des marchés publics pour la réalisation de l'opération (CSPS, contrôle technique, géomètre, géotechnicien, entreprises, maître d'œuvre, travaux, ...) ;
- l'émission des éventuels bons de commande sur les marchés transversaux existants de la Régie (SPS, géomètre, géotechnicien et travaux) ;
- le contrôle de l'exécution des marchés publics de maîtrise d'œuvre et de travaux ainsi que leur gestion administrative, technique et financière ;
- l'engagement des décisions de poursuivre, les décisions de reconduction et les prolongations de délais ;
- l'affermissement des éventuelles tranches conditionnelles ;
- la levée des éventuelles options ;
- la gestion de l'ensemble des aspects administratifs, financiers et comptables des opérations ;
- la validation des demandes de paiements (service fait) formulées par les titulaires des marchés publics ;
- la gestion des réclamations éventuelles des intervenants aux opérations ;
- la réception des ouvrages ;
- le suivi de la levée des réserves ;
- l'établissement des décomptes généraux (signature et notification) ;
- le suivi de l'année de parfait achèvement.

Conformément à l'article 3 de la loi MOP, le mandat de maîtrise d'ouvrage ne comprend pas la définition du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle qui sont des missions relevant du maître d'ouvrage et dont il ne peut se démettre.

Conformément aux articles 4 et 5 de la loi MOP, cette convention ne confie pas à la Métropole les missions de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique ou d'exécution des travaux.

La Régie assurera :

- la rédaction de l'ensemble des pièces administratives des marchés devant être passés pour la réalisation de l'opération.
- La mise en ligne des avis de publicité et de mise en concurrence et réceptionnera les offres
- L'ouverture des plis puis le choix des attributaires sur la base du rapport d'analyse des offres établi par la Métropole,
- la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera les avis d'attribution,
- la transmission des marchés signés au contrôle de légalité,
- la notification des marchés au cocontractant et en adressera copie à la Métropole.
- le paiement des avances, des acomptes et du solde des marchés publics sur la base de la validation du service fait par la Métropole.

Les études de maîtrise d'œuvre sont soumises préalablement à l'approbation et à l'accord exprès de la Régie.

Délibération n° 13454

La réception des ouvrages ne pourra être prononcée par la Métropole que sous réserve de l'accord préalable de la Régie

Les Parties conviennent que le montant de la rémunération de la Métropole, au titre de ces mandats, est déterminé en pourcentage du montant des dépenses à engager pour l'opération, hors rémunération du Mandataire.

Ce pourcentage sera arrêté dans chaque convention subséquente suivant la difficulté de l'opération

Les stipulations de la présente convention expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'accord cadre entre Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Eau Potable,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'accord cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106461-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR
EAU POTABLE - RENFORCEMENT DE L'ÉTAGE 105 SUR LA COMMUNE DE
MONTPELLIER - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE
ENTRE AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'article 3 des statuts disposent que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ».

Conformément à la Convention Cadre qui sera approuvée par délibération lors de cette même séance, la mise en œuvre des opérations du schéma directeur d'eau potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

L'alimentation en Eau Potable des communes de Montpellier, Juvignac et Grabels pour partie est faite à partir du système de production d'eau potable de Montpellier dont la distribution se fait en étages de pression : les étages 57, 80, 105 et 157.

L'étage 105 dessert :

- L'ouest et le Nord ouest de Montpellier ainsi que la commune de Juvignac,
- L'étage 157 soit le quartier des hauts de Massane et une partie des communes de Juvignac et de Grabels.

L'alimentation de cet étage 105 est assurée par 2 stations de pompage depuis la station d'eau potable d'Arago :

- la station de pompage de la Colombière d'une capacité de 120 l/s assure les 40 % des besoins actuels, en refoulant vers le réservoir des Hauts de Massane,
- La station de Lodève d'une capacité de 320 l/s assure 60 % des besoins restants. Nota : Le réservoir (Saint Dominique) de cette station sert également à alimenter une partie de l'étage 80.

Les deux stations fonctionnent en parallèle pour assurer les besoins de pointe actuels de l'étage 105 et 157.

L'état des lieux des ouvrages fait ressortir la nécessité de rénover et de renforcer la sécurité de certains ouvrages.

L'opération du renforcement de l'étage 105 à Montpellier est une des actions prioritaires du schéma directeur d'eau potable. Une étude de faisabilité a permis en 2015 d'affiner le projet et les coûts associés.

La présente convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat, une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles 3 et suivants de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative au renforcement de l'étage 105 sur la commune de Montpellier.

Les objectifs sont de :

- Sécuriser l'alimentation en eau potable de l'étage 105,
- Sécuriser à 100% les besoins de la commune de Grabels actuels et futurs,
- Renforcer le système d'alimentation de l'étage 105 pour répondre aux besoins de l'urbanisation future
- Renouveler et réhabiliter les équipements structurants le nécessitant : station, réservoirs, canalisations.

Les travaux consistent en :

- la construction d'une nouvelle station de pompage d'une capacité de 630 l/s à vitesse variable,
- la pose d'une canalisation depuis la station de pompage projetée en sortie du réservoir sud de Montmaur jusqu'au maillage avec la conduite existante DN500 provenant du réservoir la Colombière au niveau du giratoire de l'avenue du Pic Saint Loup / avenue de l'Occitanie / rue des Brusses, soit un linéaire d'environ 1600m (1250 ml en DN800 et 350 ml en DN600 mm).

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) hors rémunération du mandataire s'élève à **7,731 M € H.T. soit 9,277 M€ T.T.C.**

Les études seront menées en 2016, et la consultation des entreprises sur 2017 avec comme objectif une réalisation de travaux sur 2018, pour une mise en service début 2019.

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit un an après la réception sans réserves des ouvrages.

Ce mandat sera rémunéré à hauteur de 5% du montant des travaux réellement exécutés soit un montant d'honoraires estimé à 387 000 € H.T. Ce montant sera versé en fonction de l'avancement de l'opération conformément aux termes de la Convention Cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et la Métropole pour le renforcement de l'étage 105 de la commune de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe d'eau potable de la Régie des Eaux de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106649-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR
EAU POTABLE - PROGRAMME DE RÉHABILITATION DE 14 RÉSERVOIRS D'EAU
POTABLE - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE
LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'article 3 des statuts dispose que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ».

Conformément à la Convention Cadre qui sera approuvée par délibération lors de cette même séance, la mise en œuvre des opérations du schéma directeur d'eau potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

La réhabilitation de réservoirs d'eau potable est une des actions prioritaires du schéma directeur d'eau potable. Une étude de faisabilité a permis en 2015 d'affiner le projet et les coûts associés.

La présente convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat, une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles 3 et suivants de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative à la réhabilitation de 14 réservoirs d'eau potable.

Sur la base de l'étude de diagnostic des réservoirs d'eau potable, les 14 réservoirs classés en priorité 1 sont les suivants :

- **Montpellier :**
 - 2 réservoirs de Valedéau (cuves 1&2),
 - réservoir des Hauts de Massane (cuve triangulaire),
 - réservoir sur tour de Croix d'Argent,
 - réservoir de Saint-Dominique
- **Jacou :** réservoir des Sylvains
- **Montferrier-sur-Lez :** réservoir du Pioch Baillos (cuve droite)
- **Villeneuve-lès-Maguelone :**
 - 2 réservoirs du Puech Garou (cuves interne & externe),
 - Bâche de Flès
- **Vendargues :**
 - réservoir de Mautmaris (cuve de 1000 m3),
 - réservoir de Meyrargues,
- **Le Crès :** réservoir au sol (cuve 1),
- **Saint-Brès :** réservoir des Olivettes (cuve de 500 m3)

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) hors rémunération du mandataire s'élève à **3,080 M € HT soit 3,696 M€ TTC**.

Le programme de travaux sera mené en 2 tranches :

- 1^{re} tranche de 6 réservoirs réhabilités de 2016 à 2020,
- 2^e tranche de 8 ouvrages réhabilités de 2018 à 2022.

Sur la première tranche les études seront menées en 2016/2017 et les travaux échelonnés de début 2018 à juin 2020.

Délibération n° 13533

Sur la deuxième tranche les études seront menées en 2018/2019 et les travaux échelonnés de début 2020 à fin 2022.

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Ce mandat sera rémunéré à hauteur de 5% du montant des travaux réellement exécutés soit un montant d'honoraires estimé à 277 000 € HT. Ce montant sera versé en fonction de l'avancement de l'opération conformément aux termes de la Convention Cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et la Métropole pour la réhabilitation de 14 réservoirs d'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de Métropole à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106667-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR EAU POTABLE - ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'article 3 des statuts disposent que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ».

Conformément à la Convention Cadre qui sera approuvée par délibération lors de cette même séance, la mise en œuvre des opérations du schéma directeur d'eau potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

L'opération du renforcement de l'alimentation en eau potable de la Commune de Sussargues est une des actions prioritaires du schéma directeur d'eau potable. Une étude de faisabilité a permis en 2015 d'affiner le projet et les coûts associés.

La présente convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat, une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles 3 et suivants de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative au renforcement de l'alimentation en eau potable de Sussargues.

Les objectifs sont :

- Assurer l'alimentation en eau potable de la commune en qualité et quantité par raccordement sur l'unité de distribution d'eau potable du captage de Fontbonne,
- Améliorer la distribution (pression),
- Abandonner le captage de Garrigues Basses prélevant dans un aquifère surexploité et de qualité médiocre.

Les travaux consistent en :

- 1) La création d'une canalisation d'interconnexion depuis le réseau d'eau potable de la commune de Beaulieu géré par le syndicat Mixte de Garrigues Campagne jusqu'aux réservoirs de la commune de Sussargues (3250 ml) afin d'alimenter la commune par le captage de Fontbonne,
- 2) La création d'une Unité de surpression modulable de 80 à 140 m³/h sur la commune de Sussargues.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) hors rémunération du mandataire s'élève à **1,932 M € H.T. soit 2,318 M€ T.T.C.**

Les études seront menées en 2016, la consultation des entreprises se fera début 2017 avec un démarrage des travaux sur le 2° semestre 2017. L'objectif visé est une mise en service pour juin 2018.

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Ce mandat sera rému à hauteur de 5% du montant des travaux réellement exécutés soit un montant d'honoraires estimé à 97 000 € H.T correspondant aux coûts réels de suivi administratif, financier et technique de l'opération (moyens humains et matériels affectés, prestations dédiées, frais généraux

proratisés...). Ce montant sera versé en fonction de l'avancement de l'opération conformément aux termes de la Convention Cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la Commune de Sussargues,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106671-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR
EAU POTABLE - RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DE LA COMMUNE DE SAINT-BRÈS - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE
MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'article 3 des statuts disposent que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ».

Conformément à la Convention Cadre approuvée par délibération lors de cette même séance, la mise en œuvre des opérations du Schéma Directeur d'Eau Potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

L'opération du renforcement de l'alimentation en eau potable de la Commune de Saint-Brès est une des actions prioritaires du schéma. Une étude de faisabilité a permis en 2015 d'affiner le projet et les coûts associés.

La présente convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat, une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles 3 et suivants de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative au renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès.

Les objectifs sont de :

- Fiabiliser l'alimentation en eau potable de la commune,
- Traiter les eaux issues des forages.
- Réduire les prélèvements au forage des olivettes,
- Renforcer le système de surpression de la commune
- Assurer la pérennité d'alimentation à l'échéance 2030.

Les travaux consistent en :

- 1) La création d'une canalisation de refoulement (DN 200mm) depuis le nouveau forage Farel vers les nouveaux ouvrages à alimenter (1800 ml)
- 2) La création des ouvrages de traitement et d'un stockage de 500 m3
- 3) La création d'une unité de surpression (200 m3/h) à l'emplacement des stockages existants
- 4) Le renforcement des réseaux de distribution (650 ml en DN 200 et 300 mm).

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) hors rémunération du mandataire s'élève à **3,418 M € H.T. soit 4,100 M€ T.T.C.**

Les études seront menées en 2016, et la consultation des entreprises sur 2017 avec comme objectif une réalisation de travaux pour 2018 pour une mise en service début 2019.

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Délibération n° 13535

Ce mandat sera rémunéré à hauteur de 5% du montant des travaux réellement exécutés soit un montant d'honoraires estimé à 171 000 € HT. Ce montant sera versé en fonction de l'avancement de l'opération conformément aux termes de la Convention Cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Aqua d'Oc, régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la Commune de Saint-Brès,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106656-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE DU CANTONNAT SUR LA COMMUNE DE CASTRIES - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LE SYNDICAT MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a programmé la réhabilitation de la rue Cantonnat sur la commune de Castries sur l'année 2016.

Dans le cadre de cette opération, le réseau d'eaux usées, qui est en mauvais état, va être renouvelé. L'étroitesse de la voie et la profondeur de pose de la canalisation d'eaux usées nécessitent le dévoiement partiel de la canalisation d'eau potable. Ce réseau d'eau potable quoiqu'en état correct est ancien. Il est donc proposé de profiter de ces travaux pour le renouveler également.

Sur cette commune, les compétences Voirie et Eaux Usées relèvent de la Métropole, tandis que la compétence Eau Potable relève du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques du site et de ces renouvellements de canalisation, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Ces travaux consistent au :

- Remplacement d'une canalisation d'eau potable d'un diamètre de 60 et 100 mm sur 170 ml,
- Remplacement d'une canalisation d'assainissement en amiante ciment de diamètre 150 mm par une canalisation en fonte d'un diamètre de 200 mm et d'une longueur 170 ml.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- **64 287,00 € H.T. soit 77 144,40 € T.T.C.** pour la part eau potable à la charge du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne,
- **127 977,00 € H.T. soit 153 572,40 € T.T.C.** pour la part assainissement à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Un projet de convention a été élaboré pour définir les modalités d'intervention de chaque maître d'ouvrage respectif qui précise notamment que :

- Le Syndicat délègue à la Métropole, dans les conditions définies dans la convention, la maîtrise d'ouvrage des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable rue Cantonnat à Castries. La convention est passée sur le fondement de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.
- Le Syndicat verse une participation financière à la Métropole pour la réalisation de ces travaux, facturée au réel : si le coût estimatif ci-dessus ne devait pas être respecté, un avenant à la présente convention sera passé ;
- Le Syndicat validera les études d'exécution sur le volet « eau potable »,
- Le Syndicat sera informé du nom de l'entreprise faisant les travaux,
- La Métropole invitera le Syndicat aux réunions de chantier et aux opérations préalables à la réception.

La convention entrera en vigueur au jour de sa signature par les deux parties. Elle prendra fin à l'issue de la réception des travaux sans réserve.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du réaménagement de la rue Cantonnat à Castries,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement de la Métropole, au chapitre 23,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-maitrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106220-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – DÉVOIEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES EN VUE DE LA RÉALISATION DU PROJET DU CHRU - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Des collecteurs publics d'assainissement des eaux usées traversent le site du CHRU Lapeyronie. Ils desservent les quartiers amont des villes de Montpellier et de Grabels et rejoignent les réseaux du centre-ville de Montpellier.

Dans le cadre de son Schéma Directeur Immobilier, le CHRU a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de déplacer les canalisations se trouvant sous l'emprise de son projet.

Les travaux consistent à déplacer les canalisations d'eaux usées existantes de diamètres 250, 400 et 500 mm, et les reconstruire suivant un tracé adapté aux projets de construction du CHRU, sur un linéaire de 1 265 mètres.

Les canalisations étant publiques, il a été convenu que ces travaux seraient réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole, puis remboursés par le CHRU sur la base d'hypothèses partagées.

La présente convention, fruit des discussions engagées depuis près d'un an avec les services du CHRU, a pour objet de fixer les conditions techniques et financières relatives à l'opération de dévoiement des réseaux d'assainissement, à réaliser par Montpellier Méditerranée Métropole préalablement aux travaux de construction des bâtiments prévus par le Schéma Directeur Immobilier du CHRU.

L'étude de projet réalisée par Montpellier Méditerranée Métropole fixe le coût du dévoiement des réseaux d'eaux usées à 2 830 000 € H.T. Le montant de l'opération incluant les frais d'études préalables, de maîtrise d'œuvre, les reconnaissances géotechniques ainsi que les frais de géomètres, peut être estimé à 3 000 000 € H.T.

La participation financière de la Métropole se base sur le coût du renouvellement en lieu et place des canalisations compte tenu de l'âge de ces canalisations. Cette participation prend en compte :

- les prix unitaires utilisés dans l'Avant-Projet,
- les contraintes de site (maintien de circulation, aménagements paysagers, nature des sols),
- les travaux de préparation et installations de chantier,
- le maintien en service des canalisations pendant les travaux.

Le montant de la reconstruction des réseaux en lieu et place est évalué à 2 100 000 € H.T.

L'âge moyen des canalisations est de 36 ans et correspond donc à un taux moyen de vieillissement de 60%. Dans ces conditions, Montpellier Méditerranée Métropole fixe sa participation à 1 260 000 € H.T, soit à 60% du coût de la reconstruction en lieu et place des réseaux concernés.

La participation du CHRU aux frais de dévoiement de canalisation d'eaux usées, est calculée par différence entre le coût d'opération et le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole, soit 1 740 000 € HT.

Elle sera ajustée au coût définitif à l'issue des travaux, intégrant le coût des travaux, les frais de maîtrise d'ouvrage et d'études, de contrôle et de réception.

La participation sera versée en 3 fois :

- 30% au démarrage des travaux,
- 50% à 80% d'avancement du chantier,
- Le solde à réception des travaux et fourniture des dossiers d'ouvrages exécutés.

La convention débute dès sa notification et s'achève à la remise des dossiers d'ouvrages exécutés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13537

- approuver le projet de convention de remboursement entre le CHRU et la Métropole pour le dévoiement des réseaux d'eaux usées, préalablement aux travaux de construction des bâtiments prévus par le Schéma Directeur Immobilier du CHRU,
- approuver le montant des travaux à 2 830 000 € H.T. et la participation du CHRU à hauteur de 1 740 000 € H.T., ajustée au montant réel des travaux,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106242-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ À BONS DE COMMANDE N°3970EA15 DE PRESTATIONS GÉOTECHNIQUES ET HYDROGÉOTECHNIQUES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RÉSEAUX ET DE VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de réseaux d'assainissement et de voirie, la Métropole mène des projets nécessitant la réalisation de missions de reconnaissances et d'études géotechniques.

Ces prestations d'études géotechniques et hydrogéotechniques peuvent concerner les projets suivants :

- pose de réseaux humides et d'ouvrages annexes, de toute section et de toute nature,
- construction de stations de relevage ou de refoulement d'eaux usées,
- construction de stations de traitement d'eaux usées,
- réfection de chaussées.

Les prestations couvrent aussi bien les besoins en phase études qu'en phase réalisation et réception des ouvrages.

En phase études, les contraintes recherchées sont principalement :

- la nature du sous-sol et les conditions de terrassement et de blindage,
- la présence d'eau et les modalités de son évacuation éventuelle, la définition des dispositifs d'assainissement et de drainage des sols,
- la définition des propositions de fondation des ouvrages avec l'évaluation des tassements,
- les conditions de réutilisation en remblai des matériaux de déblais.

En phase travaux, des essais et contrôles sont menés pour vérifier :

- la conformité des travaux aux objectifs du projet tels que définis dans les études géotechniques initiales,
- les adaptations ou optimisations potentielles des dispositions géotechniques proposées par l'entrepreneur, sur le programme d'auscultation et les valeurs seuils associées,
- le compactage des tranchées réalisées et la tenue des chaussées dans le temps.

L'étendue de ces besoins ne peut être connue aujourd'hui précisément, elle dépend des programmes de travaux retenus chaque année et sera définie par la maîtrise d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des études de conception.

Par délibération n°13023, le Conseil de Métropole lors de sa séance du 28 mai 2015 a autorisé le lancement d'une procédure de mise en concurrence sous forme d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles 26, 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, en vue de la passation d'un marché à bons de commande multi-attributaire (3), sans minimum ni maximum, reconductible 3 fois par période annuelle.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 20 octobre 2015, a décidé d'attribuer le marché correspondant aux 3 premières entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses, soit GINGER CEBTP, HYDROGEOTECH SUD OUEST et FONDASOL.

Ces offres présentent une valeur technique conforme aux attentes de Montpellier Méditerranée Métropole telles que définies dans le règlement de consultation. Le montant de la proposition financière s'inscrit dans l'estimation du maître d'œuvre.

Les trois titulaires se verront attribuer les bons de commande à tour de rôle, en application des dispositions du CCTP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché n°3970EA15 de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux de réseaux d'assainissement et de voiries,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23, et au budget général chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché, ainsi que les actes relatifs à son exécution, y compris son éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106238-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION DE PARTICIPATION À L'ANALYSE COMPARATIVE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS CONCÉDANTES ET RÉGIES (FNCCR) SUR LES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Métropole est membre de la Fédération des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) depuis 2007.

Créée en 1934, la FNCCR réunit plus de 500 collectivités concédantes et régies. Elle représente ses membres lors de la préparation des textes législatifs et réglementaires ainsi que lors des négociations nationales avec les acteurs de l'eau (entreprises, institutions).

Depuis 2009, la FNCCR réalise chaque année des analyses comparatives de services d'eau potable et d'assainissement, avec la participation de plus d'une trentaine de collectivités volontaires pour chacune des deux compétences.

L'analyse de la performance des services doit permettre d'identifier les points forts et les points faibles et de faire émerger des explications et des voies de progrès. En ce sens, la participation à l'analyse comparative des services d'eau et d'assainissement conduite tous les ans par la FNCCR, qui regroupe 8 des 11 métropoles françaises et Paris, permettrait de disposer d'un référentiel par rapport à d'autres services de tailles similaires

La publication des résultats collectifs reste anonyme alors que chaque participant dispose d'une synthèse individuelle et les conclusions sont rendues avec un décalage de 2 ans, ce qui permet de mettre en œuvre d'éventuelles mesures correctives.

Le coût estimé, non soumis à la TVA, de 3000 € pour un service et de 5000 €, pour deux services suivis (eau potable et assainissement), paraît très raisonnable au regard des enjeux de pilotage et de transparence.

La convention conclue pour une durée d'un an définit le champ et les rôles de la FNCCR et de la Métropole ainsi que les modalités financières du partenariat. Elle portera sur les indicateurs et données recueillis pour l'année 2014 et traitera de quatre aspects principaux de l'activité des services :

- La qualité des ressources et de l'eau distribuée (eau potable)/l'efficacité de la collecte et du traitement des eaux usées (assainissement collectif),
- La qualité du service à l'utilisateur,
- La gestion patrimoniale,
- Les aspects financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de participation à l'analyse comparative de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies sur les services d'eau et d'assainissement,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe 2016 de l'assainissement collectif, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106246-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DES TRAVAUX D'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT DANS LES COMMUNES - MARCHÉ N°3899EA15 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE MULTIATTRIBUTAIRE À BONS DE COMMANDE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNATURE DU MARCHÉ

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Cette délibération abroge partiellement la délibération n°12814 du 5 mars 2015, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives au jury, à savoir sa constitution, les modalités d'organisation du scrutin et l'élection du Jury.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences assainissement des eaux usées et lutte contre les inondations, les services de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à réaliser, en concertation avec les communes concernées, des opérations de réfection, de renouvellement, de renforcement, voire de création, d'ouvrages hydrauliques et d'assainissement.

La conduite de ces projets requière des missions de maîtrise d'œuvre, confiées à des prestataires ou assurées en régie par les services. Toutefois, compte tenu de l'augmentation du nombre des opérations à traiter à la lumière des objectifs en matière d'assainissement et d'aménagements hydrauliques, il apparaît nécessaire de renforcer la part de la maîtrise d'œuvre externe.

Les études à mener sont de deux types :

- les missions de maîtrise d'œuvre (AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR) pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques et d'assainissement,
- les missions d'études diagnostic et de faisabilité pour permettre la définition des projets à mener sur des territoires, en vue d'améliorer et de rendre cohérent le fonctionnement des ouvrages.

Pour les missions type de maîtrise d'œuvre, la rémunération de base de la mission est établie en fonction de l'enveloppe financière prévisible des travaux associée à un niveau de complexité prenant en compte les difficultés et contraintes inhérentes à chaque projet.

La rémunération de la maîtrise d'œuvre résultera de l'application du taux de rémunération proposé par le maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux. Le forfait de rémunération de maîtrise d'œuvre est fixé de manière provisoire puis définitive au plus tard à l'issue des études de projet.

Pour les études diagnostic et de faisabilité, la rémunération de la mission est établie sur la base d'un bordereau de prix unitaire journalier ou horaire par catégorie de personnel à partir d'une proposition de décomposition en temps passés arrêtée par le maître d'ouvrage.

Pour la conception et la réalisation des projets, il est proposé de recourir à des marchés à bons de commande de maîtrise d'œuvre, multi-attributaire (3 maximum, sous réserve d'un nombre suffisants d'offres). Chaque marché, sans minimum ni maximum, sera d'une durée d'un an reconductible 3 fois. Pour la désignation des maîtres d'œuvre, il sera procédé à une mise en concurrence, sous forme d'appel d'offres restreint en application des dispositions des articles 60 à 64, 74 et 77 du Code des Marchés Publics.

Ces prestations sont décomposées en 2 lots attribués par marchés séparés :

- lot n°1 : Ouvrages d'assainissement des eaux usées (réseaux eaux usées, stations de traitement d'eaux usées, postes de relèvement d'eaux usées).
- lot n°2 : Ouvrages hydrauliques (digues, barrages, seuils...).

L'attribution de chaque marché de maîtrise d'œuvre relatif à des ouvrages d'infrastructure sera réalisée par la Commission d'Appel d'Offres, après avis motivé d'un jury sur les candidatures et les offres.

En application de la délibération n°12814, abrogée partiellement par la présente, ce jury est constitué, outre Monsieur de Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Ces membres titulaires et suppléants ont élus au sein du Conseil de la Métropole, réuni en séance du 5 mars 2015 ; les autres membres du jury siégeant avec voix délibératives étant désignés par le Président du jury.

Il s'agit :

- des personnalités dont la présence présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, le nombre de ces personnalités ne pouvant excéder cinq et leur désignation étant facultative ;
- des personnes ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats, ces personnes devant représenter un tiers de membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal et un représentant du service en charge de la concurrence peuvent également être invités à participer au jury, avec voix consultatives.

Conformément à l'article 22 du Code des marchés publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a eu lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel, les listes pouvant comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revenait à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, le Conseil réuni en séance du 5 mars 2015 a procédé à l'élection des membres du jury, au scrutin de liste sans panachage ni vote préférentiel.

Une seule liste (liste n°1) avait été déposée dans les délais et conditions requis.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président était composée comme suit :

<u>Membres Titulaires :</u> - Bernard TRAVIER, - Pierre BONNAL, - Isabelle GIANIEL, - Isabelle TOUZARD, - Arnaud MOYNIER.	<u>Membres suppléants :</u> - Guy BARRAL, - Sauveur TORTORICI, - Yvon PELLET, - Rosi BUONO, - Geniès BALAZUN.
--	--

Les résultats de l'élection qui s'est déroulée à bulletin secret sont les suivants :

Présent (émargements) : 85 Votants : 80 Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L.65 et L.66 du Code électoral) : 0 Bulletins blancs : 2 Suffrages exprimés : 78.	
<u>Titulaires :</u> Sièges à pourvoir : 5 Quotient (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 15,6 - Liste 1 Voix obtenues : 78 Attribution au quotient : 5 Attribution au plus fort reste : 0 Total : 5	<u>Suppléants :</u> Sièges à pourvoir : 5 Quotient (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 15,6 - Liste 1 Voix obtenues : 78 Attribution au quotient : 5 Attribution au plus fort reste : 0 Total : 5

La liste 1 ayant été élue le 5 mars 2015, les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole élus au sein du Jury sont :

<u>Membres Titulaires :</u> - Bernard TRAVIER, - Pierre BONNAL, - Isabelle GIANIEL, - Isabelle TOUZARD, - Arnaud MOYNIER.	<u>Membres suppléants :</u> - Guy BARRAL, - Sauveur TORTORICI, - Yvon PELLET, - Rosi BUONO, - Geniès BALAZUN.
--	--

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres restreint pour mener des études de maîtrise d'œuvre sur les ouvrages d'assainissement des eaux usées et de lutte contre les inondations,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 23, et au budget principal, chapitre 907 pour les travaux hydrauliques,
- dire que la composition du jury a été définie dans la délibération n°12814 du 5 mars 2015, abrogée partiellement et qui reste en vigueur sur ce point
- dire que les 5 membres titulaires et 5 membres suppléants du jury ont été élus lors de cette séance et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire, notamment concernant l'exécution et le règlement des marchés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 21/12/2015
Déposé En Préfecture
Le : 21/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1106336-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – OPEN SUD DE FRANCE 2016 - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°4151DS15 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TENNIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire.

L'Open Sud de France est un tournoi de tennis professionnel masculin inscrit à l'ATP World Tour 250, troisième plus grand événement tennistique français après Roland Garros et les Masters de Paris Bercy.

A travers cette sixième édition du tournoi qui se déroulera du 30 janvier au 7 février 2016 à l'ARENA de Montpellier, l'Open Sud de France recevra des joueurs de renommée nationale et internationale permettant ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de se positionner comme un moteur du développement de la pratique du tennis sur son territoire.

Outre l'activité économique qu'elle génère, cette manifestation de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population des communes membres de la Métropole.

Aussi, afin de renforcer son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité faire l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour l'Open Sud de France.

Conformément aux articles 28 et 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets avec la Société Montpellier Events.

Ce marché à intervenir concerne la promotion de l'image de la Métropole et de son territoire par l'achat d'espaces de visibilité publicitaire sur les terrains, autour des terrains et dans le village du tournoi, du droit d'apposer son logo de manière facilement identifiable sur l'ensemble des supports de communication liés au tournoi (presse papier, presse numérique, site internet, spots publicitaires...) et par l'achat de billetterie et d'hospitalités pour le tournoi.

Il s'agit d'un marché à prix mixtes avec une part à prix forfaitaire concernant l'achat des espaces de communication, de visibilité et les prestations d'hospitalités et une part à prix unitaires concernant l'achat de places grand public qui feront l'objet de bons de commande. Le marché prend effet à compter de sa notification et ce jusqu'au 7 février 2016, date de fin du tournoi.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 8 décembre 2015, à l'issue de cette procédure négociée, a attribué ce marché à la Société Montpellier Events pour un montant forfaitaire de 271 291,60€ H.T, la part à bon de commandes étant limitée à un seuil maximum de 30 000€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4151DS15 tel que défini ci-dessus avec la Société Montpellier Events ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire notamment concernant son exécution et son règlement.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107260-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CONSTRUCTION DE LA PISCINE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - MARCHÉS DE TRAVAUX N°3978DS15 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héraclès sur la Commune de Saint-Brès. Par cette délibération, il a également approuvé le budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre.

A l'issue du concours d'architecture et par la délibération n°11574 du 23 mai 2013, le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès a été attribué à l'équipe COSTE ARCHITECTURES sise à Montpellier (34090) – 9 rue Emmanuel Hédon, représentée par Monsieur André ARIOTTI, architecte associé.

Par délibération n°12430 en date du 31 juillet 2014, le Conseil a adopté l'avant-projet définitif présenté par le maître d'œuvre qui intègre l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Le budget global de l'opération (études, terrains et travaux) s'élève au stade de l'APD (Avant Projet Définitif) à 9 499 150€ HT (valeur mai 2014).

Pour la réalisation des travaux, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un appel d'offres ouvert en application des articles 33,57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 23 juin 2015.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 1er décembre 2015, a décidé de retenir pour l'exécution de ces travaux, dans le cadre du marché n°3978DS15, les entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation, pour 9 des 12 lots.

Compte tenu de l'écart constaté entre les offres proposées et les estimations de la maîtrise d'œuvre, la Commission d'Appel d'Offres a décidé de déclarer sans suite les lots n°2 Charpente couverture – Etanchéité – ITE – Menuiserie Aluminium, n°3 Menuiserie et Agencement bois et n°10 Electricité. Ainsi, seuls 9 des 12 lots ont été attribués aux entreprises mentionnées ci-dessous.

LOTS	DESIGNATION DES LOTS	MONTANT DES OFFRES EN EUROS H.T.	ENTREPRISES RETENUES
01	TERRASSEMENT - GROS OEUVRE	1 899 920,99 €	SOGEA SUD
04	SERRURERIE - METALLERIE	209 695,85 €	CONSTRUCTION ST ELOI
05	CLOISONS - FAUX-PLAFONDS - PEINTURE	147 405,30 €	CUARTERO
06	CARRELAGE - FAIENCE	639 000,00 €	CARRILLO
07	FOND MOBILE	195 454,00 €	TECHNOX KBE
08	CHAUFFAGE - PLOMBERIE - TRAITEMENT D'AIR	1 074 091,04 €	THERMATIC
09	TRAITEMENT D'EAU - JEUX D'EAU EXTERIEURS	709 913,06 €	EUROTECHNOLOGIE
11	ESPACES VERTS	147 816,55 €	ESPACES VERTS DU MIDI
12	VOIRIE RESEAUX DIVERS	699 917,50 €	SOGEA SUD

Concernant les lots déclarés sans suite, il est proposé de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33,57 à 59 du Code des Marchés Publics visant la conclusion des marchés de travaux suivants :

LOTS	MONTANT FORFAITAIRE ESTIMATIF EN EUROS H.T.
CHARPENTE COUVERTURE - ETANCHEITE - ITE - MENUISERIES ALUMINIUM	1 645 000€
MENUISERIES ET AGENCEMENT BOIS	260 000€
ELECTRICITE	280 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution des marchés n°3978DS15 sus-mentionnés relatifs aux travaux de réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès ;
- approuver la dénomination et les estimations des 3 lots des marchés de travaux à relancer ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés attribués aux entreprises sus-mentionnées et tous les actes relatifs à ces marchés notamment concernant leur exécution et leur règlement.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 21/12/2015

Déposé En Préfecture

Le : 21/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107295-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



Montpellier
Méditerranée
Métropole

SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS -
CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention au club de tir à l'arc Arc Lat'Vedas au titre de l'année 2015.

Le club de tir à l'arc Arc Lat'Vedas est un club affilié à la Fédération Française de Tir à l'Arc qui regroupe près de 100 adhérents dans le but de promouvoir, organiser et développer la pratique de ce sport sur notre territoire.

Les résultats sportifs de ce club sont en constante progression sur les dernières saisons sportives, avec une équipe masculine en division nationale et une équipe féminine en division excellence.

A ce titre il est proposé au Conseil de voter l'attribution d'une subvention de 4 000€ au titre de l'année 2015.

2/ Actions de préformation au Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique.

En complément des récentes actions de qualifications au Brevet National de Sauvetage et Secourisme Aquatique, en faveur d'un public jeune en difficultés d'insertion professionnelle, Montpellier Méditerranée Métropole a le projet d'accueillir, en préformation, des jeunes dans le cadre de préparation physique et technique aux métiers de la natation.

Ce projet à vocation sociale, privilégiant la mixité filles et garçons, concerne une vingtaine de jeunes de 15 à 25 ans, sur la saison 2015/2016. Pour sa mise en œuvre, la Métropole s'appuiera sur le club du « Montpellier Paillade Natation », association bien implantée dans le quartier de la Mosson.

A ce titre il est proposé au Conseil d'attribuer une aide financière de 2 000€ au club du « Montpellier Paillade Natation ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13531

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107759-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SCHÉMA DIRECTEUR DES MOBILITÉS - ORIENTATIONS STRATÉGIQUES - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Les transports et la mobilité constituent l'un des sept piliers stratégiques de développement de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, l'accès à la mobilité est à la fois une nécessité économique pour les entreprises et le développement du tourisme et un facteur de liberté essentiel pour les habitants et les usagers.

L'ouverture de Montpellier Méditerranée Métropole et sa mise en réseau vers Toulouse et les autres agglomérations de la Région, mais aussi vers les autres Métropoles européennes et du bassin méditerranéen, sont étroitement dépendantes de la qualité de sa desserte.

Au niveau du grand bassin de vie, dont la Métropole constitue souvent le cœur des échanges, les besoins en mobilité sont aussi de plus en plus prégnants, compte tenu des évolutions démographiques, économiques et touristiques constatées, comme le met en évidence la progression des mouvements pendulaires observée sur l'ensemble de l'aire urbaine.

Toutefois, à l'heure de la Conférence internationale de Paris sur le changement climatique, dite COP21, les réponses à apporter aux besoins en mobilité doivent s'inscrire dans un souci constant de réduction des consommations énergétiques et des gaz à effet de serre, tout particulièrement dans l'écosystème méditerranéen à la fois exceptionnel et sensible, et de préservation de l'environnement en tant que première richesse et facteur d'attractivité du territoire.

Pour toutes ces raisons, la question des déplacements est une préoccupation majeure qui doit être intégrée au projet « Montpellier Métropole Territoires » aussi bien qu'elle doit être irriguée par la recherche de cohérences territoriales renouvelées, notamment entre les formes d'urbanisation et l'organisation des transports à toutes les échelles.

Depuis plus de trente ans, la politique de la Métropole, en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports Urbains (AOTU) sur son périmètre de compétences, a consisté à développer et à promouvoir les transports en commun urbains, en structurant son offre autour d'un efficace réseau de tramway. La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a transformé les AOTU en Autorité Organisatrice de la Mobilité nous invitant à élargir notre approche de la question.

Aujourd'hui en effet, les grands enjeux de mobilité ne peuvent plus être appréhendés sur le seul périmètre de transport urbain (PTU), mais doivent s'intégrer dans la relation que Montpellier Méditerranée Métropole doit être en capacité d'entretenir avec son grand territoire et doivent tenir compte du fait nouveau qu'est la Grande Région. A ce titre, c'est l'ensemble des liaisons avec la Métropole de Toulouse et les autres Agglomérations de la Région qui sont à renforcer ou à développer pour constituer un territoire en réseau au service de la population et de son développement.

Pour connecter le territoire à toutes les échelles (internationales, régionales, métropolitaines, et locales), la mobilité doit être coordonnée avec l'aménagement du territoire en développant les modes de déplacement les moins émissifs en gaz à effet de serre, comme les modes actifs ou l'électromobilité.

Le train est le premier mode de transport à privilégier, à travers d'une part le Contournement de Nîmes et Montpellier (CNM), en cours de réalisation et auquel Montpellier Méditerranée Métropole participe, mais aussi la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, dernier chaînon manquant de l'axe européen vers l'Espagne. Cette ligne, pour laquelle il convient de rappeler que l'État s'est engagé à lancer l'enquête publique fin 2016, constitue également un premier barreau de la liaison entre les deux métropoles régionales, Toulouse et Montpellier, qui devra être complété par la liaison Toulouse-Narbonne (LTN).

Au-delà, pour assurer le rayonnement et l'attractivité du territoire de la Métropole, l'aéroport Montpellier Méditerranée ainsi que le port de Sète devront aussi prendre toute leur place dans la desserte du territoire, en assurant des liaisons à vocations économiques et touristiques avec les grandes métropoles européennes et celles du bassin méditerranéen.

Le réseau routier doit lui aussi être adapté aux besoins de la Métropole d'aujourd'hui en complément des efforts portés sur le rail. Le déplacement en cours de l'autoroute A9 permet de libérer l'infrastructure autoroutière actuelle pour assurer le contournement Sud de Montpellier. Mais ce contournement, indispensable pour extraire le trafic de transit quotidien des quartiers de Montpellier et des communes périphériques, devra être complété, par la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM) et de la Déviation Est de Montpellier (DEM). De même le LIEN ne trouvera sa pleine efficacité que si ses sections les plus proches de la ville sont réalisées, à savoir, à l'Ouest, sa liaison avec l'A 750 et, à l'Est, sa liaison avec l'A9. Enfin, le déplacement de l'autoroute A9 ne peut jouer son rôle sur sa partie Est, que si le raccordement de la RN 113 est intégré au programme de travaux en cours, afin d'éviter la saturation de cette porte d'entrée de la métropole et la situation d'insécurité qu'elle génère.

Ces investissements doivent désormais intégrer des pôles d'échanges connectés aux infrastructures routières pour favoriser les reports modaux sur les modes de transports collectifs, notamment pour réduire la pénétration des automobiles en ville.

En ce qui concerne le territoire de la Métropole, l'« âge d'or » du « tout tramway » qui prévalait jusqu'à présent n'est plus tenable, ni généralisable sur l'ensemble du grand territoire : ce mode de transport adapté pour desservir des pôles urbains denses, est confronté à ses limites fonctionnelles et économiques lorsqu'il s'agit de desservir le périurbain moins dense, plus dispersé et de plus en plus éloigné.

En complément, il s'agit de s'appuyer sur d'autres modes de transport, à commencer par ceux qui permettent d'optimiser les infrastructures ferrées existantes. Les investissements engagés sur le CNM et la nouvelle gare TGV Montpellier-Mogère doivent libérer à terme, c'est-à-dire lorsque la gare de Nîmes Manduel-Redessan sera mise en service, au moins 30% de sillons supplémentaires en heures de pointe sur la ligne classique.

Le succès de la mise en service de la première tranche de la gare de trains régionaux de Baillargues, livrée à la suite de la remise à niveau de la gare Montpellier-St Roch, démontre, s'il en était besoin, l'utilité d'un mode de transport efficace pour desservir directement les communes périphériques.

Il convient également de s'interroger sur la pertinence de la réutilisation des tracés des anciens réseaux ferrés désaffectés mais dont le foncier a été préservé, pour couvrir les besoins nouveaux du grand territoire, en recréant l'étoile ferroviaire qui fait cruellement défaut à notre territoire. Un tel projet ne peut se concevoir lui aussi que de manière partenariale, avec les territoires voisins et les collectivités régionales et départementales, voire aussi l'État.

À partir d'un réseau ferré efficace, train et tramway, organisé sur des pôles d'échanges intégrés au territoire, plusieurs services de transports peuvent être imaginés pour le desservir en profondeur.

Ainsi, un réseau cohérent train - tram cars à haut niveau de service, cars et bus peut être développé sur les axes routiers structurants afin de compléter la constitution d'une réelle « étoile » de transports autour de Montpellier, complétée par des liaisons diagonales entre les autres pôles urbains économiques et de services.

A travers le Schéma Directeur des Mobilités, Montpellier Méditerranée Métropole a pour ambition de faire évoluer de manière significative les déplacements vers l'ensemble des modes alternatifs à la voiture individuelle que sont : les modes actifs (marche à pied, vélos,...), les transports publics, mais aussi, les utilisations collectives de l'automobile (covoiturage, autopartage, voitures électriques), grâce une politique volontariste en termes de report modal, fondée sur la multi-modalité.

Le Schéma Directeur des Mobilités s'inscrit ainsi dans cette démarche continue d'amélioration et de développement de la Mobilité Durable. Il doit constituer une traduction concrète de la stratégie globale de mobilité en cohérence avec les orientations des documents directeurs généraux de la collectivité

(SCoT, PDU, PCET, PLH, PLU(i), ...) et permettre dans sa déclinaison une articulation forte entre urbanisme et mobilité.

A ce titre, et compte tenu de la place qu'occupe le transport de marchandises dans l'espace public, une réflexion devra également s'engager sur la question du transport de marchandises en ville, qui représente 15% du trafic urbain, 30% de l'occupation de la voirie et 50% des émissions de particules fines.

La transformation de l'Agglomération en Métropole avec les transferts de compétence associés renforce son rôle et lui donne les moyens d'agir en veillant à la cohérence et à la synergie des politiques publiques du transport urbain, de la voirie et de l'espace public, des parcs et aires de stationnement, ...au service d'un même objectif : mieux partager l'espace public et prendre en compte des transports urbains et les modes actifs. La compétence de la Métropole en tant qu'aménageur du territoire est ainsi devenue globale, depuis la politique de l'habitat et de l'urbanisme jusqu'au dimensionnement des réseaux en passant par les orientations en termes de développement économique.

L'élaboration du Schéma Directeur des Mobilités est menée en concertation continue aussi bien avec les communes qu'avec les différents partenaires tant institutionnels qu'associatifs.

La phase de diagnostic, visant à déterminer les différentes orientations à donner au futur réseau, a été l'occasion d'échanges constructifs avec l'ensemble des 31 communes de la Métropole, mais aussi avec l'ensemble des partenaires : Etat, Région, Hérault Transport, associations nationales et locales. Ces échanges ont permis la construction d'un diagnostic fourni et étayé de l'état actuel du réseau et de faire émerger quelques pistes d'évolution.

Les propositions qui découleront des orientations stratégiques constitueront un ensemble de réponses qui devront permettre in fine la définition d'une vraie offre multimodale de mobilités durables, efficiente sur le plan financier et pertinente à l'échelle de chaque territoire. Cette offre redéfinie devra répondre également aux attentes et aux besoins exprimés par les communes durant la phase de diagnostic.

Ces propositions seront la traduction opérationnelle de la stratégie globale de développement de la mobilité durable.

Les constats établis par le diagnostic

Le diagnostic a identifié les principales lacunes du réseau de transport urbain de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est fortement structuré par le tramway, tant en terme de fréquentation (80% de la fréquentation du réseau) que d'offre (41% des kilomètres réalisés). Cette prépondérance du tramway est la résultante des investissements massifs consentis par la Métropole en faveur de ce mode depuis les années 2000.

L'absence d'étoile ferroviaire – seule existe sur le territoire une liaison d'Ouest en Est – rend d'autant plus difficile la mise en place de solutions alternatives crédibles à l'« autosolisme » pour les périurbains.

En ce qui concerne l'exploitation du réseau bus, celle-ci est handicapée par une vitesse commerciale faible associée à une absence d'aménagements sur voirie. Les aménagements en sites propres sont rares et la mise en place d'une priorité des bus aux feux est un chantier prioritaire.

L'amplitude de fonctionnement de ce mode pose la question de l'adéquation du service qu'il rend par rapport aux besoins de la population et notamment vis-à-vis des usages nocturnes.

Le système de Transport à la Demande (TaD), bien que l'un des plus souples d'utilisation en France (réservation possible jusqu'à 1h avant le passage du bus) s'avère mal adapté à des déplacements type domicile-travail.

La part modale vélo devrait bénéficier des excellentes conditions climatiques de la Région. Cependant, le manque d'aménagements deux roues sur l'espace public et notamment aux carrefours, ne facilite

pas le déplacement de l'utilisateur. De plus, le faible nombre de parcs à vélo sécurisés ne permet pas d'atteindre une facilité d'utilisation préalable nécessaire à un changement des habitudes.

D'autre part, le système de location de vélos en libre-service pourrait être renforcé (52 stations pour 400 vélos) en comparaison à d'autres métropoles de même nature (Nantes, Strasbourg...), d'autant qu'en moyenne, pour un vélo en libre-service mis en circulation, ce sont trois nouveaux vélos particuliers qui sont décomptés sur le territoire.

Enfin, l'impact des autres modes de déplacement reste aujourd'hui limité sur le territoire. L'autopartage est en développement par le biais d'une société privée – Modulauto – mais il reste confidentiel. En matière de covoiturage, la réponse de la Métropole est insatisfaisante quant au développement de ce système sur des courtes / moyennes distances. Un site de mise en relation indépendant du reste de l'offre en mobilité, tel qu'il existe aujourd'hui, ne peut attirer et/ou impulser réellement un report modal. Celui-ci nécessite souplesse d'utilisation, incitation pour les conducteurs, animation et aide à la multi-modalité.

Orientations stratégiques pour le Schéma Directeur des Mobilités

A la lumière de ces constats, il est proposé de retenir les orientations stratégiques suivantes :

1. Un réseau de grandes infrastructures pour améliorer la mobilité entre la Métropole, ses territoires voisins et la Grande Région

Les flux de déplacement irriguant le territoire métropolitain dépassent largement les limites administratives des 31 communes qui le composent.

L'Enquête Globale des Déplacements dans le Département 2012-2015 montre ainsi que l'aire d'influence montpelliéraine est beaucoup plus étendue ; allant de Sète à l'Ouest, Lodève au Nord, Lunel et Nîmes à l'Est, et Palavas, Carnon, La Grande Motte au Sud.

Ainsi, à l'heure où l'objectif est de repenser globalement les réseaux de transport de la Métropole, il conviendra dans le cadre du Schéma Directeur des Mobilités de s'affranchir des frontières administratives en coopération avec l'ensemble des acteurs de la chaîne des transports publics afin de proposer des offres de transport intermodales, interopérables et coordonnées à l'échelle de l'aire urbaine de Montpellier, s'appuyant notamment sur les Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) tels que ceux de Baillargues, Montpellier Saint-Roch et à terme la future gare TGV Montpellier-La Mède ainsi que sur les P+Tram.

Les différentes Voies Ferrées d'Intérêt Local présentes sur le territoire doivent ici être prises en compte pour définir la politique de déplacement de demain. La réactivation des Voies Ferrées d'Intérêt Local conditionnera notamment le développement d'un réseau ferroviaire régional type « RER » que la Métropole souhaite favoriser et accompagner pour réduire la pression automobile quotidienne aux entrées de notre territoire. Les actions à mettre en œuvre devront être coordonnées entre les autorités compétentes : Métropole, Région, Hérault Transport, Communautés de communes voisines afin de développer une offre de transport cohérente.

Cela nécessite également le renforcement des actions d'interopérabilité avec les autres Autorités Organisatrices à l'image du programme Kartatoo, permettant à un usager de circuler avec un même titre de transport sur les trains régionaux et les réseaux urbains. Le développement d'un système d'information multimodal souple et efficient à l'échelle de l'aire urbaine de Montpellier, comme le prévoit GEMDAM, deviendra indispensable pour aider le voyageur à préparer son déplacement et l'accompagner en temps réel.

En matière routière, la problématique posée par un engorgement toujours plus important des voies d'accès à la Métropole requiert une réponse adaptée et efficiente. Il s'agira donc de constituer un maillage d'aires de covoiturage, tant par l'entremise des grands Pôles d'Echange de Transport en Commun qu'aux abords des grandes infrastructures routières ou par le biais d'accords avec les grands pôles attracteurs en périphérie que sont, par exemple les zones commerciales. Ces nouveaux pôles ne verront leur attractivité s'accroître qu'à condition d'assurer un haut niveau de service à l'utilisateur (services de conciergerie, services de proximité,...).

2. Améliorer le report modal des actifs

Le report modal des actifs nécessite de proposer une offre beaucoup plus en adéquation avec leur demande de déplacement. Si les administrations sont globalement bien situées au regard de l'offre de transport, la desserte des zones d'activité de la Métropole (Eurêka/Millénaire, Campus Hôpitaux/Facultés, Salaison, Marcel Dassault, La Lauze...) n'est pas suffisamment attractive et souvent perfectible.

L'Enquête Globale des Déplacements dans le Département de l'Hérault 2014 a mis en avant qu'environ 75% des déplacements sont liés à des trajets pendulaires, dont 50% concernent les déplacements des actifs, soit 37,5 %. Ces déplacements sont prépondérants, et pourtant ils ne sont effectués que pour moins de 10% en transports collectifs et environ 3% en vélos.

Face à ce constat, le développement du vélo, et notamment du vélo électrique, devra être favorisé afin de constituer une réponse aux besoins de déplacement vers / depuis ces pôles. Des actions de promotion de ce mode devront être proposées, notamment auprès des entreprises par le biais des Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE). Ce mode de déplacement permettrait en effet d'irriguer en mobilité douce un territoire bien plus important qu'aujourd'hui. Pour ce faire, il est indispensable d'insister sur une sécurisation des carrefours et des itinéraires pour les modes doux ; cela passe par une implication forte sur la continuité cyclable et la qualité du stationnement.

Concernant les transports collectifs, l'absence de transport collectif « lourd » dans certaines zones de concentration d'actifs ne peut être que constatée ; cet état de fait porte, in fine, préjudice à l'attractivité du territoire quand on sait que l'accessibilité et la qualité du réseau de transport constituent l'un des deux principaux critères qui contribuent le plus à l'attractivité d'un territoire (*Sondage Opinionway réalisé en décembre 2014 pour Foncière des Régions*).

Aussi, le développement d'une offre attractive de desserte des principaux pôles d'activités sera recherché en mettant en œuvre les solutions techniques adaptées et en repensant le réseau de bus urbains dans une logique plus transversale et moins radiale.

De la même manière, la problématique de la Gestion des Temps sera au cœur de ces préoccupations, dans la continuité des mesures déjà mises en œuvre par le passé : par exemple, l'ajustement des heures de début de cours à l'université pour répondre aux phénomènes de saturation de la ligne 1 de tramway (15 minutes ont suffi !) ou la mise en adéquation des horaires des différents transports publics en fonction des heures de fonctionnement des collèges et des lycées.

3. Un rééquilibrage de l'offre au regard des besoins du périurbain métropolitain

La ville centre de la Métropole concentre 2/3 de la population et des emplois. Trois communes constituent des pôles intermédiaires et concentrent également de nombreuses activités économiques : Castelnau-le-Lez, Saint Jean de Védas et Lattes. Ces trois communes forment avec Montpellier un ensemble qui concentre plus des 3/4 de la population métropolitaine.

A cet ensemble s'ajoutent des pôles secondaires qui maillent le territoire et regroupent de nombreux emplois et services de proximité : zones d'activités, commerces, services publics, établissements scolaires...

Face à cette diversité, des réponses différenciées doivent être proposées en matière de transport et de mobilité, en déclinant l'ensemble des offres pertinentes pour les territoires concernés.

Ainsi, dans les zones urbaines les plus denses, les modes de transport « lourds » (tramway, bus à haut niveau de service) sont particulièrement adaptés et ont vu la construction de 60 km de lignes de tramway ; en complément, les modes dits « actifs » (vélo, marche à pied, ...) devront être développés.

A l'inverse, dans les zones plus excentrées à la densité de population plus faible, la voiture jouera toujours un rôle important dans la mobilité des habitants ; toutefois d'un usage « individuel », l'utilisation de la voiture doit devenir « partagée ». Des expérimentations nouvelles d'auto partage

et de covoiturage, basées sur les usages observés, devront ainsi être recherchées. En complément, les transports collectifs auront également un rôle à jouer ; toutefois, les réponses qui seront proposées en la matière devront s'adapter au plus près des besoins des habitants qui ne disposent pas d'une voiture. Le développement du Transport à la Demande (TaD) devra ainsi être recherché sur ces territoires ; sa mise en œuvre devra être pensée dans une logique de continuité territoriale qui tient compte des flux de déplacement propres à chaque bassin de vie. Ce nécessaire degré de finesse dans la connaissance des usages nous est apporté par les différentes enquêtes diligentées ces deux dernières années et nous offre la possibilité de mettre en place des solutions au plus haut niveau d'efficacité possible.

4. Un développement nécessaire de l'usage des deux-roues

Le vélo n'a pas réellement bénéficié de la baisse de la part de la voiture individuelle observée entre les Enquêtes Ménage Déplacement 2003 et 2014. Si la part des transports en commun s'est efficacement développée (plus 5 points en moyenne), on ne peut se satisfaire de la stagnation du vélo au vu de la conjoncture nationale (hausse de la part vélo générale en France) et des conditions climatiques locales.

Au regard de ce constat, un Schéma directeur dédié aux modes actifs devra être lancé. Il devra définir un panel de mesures pour promouvoir et développer l'usage des deux-roues sur le territoire. Ces actions devront porter à la fois sur une systématisation de la prise en compte des modes actifs dans les opérations d'aménagement de l'espace public (stationnement, continuité des itinéraires, jalonnement...), et sur des actions de promotion et de valorisation de ce mode à mener dans le cadre notamment des Plans de Déplacement des Entreprises (PDE).

Le développement de ces modes devra être recherché dans une optique de complémentarité avec les transports collectifs et au regard de leur domaine de pertinence, en terme d'usage et de rayonnement notamment. Dans ce cadre, la technologie du Vélo à Assistance Electrique a fait la preuve de son efficacité et autorise une nouvelle approche de ce mode (augmentation du champ d'action, baisse de l'influence de la topographie, etc.). Ce Schéma devra également s'appuyer sur le système VéloMagg en libre-service, qui a largement trouvé son public notamment depuis le recentrage opéré avec VéloMagg 2.

5. Covoiturage et Autopartage, des formes de mobilités partagées et dynamiques à intégrer dans une politique globale des déplacements

Le réseau de transport alternatif à la voiture individuelle est aujourd'hui presque exclusivement circonscrit aux réseaux de tramway et de bus. Or il est clair que ces deux modes de déplacement ne peuvent convenir à l'ensemble des besoins exprimés par les administrés de la Métropole et au-delà.

Il est donc nécessaire de repenser notre gestion des mobilités en accordant toute la place nécessaire aux mobilités partagées et dynamiques. A cette aune, l'autopartage et le covoiturage doivent permettre à la Métropole de répondre plus efficacement aux besoins spécifiques à certains usages et certains territoires.

Ainsi, en s'appuyant notamment sur les opportunités que nous offrent les nouvelles technologies, un nouveau service de covoiturage devra être imaginé. Ce nouveau service devra être développé en lien avec la gestion du réseau de transport collectif afin d'offrir souplesse et une masse critique suffisante pour permettre un réel essor de ce mode ; il devra également être porté par une animation forte pour accompagner et favoriser son essor.

En ce qui concerne l'autopartage, la Métropole pourra désormais choisir d'user de ses compétences sur l'espace public afin de rendre le mode plus attractif. Des places dédiées à l'autopartage pourront ainsi être développées sur l'espace public, et dans les parkings gérés par la Métropole. De même, l'autopartage pourrait représenter une alternative crédible au développement des flottes de véhicules d'entreprises, permettant à des sociétés de se tourner vers ce mode plutôt que de continuellement renouveler leur pool.

6. Les nouvelles technologies au service des nouvelles mobilités

Les récentes évolutions des nouvelles technologies constituent une opportunité pour la Métropole de proposer des outils de mobilité performants et innovants afin de simplifier les déplacements ; les usagers réclament de plus en plus des conditions de transport aisées, confortables, fiables, avec la possibilité de changements de trajet et de modes de transport. Ils souhaitent pouvoir être informés en temps réel, avec des réponses adaptées en fonction des circonstances et de leurs aspirations respectives. Le triptyque prédictivité/multimodalité/interopérabilité doit ainsi être le cœur des développements des futurs services Mobilité.

Les nouvelles technologies permettent de répondre à ces attentes ; les domaines d'application sont nombreux (information, tarification, stationnement, gestion multimodale...) et doivent bénéficier aussi bien aux usagers qu'aux collectivités.

En la matière, le territoire bénéficie d'un atout de taille avec « Montpellier French Tech » et son tissu d'entreprises innovantes. Il bénéficie également d'une longueur d'avance pour s'être engagé très tôt dans la « Smart City ».

Le projet EMMA qui sera déployé dans sa totalité en 2016 s'inscrit intégralement dans la perspective du développement de ces nouveaux outils, de même que les différents sites ou applications proposés aux usagers du réseau TaM.

7. Développer une démarche d'amélioration continue de l'offre

La Métropole, dans le cadre de son évaluation permanente des politiques publiques menées, souhaite donner la priorité à la construction d'outils d'aide à la décision efficaces. Ces outils seront construits sur la base de critères objectifs (densité de population, d'activité économique, pyramide des âges, projets d'aménagement,...) et fourniront ainsi tous les éléments nécessaires à l'adaptation de l'offre de transport.

L'offre devra également s'inscrire dans le temps et suivre les évolutions du territoire. Une prise en considération en amont des opérations d'aménagement de l'espace public ou de constructions nouvelles susceptibles d'avoir un impact sur la politique de mobilités, permettra une meilleure prise en compte des besoins de chacun.

8. Conserver la capacité d'agir par une maîtrise de la charge Transport

L'ensemble de ces orientations s'inscrit dans un contexte budgétaire tendu. La baisse des dotations de l'Etat et les risques qui pèsent sur le Versement Transport limitent les marges de manœuvre et obligent, plus que jamais, à faire preuve d'imagination d'autant plus que des investissements lourds seront à porter à court ou moyen terme pour réinvestir sur le patrimoine (Opérations de mi-vie du matériel roulant, installations fixes du tramway, voies ferrées, ...).

Aussi, les actions qui composeront le Schéma Directeur des Mobilités et qui doivent découler de la stratégie de mobilité doivent être soutenables, tant en termes d'investissement que de fonctionnement.

La Métropole aura la capacité en qualité d'autorité organisatrice des mobilités de mettre en œuvre ces axes stratégiques. Pour cela, elle pourra mobiliser l'ensemble de ses compétences en faveur du transport des personnes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les orientations stratégiques du Schéma Directeur des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole telles que présentées ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (4 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1105491-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION AVEC L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) POUR L'ACQUISITION DE BUS DE TRANSPORT URBAIN ET AUTRES SEGMENTS D'ACHATS - INTÉGRATION D'AQUA D'OC, RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - MODIFICATION DE L'ANNEXE 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération du 31 juillet 2014, le Conseil a approuvé la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain et d'autres segments d'achats.

Cette convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par Montpellier Méditerranée Métropole permet de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur les catégories d'achat suivantes :

- véhicules,
- mobilier et équipement général,
- services,
- médical,
- informatique et consommables.

Les bénéficiaires actuels, qui figurent à l'annexe 2 de la convention, sont les 31 Communes membres de la Métropole ainsi que certains organismes associés (SERM, SAAM, TaM,...).

Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015. Il s'agit d'un établissement public industriel et commercial pour la gestion et l'exploitation de l'eau potable et de l'eau brute, crée par la Métropole qui en assure le contrôle.

En conséquence et conformément aux termes de la convention avec l'UGAP, Aqua d'Oc, Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole peut être intégrée dans la liste des bénéficiaires en annexe 2 de ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de l'annexe 2 de la convention signée avec l'UGAP tel que proposé ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106569-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°8 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / Transdev - Montpellier, pour une durée de 8 ans, du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels le délégataire s'engage pour chacune des années de la convention.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2010, a intégré :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 du Conseil communautaire en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé « EMMA ») utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité proposés en alternative à la voiture particulière. Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°10600 du Conseil communautaire en date du 20 décembre 2011, a pris en compte :

- l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011 ;
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°4, approuvé par délibération n°11340 du Conseil communautaire en date du 20 décembre 2012, a porté sur :

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes ;
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun ;
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine ».

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°11606 du Conseil communautaire en date du 23 mai 2013 a ajusté le contrat en fonction :

- des modifications de phasage des opérations d'urbanisation autour des lignes de tramway, impactant les objectifs de déplacement pour 2013 et 2014,
- des montants de charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA réparties entre les partenaires du Groupement, initialement toutes chez Transdev-Montpellier

Délibération n° 13542

- des frais de personnel,
- des éléments techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°6 approuvé par délibération n°12452 du Conseil communautaire en date du 31 juillet 2014 a concerné :

- des ajustements de l'offre urbaine et suburbaine portant notamment sur le Transport à la Demande,
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation et actant les retards d'urbanisation,
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Enfin, un avenant n°7 approuvé par délibération n°12883 du Conseil de Métropole en date du 31 mars 2015 a pris en compte :

- les conséquences de la nouvelle grille tarifaire adoptée par le Conseil communautaire en date du 13 juin 2014, qui introduit à partir du 1er septembre 2014 une carte 10 voyages à 10 € ainsi qu'une diminution de 20 % du prix des abonnements jeunes mensuel et annuel;
- à partir de 2015, l'impact des travaux de bouclage de la ligne 4 de tramway sur les lignes urbaines 1, 2, 3, 4, 6, 7, 11 et des lignes suburbaines 18 et 32 ;
- à partir de 2016, la prise en compte de la nouvelle offre de service du bouclage ligne 4 ;
- l'impact de la fréquentation 2014 du transport à la demande.

Objet de l'avenant n°8 proposé :

L'avenant n°8 a pour principal objet d'intégrer les dernières modifications d'offre souhaitées par la Métropole et mises en œuvre par TaM / Transdev Montpellier depuis septembre 2015 :

- d'une part, la création d'une nouvelle ligne mixte TAD, la ligne 42 pour la desserte de la commune de Murviel-lès-Montpellier depuis/vers Montpellier ;
- d'autre part, la transformation de la ligne TAD n°40 (Saint Georges d'Orques) en ligne régulière venant en remplacement de la desserte par la ligne départementale n°117 ;
- enfin, la pérennisation sur les années 2015 à 2017, tel que convenu dans l'avenant 7, du niveau d'offre du Transport à la Demande (TaD).

A noter qu'en ce qui concerne le TaD, les coûts unitaires pour les années 2016 et 2017 seront rediscutés au cours de l'année 2016 par les deux parties sur la base des conclusions de l'audit réalisé par la Métropole.

D'autres adaptations d'offre, à l'impact financier moindre, ont également été prises en compte et sont détaillées dans l'avenant n°8.

Celui-ci intègre également :

- diverses décisions d'exploitations qui ont généré des économies ;
- une adaptation des objectifs de fréquentation correspondant aux évolutions d'offre de service des communes de la Métropole, ainsi qu'au report de 3 mois de la date de mise en service du bouclage de la 4^e ligne de tramway ;
- une prise en compte du changement de grille tarifaire des pôles d'échanges au 1er juillet 2015 en application de la Loi du 17 mars 2014 relative à la consommation (dite « Loi Hamon ») ainsi que les tarifs de la gare routière du pôle d'échanges Sabines appliqués aux autocaristes de tourisme ;
- diverses autres modifications ou réaffectations de lignes budgétaires non prévues initialement au contrat, tel que les rééchelonnements sur les charges de fonctionnement générées par le retard dans la mise en ligne du nouveau service EMMA WEB ;
- les conséquences de la suppression des maisons de proximité sur le nombre de dépositeurs à desservir et le volume des commissions.

Ces modifications impactant la Subvention Forfaitaire d'Exploitation impliquent la mise à jour de l'annexe 18.

En outre, l'avenant n°8 est aussi l'occasion de mettre à jour d'autres annexes :

Délibération n° 13542

- Annexes 5 et 6 concernant les programmes pluriannuels d'investissements,
- Annexe 7 concernant la définition des services en vigueur,
- Annexe 18 création d'un coût km marginal spécifique réduit pour la desserte de Juvignac,
- Annexe 19 tarification,
- Annexe 25 concernant l'avancement du projet EMMA et son financement.

Ces modifications ont des conséquences administratives, techniques et financières sur la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / Transdev-Montpellier.

En particulier le niveau d'offre prévisionnel total (annexe 18) sera le suivant :
(en milliers de kilomètres)

	2015	2016	2017
Offre kilométrique Avenant 8	13 362.7	13 512.3	13 522.5
<i>dont tramway</i>	<i>5 370.3</i>	<i>5 497.6</i>	<i>5 507.8</i>

Non compris les kilomètres des services spéciaux affrétés et des dessertes de soirée

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :
(en milliers de déplacements validés)

	2015	2016	2017
Objectifs de déplacements validés – Avenant 8	52 033.8	53 858.7	55 427.7

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et 8) sont les suivants :
(en milliers d'euros HT – valeur juin 2009)

	2015	2016	2017
SFE Avenant n°8	40 803.9	40 724.1	40 724.1
<i>Dont TAM</i>	<i>28 668.23</i>	<i>28 237.62</i>	<i>27 920.21</i>
<i>Dont Transdev-Montpellier</i>	<i>12 135.65</i>	<i>12 486.52</i>	<i>12 803.91</i>

non compris les indemnités tarifaires (au titre des articles IV.5.1 et 3 et articles IV.12.1 et 2) ni les compensations au tarif contractuel (sociales, scolaires et SMTCH) calculées par application de l'article IV.6 et assujetties à TVA, où les taxes refacturées au réel, conformément au chapitre IV de la Convention.

Le projet d'avenant n°8 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité lors de sa séance du 1^{er} décembre 2015.

Les crédits de fonctionnement correspondants sont prévus au budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°8 à la convention de délégation de service public des Transports Urbains,
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 65,
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 18/12/15
Déposé En Préfecture
Le : 18/12/15
Numéro de l'acte :
034-243400017-20151216-lmc1107505-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°3
AU MARCHÉ DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°2232 POUR
L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

TaM est ainsi chargé d'assurer le suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation pour un montant forfaitaire de rémunération de 13 193 669,91 euros H.T. (valeur août 2010).

Par délibération n°11816 du 24 septembre 2013, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au Mandat de TaM afin de :

- procéder aux adaptations nécessitées par le nouveau CCAG travaux et les nouvelles dispositions du Code des Marchés Publics,
- prendre en compte l'approbation de l'avant-projet général et fixer le coût d'objectif de l'opération.

Cet avenant est sans incidence financière sur la rémunération du mandataire.

Par délibération n°12127 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé l'avenant n°2 au marché de mandat afin d'autoriser TaM à engager la mission de préparation et de passation de 2 marchés à bons de commande sur une durée de 10 ans afin de couvrir l'ensemble des besoins en matière d'extension des systèmes d'aide à l'exploitation, radio et billettique.

Cet avenant n°2 est sans incidence ni sur le montant de l'opération, ni sur la rémunération forfaitaire du mandataire.

Le présent projet d'avenant n°3 a pour objet de prendre acte du lancement des travaux sur le seul bouclage de la Ligne 4. Il convient d'apporter les modifications contractuelles subséquentes en termes d'assiette du mandat, de montant de la rémunération du mandataire et de calendrier.

La nature des missions confiées à TaM dans le cadre du marché de mandat reste inchangée.

1) Programme de l'opération

✓ Linéaire d'opération

Le périmètre des travaux étant limité au seul bouclage de la ligne 4, le programme de l'opération est redéfini comme suit :

- études de la Ligne 5 jusqu'à la phase PRO comprise, sur le périmètre approuvé dans l'avant-projet par délibération n°11814 du 24 septembre 2013, soit entre Lavérune et Clapiers,
- Etudes niveau EXE et DCE, puis conduite des travaux sur le bouclage de la ligne 4, soit entre la place Edouard Adam et la place Albert I^{er}, sur un itinéraire empruntant successivement les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et Henri IV.

✓ Opérations complémentaires réalisées à l'occasion du Bouclage Ligne 4

Dans le cadre de l'opération, des travaux complémentaires ont été demandés par la Métropole et la Ville de Montpellier concernant des améliorations ou des compléments d'aménagement qu'elles souhaitent apporter au domaine public sur le linéaire des travaux du tramway. Cela concerne des améliorations de réseaux non impactés par le projet du bouclage de la ligne 4, des

aménagement qualitatifs de l'espace public et des études de variantes d'aménagement ou d'ouvrages complémentaires sur le linéaire étudié jusqu'à la phase PRO.

Les opérations complémentaires sur le bouclage de la Ligne 4 sont totalement intégrées, en études et travaux, au programme de l'opération ; les autres uniquement pour la phase d'études réalisée.

✓ Programme d'intervention sur le dépôt Jeune Parque

Dans le cadre de l'opération, des besoins supplémentaires de capacité de maintenance et de remisage du dépôt Jeune-Parque ont été exprimés.

Il est proposé d'engager dès à présent une première phase correspondant aux opérations de génie civil et d'équipement d'un 2ème tour en fosse pour 2,3 M€ HT (valeur mars 2009) ainsi qu'une partie des voies d'accès à cet équipement pour 1,5 M€ HT (foncier, appareils de voie, plate-forme, support) et d'atelier pour 0,4 M€ HT (colonne de lavage, magasin ...).

Le choix du contenu de cette 1ère phase est lié aux difficultés actuelles et aux risques de panne du matériel vieillissant, dont les conséquences en termes d'exploitation seraient dramatiques pour le service à l'utilisateur.

Le délégataire de la DSP Transport sera appelé en financement connexe à hauteur et dans la limite de 1,2 M€ HT (valeur août 2010).

Une 2ème phase d'extension du dépôt Jeune Parque permettra à l'horizon fin 2021 d'étendre la zone d'atelier et de remisage. Ce complément comprendra la couverture et l'équipement de la voie de levage A5 pour un montant estimé à 2,6 M€ HT (valeur mars 2009) et des voies de remisage pour 1,7 M€ HT (valeur mars 2009).

✓ Etudes supplémentaires

L'avenant prévoit le suivi d'études supplémentaires, permettant de répondre à des besoins complémentaires à venir.

2) Définition des tranches du mandat

Le programme de la tranche ferme est réduit au programme de l'opération tel que défini ci-avant.

Les tranches conditionnelles 1 (extension nord Clapiers - Prades le Lez) et 2 (extension ouest Ovalie - Lavérune) sont inchangées.

Une tranche conditionnelle 3 est créée pour l'extension Phase 1 du centre de maintenance Jeune Parque, et une tranche conditionnelle 4 pour son extension Phase 2.

Une tranche conditionnelle 5 est créée pour d'éventuelles études supplémentaires.

Le délai maximal d'affermissement des 3 nouvelles tranches conditionnelles est défini comme suit :

TC3 : affermissement au plus tard le 1^{er} février 2016.

TC4 : affermissement au plus tard le 1^{er} juillet 2019.

TC5 : affermissement au plus tard le 30 juin 2016.

3) Enveloppe financière de l'opération

L'enveloppe financière de l'opération est fixée à 76,8 millions d'euros HT (valeur mars 2009).

4) Calendrier de réalisation

La date de mise en service prévisionnelle du bouclage de la ligne 4 est envisagée au 2^{ème} trimestre 2016.

La date prévisionnelle d'expiration du mandat est fixée au 31 décembre 2021.

5) Rémunération du mandataire

Le montant initial de la rémunération du mandataire toutes tranches confondues s'élevait à l'attribution du marché à 13 193 669,91 euros HT (valeur août 2010), hors opérations complémentaires, relatif à un montant d'opération de 330 Millions d'euros HT.

Le montant total de la rémunération du mandataire sur le périmètre redéfini est ramené à 11 353 981 euros HT (valeur août 2010).

Compte tenu des modifications apportées sur le montant de la rémunération, il est convenu d'intégrer une clause de revoyure en cas d'écart de plus ou moins 5% entre les dépenses réelles engagées pour la conduite du mandat et le montant de la rémunération.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 1^{er} puis le 15 décembre 2015 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 au marché de mandat n°2232 de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation du bouclage de la 4ème ligne de tramway,
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc197661-DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VOIRIE
ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE
ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, PRADES-LE-LEZ ET LATTES - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application de la convention de gestion provisoire, les communes assurent au titre de l'année 2015, au nom et **pour le compte** de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1^{er} janvier 2015.

C'est notamment le cas des communes de Beaulieu, Prades-le-Lez et Lattes.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les conseils municipaux ont approuvé les versements de fonds de concours suivants par délibérations le 17 novembre pour Beaulieu, le 18 novembre pour Prades-le-Lez et le 20 novembre pour Lattes.

Commune de Beaulieu :

La présente délibération annule et remplace la délibération n°13123 du 29 juin 2015.

Pour l'opération **d'aménagement du chemin piéton de la Chapelle** d'un montant TTC de 12 786 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 5 100 euros HT, soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de **réhabilitation des chemins de la plaine agricole** d'un montant TTC de 85 247 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 34 800 euros HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de **réhabilitation du chemin de la Déchetterie** d'un montant TTC de 5 089 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 2 000 euros HT, soit 47 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de **travaux avenue de Saint Génies - électricité** d'un montant TTC de 26 574 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 10 000 euros HT, soit 38 % du montant prévisionnel de l'opération.

Commune de Prades-le-Lez :

Pour l'opération **d'intégration dans le domaine public de l'impasse du ruisseau du Nouau - défense incendie** d'un montant TTC de 15 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du

budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 6 000 euros HT, soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux des conteneurs enterrés d'un montant TTC de 15 740 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 6 400 euros HT, soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération d'aménagement des voiries communales d'un montant TTC de 20 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 8 000 euros HT, soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération d'aménagement piéton et parking devant la résidence Natura d'un montant TTC de 10 460 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 4 200 euros HT, soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de mise en place système extinction éclairage public nocturne d'un montant TTC de 4 314 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 1 635 euros HT, soit 45 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération d'aménagement pluvial Rue du Clos d'un montant TTC de 6 102 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 2 400 euros HT, soit 47 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de réfection rue du Plô Midi d'un montant TTC de 85 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 29 000 euros HT, soit 41 % du montant prévisionnel de l'opération.

Commune de Lattes :

Pour l'opération de travaux avenue de Fréjorgues d'un montant TTC de 490 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 150 356 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de travaux place de l'Europe d'un montant TTC de 189 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 63 347 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux dans le quartier Lattes - Centre d'un montant TTC de 567 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 190 099 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux dans le quartier Maurin d'un montant TTC de 360 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 120 660 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux dans le quartier Boirargues d'un montant TTC de 100 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 33 517 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux dans le quartier Les Ecarts d'un montant TTC de 26 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 8 714 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux de petits aménagements de voirie d'un montant TTC de 101 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 33 852 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de modernisation de l'éclairage public d'un montant TTC de 52 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 4 784 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de travaux d'assainissement pluvial Céreirède d'un montant TTC de 37 100 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 12 435 € HT, soit 40 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits au budget au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions après approbation concordante des communes de Beaulieu, Prades-le-Lez et Lattes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1107476-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le seize décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme M. BODKIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-F. AUDRIN, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, Mme E. LLORET à M. J. RAYMOND, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à M. C. MEUNIER, M. J. VERA à M. J.-M. ALAUZET.

Absent(es):

M. J.-L. COUSQUER, Mme C. NAVARRE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°2958TV12 - FOURNITURE ET POSE DE MATÉRIEL DE JALONNEMENT DIRECTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie, la Communauté d'Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, réalise sur l'ensemble de son territoire la mise en place et la gestion des équipements de jalonnement directionnel (environ 3900 mâts), en cohérence avec le schéma directeur de jalonnement existant.

Par délibération n°10913 du 24 mai 2012, le Conseil a approuvé le lancement de l'appel d'offres et autorisé la signature du marché 2958TV12 relatif à la fourniture et à la pose des équipements de jalonnement directionnel ; l'exécution de ces prestations est réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande à prix unitaires, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Par délibération n°11479 du 21 mars 2013, le Conseil a approuvé le projet d'avenant n°1 relatif à l'intégration de prix nouveaux dédiés au jalonnement dynamique.

Avec la création de la Métropole et la fin des conventions de gestion provisoire conclues avec les communes au 31 décembre 2015, la Métropole doit garantir la continuité de service et notamment assurer les besoins non couverts par les marchés publics transférés des communes.

Pour ce faire, il est proposé de compléter le bordereau des prix du marché n°2958TV12, notamment pour ce qui relève de prix concernant la fourniture et pose d'équipements piétons, de parcs d'activités, de portiques et de potences. L'ajout de ces prix nouveaux, relatifs à des prestations marginales par rapport aux prestations courantes dudit marché, ne bouleverse pas l'économie générale du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au marché n°2958TV12 de fourniture et pose du jalonnement directionnel,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire, et prendre toute décision relative à son exécution.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18/12/15

Déposé En Préfecture

Le : 18/12/15

Numéro de l'acte :

034-243400017-20151216-lmc1106178-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2

DECISIONS

N°D2015-475 - 16/11/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

404

Avenant n°1 au marché 3204EA12 d'aménagements de la Mosson - secteurs intermédiaires et basse vallée - Études écologiques complètes et évaluation d'incidences

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3204EA12 d'aménagements de la Mosson – secteurs intermédiaires et basse vallée – Études écologiques complètes et évaluations d'incidences, est passé avec LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERES, sise à Prades-le-Lez. Il concerne l'élargissement de la zone d'études écologiques, la réalisation d'un inventaire spécifique de la Cistude d'Europe sur le secteur initial, et l'augmentation du délai de réalisation du marché afin de réaliser ces nouvelles prestations. Le montant de cet avenant s'élève à 3 520 € H.T. Le délai de réalisation du marché est porté de 12 mois à 14 mois. Le nouveau montant du marché s'élève à 25 424,20 € H.T.

N°D2015-509 - 27/10/15 - Direction de la Culture

406

Décision relative à la gratuité de la conférence au Planétarium à l'occasion de la "Fête de la Science" 2015

Objet : Le Planétarium participera à la "Fête de la Science" 2015 en proposant une conférence grand public avec un journaliste scientifique, Guillaume Cannat. Le principe de labellisation de manifestations pour cette fête est celui de la gratuité. Aussi, la décision prévoit exceptionnellement la gratuité pour cette conférence.

N°D2015-525 - 19/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

408

Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon des parcelles constituant une partie du domaine de Viviers sur les Communes de Clapiers et Jacou

Objet : Il s'agit d'une convention de mise à disposition au profit de la SAFER LR des parcelles constituant une partie du domaine de Viviers sur les communes de Clapiers et Jacou pour une contenance totale de 45ha 57a 58ca. Cette convention est consentie moyennant une indemnité annuelle de 6 830 €.

N°D2015-546 - 27/10/15 - Direction des Transports et de la Voirie

410

Décision relative à l'attribution du marché n°8.581 portant sur les travaux de serrurerie pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°8.581 portant sur des travaux de serrurerie à l'entreprise ARTEL de Toulouse, suite à une consultation. Le montant de ce marché à prix forfaitaire est de 146 981,34 € H.T. et pour une durée prévisionnelle de 8 mois.

N°D2015-549 - 12/11/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

412

Décision relative à un marché n°3810EA15 de renouvellement de deux conduites d'eau potable, sur l'avenue de Palavas à Montpellier, marché subséquent à l'accord cadre 3398EA13

Objet : Un marché de travaux subséquent est passé avec le groupement SADE/RAZEL BEC au titre de l'accord-cadre 3398EA13. Il concerne le renouvellement de deux conduites d'eau potable DN150 et DN80 sur l'avenue de Palavas à Montpellier. La durée d'exécution des travaux proposée par le titulaire est de 4,5 mois. Le montant estimatif des travaux est de 385 726, 46 € T.T.C.

N°D2015-555 - 27/11/15 - Direction des Ressources Informatiques

414

Décision relative à un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-01 de maintenance et d'assistance du système de caisse de billetterie, boutique et réservation du musée Henri Prades du site archéologique Lattara

Objet : Un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-01 de maintenance informatique et d'assistance est conclu avec la société IREC sise à JAUNAY-CLAN. Ce contrat concerne le système de caisse de billetterie, boutique et réservation installé au musée Henri Prades du site archéologique Lattara. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015 et sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 377,52 € T.T.C. décomposé comme suit : maintenance matériels : 2 033,52 € T.T.C., maintenance logiciels : 1 704 € T.T.C. et assistance hotline : 2 640 € T.T.C.

N°D2015-556 - 27/11/15 - Direction des Ressources Informatiques	
Décision relative à un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-IP-01 d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques installé au musée Henri Prades du site archéologique Lattara	416
Objet : Un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-IP-01 d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques est conclu avec la société IREC sise à JAUNAY-CLAN. Il concerne le système de caisse de billetterie, boutique et réservation installé au musée Henri Prades du site archéologique Lattara et prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015.	
Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 288 € T.T.C.	
N°D2015-557 - 26/10/15 - Direction des Ressources Informatiques	
Décision relative à un avenant n°1 au contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis	418
Objet : Un avenant n°1 au contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis est conclu avec la société NEOPOST FRANCE sise à Nanterre. Il concerne la solution logicielle MesEnvois.fr installée au service Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet le 22 mai 2016 pour une durée de 4 mois. Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant du contrat initial.	
N°D2015-558 - 27/10/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	
Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la société Mutuelle Assurance des Instituteurs de France (M.A.I.F) de biens immobiliers situés 295 rue Léon Blum, 34 000 Montpellier	420
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de la société Mutuelle Assurance des Instituteurs de France (M.A.I.F) d'un ensemble de locaux situés 295 rue Léon Blum à Montpellier, ainsi que de onze places de Parking en sous-sol. Le prix de vente est d'un million sept cent cinquante-deux mille euros (1 752 000 euros) net vendeur.	
N°D2015-563 - 05/11/15 - Direction de la Culture	
Décision relative à la conclusion d'un marché pour la réalisation des missions de géomètre et de services connexes dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	422
Objet : Un marché à bons de commande est conclu avec la société Bilicki Dhombres Osmo sise à Montpellier pour la réalisation des missions de géomètre et de services connexes dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, confiées à la SAAM par convention de mandat d'études préalables. Ce marché est conclu sans minimum, et avec un maximum de 40 000 € H.T. Il prend effet à compter de la date de notification du premier bon de commande et pour une durée de 4 ans.	
N°D2015-564 - 05/11/15 - Direction de la Culture	
Décision relative à un marché d'études géotechniques et de services connexes dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	424
Objet : Un marché à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 20 000 € H.T, pour la réalisation d'études géotechniques et de services connexes dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole réalisé par la SAAM, est conclu avec la société GINGER CEBTP, sise à Jacou. Le marché prend effet à compter de la date de notification du premier bon de commande et pour une durée de 3 ans.	
N°D2015-565 - 05/11/15 - Direction de la Culture	
Décision relative à un marché de diagnostic architectural et structure dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	426

Objet : Un marché de diagnostic architectural et structure dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec le groupement GINGER CEBTP-Cabinet TRAVERSIER. Ce marché à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 50 000 € H.T. est conclu pour une durée d'un an et prend effet à compter de la date de notification du premier bon de commande.

N°D2015-573 - 28/10/15 - Direction des Finances

Clôture de la régie d'avances du Musée de l'Histoire de la France en Algérie

428

Objet : La régie d'avances du Musée étant sans activité, il convient de la clôturer. Cette décision a été validée par le comptable.

N°D2015-576 - 27/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société IMAIOS pour des locaux au sein du bâtiment MIBI

430

Objet : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er juin 2014 est conclu avec la société IMAIOS pour l'extension sur une surface de 27,90 m² constituée du module B2.26 au sein du bâtiment MIBI à compter du 1er novembre 2015. A compter de cette dernière date, la durée d'occupation de la surface complémentaire est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 mai 2017 et pour une redevance mensuelle de 2 410,18 € H.T et H.C. pour la surface totale de 178,40 m² qu'elle occupe dans le MIBI, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-578 - 28/10/15 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes & d'avances du Protocole

432

Objet : La décision n°2006-456 modifiée, est complétée comme suit :

La régie encaisse les produits suivants :

- Location du Domaine de la Providence (415, avenue du mondial de Rugby 2007 à Montpellier) :
 - Location salle de réception et dépendance avec une cuisine,
 - Location de terrasse et équipements extérieurs,
 - Location de la salle de réception du rez-de-chaussée avec cuisine et sanitaires,
 - Location de l'ancienne chapelle – salle de réunion,
 - Location de la totalité du Domaine de la Providence (hors bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, situés au 1^{er} étage)
- Location de la Salle Pelloutier (50 place Zeus à Montpellier).
- Dans le cadre de la « Fête des Vignes » qui se déroule une fois l'an, sur une période inférieure à cinq jours, la régie encaisse également des produits pour compte de tiers, un ticket donnant droit à un verre et à des dégustations. Les fonds collectés sont destinés à être reversés à une association à visée humanitaire (caritative, médicale...). Les modalités de fonctionnement de la régie et de reversement des sommes seront fixées par convention passée avec l'organisme bénéficiaire, lorsqu'il aura été désigné.
- Les cautions : Le montant maximum des avances consenties est de 10 000 €. Le versement d'un chèque de caution d'un montant de 1 800 € est demandé pour la location du Domaine de la Providence et de 1 500 € pour la location de la Salle Pelloutier. Le chèque de caution est encaissé au-delà d'un mois.

N°D2015-580 - 28/10/15 - Direction des Transports et de la Voirie

Bouclage de la 4ème ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Tabac des Facs

434

Objet : Conformément à l'avis rendu par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable le 25 septembre 2015, la Métropole indemnise M. Christian LEONE, représentant le commerce TABAC DES FACS, sis 2 Boulevard Henri IV à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway. Cette indemnisation d'un montant de 11 301 € couvre la période de janvier à juin 2015 ; elle n'est pas soumise à la TVA.

N°D2015-581 - 28/10/15 - Direction des Transports et de la Voirie	436
Bouclage de la 4ème ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Pâtisserie La Menzel	
Objet : Conformément à l'avis rendu par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable le 25 septembre 2015, la Métropole indemnise M. Lotfi ASSADI, représentant le commerce SAS « Pâtisserie La Menzel », sis 17 Boulevard Ledru Rollin à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway. Cette indemnisation d'un montant de 2 348 € couvre la période de janvier à juillet 2015 ; elle n'est pas soumise à TVA.	
N°D2015-582 - 28/10/15 - Direction des Transports et de la Voirie	438
Bouclage de la 4ème ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Bar Le Black Pearl II	
Objet : Conformément à l'avis rendu par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable le 25 septembre 2015, la Métropole indemnise M. BOFFETTI, représentant le Bar le BLACK PEARL II, sis 2 Boulevard Pasteur à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway. Cette indemnisation d'un montant de 9 094 € couvre la période de janvier à juin 2015 ; elle n'est pas soumise à la TVA.	
N°D2015-583 - 28/10/15 - Direction des Transports et de la Voirie	440
Bouclage de la 4ème ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Fleuriste Au nom de la rose	
Objet : Conformément à l'avis rendu par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable le 25 septembre 2015, la Métropole indemnise Mme Yousria BOUDEMAGH gérante, représentant la SARL MAGTIR, enseigne AU NOM DE LA ROSE, sis 1 Boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway. Cette indemnisation d'un montant de 2 599 € couvre la période de janvier à mars 2015 ; elle n'est pas soumise à la TVA.	
N°D2015-584 - 27/10/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	442
Décision relative à la conclusion d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Yves Nurit	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole a conclu un contrat de location avec Monsieur Yves Nurit. Le contrat porte sur une maison d'habitation situé 590 rue de la Cavallade à Montpellier. La durée de la location est de 6 ans à compter de la signature, pour un loyer annuel de 15 606 € H.T., payable mensuellement. La décision D2015-537 est abrogée.	
N°D2015-585 - 12/11/15 - Direction des Sports	444
Décision relative à la passation d'un avenant n°1 au marché 3109 - lot 1 - Fourniture de matériel de traitement d'eau des piscines de la Métropole	
Objet : Un avenant n°1 au marché n°3109, lot 1, de fourniture de matériel de traitement d'eau est passé avec la société CHAVEROCHE sise à LATTES. Il concerne l'acquisition de pompes de filtration pour les piscines gérées par la régie technique des piscines, la reconstitution d'un stock de pompes en prévention de l'usure rapide de ce type de matériels. Le montant du présent avenant s'élève à 4 500 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 34 500 € H.T.	
N°D2015-586 - 27/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	446
Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARRIMAGE INTERNATIONAL dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	
Objet : La candidature de la société ARRIMAGE INTERNATIONAL est agréée en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la formation continue pour adultes. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot M2 de 199 m² pour une période de 36 mois. ARRIMAGE INTERNATIONAL emploie actuellement 5 personnes et projette d'atteindre 6 personnes à 3 ans.	
N°D2015-587 - 03/11/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets	448
Décision relative à la signature d'un avenant n°2 au marché n°3158GD12 de mission de contrôle extérieur de mise en œuvre de la couverture définitive de l'ISDnd de CASTRIES	

Objet : La planification des travaux de couverture définitive du casier n°2 a été modifiée pour tenir compte des apports non réguliers en matériaux argileux nécessaires à sa constitution.

Il convient en conséquence de prolonger la durée du marché d'un an. Un avenant n°2 au marché n°3158GD12 de prestations de services est donc conclu avec la société BURGEAP sise à AVIGNON. Le montant du marché est inchangé et toutes les autres dispositions du marché ne sont pas modifiées par le présent avenant.

N°D2015-588 - 27/10/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "GRAS Odile épouse BAQUES, GRAS Sylvie épouse AIT-CHADI, ROCHE Huguette veuve GRAS - Juridiction de l'expropriation"

450

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à la saisine du Juge de l'expropriation par Madame Odile GRAS épouse BAQUES, Madame Sylvie GRAS épouse AIT-CHADI et Madame Huguette ROCHE veuve GRAS pour fixation judiciaire du prix au titre de l'expropriation d'une emprise de 5 191 M2 sur la parcelle cadastrée CN n°15 sise lieu dit Soriech à Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse Vallée du Lez.

N°D2015-589 - 10/11/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°4007EA15 de suivi environnemental des travaux de traversée du Lez

452

Objet : Un marché n°4007EA15 de suivi environnemental des travaux de traversée du Lez est passé avec la société BRL Ingénierie sise à NIMES. Il est conclu pour une durée de 20 mois à compter de sa notification et pour un montant de 22 020 € H.T.

N°D2015-590 - 10/11/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3627EA14 d'identification et levés topographiques des réseaux d'eaux usées sur la commune de Montpellier - secteur centre

454

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3627EA14 d'identification et levés topographiques des réseaux d'eaux usées sur la commune de Montpellier - secteur centre, est passé avec le groupement BILICKI DHOMBRES OSMO/ CABINET PAGES-TIP, représenté par l'entreprise mandataire BILICKI DHOMBRES OSMO sise à MONTPELLIER. Il concerne l'augmentation du nombre de regards à identifier et du délai du marché qui passe de 36 semaines à 41 semaines d'exécution. Le présent avenant s'élève à 16 190,96 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 136 123,96 € H.T.

N°D2015-591 - 26/10/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°3888MG15 de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs

456

Objet : Un marché n°3888MG15 relative à une prestation de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs est passé avec l'entreprise SCE SA sise à Blagnac. Il concerne la maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs pour le siège de Montpellier Méditerranée Métropole et prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Le montant du marché s'élève à 8 208,00 € H.T. soit 9 849,60 € T.T.C.

N°D2015-592 - 18/11/15 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de films

458

Objet : Des contrats d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de la Métropole sont conclus avec les Sociétés Cosmographe Productions, les Films d'Ici Méditerranée, Pages & Images pour les films suivants :

-Cosmographe Productions : « La Cité du Soleil », « Les mondes intérieurs ».

-Les Films d'Ici Méditerranée : « On dirait le Sud » (épisode 1 à 8).

-Pages & Images : « Coupez. Moteur », « Entre miel et terre », « Ames Vagabondes », « Y Volveré », « Un jardin dans la ville », « Contre-Temps », « Un chat sur l'épaule », « UnderGronde ».

Chacun des contrats est conclu pour une durée de 10 ans à compter de la date de sa signature et pour les montants forfaitaires suivants :

-Cosmographe Productions : 776 € T.T.C.
 -Les Films d'Ici Méditerranée : 3 328 € T.T.C.
 -Pages & Images : 3 120 € T.T.C.

N°D2015-594 - 26/10/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3712MG15 "Acquisition, Livraison et Maintenance de Photocopieurs" pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole 460

Objet : Un marché à bons de commande ayant pour objet l'acquisition, la livraison et la maintenance de photocopieurs est conclu avec la société Canon Fac-Similé sise à Montpellier. Le montant global du marché, prestations de maintenance comprises, ne pourra dépasser 152 000 € H.T. sur la durée total du marché, soit 8 ans.

N°D2015-595 - 05/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 14p, 28 et 29 - Commune de Clapiers 462

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est de collecte des eaux usées sur la commune de Clapiers, projet déclaré d'utilité publique en 2007, et prorogé jusqu'en 2017, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées BX n°28 et 29, et une partie de la parcelle cadastrée BX n°14 situées au lieudit Le Lez à Clapiers, pour une surface totale de 3 849 m². Le prix d'acquisition est de 31 0000 euros toutes indemnités comprises (dont 3 727,27 euros d'indemnités de emploi).

N°D2015-596 - 12/11/15 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°4037DS15 concernant la fourniture de carte RFID pour le réseau des piscines 464

Objet : Étant donné la nécessité d'harmoniser le fonctionnement des entrées dans le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, et en prévision de l'intégration future de la piscine Héraclès de Saint-Brès en cours de réalisation, il est nécessaire de recourir à la passation d'un marché à bons de commande pour la fourniture de cartes RFID (identification par radio fréquence). Le marché n°4037DS15 est passé avec la société BIMIER MARQUAGE sise à ANGERS pour une durée d'un an reconductible 2 fois et pour un montant global de 75 000 € H.T.

N°D2015-597 - 16/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société DP RESEARCH INSTITUTE 466

Objet : La société DP RESEARCH INSTITUTE S.A.S. souhaite renforcer sa R&D (Recherche & Développement) à Montpellier par des collaborations avec les acteurs locaux dans le domaine de la programmation informatique en bénéficiant d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI. La domiciliation est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable deux fois sur avis du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole. Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 18,73 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-598 - 26/10/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3268MG13, fourniture de carburants avec cartes accréditées - Avenant de transfert 468

Objet : La société Total marketing Services (T.M.S) a effectué l'apport de sa branche complète et autonome d'activités en France à sa filiale Total Marketing France (T.M.F) avec effet au 1er Juin 2015. Un avenant de transfert n°1 au marché n°3268 doit être passé en vue du transfert à la société Total Marketing France immatriculée sous le n° RCS 531 680 445 des prestations exercées jusqu'alors par Total Marketing Services.

N°D2015-599 - 05/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB n°5 - Commune de Lattes 470

Objet : Dans le cadre du projet de création d'une réserve foncière déclaré d'utilité publique dans le secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV sur le territoire de la Commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle CB n°5 appartenant à l'Indivision PUJOL-OLLIER. Le prix d'acquisition est de 83 426 euros toutes indemnités comprises dont 8 266

euros d'indemnités de emploi.

N°D2015-600 - 28/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Parcelle cadastrée section SW n°26p - Commune de Montpellier 472

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Société Autoroutes du Sud de la France (ASF) une convention d'occupation temporaire jusqu'au 31 mars 2016 au plus tard, sur une partie de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section SW n°26 (Domaines de Beauregard). ASF doit occuper temporairement une emprise approximative de 213 m² sur la parcelle précitée afin de permettre la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre de la mise en œuvre des travaux induits par le déplacement de l'autoroute A9. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-602 - 09/11/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché subséquent n°4004EA15 de l'accord-Cadre n°3398EA13 concernant la sécurisation AEP étage 80 - secteur Ovalie - Boulevard Paul Valéry sur la commune de Montpellier 474

Objet : Un marché subséquent n°4004EA15 de Sécurisation AEP Etage 80, - Secteur Ovalie - Boulevard Paul Valéry sur la commune de Montpellier a été attribué, dans le cadre de l'accord-cadre n°3398EA13, au groupement SCAM/FAURIE/BRAULT pour un montant de 106 823,50 € H.T. et pour une durée de deux mois. L'entreprise SCAM TP est mandataire solidaire du groupement conjoint sis COURNONSEC.

N°D2015-603 - 18/11/15 - Direction de la Culture

Fond d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "États de chocs" 476

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Etats de chocs » diffusé à Villeneuve-lès-Maguelone. Ce marché est conclu avec la Compagnie Internationale Alligator et la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 635, 25 € T.T.C.

N°D2015-604 - 05/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AW n°1, 2, 6, 50, 52 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et les parcelles cadastrées BN n°50, 51, 52 - Commune de Fabrègues 478

Objet : Il s'agit de l'acquisition auprès de l'État (Ministère de la Défense) des parcelles cadastrées AW n°1, 2, 6, 50, 52, pour une contenance de 254 065 m², située sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et BN n°50, 51, 52, pour 26 621 m² sur la commune de Fabrègues. Il s'agit du stand de tir de La Madeleine, à Villeneuve-lès-Maguelone et des terrains avoisinants. Le projet de la Métropole est la réhabilitation du stand de tir existant et la constitution d'une réserve foncière à long terme. Cette acquisition est consentie et acceptée au prix de 421 000 €.

N°D2015-605 - 05/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AS n° 36 - 76 - 84 - 86 et 87 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone 480

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone les parcelles cadastrées section AS n°36, 76, 84, 86 et 87, d'une contenance totale de 25 969m². Ces parcelles sont nécessaires à la réalisation de bassins de rétention et à la mise en œuvre de mesures de compensation écologique imposées par l'extension de la ZAC Charles Martel. L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 31 162,80 €.

N°D2015-606 - 18/11/15 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'octobre et novembre 2015 - Ecole de cirque Balthazar 482

Objet : Dans le cadre de la manifestation 'La Métropole en fête' en direction des publics 11-17 ans, Montpellier Méditerranée Métropole achète, pour un montant de 2 760 € T.T.C., la prestation d'animation cirque de l'école de cirque Balthazar.

N°D2015-607 - 18/11/15 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'octobre et novembre 2015 - Ecole de cirque Zépétra 484

Objet : Dans le cadre de la manifestation "La Métropole en fête" en direction des publics 11-17 ans, secteur Est de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque de l'école de cirque Zépétra pour le montant de 2 669 € T.T.C.

N°D2015-608 - 27/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MATOOMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega 486

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société MATOOMA pour une période de douze mois à compter du 1er novembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MATOOMA pour la surface de 223,38 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 3 017,86 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-609 - 27/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCTIPAS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega 488

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OCTIPAS pour une période de 6 mois à compter du 1er novembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OCTIPAS pour la surface de 44,92 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 653,59 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-610 - 26/10/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché de mission d'assistance et de conseil permanent n°4124AJ15 dans le cadre de l'accompagnement dans la gestion des contrats et des divers problèmes d'assurances rencontrés par Montpellier Méditerranée Métropole 490

Objet : Un marché de conseil n°4124AJ15 est passé avec le Cabinet JULIEN. Il concerne une mission d'assistance et de conseil dans le cadre de la gestion de contrats et divers problèmes d'assurances que Montpellier Méditerranée Métropole est susceptible de rencontrer. Le marché prend effet au 1er janvier 2016 pour une durée de 12 mois et pour un montant de 3 600 € H.T.

N°D2015-611 - 27/10/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la réforme et à la cession à titre gratuit de vélos vétustes du pack Vélo Mobilité 492

Objet : Des vélos du Pack Vélo Mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, portant les numéros de parc 71, 88, 91, 107, 132, 147, 155, 168, 189, 205, 226, de par leur vétusté, sont mis à la réforme. Ils sont cédés à titre gratuit à l'association "Les amis et Compagnons Emmaüs", ZAC Saint Antoine, 34130 Saint Aunès.

N°D2015-612 - 28/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage - Section EB n° 258 - Commune de Lattes 494

Objet : Dans le cadre de l'entretien des berges du Lez sur la commune de Lattes (notamment faciliter l'accès aux engins d'entretien) et la création d'un accès vélo-piéton à la digue, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles nouvellement cadastrées EB n°258 et 260, situées lieudit Tournefort à Lattes, d'une surface totale de 2 019 m² appartenant à Monsieur SENEGAS Alain. Ce dernier reste propriétaire des parcelles nouvellement cadastrées EB 259 et 261, qui sont enclavées. Dès lors Montpellier Méditerranée Métropole consent une servitude de passage à titre gratuit à Monsieur SENEGAS sur la parcelle nouvellement cadastrée EB N 258.

N°D2015-614 - 05/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une acquisition foncière - Parcelles EB n° 258 et 260 - Commune de Lattes 496

Objet : Dans le cadre de l'entretien des berges du Lez à Lattes et pour faciliter l'accès aux engins d'entretien et dans le but de créer un accès piéton et vélos, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles nouvellement cadastrées EB n°258 et 260, situées lieudit Tournefort à Lattes, d'une superficie totale de 2 019 m², auprès de Monsieur Alain SENEGAS pour un montant

de 10 020 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°D2015-615 - 05/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SM n° 45 - Commune de Montpellier

498

Objet : Dans le cadre du projet de création d'une réserve foncière déclaré d'utilité publique dans le secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV sur le territoire de la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle SM n°45 appartenant à Monsieur Daniel BENIGNI. Le prix d'acquisition est de deux cent seize euros (216 euros) toutes indemnités comprises, dont trente-six euros (36 euros) d'indemnité de remploi, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°D2015-616 - 18/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au marché 4074DE15 pour une mission de prospection de projets d'implantation sur le territoire de la Métropole

500

Objet : Un marché est passé avec l'entreprise REGIONAL PARTNER sise à Vannes (56 000) pour la réalisation d'une mission de prospection de projets d'implantation sur le territoire de la Métropole. La durée de ce marché est d'un an pour un montant de 64 850 € H.T. soit 77 820 € T.T.C.

N°D2015-617 - 05/11/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché d'études de programmation dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole

502

Objet : Un marché d'études de programmation dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec la société IDA CONCEPT sise à Paris, pour un montant global et forfaitaire de : 10 500 € H.T. pour la tranche ferme ; 7 700 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1 ; 12 600 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°2 et 8 750 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°3. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 4 ans.

N°D2015-619 - 28/10/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BULANE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec

504

Objet : La candidature de la société BULANE est agréée en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL. Son activité est la conception, la fabrication, la commercialisation d'électrolyseurs innovants. Elle est candidate à la location des lots A01 et A02 de 316.21 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

N°D2015-621 - 13/11/15 - Direction des Sports

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste suite aux inondations de septembre 2014 au stade de la Mosson

506

Objet : A la suite des intempéries de fin septembre début octobre 2014 qui ont provoqué de graves dégradations au stade de la Mosson, un tracteur de marque KUBOTA, numéro de série 40521 (plaque d'immatriculation arrachée par l'inondation), rendu inutilisable, est à réformer. Il peut être cédé pour un montant de 1 500 € T.T.C. à M. SANTAMARIA domicilié à Saint-Thibéry (34630)

N°D2015-622 - 18/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3930DE15 de Relations Presse au niveau national

508

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3930DE15 de Relations Presse au niveau national est passé avec la société Profile PR sise à PARIS. Il concerne la rédaction et la traduction d'un dossier de presse spécifique sur la Cité Intelligente dans le cadre de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Smart City Expo World Congress à Barcelone en Novembre 2015. Le montant de l'avenant s'élève à 3 900 € H.T portant le nouveau montant du marché à 49 400 € H.T.

N°D2015-623 - 29/10/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "2 057 Av de Maurin à Montpellier - Occupation illicite"

510

Objet : La défense Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour l'expulsion d'un groupe d'environ cinq personnes suite à l'occupation illicite d'un bâtiment propriété de la

Métropole, situé 2057 Avenue de Maurin à Montpellier et cadastré section OO n°40 et 77.	
N°D2015-624 - 28/10/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	
Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelles cadastrées section EK n°186p et 188p - Commune de Montpellier	511
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Société d'exploitation de la polyclinique Saint Roch, une convention d'occupation temporaire de son domaine privé d'une durée de 3 ans sur une emprise d'environ 3 500 m ² à prendre sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section EK n°186p et 188p, afin d'y aménager une aire de stationnement provisoire d'une centaine de places dédiées à son personnel. La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de 24 000 € T.T.C. pour 100 places.	
N°D2015-625 - 13/11/15 - Direction de la Culture	
Décision relative à un avenant de transfert à la convention d'occupation temporaire du restaurant du musée Fabre "L'Insensé" - Autorisation de signature	513
Objet : Un avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du restaurant "L'Insensé" est conclu avec la société occupante afin de prendre acte de la cession des parts sociales de la société.	
N°D2015-626 - 09/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	
Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RB n°59 - 3024 Avenue Albert Einstein - Montpellier	515
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bâtiment à usage d'habitation, qui comporte deux logements, sur la parcelle RB n° 59 situé Avenue Albert Einstein sur la Commune de Montpellier.	
Un logement est libre de toute occupation et le locataire de l'autre logement va être relogé rapidement par Montpellier Méditerranée Métropole. Afin d'éviter tout risque d'occupation illicite, il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment.	
N°D2015-627 - 30/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	
Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AW n°119p - Commune de Saint Jean de Védas	517
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM une partie de la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, cadastrée section AW n°119 d'une contenance de 505m ² . Cette partie de parcelle est nécessaire à l'extension de la plage de la piscine Amphitrite. La vente est consentie moyennant la somme de 20 654.50€.	
N°D2015-628 - 13/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	
Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrains section BK n° 171-1-2 et 6 - Commune de Castelnau-le-Lez	519
Objet : Les Consorts BONNIER Pierre consentent, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux en date des 19 octobre 2013 et 10 janvier 2014. L'avenant n° 1 porte sur la durée d'occupation, décalée d'une année eu égard aux délais d'instruction du dossier loi sur l'eau, période devant d'achever le 1er avril 2016. Cet avenant n° 1 est consenti et accepté moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 000 €.	
N°D2015-629 - 16/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	
Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrains section BK n° 3 et 4 - Commune de Castelnau-le-Lez	521
Objet : Les Consorts BONNIER Pierre consentent, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux en date du 10 janvier 2014. L'avenant n° 1 porte sur la durée d'occupation, décalée d'une année eu égard aux délais d'instruction du dossier loi sur l'eau, période devant s'achever le 1er avril 2016. Cet avenant n° 1 est consenti et accepté moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 000 €.	
N°D2015-630 - 16/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	
Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrains section BK n° 172 et 174 - Commune de Castelnau-le-Lez	523

Objet : Les Consorts BONNIER Pierre consentent, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux en date du 10 janvier 2014. Il porte sur la durée d'occupation, décalée d'une année eu égard aux délais d'instruction du dossier loi sur l'eau, période devant d'achever le 1er avril 2016 sous condition de procéder, après travaux, à la remise en état du site dans son état d'origine, notamment par la pose sur les parcelles faisant l'objet des présentes et sur les parkings attenants situés sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrées section BK n°12 ; 143 et 173 d'un revêtement bicouche dont l'épaisseur exacte sera précisée avant le début de la pose.

N°D2015-634 - 16/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelles HX n°554 et 572 - Commune de Montpellier 525

Objet : La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 23 septembre 2015 concernant la vente de l'immeuble cadastré HX n°554 et 572, situé 2 Rue Edouard VII à Montpellier, à usage de bureaux, occupé. La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.

N°D2015-635 - 13/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MJN 34 dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier 527

Objet : La candidature de la société MJN 34 est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la maçonnerie et petit entretien. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A05 de 108,69 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 3 personnes à 3 ans.

N°D2015-636 - 13/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMART RECYCLE LR dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier 529

Objet : La candidature de la société SMART RECYCLE LR est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la réparation de produits électroniques. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B05 de 59,51 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 5 personnes à 3 ans.

N°D2015-637 - 13/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SOLUTIONS CÉRAMIQUES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez 531

Objet : La candidature de la société SOLUTIONS CÉRAMIQUES est agréée en vue de la location, dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez, du lot A06 de 105 m² pour une période de 23 mois. Son activité est l'entretien et la vente de produits pour la céramique. L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

N°D2015-638 - 16/11/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°4058DC15 d'installation, de désinstallation et transport des œuvres supplémentaires de l'exposition Senufo, art et identités en Afrique de l'Ouest au Musée Fabre de Montpellier 533

Objet : Un marché n°4058DC15 de services, dont l'objet est l'installation, de désinstallation et transport des œuvres supplémentaires de l'exposition Senufo, art et identités en Afrique de l'Ouest au Musée Fabre de Montpellier, est passé avec l'entreprise LP ART, sise à Montreuil pour une durée de 5 mois à compter de sa notification et pour un montant de 82 510 € H.T. soit 89 111, 20 € T.T.C.

N°D2015-639 - 18/11/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3478DC13 - Travaux pour l'approvisionnement en eau de mer de l'aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot n°1 : Voirie et réseaux humides 535

Objet : Un avenant n°1 est passé avec l'entreprise BRAULT sise à Vendargues, titulaire du marché n°3478DC13 - lot n°1 : Voirie et réseaux humides, relatif aux travaux d'approvisionnement en eau de mer de l'aquarium Mare Nostrum à Montpellier. Il concerne la prise en compte de travaux

supplémentaires appareils nécessaires au cours de l'exécution du marché. Il s'élève à un montant de 4 619,20 € H.T.

N°D2015-640 - 19/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SK n°27 - 43 et 44 – 138, rue de la Cavalade à Montpellier 537

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation et de ses annexes, situées sur la commune de Montpellier au 138, rue de la Cavalade - parcelles cadastrées section SK n°27 - 43 et 44. Il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment afin d'éviter tout risque d'occupation illicite.

N°D2015-642 - 30/11/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à des marchés 3925MG15, lots A, B, C et D, de missions CTC SPS BET Thermique-Plomberie-CVC et BET Electricité pour les travaux d'éco rénovation et éco construction du bâtiment TDF à Montpellier 539

Objet : Des marchés de missions « Contrôle Technique de la Construction », « Sécurité Protection de la Santé », « Bureau d'étude thermique-plomberie-chauffage/ventilation/climatisation » et « Bureau d'Etude Electricité » pour les travaux d'éco-rénovation et écoconstruction du bâtiment TDF à Montpellier, est passé avec :

- l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS sise à Toulouse, pour le lot 1 CTC
- l'entreprise ELYFEC SPS sise à Vaulx Milieu pour le lot 2 SPS
- l'entreprise OTCE LR sise à Montpellier pour le lot 3 BET Thermique-Plomberie-CVC
- l'entreprise OTCE LR sise à Montpellier pour le lot 4 BET Electricité
- Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée de 9 mois et pour un montant global de 31 380 € H.T. (37 656 € T.T.C.) décomposé comme suit : 7 100 € HT. pour le lot 1, 4 080 € H.T. pour le lot 2, 11 700 € H.T. pour le lot 3 et 8 500 € HT. pour le lot 4.

N°D2015-643 - 13/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à la candidature de la société VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez 541

Objet : La candidature de la société VECTEUR BOIS est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. Son activité est la construction ossature bois, charpente et couverture. Elle est candidate à la location de l'atelier 7/8 de 220,20 m² pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

N°D2015-646 - 13/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle BP n° 14p - Commune de Grabels 543

Objet : La commune de Grabels a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 28 septembre 2015 concernant la vente de la parcelle cadastrée BP n°14p, située Chemin du Mas de Matour à Grabels, à usage d'habitation, libre. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Grabels.

N°D2015-648 - 19/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution, au profit d'ERDF, d'une servitude de passage en tréfonds pour un réseau basse tension, sur la parcelle OO n° 5, commune de Montpellier 545

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent à ERDF une servitude de passage en tréfonds pour un réseau basse tension sur la parcelle OO n°5 à Montpellier afin de permettre l'extension et le renforcement du réseau électrique sur cette commune et notamment le projet d'extension BT pour l'alimentation du bâtiment GID RFF situé Boulevard Jacques Fabre de Morlhon. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 50 €.

N°D2015-650 - 23/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit du Cirque ZAVATTA - Parcelle RA n°1 - Commune de Montpellier 547

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit du Cirque ZAVATTA l'occupation

temporaire d'une partie de la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu-dit « Rastouble » située sur la Commune de Montpellier, pour une durée de 61 jours à compter du 20 novembre 2015 jusqu'au 19 janvier 2016. Ce contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 30 € soit une redevance globale de 1 830 €.

N°D2015-652 - 13/11/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Anne Roux, requête n°1505134-1 TA"

549

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" consécutivement au dépôt de la requête n°1505134-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Anne Roux contre la délibération n°13080 en date du 29 juin 2015 du Conseil de la Métropole adoptant la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saussan.

N°D2015-654 - 13/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

550

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 est conclu avec la société ASA pour une période de six mois, soit jusqu'au 30 mai 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 723,60 € euros conformément au tarif applicable approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-655 - 13/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

552

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2009 est conclu avec la société ERNEO pour une période de six mois à compter, soit jusqu'au 30 mai 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 801,18 € euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-656 - 30/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles section AE n° 68 - 69 - 71 - Commune de Saint Georges d'Orques

554

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Saint Georges d'Orques les parcelles situées sur la commune cadastrées section AE n° 68 – 69 et 71, pour une contenance respective de 2 065m² ; 622m² et 615m², supportant la station d'épuration. L'acquisition est consentie et acceptée à l'euro symbolique.

N°D2015-657 - 30/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SM n° 21 - 2010 Route de Vauguières - Montpellier

556

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bâtiment à usage d'habitation implanté sur la parcelle SM n°21 situé 2010 Route de Vauguières sur la commune de Montpellier. Le déménagement de l'ancien propriétaire est en cours et le logement sera bientôt vacant. Il conviendra de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale.

N°D2015-658 - 19/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DHOMINO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

558

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er décembre 2009 est conclu avec la société DHOMINO pour une période de six mois à compter du 1er décembre 2015, soit jusqu'au 30 mai 2016. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DHOMINO pour la surface de 45,97 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 530,95 € conformément au tarif applicable approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

- N°D2015-661 - 13/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**
Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle CR n° 103 - 560
Commune de Montpellier
Objet : La Commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 17 septembre 2015 concernant la vente de l'immeuble cadastré CR n°103, situé 276 C Rue de Salaison à Montpellier, à usage d'habitation. La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la commune de Montpellier.
- N°D2015-662 - 24/11/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**
Décision relative à un marché n°4060EA15 pour la réalisation d'un pompage d'essai sur le 562
forage des Terrasses de la Mosson à Grabels
Objet : Un marché 4060EA15 concernant la réalisation d'un pompage d'essai sur le forage des Terrasses de la Mosson à Grabels est passé avec le bureau d'études hydrogéologiques IDEES EAUX sis à Bourg-de-Peage (26300). Il est conclu pour un montant de 8 950 € H.T. pour une durée de 18 mois à compter de sa notification.
- N°D2015-668 - 24/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**
Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle SA n°221 - Commune 564
de Montpellier
Objet : La commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 10 novembre 2015 concernant la vente d'un immeuble occupé, à usage de commerce et d'habitation, situé sur la commune de Montpellier, 50 Place Thermidor, cadastré section SA n°221, d'une superficie de 1 250 m. La commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.
- N°D2015-672 - 24/11/15 - Direction des Transports et de la Voirie**
Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Bouclage Ligne 4 - 566
Snack Albert 1er
Objet : La Métropole indemnise Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane, gérants représentant la SARL ZALEX exploitant le commerce « Snack Albert 1er » au 4 Place Albert 1er à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway, avec une indemnité de 2 301 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015. Les montants sont non soumis à la TVA.
- N°D2015-676 - 24/11/15 - Direction des Transports et de la Voirie**
Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Bouclage Ligne 4 - La 568
Comtesse
Objet : La Métropole indemnise Madame OLMOS Marie Véronique, gérante représentant la SARL LOLIGO exploitant le commerce « La Comtesse » au 7 Place Albert 1er à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway, avec une indemnité de 6 785 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015. Les montants sont non soumis à la TVA.
- N°D2015-677 - 24/11/15 - Direction des Transports et de la Voirie**
Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Bouclage 570
Ligne 4 - Green Coffee
Objet : La Métropole indemnise Monsieur SAVAJOL Pierre, gérant représentant la EURL GREEN COFFEE exploitant le commerce « GREEN COFFEE » au 36 Boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier du bouclage de la 4ème ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 29 471 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015. Les montants sont non soumis à la TVA.
- N°D2015-681 - 30/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**
Décision relative à l'acquisition de la parcelle section H n°956p - Commune de Castries 572
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Castries le terrain

d'assiette de la station d'épuration, d'une superficie d'environ 3 482m². Il s'agit d'une régularisation. L'acquisition est consentie et acceptée à l'euro symbolique conformément à l'avis de France Domaine.

N°D2015-682 - 30/11/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AS n°23 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

574

Objet : La parcelle cadastrée section AS n°23, située lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone est comprise dans le périmètre de la DUP (Déclaration d'utilité publique) portant création du projet d'aménagement de la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension, DUP au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. La convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF portant sur la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De par ses statuts, l'EPF ne peut pas payer les indemnités de remploi lorsqu'il n'est pas bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties: le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi (dont le montant s'élève à 2 178,55 €) qui reste à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°D2015-685 - 30/11/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société LOCAFRAN dans la ZAC GAROSUD EXTENSION à Montpellier

576

Objet : La candidature de la société LOCAFRAN est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud extension. L'utilisateur final sera la société RESO dont l'activité est le négoce de matériaux de second œuvre du bâtiment. Elle est candidate à l'acquisition du lot 11 de 4 434 m². L'entreprise projette un effectif de 10 emplois sur site dans 3 ans

N°D2015-688 - 30/11/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SAS L'ESSENTIEL - VIT'HALLES"

578

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à la déclaration d'appel déposée par la SAS l'ESSENTIEL VIT'HALLES près la Cour d'Appel de Montpellier, contre le jugement du Tribunal des affaires de sécurité sociale de l'Hérault en date du 15 juillet 2015 fixant le montant du crédit en faveur de la société l'ESSENTIEL VIT'HALLES relatif à un trop perçu au titre du versement transport.

N°D2015-698 - 30/11/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "GINESTOUX Didier - Requête n°1505973-8"

579

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 novembre 2015 par Monsieur Didier Ginestoux de la requête n°1505973-8 tendant à obtenir la liste et le tableau de classement, s'il existe, des voies d'intérêt communautaire et ce, consécutivement à un accident de la circulation dont a été victime Monsieur Ginestoux.

N°D2015-708 - 30/11/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "CAUSSE Alain - PLU Grabels"

580

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif n°1305858 du 1er octobre 2015 annulant la délibération du Conseil Municipal de Grabels en date du 7 octobre 2013 portant approbation de la révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Grabels en tant qu'elle a classé en zone AU Ob la partie de son territoire correspondant à la colline habitée de la Valsière.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenant n°1 au marché 3204EA12 d'aménagements de la Mosson - secteurs intermédiaires et basse vallée - Études écologiques complètes et évaluation d'incidences

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-04 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- VU le marché 3204EA12 relatif aux études écologiques complètes et évaluations d'incidences des aménagements de la Mosson – secteur intermédiaire et basse vallée,

CONSIDÉRANT la nécessité d'élargir la zone d'études écologiques, celle de réaliser un inventaire spécifique de la Cistude d'Europe sur le secteur initial et enfin d'augmenter les délais du marché afin de procéder à ces nouvelles prestations,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3204EA12 d'aménagements de la Mosson – secteurs intermédiaires et basse vallée – Etudes écologiques complètes et évaluations d'incidences, est passé avec LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERES, sise Domaine de Restinclières 34730 PRADES LE LEZ.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'élargissement de la zone d'études écologiques, la réalisation d'un inventaire spécifique de la Cistude d'Europe sur le secteur initial, et l'augmentation du délai de réalisation du marché afin de réaliser ces nouvelles prestations.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 3 520 € H.T.

ARTICLE 4 : Le délai de réalisation du marché est porté de 12 mois à 14 mois.

ARTICLE 5 : Le nouveau montant du marché s'élève à 25 424, 20 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 23.

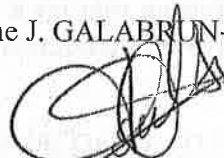
ARTICLE 6 : Madame Jackie GALABRUN BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-475
Reçue en Préfecture le	16 NOV. 2015
Affichée le	16 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1102941-AU

Fait à Montpellier, le 09/11/2015

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la gratuité de la conférence du jeudi 8 octobre 2015 au Planétarium à l'occasion de la "Fête de la Science" 2015

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser des modifications temporaires des tarifs d'accès aux différents établissements et services ou la création de tarifs spécifiques pour une durée n'excédant pas trois mois,
- **CONSIDERANT** qu'il est opportun d'associer le Planétarium Galilée à la « Fête de la Science » 2015 et d'y proposer une manifestation grand public gratuite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'accès à la conférence qui se tiendra le jeudi 8 octobre 2015 à 20h30 au Planétarium Galilée sera gratuit. Les entrées seront attribuées au fur et à mesure des demandes dans la limite de deux entrées par personne à partir du dimanche 4 octobre 2015 aux heures d'ouverture au public de la billetterie du Planétarium.

ARTICLE 2 : Les titulaires d'un abonnement aux conférences en cours pourront retirer deux entrées par abonnement à partir du samedi 26 septembre. Ces entrées ne débiiteront pas leur carte d'abonnement.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-509
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo3250-AU

Fait à Montpellier, le 27 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de mise à disposition avec la
SAFER Languedoc-Roussillon des parcelles constituant une partie
du domaine de Viviers sur les Communes de Clapiers et Jacou**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, les parcelles situées sur les communes Clapiers et Jacou, pour une surface totale de 45 ha 57 a 58 ca,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles, acquises dans le cadre de réserves foncières par Montpellier Méditerranée Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, les parcelles cadastrées section BC n°3 – 4 – 8 – 29 – 31 ; section BD n°99 ; section BE n°1 , lieu-dit « Plan Guirard » situées sur la commune de Clapiers et section AV n°18 – 20 – 21 – 24 – 107 – 594 , lieu-dit « Lou Pontil, Montvilla et Viviers » situées sur la commune de Jacou, pour une surface totale de 45 ha 57 a 58 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 2 campagnes, jusqu'au 30 octobre 2016.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de six mille huit cent trente euros (6 830 €).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-525
Reçue en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affichée le	19 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Jnc 1103781-AU

Fait à Montpellier, le 19 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.581 portant sur les travaux de serrurerie pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM **TaM** titulaire du marché,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

CONSIDÉRANT les résultats de la consultation lancée par TaM le 11 mai 2015 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des marchés publics pour le marché n°8.581 portant sur les travaux de serrurerie du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,

- **CONSIDERANT** que les résultats de cette consultation ont fait l'objet d'une information préalable de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 16 septembre 2015,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le marché n°8.581 est attribué à l'entreprise ARTEL de Toulouse (31).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur les prestations de travaux de serrurerie suivantes, dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway :

- . Auvent de la station Peyrou-Arc de Triomphe
- . Auvent de la station Saint-Guilhem-Courreau

- . Abri de la station Saint-Guilhem-Courreau
- . Bloc technique petit modèle
- . Habillage d'armoires
- . Bloc technique ligne 4
- . Signalétique des noms de station
- . Cadre pour affichage stations

ARTICLE 3 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 8 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le marché n°8.581 est un marché à prix forfaitaire d'un montant de 146 981,34 € HT. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-546
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104249-AU

Fait à Montpellier, le 27/10/2015

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée
Transports et Mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°3810ea15 de renouvellement
de deux conduites d'eau potable, sur l'avenue de Palavas à
Montpellier, marché subséquent à l'accord cadre 3398EA13**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René Revol en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René Revol dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT l'accord cadre 3398EA13 et la nécessité d'effectuer des travaux de renouvellement de deux conduites d'eau potable sur l'avenue de Palavas à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché subséquent n°3810EA15 de travaux est passé avec le groupement SADE/RAZEL BEC.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les travaux de renouvellement de deux conduites d'eau potable DN150 et DN80 sur l'avenue de Palavas à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4,5 mois.

ARTICLE 4 : Le montant estimatif du marché s'élève à 321 438, 72 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole..

ARTICLE 5 : Monsieur René Revol Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-549
Reçue en Préfecture le	12 NOV. 2015
Affichée le	12 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imet10436940

Fait à Montpellier, le 12/11/2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-01 de maintenance et d'assistance du système de caisse de billetterie, boutique et réservation du musée Henri Prades du site archéologique Lattara

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres pouvant être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition d'un système de caisse de billetterie, boutique et réservation auprès de la société IREC,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce système,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier cette prestation à la société IREC au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-01 de maintenance informatique et d'assistance est conclu avec la société IREC, site de Chalembert, rue Evariste Galois, 86130 JAUNAY-CLAN.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le système de caisse de billetterie, boutique et réservation installé au musée Henri Prades du site archéologique Lattara.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à six mille trois cent soixante-dix-sept euros et cinquante-deux cents T.T.C. (6 377,52 € T.T.C.) décomposé comme suit :

Décision n° D2015-555

- maintenance matériels : deux mille trente-trois euros et cinquante-deux cents T.T.C. (2 033,52 € T.T.C.),
 - maintenance logiciels : mille sept cent quatre euros T.T.C. (1 704 € T.T.C.),
 - assistance hotline : deux mille six cent quarante euros T.T.C. (2 640 € T.T.C.).
- Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.


ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-555
Reçue en Préfecture le	27 NOV. 2015
Affichée le	27 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104450-AU

Fait à Montpellier, le 27 NOV. 2015

Mme C. MARION


Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



montpellier
méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-IP-01
d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques
installé au musée Henri Prades du site archéologique Lattara**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres pouvant être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la nécessité d'un paiement par carte bancaire des entrées gérées par le système de caisse de billetterie, boutique et réservation du musée Henri Prades du site archéologique Lattara acquis auprès de la société IREC,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'utiliser le logiciel LSS de routage sécurisé de flux monétique proposé par la société IREC au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°AIS/15/M-LATTARA-IP-01 d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques est conclu avec la société IREC, site de Chalembert, rue Evariste Galois, 86130 JAUNAY-CLAN.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le système de caisse de billetterie, boutique et réservation installé au musée Henri Prades du site archéologique Lattara.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à deux cent quatre-vingt-huit euros T.T.C. (288 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-556
Reçue en Préfecture le	27 NOV. 2015
Affichée le	27 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104459-AU

Fait à Montpellier, le 27 NOV. 2015

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 20,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure les avenants aux marchés quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2015-261 approuvant un contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis avec la société NEOPOST FRANCE,
- **CONSIDERANT** la nécessité de prolonger ce contrat de 4 mois afin d'avoir une solution adéquate et opérationnelle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis est conclu avec la société NEOPOST FRANCE, 3-5 boulevard des Bouvets, 92747 Nanterre Cedex.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la solution logicielle MesEnvois.fr installée au service Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cet avenant prend effet à la date de sa notification et ce pour une durée de 4 mois.

ARTICLE 4 : Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant du contrat initial.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-557
Reçue en Préfecture le	26 OCT. 2015
Affichée le	26 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1104438 - AV

Fait à Montpellier, le

26 OCT. 2015

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole
auprès de la société Mutuelle Assurance des Instituteurs de France (M.A.I.F)
de biens immobiliers situés 295 rue Léon Blum, 34 000 Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de nouveaux locaux à usage de bureaux et de places de parking,
- **CONSIDERANT** que la société Mutuelle Assurance des Instituteurs de France (M.A.I.F), vend des locaux à usage de bureau ainsi que des places de parking en sous-sol situés au 295 rue Léon Blum à Montpellier (34 000),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de la société Mutuelle Assurance des Instituteurs de France (M.A.I.F) dont le siège social est situé 200 avenue Salvador Allende à Niort (79 000) de locaux et places de parking en sous-sol situés rue Léon Blum à Montpellier

ARTICLE 2 : Les biens concernés par l'acquisition sont les suivants : dans un ensemble immobilier complexe situé au 295 rue Léon Blum à Montpellier, dans le volume 20, un local de bureaux au premier étage lot n° 202 et un local de bureaux au deuxième étage, lot n° 203 et dans le volume 51, onze places de parking en sous-sol, lot 5170, lot 5215, lot 5216, lot 5230, lot 5231, lot 5232, lot 5273, lot 5281, lot 5282, lot 5301, lot 5302.

ARTICLE 3 : Le montant de l'acquisition a pour prix principal un million sept cent cinquante-deux mille euros (1 752 000 €) net vendeur, conformément aux évaluations de France Domaine en date du 8 septembre 2015.

ARTICLE 4 : Les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les pièces relatives à l'acquisition visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-558
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 16447 AV

Fait à Montpellier, le

27 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère **exécutoire** de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un marché pour la réalisation des missions de géomètre et de services connexes dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions de géomètre et études annexes pour mener des investigations techniques sur le site d'implantation potentiel,

- **CONSIDÉRANT** la procédure menée par la SAAM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

- **CONSIDÉRANT** le rapport d'analyse des offres établi par la SAAM le 21 septembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations intellectuelles, à bons de commande, est confié à l'entreprise BLICKI DHOMBRES OSMO, sis 134, rue Font Claude, 34 080 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation de missions de géomètre et services connexes relatives à l'étude de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de notification du premier bon de commande. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu sans minimum, et avec un maximum de 40 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SAAM, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-563
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	IMC 1104511

Fait à Montpellier, le 05 nov 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, chargé de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché d'études géotechniques et de services
connexes dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du
Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions d'études géotechniques et études annexes pour mener des investigations techniques sur le site d'implantation potentiel,

CONSIDÉRANT la procédure menée par la SAAM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres établi par la SAAM le 15 septembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations intellectuelles, à bons de commande, est confié à l'entreprise GINGER CEBTP, sis Parc d'activité Clément Ader, 12 rue des Frères Lumières, 34 830 Jacou.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation d'études géotechniques et services connexes relatives à l'étude de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de notification du premier bon de commande. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu sans minimum, et avec un maximum de 20 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SAAM, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-564
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1104529

Fait à Montpellier, le

05 nov 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, chargé de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché de diagnostic architectural et structure dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de réaliser des missions de diagnostic architectural et de structure pour mener des investigations techniques sur le site d'implantation potentiel,

CONSIDÉRANT la procédure menée par la SAAM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres établi par la SAAM le 24 septembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de prestations intellectuelles, à bons de commande, est confié au groupement TRAVERSIER Architecture – GINGER CEBTP, sis Parc d'activité Clément Ader, 12, rue des frères Lumières, 34 830 Jacou.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation de missions de diagnostics architectural et structure relatives à l'étude de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de notification du premier bon de commande. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu sans minimum, et avec un maximum de 50 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SAAM, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-565
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1104549

Fait à Montpellier, le 05 nov 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, chargé de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Clôture de la régie d'avances du Musée de l'Histoire de la France en Algérie

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique dans sa version consolidée, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n° 2011-122 modifiée, en date du 14 mars 2011, portant création d'une régie d'avances auprès du Musée de l'Histoire de la France en Algérie,
- **VU** l'avis conforme du 29 septembre 2015 du comptable assignataire,

CONSIDERANT, que cette régie ne connaît plus d'activité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} octobre 2015, la régie d'avances du Musée de l'Histoire de la France en Algérie est clôturée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-573
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inchouyblu AV

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public
passée avec la société IMAIOS pour des locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2015 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juin 2014 passée avec la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenant en date du 18 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que la société IMAIOS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société IMAIOS pour une extension sur une surface de 27,90 m² constituée du module B2.26 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale fixée au 31 mai 2017.

ARTICLE 2 : La surface occupée par la société IMAIOS passe de 150,50 m² à 178,40 m² au sein du bâtiment MIBI.

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} novembre 2015, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 31 mai 2017.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 178,40 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 2 410,18 euros

Décision n° D2015-576
conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-576
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Innc Mo4647AV

Fait à Montpellier, le

27 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision modificative de la régie de recettes & d'avances du Protocole

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique dans sa version consolidée, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n°2006-456 modifiée, en date du 10 août 2006, portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Service Protocole, située 50 place Zeus à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 30 septembre 2015, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, l'intégration de la Salle Pelloutier et l'instauration du versement d'un chèque de caution pour toute location.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2006-456 modifiée, est complétée comme suit.

ARTICLE 2 : La régie encaisse les produits suivants :

- Location du Domaine de la Providence (415, avenue du mondial de Rugby 2007 à Montpellier) :
 - Location salle de réception et dépendance avec une cuisine,
 - Location de terrasse et équipements extérieurs,
 - Location de la salle de réception du rez-de-chaussée avec cuisine et sanitaires,
 - Location de l'ancienne chapelle – salle de réunion,
 - Location de la totalité du Domaine de la Providence (hors bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, situés au 1^{er} étage)

□ Location de la Salle Pelloutier (50 place Zeus à Montpellier).

□ Dans le cadre de la « Fête des Vignes » qui se déroule une fois l'an, sur une période inférieure à cinq jours, la régie encaisse également des produits pour compte de tiers, un ticket donnant droit à un verre et à des dégustations. Les fonds collectés sont destinés à être reversés à une association à visée humanitaire (caritative, médicale...). Les modalités de fonctionnement de la régie et de reversement des sommes seront fixées par convention passée avec l'organisme bénéficiaire, lorsqu'il aura été désigné.

□ Les cautions.

ARTICLE 3 : Le montant maximum des avances consenties est de DIX MILLE EUROS (10 000,00 €).

ARTICLE 4 : Le versement d'un chèque de caution d'un montant de 1 800,00 € est demandé pour la location du Domaine de la Providence et de 1 500,00 € pour la location de la Salle Pelloutier. Le chèque de caution est encaissé au-delà d'un mois.

ARTICLE 5 : La régie est autorisée à restituer la caution, par chèque tiré sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

Cette restitution aura lieu dans un délai maximum de trois mois, excepté en cas de litige (article 3 des règlements intérieurs du Domaine de la Providence par délibération n° 7043 modifiée du 19 juin 2006 & de la Salle Pelloutier par délibération n° 11763 du 26 juillet 2013).

ARTICLE 6 : Conformément aux articles 5 des règlements intérieurs du Domaine de la Providence et de la Salle Pelloutier, l'utilisateur des lieux est tenu de s'assurer et de rembourser tous dégâts, détériorations ou dégradations survenus pendant la location et constatés par le régisseur lors de l'état des lieux de sortie. La caution sera alors, pour partie ou entièrement, retenue au vu de devis présentés par les professionnels sollicités pour effectuer les réparations.

Un contrat de location est signé par les deux parties ; le locataire s'engage à respecter les prescriptions et obligations contenues dans les règlements intérieurs propres au Domaine de la Providence et de la Salle Pelloutier.

ARTICLE 7 : Le régisseur reverse au trésorier la totalité des recettes encaissées pour la location du Domaine de la Providence et de la Salle Pelloutier, ainsi que les cautions lorsqu'elles doivent être encaissées. Le régisseur reverse aux tiers désignés par convention, la totalité des recettes encaissées dans le cadre de la « Fête des Vignes ».

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-578
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 1104683 AV

Fait à Montpellier, le

28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Tabac des Facs

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015, qui propose d'accorder à M. Christian LEONE, représentant le commerce TABAC DES FACS, 2 Boulevard Henri IV à Montpellier, une indemnité évaluée à 11 301 € correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à juin 2015, soit 6 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation à M. Christian LEONE pour le commerce TABAC DES FACS, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à 11 301 € de janvier à juin 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-580
Reçue en Préfecture le	2 8 OCT. 2015
Affichée le	2 8 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1104791-AU

Fait à Montpellier, le 2 8 OCT. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Pâtisserie La Menzel

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015, qui propose d'accorder à M. Lotfi ASSADI, représentant le commerce SAS « Pâtisserie La Menzel », 17 Boulevard Ledru Rollin à Montpellier, une indemnité évaluée à 2 348 € correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à juillet 2015, soit 7 mois. Les travaux étant achevés sur ce secteur l'indemnisation est accordée à titre définitif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation définitive à M. Lotfi ASSADI pour le commerce SAS « Pâtisserie La Menzel », au titre du **préjudice économique** subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à **2 348 € de janvier à juillet 2015**, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-581
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmc 1104794 AU

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Bar Le Black Pearl II

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015, qui propose d'accorder à M. BOFFETTI, représentant le Bar le BLACK PEARL II, 2 Boulevard Pasteur à Montpellier, une indemnité évaluée à **9 094 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à juin 2015, soit 6 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation à M. BOFFETTI pour le commerce Bar le BLACK PEARL II, au titre du **préjudice économique** subi, **généré** par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **9 094 €** de janvier à juin 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-582
Reçue en Préfecture le	2 8 OCT. 2015
Affichée le	2 8 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1104797 A1

Fait à Montpellier, le 2 8 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway - Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Fleuriste Au nom de la rose

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délibérations du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015, qui propose d'accorder à Mme Yousria BOUDEMAGH gérante, représentant la SARL MAGTIR, enseigne AU NOM DE LA ROSE, 1 Boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, une indemnité évaluée à **2 599 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à mars 2015, soit 3 mois. Les travaux étant achevés sur ce secteur et le commerçant ayant fermé depuis la mi-mars 2015, l'indemnisation est accordée à titre exceptionnel et définitif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation définitive à Mme Yousria BOUDEMAGH pour le **commerce AU NOM DE LA ROSE**, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à **2 599 €** de janvier à mars 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 25 septembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-583
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dme 1104800.AU

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'un contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Yves Nurit**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- VU la décision D2015-537 du 30 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire d'un bien immobilier situé au 590 rue de la Cavallade à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2015-537 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Yves NURIT

ARTICLE 3 : Un contrat de location concerne une maison R+1, rénovée comprenant deux grandes pièces d'habitation en rez-de-chaussée avec une cuisine intégrée équipée, salle d'eau et WC, le premier étage est accessible par un escalier intérieur et par un escalier extérieur plus confortable. Au premier étage, se trouvent trois chambres, une salle de bain, un WC, ainsi qu'une grande salle de séjour avec cheminée.

ARTICLE 4 : Le contrat de location prendra effet à compter de sa signature pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 5 : Le contrat est conclu pour un loyer annuel de 15606 euros H.T., payable mensuellement.

ARTICLE 6 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-584
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104816-cc

Fait à Montpellier, le 27/10/2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation d'un avenant n°1 au marché 3109 - lot 1 -
Fourniture de matériel de traitement d'eau des piscines de la Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de remplacer du matériel de traitement d'eau, en particulier des pompes de filtration et de reconstituer un stock de pompes en prévention de l'usure rapide des matériels,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3109 lot 1 de fourniture de matériel de traitement d'eau à échéance au 25/02/2016 est passé avec la société CHAVEROCHE sise à LATTES (34970) rue du Puech Radier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'acquisition de pompes de filtration pour les piscines gérées par la Régie technique des piscines, et de reconstituer un stock de pompes en prévention de l'usure rapide de ce type de matériels.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 4 500 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 34 500 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-585
Reçue en Préfecture le	1 2 NOV. 2015
Affichée le	1 2 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1104859-AU

Fait à Montpellier, le 1 2 NOV. 2015

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARRIMAGE INTERNATIONAL dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire : la société ARRIMAGE INTERNATIONAL, représentée par Madame Catherine LAMBERT est une SCOP dont l'activité est la formation continue pour adultes. Actuellement locataire du lot M2 représentant 199 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois. ARRIMAGE INTERNATIONAL emploie actuellement 5 personnes et projette d'atteindre 6 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ARRIMAGE INTERNATIONAL représentée par Madame Catherine LAMBERT, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-586
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1104857-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

27 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un avenant n°2 au marché n°3158GD12 de mission de contrôle extérieur de mise en œuvre de la couverture définitive de l'ISDnd de CASTRIES

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prolonger les prestations de contrôle externe de mise en œuvre de la couverture définitive de l'ISDND de CASTRIES,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°3158GD12 de prestations de services est conclu avec la société BURGEAP sise 940 route de l'aérodrome, BP 51260, 84911 AVIGNON Cedex 9.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la prolongation de la durée du marché d'un an, soit jusqu'au 30 septembre 2016.

ARTICLE 3 : Le montant du marché est inchangé.

ARTICLE 4 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article n°A2015-14 du 21 janvier 2015 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-587
Reçue en Préfecture le	03/11/2015
Affichée le	04/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	UMC 1104863_AU

Décision n° D2015-587

Fait à Montpellier, le 03 NOV. 2015

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "GRAS odile épouse BAQUES, GRAS Sylvie épouse AIT-CHADI, ROCHE Huguette veuve GRAS - Juridiction de l'expropriation"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2015-562 traitant du même objet est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la saisine du Juge de l'expropriation par Madame Odile GRAS épouse BAQUES, Madame Sylvie GRAS épouse AIT-CHADI et Madame Huguette ROCHE veuve GRAS pour fixation judiciaire du prix au titre de l'expropriation d'une emprise de 5 191 M2 sur la parcelle cadastrée CN n°15 sise lieu dit Soriech à Lattes et ce, dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement et de lutte contre les inondations de la basse Vallée du Lez.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-588
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Enc1104926AU

Fait à Montpellier, le

27 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4007EA15 de suivi
environnemental des travaux de traversée du Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de désigner un prestataire en charge du suivi environnemental des travaux en traversée du Lez de l'Intercepteur Est, situés en site classé Natura 2000 à Castelnau-le-Lez et Montpellier.

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 19/06/2015 et l'analyse des offres afférentes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4007EA15 de suivi environnemental des travaux de traversée du Lez est passé avec BRL Ingénierie sis 1105 avenue Pierre Mendès France – 30001 NIMES Cedex 5.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de prestations intellectuelles et consiste pendant toute la durée du chantier à assurer le respect des contraintes et enjeux environnementaux, à adapter les mesures de protection de l'environnement et à la communication avec les différents interlocuteurs.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de vingt (20) mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 22 020,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-589
Reçue en Préfecture le	10/11/2015
Affichée le	10/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC M04931

Fait à Montpellier, le

9/11/2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3627EA14 d'identification et levés topographiques des réseaux d'eaux usées sur la commune de Montpellier - secteur centre

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du «Service Public de l'Eau et de l'Assainissement»,
- **CONSIDERANT** le marché 3627EA14 : Identification et levés topographiques des réseaux d'eaux usées sur la commune de Montpellier – Secteur centre passé avec le groupement BILICKI DHOMBRES OSMO/ CABINET PAGES-TIP, représenté par l'entreprise mandataire BILICKI DHOMBRES OSMO sise 134 rue de Font Caude 34080 MONTPELLIER.

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre en compte l'augmentation du nombre de regards à identifier et par conséquent l'augmentation du délai d'exécution du marché,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3627EA14 d'identification et levés topographiques des réseaux d'eaux usées sur la commune de Montpellier secteur centre est passé avec le groupement BILICKI DHOMBRES OSMO/ CABINET PAGES-TIP, représenté par l'entreprise mandataire BILICKI DHOMBRES OSMO sise 134 rue de Font Caude 34080 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Cet avenant emporte augmentation du nombre de regards à identifier et du délai du marché, qui passe de 36 semaines à 41 semaines d'exécution.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 16 190, 96 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 136 123.96 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-590
Reçue en Préfecture le	10/11/2015
Affichée le	10/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC M04949

Fait à Montpellier, le 09/11/2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3888MG15 de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision D2015-456,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration générale, contentieux et affaires juridiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de la mise en place d'un marché de maîtrise d'œuvre spécialisée dans les ascenseurs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2015-456 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un marché n°3888MG15 de maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs est passé avec l'entreprise SCE SA sise 3 rue des Charrons 31 700 BLAGNAC.

ARTICLE 3 : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs pour le siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d' un an.

ARTICLE 5 : Le montant du marché s'élève à 8 208,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 6 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-591
Reçue en Préfecture le	26 OCT. 2015
Affichée le	26 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc1104966-AU

Fait à Montpellier, le 26 OCT. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et exclusifs
en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de films**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Métropole,
- **CONSIDÉRANT** que la numérisation de films s'inscrit dans la politique susvisée,
- **CONSIDÉRANT** que les propositions de vente de droits non commerciaux et non exclusifs des films des sociétés Cosmographe Productions, les Films d'Ici Méditerranée, Pages & Images.

DECIDE

ARTICLE 1 : Des contrats d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Métropole sont conclus avec les Sociétés Cosmographe Productions, les Films d'Ici Méditerranée, Pages & Images pour les films suivants :

- Cosmographe Productions : « La Cité du Soleil », « Les mondes intérieurs ».
- Les Films d'Ici Méditerranée : « On dirait le Sud » (épisode 1 à 8).
- Pages&Images : « Coupez. Moteur », « Entre miel et terre », « Ames Vagabondes », « Y Volvé », « Un jardin dans la ville », « Contre-Temps », « Un chat sur l'épaule », « UnderGrande ».

ARTICLE 2 : Chacun des contrats est conclu pour une durée de 10 ans à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 3 : Les contrats sont conclus pour les montants forfaitaires suivants :

- Cosmographe Productions : 776 Euros T.T.C.
- Les Films d'Ici Méditerranée : 3328 Euros T.T.C.
- Pages Images : 3120 Euros T.T.C.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-592
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc110508 cc

Fait à Montpellier, le 1 8 NOV. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°3712MG15 "Acquisition, Livraison et Maintenance de Photocopieurs" pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,

CONSIDÉRANT que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite passer un marché d'acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs,

CONSIDÉRANT la publication d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 08/07/2015 et la procédure suivie à réception des candidatures et des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché à bons de commande n°3712MG15 « Acquisition, Livraison et Maintenance de photocopieurs » est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Canon Fac Similé Grand Sud, sise Le millénaire 550 rue Alfred Nobel BP 69, 34 935 Montpellier cedex 9.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'acquisition, la livraison et la maintenance de photocopieurs.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 8 ans.

ARTICLE 4 : Le montant global du marché, prestations de maintenance comprises ne pourra dépasser 152 000 € H.T. sur la durée totale du marché.

ARTICLE 5 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 6 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-594
Reçue en Préfecture le	26 OCT. 2015
Affichée le	26 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1105140 AV

Fait à Montpellier, le

26 OCT. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Chef du Service des Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles BX 14p, 28 et 29 - Commune de Clapiers

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-2008 en date du 9 octobre 2007 déclarant d'utilité publique au profit de Montpellier Méditerranée Métropole les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de l'intercepteur Est, collecteur de transport des eaux usées dans la vallée du Lez,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-303 en date du 11 février 2013 prorogeant la validité de la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de l'intercepteur Est, collecteur de transport des eaux usées dans la vallée du Lez au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'au 7 octobre 2017,
- VU l'ordonnance d'expropriation en date du 19 mai 2014 emportant transfert de propriété de la parcelle cadastrée BX n°28, située lieudit Le Lez à Clapiers, d'une superficie de 2 671 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, publiée au Service de la Publicité Foncière le 5 décembre 2014,
- VU l'accord amiable par lequel Monsieur Nicolas BROWN accepte de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées BX n°28 et 29, d'une superficie totale de 2 706 m² et une partie de la parcelle cadastrée BX n°14, pour une emprise de 1 143 m², situées lieudit Le Lez à Clapiers, à usage de terre, pour un montant de 31 000 euros toutes indemnités comprises,
- VU l'avis de France Domaine en date du 17 août 2015,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de ces parcelles et partie de parcelles est nécessaire pour la réalisation de l'intercepteur Est sur la commune de Clapiers,

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur des parcelles cadastrées BX n° 28 et 29, d'une superficie totale de 2 706 m² et une partie de la parcelle cadastrée BX n° 14, pour une emprise de 1 143 m², situées lieudit Le Lez à Clapiers, à usage de terre, auprès de Monsieur Nicolas BROWN domicilié 78-15 Exeter Road, BETHESDA – MARYLAND 20814 (ETATS-UNIS).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de trente et un mille euros (31 000 €) toutes indemnités comprises, dont trois mille sept cent vingt-sept euros et vingt-sept centimes d'euros (3 727,27 €) d'indemnité de emploi, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-595
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	ZMC 20158

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

03 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation d'un marché n°4037DS15
concernant la fourniture de carte RFID pour le réseau des piscines**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'harmoniser le fonctionnement des entrées dans le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, et en prévision de l'intégration future de la piscine Héraclès de Saint-Brès en cours de réalisation, il est nécessaire de recourir à la passation d'un marché pour la fourniture de cartes RFID,

CONSIDERANT la publicité et la procédure de mise en concurrence suivies, ainsi que l'analyse des offres afférentes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché à bons de commande n°4037DS15 de fournitures est passé avec la société BIMIER MARQUAGE sise 13 rue Edouard Floquet – BP 90611 – 49006 ANGERS cedex 01.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture de cartes RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible deux fois.

ARTICLE 4 : Le montant global du marché s'élève à 75 000 € H.T. Le montant maximum de la 1^{ère} année est de 22 000 € HT et sera porté à 26 500 € HT les années suivantes. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-596
Reçue en Préfecture le	12 NOV. 2015
Affichée le	12 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ince 1105184-AU

Fait à Montpellier, le 12 NOV. 2015

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



montpellier
méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de domiciliation au sein du
bâtiment MIBI passée avec la société DP RESEARCH INSTITUTE**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2015 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **VU** la demande formulée par la société DP RESEARCH INSTITUTE, S.A.S. qui souhaite renforcer sa R&D à Montpellier par des collaborations avec les acteurs locaux dans le domaine de la programmation informatique en bénéficiant d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI,
- **CONSIDERANT** que ce projet pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification entre la société DP RESEARCH INSTITUTE, S.A.S, spécialisée dans la conception et le développement de logiciels de fabrication assistée par ordinateur et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société DP RESEARCH INSTITUTE, S.A.S. à établir son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 18,73 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-597
Reçue en Préfecture le	16 NOV. 2015
Affichée le	16 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Enc 1105341AV

Fait à Montpellier, le 16 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°3268, fourniture de carburants avec cartes accréditées - Avenant de transfert

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I. GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame I. GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- VU le marché n°3268 concernant la fourniture de carburant avec cartes accréditées,
- VU la cession, avec effet au 1er Juin 2015 du marché 3268 à la société Total Marketing FRANCE immatriculée sous le n° RCS 531 680 445,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant de transfert n°1 au marché n°3268 doit être passé en vue du transfert à la société Total Marketing France des prestations exercées jusqu'alors par Total Marketing Services.

ARTICLE 2 : Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-598
Reçue en Préfecture le	26 OCT. 2015
Affichée le	26 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc1105172-AU

Fait à Montpellier, le

26 OCT. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée
l'Administration Générale, Contentieux et
Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB n°5 - Commune de Lattes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, Habitat »,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- **VU** la promesse de vente par laquelle l'Indivision PUJOL-OLLIER accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée CB n°5 d'une superficie totale de 2 422 m², située lieudit Font de la Banquière à Lattes,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 3 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » sur le territoire de la Commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la parcelle cadastrée CB n° 5 d'une superficie totale de 2 422 m², située lieudit Font de la Banquière à Lattes, à usage de terrain nu, libre d'occupation, auprès de l'Indivision PUJOL-OLLIER :

- Madame OLLIER Nadine domiciliée 35 Rue de la Tramontane 34160 CASTRIES ;
- Monsieur PUJOL Fernand domicilié Mas de Gau 34970 LATTES ;
- Monsieur PUJOL Alain domicilié Mas de Gau 34970 LATTES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de Quatre-vingt-trois mille quatre cent vingt-six euros (83 426 euros) toutes indemnités comprises, dont huit mille deux cent soixante-six euros (8 266 euros) d'indemnité de emploi, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-599
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	unc MOS/AS

Fait à Montpellier, le

03 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte fait l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire -
Parcelle cadastrée section SW n°26p - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie au profit de la Société Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole, sur une emprise approximative de 213m² sur la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section SW n°26, d'une contenance totale de 3 570m²,

CONSIDERANT qu'ASF doit occuper temporairement une emprise approximative de 213 m² sur la parcelle précitée afin de permettre la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre de la mise en œuvre des travaux induits par le déplacement de l'autoroute A9,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire entre ASF et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Montpellier, section SW n°26p, d'une contenance totale de 3 570m² et une superficie approximative de 213m² concernée par l'emprise des travaux, pour s'achever au plus tard le 31 mars 2016.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-600
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1105179 AP

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché subséquent n°4004EA15 de l'accord-
Cadre n°3398EA13 concernant la sécurisation AEP étage 80 - secteur
Ovalie - Boulevard Paul Valéry sur la commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de la sécurisation de l'étage de pression 80 du réseau d'eau potable - secteur Ovalie - Boulevard Paul Valéry sur la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché subséquent n°4004EA15 de sécurisation AEP étage 80 – secteur Ovalie – Boulevard Paul Valéry à Montpellier, au titre de l'accord cadre n°3398EA13 est passé avec le groupement SCAM TP/FAURIE/BRAULT. L'entreprise SCAM TP est mandataire solidaire du groupement conjoint sise 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 CURNONSEC.

ARTICLE 2 : Ce marché de travaux consiste à réaliser un maillage entre deux conduites d'eau potable DN150 et DN400 par le biais d'une conduite DN400 en fonte ductile en traversée du Boulevard Paul Valéry.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux (2) mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 106 823,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'eau potable de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-602
Reçue en Préfecture le	10/11/2015
Affichée le	10/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC MOS257

Fait à Montpellier, le

09/11/2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Fond d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "États de chocs"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil , notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *Etats de chocs* » diffusé en octobre 2015 à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie *Internationale Alligator* et la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 1 635, 25 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-603
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1105218 AV

Fait à Montpellier, le 1 8 NOV. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AW n°1, 2, 6, 50, 52 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et les parcelles cadastrées BN n°50, 51, 52 - Commune de Fabrègues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le projet d'acte d'engagement d'acquérir proposé par l'Etat au profit de Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'achat de l'immeuble dénommé Champ de manœuvre de la Madeleine située sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, cadastrée section AW n°1, 2, 6, 50, 52 pour une contenance de 254 065 m² et sur la commune de Fabrègues pour les parcelles cadastrées BN n°50, 51, 52 d'une contenance de 26 621 m²,
- VU l'avis de France Domaine en date du 10 juin 2015,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réhabiliter le stand de tir et constituer une réserve foncière à long terme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Etat, Ministère de la Défense, qui a accepté de céder à l'amiable les parcelles cadastrées situées AW n°1, 2, 6, 50 et 52 pour une contenance de 254 065 m² sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et les parcelles cadastrées BN n°50, 51, 52 sur la commune de Fabrègues pour une contenance de 26 621 m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de QUATRE CENT VINGT ET UN MILLE EUROS (421 000 €) toutes indemnités confondues, les frais d'actes étant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'engagement d'acquérir, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-604
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1105234

Fait à Montpellier, le

03 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut donner lieu d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AS n° 36 - 76 - 84 - 86 et 87 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine en date du 22 juin 2015,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 29 septembre 2015 relative à la cession, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles lui appartenant, situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, cadastrées section AS n°36, 76, 84, 86 et 87, d'une contenance totale de 25 969m²,

CONSIDERANT que cette acquisition est nécessaire pour permettre la réalisation des bassins de rétention et d'implantation de canalisations d'eaux pluviales ainsi que la mise en œuvre de mesures de compensation écologique imposées par le projet d'extension de la ZAC Charles Martel,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone les parcelles cadastrées section AS n° 36, 76, 84, 86 et 87, d'une contenance totale de 25 969 m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de trente et un mille cent soixante deux euros et quatre vingts centimes (31 162, 80 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-605
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1105220

Fait à Montpellier, le

03 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics
11-17 ans sur les mois d'octobre et novembre 2015 - Ecole de cirque Balthazar**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de « Montpellier Méditerranée Métropole » en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque de l'école de cirque Balthazar pour les mois d'octobre et novembre 2015.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 2 760 € T.T.C. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-606
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lme 1105225.ec

Fait à Montpellier, le

1 8 NOV. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics
11-17 ans sur les mois d'octobre et novembre 2015 - Ecole de cirque Zépétra**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de « Montpellier Méditerranée Métropole » en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque de l'école de cirque Zépétra pour les mois d'octobre et novembre 2015.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 2 669 € T.T.C. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-607
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ine 1105232 cc

Fait à Montpellier, le **1 8 NOV. 2015**

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MATOOMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 5 novembre 2012 passée entre « La Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société MATOOMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1^{er} février 2013, du 3 février 2014, du 21 mai 2014 et 14 avril 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 octobre 2015 et que la société MATOOMA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MATOOMA pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MATOOMA pour la surface totale de 223,38 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 3 017,86 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-608
Reçue en Préfecture le	27 OCT. 2015
Affichée le	27 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc 1105240.AN

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 OCT. 2015

Président de Montpellier
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCTIPAS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 29 octobre 2010 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société OCTIPAS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 8 novembre 2013 et 26 novembre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 octobre 2015 et que la société OCTIPAS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OCTIPAS pour une période de six mois à compter sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2016.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OCTIPAS pour la surface de 44,92 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 653,59 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-609
Reçue en Préfecture le	28/10/15
Affichée le	28/10/15
Notifiée le	
Identifiant	Imc1105243AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

27 OCT. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché de mission d'assistance et de conseil permanent n°4124AJ15 dans le cadre de l'accompagnement dans la gestion des contrats et des divers problèmes d'assurances rencontrés par Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques»,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, à Montpellier Méditerranée Métropole, d'être assisté par un cabinet de conseil pour la gestion de ses contrats et sur les divers problèmes d'assurance qu'elle peut rencontrer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°4124AJ15 est passé avec le Cabinet JULIEN.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'assistance et de conseil permanent dans le cadre de la gestion des contrats et sur les divers problèmes d'assurance rencontrés.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de 1^{er} janvier 2015. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 3 600 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-610
Reçue en Préfecture le	26 OCT. 2015
Affichée le	26 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1105249-AU

Fait à Montpellier, le

26 OCT. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être opposé d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la réforme et à la cession à titre gratuit de vélos vétustes du pack Vélo Mobilité

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver les vélos du Pack Vélo Mobilité du fait de leur vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les vélos vétustes n°71, 88, 91, 107, 132, 147, 155, 168, 189, 205, 226 du Pack Vélo Mobilité sont confiés à l'association « Les Amis et Compagnons Emmaüs », ZAC Saint Antoine, 34130 Saint Aunès.

ARTICLE 2 : La cession des vélos vétustes à lieu à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les pièces relatives à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-611
Reçue en Préfecture le	27/10/15
Affichée le	27/10/15
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1105252AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 OCT 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage - Section EB n° 258 - Commune de Lattes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- **VU** l'accord amiable en date du 12 juin 2015 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole consent une servitude de passage sur la partie ouest de la parcelle nouvellement cadastrée EB n°258 lui appartenant, située au lieudit Tournefort à Lattes à Monsieur Alain SENEGAS domicilié 113 Avenue de Palavas à Montpellier, à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** que les parcelles nouvellement cadastrées EB n° 259 et 261 situées lieudit Tournefort à Lattes restant appartenir à Monsieur Alain SENEGAS sont enclavées avec le nouveau découpage parcellaire, Montpellier Méditerranée Métropole consent à titre gratuit au profit de Monsieur Alain SENEGAS, ses successeurs et ayants-droits, une servitude de passage en surface située côté Ouest de la parcelle nouvellement cadastrée EB n° 258,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent une servitude de passage sur la parcelle nouvellement cadastrée EB n°258, située au lieudit Tournefort au profit des parcelles nouvellement cadastrées EB n°259 et 261 appartenant à Monsieur Alain SENEGAS domicilié 113 Avenue de Palavas 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : La présente constitution de servitude est consentie à titre gratuit, frais d'acte en sus à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte de constitution de servitude et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-612
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Line 110527SAU

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une acquisition foncière -
Parcelles EB n° 258 et 260 - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,
- VU l'accord amiable par lequel Monsieur Alain SENEGAS accepte de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles nouvellement cadastrées EB n° 258 d'une surface de 905 m² et EB n° 260 d'une surface de 1 114 m², situées lieudit Tournefort à Lattes, pour un montant de 10 020 euros toutes indemnités comprises,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition des parcelles cadastrées EB n° 258 et 260 est nécessaire pour faciliter l'accès aux berges du Lez dans le cadre de leur entretien, et pour permettre la création d'un accès piétons et vélos,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur des parcelles nouvellement cadastrées EB n°258 d'une surface de 905 m² et EB n° 260 d'une surface de 1 114 m², situées lieudit Tournefort à Lattes auprès de Monsieur Alain SENEGAS domicilié 113 Avenue de Palavas 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de dix mille et vingt euros (10 020 €), toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

Page 1 sur 2

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-614
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1105291

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

03 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est susceptible d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle SM n° 45 - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, Habitat »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU l'ordonnance d'expropriation en date du 3 novembre 2014 emportant transfert de propriété de la parcelle cadastrée SM n°45, située lieudit Mas de Brousses à Montpellier d'une superficie de 6 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, signifiée le 2 juin 2015,
- VU le courrier en date du 2 juillet 2015, par lequel Monsieur Daniel BENIGNI domicilié 18 Avenue des Hauts de Fontcaude 34990 JUVIGNAC accepte l'offre d'indemnisation de Montpellier Méditerranée Métropole pour éviction foncière de la parcelle cadastrée SM n° 45, située lieudit Mas de Brousses à Montpellier, d'une superficie de 6 m², à usage de terrain nu, pour un montant de 216 euros toutes indemnités comprises,
- VU l'avis de France Domaine en date du 29 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » sur le territoire de la Commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la parcelle cadastrée

SM n° 45 d'une superficie de 6 m², située lieudit Mas de Brousses à Montpellier, à usage de terrain nu, libre d'occupation, auprès de Monsieur Daniel BENIGNI domicilié 18 Avenue des Hauts de Fontcaude 34990 JUVIGNAC.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de deux cent seize euros (216 euros) toutes indemnités comprises, dont trente-six euros (36 euros) d'indemnité de emploi, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer le traité d'adhésion à ordonnance et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-615
Reçue en Préfecture le	05/11/2015
Affichée le	05/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1105321

Fait à Montpellier, le

03 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4074DE15 pour une mission de
prospection de projets d'implantation sur le territoire de la Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 11/09/2015 concernant le marché 4074DE15 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4074DE15 de prestations intellectuelles est passé avec la société REGIONAL PARTNER, sise 1 Impasse du Commandant Marchand, 56000 Vannes.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de prospection de projets d'implantation sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour un démarrage des prestations prévu en janvier 2016. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 64 850 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 929.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-616
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime1105388 AV

Fait à Montpellier, le 1 8 NOV. 2015

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché d'études de programmation dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de réaliser une mission de programmation,

CONSIDÉRANT la procédure menée par la SAAM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres établi par la SAAM le 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de programmation est confié à la société IDA CONCEPT, sis 106 Rue de la Folie Méricourt, 75011 Paris.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation d'une mission de programmation relative à l'étude de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu à prix global et forfaitaire, pour les montants suivants :

- Tranche ferme : 10 500 € H.T.
- Tranche conditionnelle n°1 : 7 700 € H.T.
- Tranche conditionnelle n°2 : 12 600 € H.T.
- Tranche conditionnelle n°3 : 8 750 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SAAM, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-617
Reçue en Préfecture le	05/01/2015
Affichée le	05/01/2015
Notifiée le	
Identifiant	JNC 1105356

Fait à Montpellier le 05 JAN 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
BULANE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
 - **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
 - **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
 - **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
 - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec : la société BULANE, représentée par Monsieur Nicolas JEREZ est une SAS dont l'activité est la conception, la fabrication, la commercialisation d'électrolyseurs innovants.
- Elle est candidate à la location des lots A01 et A02 de 316.21 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BULANE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-619
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1105384-AV

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste suite
aux inondations de septembre 2014 au stade de la Mosson**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de signature à Madame Isabelle Guiraud dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes à réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le tracteur de marque Kubota, numéro de série 40521, à réformer, est cédé à Monsieur Santamaria domicilié à Saint-Thibéry (34630), PAE la Crouzette.

ARTICLE 2 : Le véhicule de marque Kubota est remis au stade de la Mosson.

ARTICLE 3 : Le prix de cession a été fixé d'un commun accord à 1 500 € TTC.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents de cessions visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21/01/2015 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-621
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime H05468-AU

Fait à Montpellier, le

13 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°3930DE15 de Relations Presse au niveau national**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,

CONSIDÉRANT la participation de la Métropole au Smart City Expo World Congress à Barcelone en Novembre 2015 et la nécessité de rédiger et traduire un dossier de presse spécifique sur la Cité Intelligente

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3930DE15 de Relations Presse au niveau national est passé avec Profile PR, 72 rue de Longchamps, 75116 - PARIS.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la rédaction et la traduction d'un dossier de presse spécifique sur la Cité Intelligente dans le cadre de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Smart City Expo World Congress à Barcelone en Novembre 2015.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 3 900 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 49 400 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

h

Décision n°	D2015-622
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imcello5474AU

Fait à Montpellier, le 1 8 NOV. 2015

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole
déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte est l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "2 057 Av de Maurin à Montpellier - Occupation illicite"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour expulsion d'un groupe d'environ cinq personnes suite à l'occupation illicite d'un bâtiment propriété de la, Métropole situé 2057 avenue de Maurin à Montpellier et cadastré section OO n°40 et 77.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-623
Reçue en Préfecture le	29/10/2015
Affichée le	30/10/2015
Notifiée le	
Identifiant	INC 1105494 . AV

Fait à Montpellier, le 29.10.2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut donner lieu à un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelles cadastrées section EK n°186p et 188p - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et , notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les convention temporaires d'occupation de terrains public et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie au profit de la Société d'exploitation de la polyclinique Saint Roch, domicilié 43 rue du Faubourg Saint Jaumes à Montpellier (34000), représenté par Monsieur Max Ponceillé en qualité de Président Directeur Général de la société Oc Santé, et Montpellier Méditerranée Métropole, sur une emprise approximative de 3 500m² sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section EK n°186 ET 188, d'une contenance totale de 8 657m²,
- **CONSIDERANT** le besoin supplémentaire de 100 places de stationnement destinées à son personnel, la clinique St Roch a sollicité la Métropole,
- **CONSIDERANT** la possibilité de mettre à disposition temporairement un espace suffisant répondant au besoin de la clinique, rue de Cholet,
- **CONSIDERANT** que, si le principe de localisation est validé, les modalités de dessertes routières et piétonnes de cette aire de stationnement provisoire sont susceptibles d'être modifiées, induisant de facto la nécessité de prévoir un avenant à la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est signée pour une durée de trois ans, jusqu'au 14 octobre 2018, entre la Société d'exploitation de la polyclinique Saint Roch et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section EK n°186 ET 188, rue de Cholet, d'une contenance totale de 8 657m², et une superficie approximative de 3 500m² concernée par l'emprise.

ARTICLE 2 : Un avenant n°1 à la présente convention sera conclu sur les modalités de dessertes routières et piétonnes comme portées sur le plan qui y sera annexé

ARTICLE 3 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement annuel d'une redevance de vingt-quatre mille euros TTC (24 000€ T.T.C) pour 100 places.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la présente convention et les avenants à intervenir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-624
Reçue en Préfecture le	28 OCT. 2015
Affichée le	28 OCT. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc MOSSIBA

Fait à Montpellier, le 28 OCT. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert à la convention d'occupation temporaire du restaurant du musée Fabre "L'Insensé" - Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°7315 du 14 novembre 2006 autorisant la signature d'une convention d'occupation temporaire du restaurant du musée Fabre avec la société « L'Insensé II »,
- VU les délibérations n°8560 du 27 novembre 2008 et 9788 du 28 septembre 2010 autorisant la signature des avenants n°1 et 2 à la convention susmentionnée, afin de prendre en compte des ajustements de redevance,
- VU la cession de droits sociaux entre la SARL JFD Holding, détentrice de l'intégralité des parts de la société Insensé II et Mr Thierry VIALA, en date du 23 avril 2015,
- VU l'extrait Kbis du 11 mai 2015 de la société Insensé II stipulant le changement de présidence de la société à compter du 14 avril 2015,
- VU la convention de portage conclue entre Mr Thierry VIALA et Mr Laurent LECHUGA,
- VU le dossier de candidature de Mr LECHUGA,
- **CONSIDERANT** que les informations transmises par Monsieur Olivier Château en qualité de gérant de l'insensé II relatives à Mr Thierry VIALA et à Mr Laurent LECHUGA garantissent que ces derniers possèdent les capacités techniques, financières et professionnelles pour assurer la continuité de l'exploitation de la société Insensé II et du restaurant du Musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est donné acte de la cession de l'intégralité des parts sociales de la société Insensé II à Mr VIALA.

ARTICLE 2 : Un avenant n°3 à la convention susvisée est conclu avec la société Insensé II pour prendre acte du changement de gérant.

ARTICLE 3 : Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président délégué à la Culture est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-625
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incello5562.CC

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle
RB n°59 - 3024 Avenue Albert Einstein - Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n° 2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée section RB n°59, située 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier qui un bâti comprenant deux logements,
- **CONSIDERANT** qu'un logement est libre de toute occupation, que le locataire de l'autre logement va être relogé rapidement par Montpellier Méditerranée Métropole, et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section RB n° 59, d'une contenance de 500m² située 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-626
Reçue en Préfecture le	09/11/2015
Affichée le	09/11/2015
Notifiée le	
Identifiant	IMC 1105612

Fait à Montpellier, le 09 nov 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée
section AW n° 119p - Commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n° 2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 3 Août 2015,
- **CONSIDERANT** l'accord de principe de la SERM portant sur la cession, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, d'une partie de la parcelle lui appartenant, située sur la commune de Saint-Jean-de-édas, à l'intérieur du périmètre de la ZAC Roquefraisie, cadastrée section AW n° 119p pour une contenance de 505m²,
- **CONSIDERANT** que cette partie de parcelle est nécessaire à l'extension de la plage de la piscine Amphitrite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à la SERM une partie de la parcelle située sur la commune de Saint-Jean-de-Védas, cadastrée section AW n° 119p, pour une contenance totale de 505m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 20 654.50€. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-627
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1105641AU

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrains section BK n° 171-1-2 et 6 - Commune de Castelnau-le-Lez

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux en date des 19 octobre 2013 et 10 janvier 2014, consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3 Chemin de l'Hirondelle à Castelnau-le-Lez, sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Navitau, cadastrées section BK n° 171 – 1 – 2 et 6, d'une contenance totale de 25 465m² et une emprise de 1 330m²,

CONSIDERANT que la convention initiale précitée a été consentie pour une durée de cinq mois et devait s'achever avant le 1^{er} avril 2015, mais que, du fait du délai d'instruction du dossier « Loi sur l'Eau », la mise en œuvre des travaux se trouve reportée d'une année, l'occupation des parcelles devant s'achever le 1^{er} avril 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant n° 1 à convention d'occupation temporaire pour travaux est signé pour une durée de cinq mois devant s'achever le 1^{er} avril 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3 Chemin de l'Hirondelle à Castelnau-le-Lez, sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Navitau, cadastrées section BK n° 171 – 1 – 2 et 6, d'une contenance totale de 25 465m² et une emprise de 1 330m².

ARTICLE 2 : Cet avenant est consenti et accepté moyennant une indemnité globale et forfaitaire de deux mille euros (2 000€).

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le présent avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux, les futurs avenants à intervenir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-628
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lme1105650 AU

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrains section BK n° 3 et 4 - Commune de Castelnau-le-Lez

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet d'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux en date du 10 janvier 2014, consentie les au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Consorts BONNIER Robert, domicilié 3 Chemin de l'Hirondelles à Castelnau-le-Lez, sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Navitau, cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 7 016m² et une emprise de 2 580m²,

CONSIDERANT que la convention initiale précitée a été consentie pour une durée de six mois et devait s'achever avant le 1^{er} avril 2015, mais que, du fait du délai d'instruction du dossier « Loi sur l'Eau », la mise en œuvre des travaux se trouve reportée d'une année, l'occupation des parcelles devant s'achever le 1^{er} avril 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant n° 1 à convention d'occupation temporaire pour travaux est signé pour une durée de six mois devant s'achever le 1^{er} avril 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3 Chemin de l'Hirondelle à Castelnau-le-Lez, sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Navitau, cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 7 016m² et une emprise de 2 580m².

ARTICLE 2 : Cet avenant est consenti et accepté moyennant une indemnité globale et forfaitaire de deux mille euros (2 000€).

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le présent avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux, les futurs avenants à intervenir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-629
Reçue en Préfecture le	16 NOV. 2015
Affichée le	16 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Dmcc1105654AV

Fait à Montpellier, le 16 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrains section BK n° 172 et 174 - Commune de Castelnau-le-Lez

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet d'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux en date du 10 janvier 2014, consentie les au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3 Chemin de l'Hirondelle à Castelnau-le-Lez, sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Navitau, cadastrées section BK n° 172 et 174, d'une contenance totale de 812m² et une emprise de 812m²,

CONSIDERANT que la convention initiale précitée a été consentie pour une durée de cinq mois et devait s'achever avant le 1^{er} avril 2015, mais que, du fait du délai d'instruction du dossier « Loi sur l'Eau », la mise en œuvre des travaux se trouve reportée d'une année, l'occupation des parcelles devant s'achever le 1^{er} avril 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant n° 1 à convention d'occupation temporaire pour travaux est signé pour une durée de cinq mois devant s'achever le 1^{er} avril 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3 Chemin de l'Hirondelle à Castelnau-le-Lez, sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Navitau, cadastrées section BK n° 172 et 174, d'une contenance totale de 812m² et une emprise de 812m².

ARTICLE 2 : Cet avenant est consenti et accepté moyennant l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole de procéder, après travaux, à la remise en état du site dans son état d'origine, notamment par la pose sur les parcelles faisant l'objet des présentes et sur les parkings attenants situés sur les parcelles situées sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrées section BK n° 12 ; 143 et 173 d'un revêtement bicouche dont l'épaisseur exacte sera précisée avant le début de la pose.

ARTICLE 3: Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le présent avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire pour travaux, les futurs avenants à intervenir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-630
Reçue en Préfecture le	16 NOV. 2015
Affichée le	16 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1105660-AU

Fait à Montpellier, le 16 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain
- Parcelles HX n° 554 et 572 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 17 septembre 2015, envoyée par Maître NOUGUIER Jean-Luc, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 23 septembre 2015, concernant les parcelles cadastrées HX n°554 d'une superficie de 421 m² et HX n° 572 d'une superficie de 3 910 m², situées sur la Commune de Montpellier, lieudit 2 Rue Edouard VII, correspondant à un immeuble à usage de bureaux, occupé, au prix de 3 500 000 euros plus une commission d'agence de 70 000 euros HT à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : immeuble cadastré HX n°554 et 572, à usage de bureaux, situé 2 Rue Edouard VII à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-634
Reçue en Préfecture le	1 6 NOV. 2015
Affichée le	1 6 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1105871-AU

Fait à Montpellier, le **1 6 NOV. 2015**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MJN 34 dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 : la société MJN 34, représentée par Monsieur Hadj Kamel BENBOUGUERRA a pour activité la maçonnerie et le petit entretien. Actuellement locataire du lot A05 représentant 108.69 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois. MJN 34 emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 3 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société MJN 34 représentée par Monsieur Hadj Kamel BENBOUGUERRA, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° D2015-635

Décision n°	D2015-635
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	EmcMo5885-AU

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
SMART RECYCLE LR dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 : la société SMART RECYCLE LR, représentée par Monsieur David MOURIN a pour activité la réparation de produits électroniques. Actuellement locataire du lot B05 représentant 59.51 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois.
SMART RECYCLE LR emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 5 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SMART RECYCLE LR représentée par Monsieur David MOURIN, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-636
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1105888-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

13 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
SOLUTIONS CÉRAMIQUES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société SOLUTIONS CÉRAMIQUES, représentée par Monsieur Nicolas COURTOIS est une SARL dont l'activité est l'entretien et la vente de produits pour la céramique.
Elle est candidate à la location du lot A6 de 105 m² pour une période de 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SOLUTIONS CÉRAMIQUES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-637
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc165891-AU

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4058DC15 d'Installation, de désinstallation et transport des œuvres supplémentaires de l'exposition Senufo, art et identités en Afrique de l'Ouest au Musée Fabre de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Travier dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché d'installation, de désinstallation et transport des œuvres supplémentaires de l'exposition « Senufo, art et identités en Afrique de l'Ouest » au Musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4058DC15 de services est passé avec l'entreprise LP ART, 274 rue de Rosny, 93 100 Montreuil.

ARTICLE 2 : La durée du marché est de 5 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 82 510 € H.T. soit 89 111, 20 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur Travier, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-638
Reçue en Préfecture le	16 NOV. 2015
Affichée le	16 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Jme 1105908 AV

Fait à Montpellier, le 16 NOV. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3478DC13 -
Travaux pour l'approvisionnement en eau de mer de l'aquarium
Mare Nostrum à Montpellier - lot n°1 : Voirie et réseaux humides**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la décision n°D2014-260 autorisant la signature du marché n°3478DC13 – lot n°2 : Voirie et réseaux humides, relatif à des travaux d'approvisionnement en eau de mer de l'aquarium Mare Nostrum de Montpellier, avec l'entreprise BRAULT M.T.P. sis 720, avenue de Bigos – 34 740 Vendargues,
- **VU** le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux applicable, et notamment son article 14,

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'exécution du marché, des travaux modificatifs sont apparus nécessaires,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3478DC13 - lot n°2 : Voirie et réseaux humides, relatif à des travaux d'approvisionnement en eau de mer de l'aquarium Mare Nostrum de Montpellier, est passé avec l'entreprise BRAULT M.T.P. sis 720, avenue de Bigos – 34 740 Vendargues.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la réalisation de travaux modificatifs apparus nécessaires en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 4 619,20 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 80 339,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-639
Reçue en Préfecture le	1 8 NOV. 2015
Affichée le	1 8 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incello599a ce

Fait à Montpellier, le 1 8 NOV. 2015

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles
SK n°27 - 43 et 44 - 138 Rue de la Cavallade à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des parcelles cadastrées section SK n°27 – 43 et 44, située 138 rue de la Cavallade à Montpellier, que cette assiette foncière supporte un bâti à usage de maison d'habitation ainsi que des annexes, que les lieux sont libres de toute occupation et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment et ses annexes situés sur les parcelles cadastrées section SK n°27 – 43 et 44, d'une contenance de 5 211m² situées 138 rue de la Cavallade à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-640
Reçue en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affichée le	19 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Junc Mo5936-AU

Fait à Montpellier, le **19 NOV. 2015**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à des marchés 3925MG15, lots A, B, C et D, de missions CTC SPS BET Thermique-Plomberie-CVC et BET Electricité pour les travaux d'écornovation et écoconstruction du bâtiment TDF à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU - VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre,
- VU l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux et affaires juridiques »,

CONSIDÉRANT d'après le rapport d'analyse des offres, que les entreprises retenues présentent les garanties et capacités techniques, financières et professionnelles demandées, dans le cadre de la réhabilitation des locaux TDF, destinés à accueillir les bureaux, les locaux sociaux et les ateliers de la Régie de l'Eau ainsi que des ateliers pour les artisans du Village Artisans Entreprises et Services (VAES) Eco construction, à Montpellier

D E C I D E

ARTICLE 1 : Des marchés n°3925MG15 de missions CTC SPS BET THERMIQUE CVC et BET ELECTRICITE sont passés avec les entreprises DEKRA sise à Toulouse (lot 1), ELYFEC SPS sise à VAULX MILIEU (lot 2) et l'entreprise OTCE LR sise à Montpellier (lots 3 et 4)

ARTICLE 2 : Ces marchés concernent les missions de Contrôle Technique de la Construction pour le lot 1, de Sécurité et de Protection de la Santé pour le lot 2, du Bureau d'Etudes Thermique-Chauffage/Ventilation/Climatisation pour le lot 3 et du Bureau d'Etudes Electricité pour le lot 4 l'écornovation et l'écoconstruction des bâtiments destinés à accueillir les bureaux, les locaux sociaux et les ateliers de la Régie de l'Eau ainsi que des ateliers pour les artisans du Village Artisans Entreprises et Services (VAES) Eco construction, à Montpellier,

ARTICLE 3 : Les marchés prennent effet à compter de leurs notifications. Leurs durées sont de 9 mois.

ARTICLE 4 : Le montant global des marchés s'élève à 31 380,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

Lot 1 « Contrôle Technique de la Construction », titulaire DEKRA pour 7 100 € H.T.

Lot 2 « Sécurité et de Protection de la Santé », titulaire ELYFEC pour 4 080 € H.T.

Lot 3 « BET Chauffage/Ventilation/Climatisation », titulaire OTCE pour 11 700 € H.T.

Lot 4 « BET Electricité », titulaire OTCE pour 8 500 € H.T.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-6 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-642
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imed105987-AU

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la candidature de la société VECTEUR
BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanente accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société VECTEUR BOIS, représentée par Messieurs Olivier CUSNARU et Ludovic HOSMALIN est une SARL dont l'activité est la construction ossature bois, charpente et couverture.
Elle est candidate à la location de l'atelier 7/8 de 220.20 m² pour une période de 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VECTEUR BOIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-643
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Ime-165992-AU

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption
urbain - Parcelle BP n° 14p - Commune de Grabels**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 23 septembre 2015, envoyée par Maître Luc RIBAUD, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Grabels le 28 septembre 2015, concernant la parcelle cadastrée BP n° 14p d'une superficie de 1 659 m², située sur la Commune de Grabels, lieudit Chemin du Mas de Matour, correspondant à une maison à usage d'habitation, libre d'occupation, au prix de 235 000 euros plus une commission d'agence de 15 000 euros TTC à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Grabels afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Grabels pour l'acquisition du bien suivant : parcelle cadastrée BP n°14p, à usage d'habitation, située lieudit Chemin du Mas de Matour à Grabels.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-646
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Emc1106013-AU

Fait à Montpellier, le 12 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution, au profit d'ERDF, d'une servitude de passage en tréfonds pour un réseau basse tension, sur la parcelle OO n° 5, commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de servitude au profit d'Electricité Réseau Distribution France (ERDF) dont le siège social est situé Tour ERDF, 34 Place des Corolles 92079 Paris la Défense Cedex, autorisant le passage d'une canalisation basse tension, en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section OO n°5, sur une longueur totale d'environ 46 mètres, ainsi que ses accessoires,
- **CONSIDERANT** que cette servitude est nécessaire pour permettre l'extension et le renforcement du réseau électrique sur la commune de Montpellier et notamment du projet d'extension BT pour l'alimentation du bâtiment GID RFF situé Boulevard Jacques Fabre de Morlhon,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude est acceptée au profit d'ERDF, autorisant le passage de d'une canalisation basse tension, en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section OO n°5, sur une longueur totale d'environ 46 mètres, ainsi que les accessoires.

ARTICLE 2 : La convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cinquante euros (50 €), les frais d'actes en sus à la charge de ERDF.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-648
Reçue en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affichée le	19 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	2me1106124AV

Fait à Montpellier, le 19 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit
du Cirque ZAVATTA - Parcelle RA n°1 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction de Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de convention d'occupation précaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise le Cirque ZAVATTA à occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu-dit « Rastouble » située sur la Commune de Montpellier, pour une contenance de 4 000 m², sous condition de remise en état,
- **CONSIDERANT** que le cirque ZAVATTA souhaite utiliser ce terrain pour installer le cirque et le parking visiteurs du 20 novembre 2015 au 19 janvier 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit du cirque ZAVATTA, représenté par son Directeur Monsieur DANGLADE Jean, un prêt à usage d'une partie de la parcelle cadastrée section RA n°1 pour 4 000m², lieu-dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier.

ARTICLE : Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 30 €, soit 1 830 € au total pour la période concernée.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée 61 jours, du 20 novembre 2015 au 19 janvier 2016.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-650
Reçue en Préfecture le	23 NOV. 2015
Affichée le	23 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	<i>Imc1106135-AU</i>

Fait à Montpellier, le **23 NOV. 2015**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Anne Roux, requête n°1505134-1 TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement au dépôt de la requête n°1505134-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Anne Roux contre la délibération n°13080 en date du 29 juin 2015 du Conseil de la Métropole adoptant la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saussan dans cette affaire

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gaucher et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-652
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imello6446-AV

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,

- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole et la société ASA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 février 2008, 02 mai 2008, 20 février 2009, 06 mai 2011, 26 décembre 2011, 31 décembre 2012, 24 juin 2013, 01 juillet 2013, 25 novembre 2013, 12 juin 2014 et 14 novembre 2014,

- CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance le 30 novembre 2015 et que la société ASA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 mai 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 719,22 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-654
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Line 1106205AU

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,

- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 mai 2009 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole et la société ERNEO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 01 juin 2012, 28 mai 2013, 07 avril 2014 et 05 mai 2015,

- CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance le 30 novembre 2015 et que la société ERNEO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ERNEO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 mai 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 801,18 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-655
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Line 1106232-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

13 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles section AE n° 68 - 69 - 71 - Commune de Saint Georges d'Orques

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU L'avis de France Domaine en date du 13 octobre 2015,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint Georges d'Orques en date du 21 octobre 2015 qui autorise la cession, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique, des parcelles situées sur la commune de Saint Georges d'Orques, cadastrées section AE n° 68 – 69 et 71, pour une contenance respective de 2 065m² ; 622m² et 615m²,
- **CONSIDERANT** que les parcelles concernées supportent la station d'épuration, équipement nécessaire à l'exercice de la compétence assainissement de la Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le transfert desdites parcelles peut être réalisé sans déclassement préalable,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert de la Commune de Castries une partie de la parcelle qui supporte la station d'épuration, située sur la commune de Saint Georges d'Orques, cadastrées section AE n° 68 – 69 et 71, pour une contenance respective de 2 065m² ; 622m² et 615m²,

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera réalisé à l'Euro symbolique toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les parcelles ainsi transférées seront classées dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-656
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1106183-AU

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir -
Parcelle SM n° 21 - 2010 Route de Vauguières - Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée section SM n°21, située 2010 Route de Vauguières à Montpellier qui supporte un bâti à usage d'habitation
- **CONSIDERANT** que le déménagement de l'ancien propriétaire est en cours, que le logement sera bientôt vacant et qu'il conviendra de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section SM n° 21, d'une contenance de 7461m² située 2010 Route de Vauguières à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-657
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1106288-AU

Fait à Montpellier le 30 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte pour faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DHOMINO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°12667 du 18 décembre 2014 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2015 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2009 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole et la société DHOMINO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 22 décembre 2012, 29 novembre 2013 et 21 décembre 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 novembre 2015 et que la société DHOMINO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DHOMINO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 mai 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DHOMINO pour la surface de 45,97 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 530,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-658
Reçue en Préfecture le	19 NOV. 2015
Affichée le	19 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1106316.AU

Fait à Montpellier, le 19 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle CR n° 103 - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 11 septembre 2015, envoyée par Maître TERRIN Hugo, Notaire à Prades Le Lez, reçue en Mairie de Montpellier le 17 septembre 2015, concernant la parcelle cadastrée CR n° 103 d'une superficie de 1 000 m², située sur la Commune de Montpellier, lieudit 276 C Rue du Salaison, correspondant à une maison à usage d'habitation, au prix de 510 000 euros plus une commission d'agence de 24 000 euros TTC à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : maison cadastrée CR n° 103, à usage d'habitation, située 276 C Rue du Salaison à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-661
Reçue en Préfecture le	13 NOV. 2015
Affichée le	13 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1106372 AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

12 NOV. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut être contesté par un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4060EA15 pour la réalisation d'un pompage d'essai sur le forage des Terrasses de la Mosson à Grabels

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de connaître les possibilités d'optimisation de l'exploitation du captage des Terrasses de la Mosson sur la commune de Grabels,

CONSIDÉRANT la procédure de publicité et de mise en concurrence suivie après publication d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 17 septembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4060EA15 de réalisation d'un pompage d'essai sur le forage des Terrasses de la Mosson à Grabels est passé avec le bureau d'études hydrogéologiques IDEES EAUX domicilié Quartier les Drets – 26300 BOURG-DE-PEAGE.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne un pompage d'essai.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 8 950 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'eau potable de la Métropole, chapitre 20.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-662
Reçue en Préfecture le	24 NOV. 2015
Affichée le	25 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1106383 Au

Fait à Montpellier, le 24 NOV. 2015

M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption
urbain - Parcelle SA n°221 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme dans des conditions qui seront fixées par la décision autorisant cette délégation,
- **VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 23 octobre 2015, envoyée par Maître NOUGUIER Jean-Luc, Notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 10 novembre 2015, concernant la parcelle située sur la Commune de Montpellier, 53 Place Thermidor, cadastrée section SA n°221, d'une contenance de 1 250m², correspondant à un immeuble à usage de commerce et d'habitation, occupé, au prix de douze millions six cent quatre-vingt mille euros (12 680 000 €) plus une commission d'agence de trois cent cinquante mille (350 000 €) H.T à la charge de l'acquéreur,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la Commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : immeuble occupé, situé sur la commune de Montpellier, 53 Place Thermidor, cadastré section SA n°221, à usage de commerce et d'habitation.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-668
Reçue en Préfecture le	24 NOV. 2015
Affichée le	24 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Incd106636_AU

Fait à Montpellier, le 23 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Bouclage Ligne 4 - Snack Albert 1er

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015, qui propose d'accorder à Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane, gérants représentant la SARL ZALEX exploitant le commerce « Snack Albert 1^{er} » au 4 Place Albert 1^{er} à Montpellier, une indemnité évaluée à **2 301 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet 2015 à septembre 2015, soit 3 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation à Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane pour le commerce « Snack Albert 1^{er} », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à **2 301 €** de juillet à septembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-672
Reçue en Préfecture le	24 NOV. 2015
Affichée le	24 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc1106813-AU

Fait à Montpellier, le 23 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation de dommage
de travaux public - Bouclage Ligne 4 - La Comtesse**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015, qui propose d'accorder à Madame OLMOS Marie Véronique, gérante représentant la SARL LOLIGO exploitant le commerce « La Comtesse » au 7 Place Albert 1^{er} à Montpellier, une indemnité évaluée à 6 785 € correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet 2015 à septembre 2015, soit 3 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation à Madame OLMOS Marie Véronique pour le commerce « La Comtesse », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation est fixé à 6 785 € de juillet à septembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-676
Reçue en Préfecture le	24 NOV. 2015
Affichée le	24 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1106846-AU

Fait à Montpellier, le 23 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation définitive de dommage
de travaux public - Bouclage Ligne 4 - Green Coffee**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015, qui propose d'accorder à Monsieur SAVAJOI Pierre, gérant représentant la EURL GREEN COFFEE exploitant le commerce « Green Coffee » au 36 Boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à 29 471 € correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à juillet 2015, soit 5 mois. Les travaux étant achevés sur ce secteur l'indemnisation est accordée à titre définitif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation définitive à Monsieur SAVAJOI Pierre pour le commerce « Green Coffee », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnisation définitive est fixé à 29 471 € de janvier à juillet 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 6 novembre 2015.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation définitive est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-677
Reçue en Préfecture le	24 NOV. 2015
Affichée le	24 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc H 06851-AU

Fait à Montpellier, le 23 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle section H n°956p - Commune de Castries

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine en date du 18 novembre 2015,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Castries en date du 29 septembre 2015 qui autorise la cession, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique, d'une partie de la parcelle située sur la commune de Castries, cadastrée section H n°956p, pour une contenance d'environ 3 482m²,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée supporte la station d'épuration et qu'elle aurait dû être transférée lors du transfert de compétence entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le transfert desdites parcelles peut être réalisé sans déclassement préalable,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert de la Commune de Castries une partie de la parcelle qui supporte la station d'épuration, située sur la commune de Castries, cadastrée section H n°956p, d'une contenance d'environ 3 482m².

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera réalisé à l'Euro symbolique toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle ainsi transférée sera classée dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-681
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc M 6957 AU

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition
de la parcelle cadastrée AS n°23 - Larzat Nord - ZAC Parc d'Activités
Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Économique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2015-I-1962 en date du 17 novembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc d'Activités Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone,
- **VU** l'avenant n°1 à la convention cadre économique entre l'EPF-LR et Montpellier Méditerranée Métropole signé le 2 juin 2015 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt métropolitain, parmi lesquels figure la ZAC Parc d'Activités Charles Martel Extension,
- **VU** la promesse unilatérale de vente en date du 16 février 2015 par laquelle Madame Lucette MULA épouse MOURET domiciliée 72 Rue Azalais d'Altier 34080 MONTPELLIER, accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée AS n° 23 située Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-Lès-Maguelone, d'une contenance totale de 989 m²,
- **VU** l'avis de France domaine en date du 19 novembre 2015,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR est habilité par Montpellier Méditerranée Métropole à se substituer à cette dernière conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée, ce dans le strict respect des conditions de la promesse de vente,
- **CONSIDERANT** que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 15 035,55 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
 - 12 857 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;
 - 2 178,55 euros au titre de l'indemnité de remploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc...) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,
- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée AS n°23 située Lieudit Larzat Nord à Villeneuve-lès-Maguelone, d'une contenance totale de 989 m².

ARTICLE 2 : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 15 035,55 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 12 857 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;
- 2 178,55 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par Montpellier Méditerranée Métropole, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-682
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc107066-AU

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
LOCAFRAN dans la ZAC GAROSUD EXTENSION à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la société LOCAFRAN représentée par Monsieur Christophe COULET est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 11 de 4 434 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et entrepôts. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 217 m². L'utilisateur final sera la société RESO dont l'activité est le négoce de matériaux de second œuvre du bâtiment. L'entreprise projette un effectif de 10 emplois sur site dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI LOCAFRAN ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-685
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Inc 110 7167-AV

Fait à Montpellier, le **30 NOV. 2015**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SAS L'ESSENTIEL - VIT'HALLES"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la déclaration d'appel déposée par la SAS L' ESSENTIEL VIT'HALLES près la Cour d'Appel de Montpellier, contre le jugement du Tribunal des affaires de sécurité sociale de l'Hérault en date du 15 juillet 2015 fixant le montant du crédit en faveur de la société L' ESSENTIEL VIT'HALLES relatif à un trop perçu au titre du versement transport.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés »

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-688
Reçue en Préfecture le	3 0 NOV. 2015
Affichée le	3 0 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1107182-AU

Fait à Montpellier, le 3 0 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice "GINESTOUX Didier - Requête n°1505973-8"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 novembre 2015 de la requête n° 1505973-8 par Monsieur Didier Ginestoux tendant à obtenir la liste et le tableau de classement des voies d'intérêt communautaire et ce, consécutivement à un accident de la circulation dont a été victime Monsieur Ginestoux.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-698
Reçue en Préfecture le	30 NOV. 2015
Affichée le	30 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Imc M2244AU

Fait à Montpellier, le 30 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "CAUSSE Alain - PLU Grabels"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif n°1305858 du 1er octobre 2015 annulant la délibération du Conseil Municipal de Grabels en date du 7 octobre 2013 portant approbation de la révision générale du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Grabels en tant qu'elle a classé en zone AU Ob la partie de son territoire correspondant à la colline habitée de la Valsière.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-708
Reçue en Préfecture le	3 0 NOV. 2015
Affichée le	3 0 NOV. 2015
Notifiée le	
Identifiant	Smc 110 7463 Ad

Fait à Montpellier, le 3 0 NOV. 2015

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

	<i>Pages</i>
Arrêté n°2015-208 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SNC PALMER PLAGE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	584
Arrêté n°2015-209 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE DU PARC dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	592
Arrêté n°2015-214 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	599
Arrêté n°2015-215 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	606
Arrêté n°2015-216 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	612
Arrêté n°2015-217 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER de MONTPELLIER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	619
Arrêté n°2015-218 : Arrêté relatif à la Police Administrative Spéciale - Renoncement au pouvoir de police Administrative Spéciale en matière de création et gestion des aires d'accueil des gens du voyage	626
Arrêté n°2015-227 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement FASVER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	628
Arrêté n°2015-228 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	635
Arrêté n°2015-229 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020	643
Arrêté n°2015-241 : Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes	650
Arrêté n°2015-242 : Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD (A2015-6 abrogé)	652
Arrêté n°2015-244 : Délégation de signature concernant les procédures marchés de la DFAO	654
Arrêté n°2015-245 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	656
Arrêté n°2015-247 : Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols	663
Arrêté n°2015-248 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols	665
Arrêté n°2015-249 : Arrêté portant modifications des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	668
Arrêté n°2015-250 : Arrêté portant modifications des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole	670

ARRETES DECEMBRE 2015

Arrêté n°2015-251 : Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques	672
Arrêté n°2015-252 : Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques	674
Arrêté n°2015-253 : Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques	676
Arrêté n°2015-254 : Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques	678
Arrêté n°2015-255 : Arrêté de main levée de péril ordinaire 12 rue Rethel (parcelle n° EX 117)	680
Arrêté n°2015-256 : Arrêté de mainlevée de péril imminent 1 passage David Bélugou (parcelle n° HM 207)	682
Arrêté n°2015-257 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER GANGES (CASINO) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	684
Arrêté n°2015-258 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	691
Arrêté n°2015-260 : Arrêté de délégation de signature période du 1er au 3 janvier 2016 - Bons de commandes et Ordres de services au sens du CCAG travaux	699



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de l'Etablissement SNC PALMER PLAGE dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SNC PALMER PLAGE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SNC PALMER PLAGE,
dont l'activité est celle d'un investisseur immobilier
dont le siège social est situé au 30 avenue Kléber à Paris 75 016,
représenté par Monsieur ESTEVE Olivier, en qualité de Gérant,

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : Paris B 479 859 282
- N° SIRET : 479 859 282 00028
- Code APE : 6831 Z

implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : RR 36, 50 et 52, RS 4 et 16,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Parc d'activités tertiaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Restauration collective,
- Centrale technique (production d'eau chaude et glacée, transformateurs, etc.).

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de la vieille Poste à Montpellier

La société SNC Palmer Plage est détenue par la société FONCIERE DES REGIONS
dont le siège social est situé au 18, avenue François Mitterrand à Metz (57000),
représentée par Monsieur Olivier ESTEVE, en qualité de Directeur Général Délégué

Les références de la société sont :

- N° RCS : 364 800 060
- N° SIRET : 36480006000287
- Code APE : 6820B

L'Etablissement SNC PALMER PLAGE met à disposition l'ensemble immobilier implanté sur les parcelles sus-visées à différentes sociétés qui sont concernées par le présent arrêté :

1) Société IBM Montpellier (Bâtiment B2, B3, B4 et RIE)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 552 118 465.
- N° SIRET : 552 118 465 03644
- Code NAF : 6202 A

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Centre de données informatiques,
- Démantèlement de machines informatiques pour valorisation (activité en cours d'arrêt)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration	Date de signature de l'arrêté
1432	Liquides Inflammables (cuve fuel)	Déclaration	16 Avril 2004
2910	Combustion (GE)	Déclaration	16 Avril 2004
2925	Accumulateurs (atelier de charge)	Déclaration	16 Avril 2004

2) Société COFELY (Bâtiment T5)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 552 046 955
- N° SIRET : 552 046 955 02411
- Code APE : 3530 Z

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes : (sous traitance pour IBM)
- Exploitation technique du site (gestion de toutes les parties communes du site)

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

3) Société MUSE (MIDI UTILITES ET SERVICES ENERGETIQUES) (Bâtiment CT)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : B 493 022 651
- N° SIRET : 493 022 651 00043
- Code APE : 3530 Z

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes : (sous traitance pour IBM)

- Production d'eau glacée par pompes à chaleur (PAC) et groupes froid,
- Production d'eau chaude par pompes à chaleur et chaudières (gaz naturel).

Ces activités s'effectuent dans le bâtiment CT (cf. Plan général Annexe 5)

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration	Date de signature de l'arrêté
2921.2	Tours aeroréfrigérées	Déclaration	16/04/2004
2920.2	Installations frigorifiques	Autorisation	16/04/2004
2910.A	Chaufferie	Déclaration	16/04/2004

4) Société de Restauration Collective (EUREST – COMPASS GROUP FRANCE en 2015) (Bâtiment Cafeteria)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : - N° SIRET : 338 253 230
- N° SIRET : 338 253 230 09739
- Code NAF : 5629 A

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes : (sous traitance pour IBM)
- Restauration collective.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Le Parc d'activités tertiaires abrite aussi les établissements suivants dont les activités sont purement administratives (bureaux) :

Etablissements
A.L.I.S.E TECHNOLOGIE
ALLIAS
ASS ACPPM
CLEAR CONSEIL
COFELY GDF SUEZ
GENERAL IMPLANT
IBM
LI2L
MADEX
MEDIMAGE
O.R. SYSTEM
PIGE MEDICAL
SARL MULTI PLANCHER
ACCESS GLOBAL SECURITY

Le Parc d'activités tertiaires reçoit les effluents des parcelles avoisinantes suivantes :

Propriétaire (Etablissements)	Localisation	Parcelle	Adresse	Activité
MOPINVEST (TALCO LANGUEDOC) (GIHP)	Bâtiments T2-T3	RS 11-12 -22	rue de Pinville	Téléphonie d'entreprises Service d'Accompagnement Medico Social pour Adultes Handicapés
	Bâtiment T1	RR 31		
Société de LA TOUR EIFFEL (SCHNEIDER ELECTRIC)	Bâtiments B5.1- B5.2	RR 45	1340 rue de Pinville	Bureaux et assemblage de composants électriques
LEGALLAIS (TALCO LANGUEDOC)	Bâtiments au Sud-Ouest	RS 23	40 rue de Pinville	Téléphonie d'entreprises
		RS 13		
VILLE DE MONTPELLIER (DOMAINE MUNICIPAL DE LA POMPIGNANE)	Bâtiments au Nord	RR 58 RR 81-82	rue Salaison	Evénementiel
SCI PALMER MONTPELLIER	Bâtiment B6	RR 14	rue de la Vieille Poste	Vacant

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traçabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SNC PALMER PLAGE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SNC PALMER PLAGE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La redevance s'applique sur l'ensemble des parcelles dont les effluents se rejettent au point de rejet de l'établissement SNC PALMER PLAGE.

Seul le solde de la redevance non domestique sera communiqué à SNC PALMER PLAGE.

En effet les parcelles avoisinantes payent la part assainissement domestique par le biais de la facture d'eau.

Il appartient à SNC PALMER PLAGE de répercuter, ou non, ce solde de redevance non domestique aux occupants des parcelles voisines dont les effluents se rejettent dans le réseau d'eaux usées situé « accès sécurité incendie Rue de la Vieille Poste ».

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SNC PALMER PLAGE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de

l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SNC PALMER PLAGE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SNC PALMER PLAGE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SNC PALMER PLAGE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SNC PALMER PLAGE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SNC PALMER PLAGE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les

frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SNC PALMER PLAGE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-208
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Incl1047UAR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

01 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement CLINIQUE DU PARC dans le système de collecte
et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement CLINIQUE DU PARC (GROUPE CLINIPOLE) ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE DU PARC (GROUPE CLINIPOLE), dont le siège social est situé à 50 rue Emile Combes, 34170 CASTELNAU LE LEZ représenté par Monsieur REYNAUD Yann, en qualité de Directeur, situé au 58 rue Emile Combes à Castelnau Le Lez 34170, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BD 153, 154, 174, 177, 179, 182, 185, 187, 188, 193, 194, 198, 200, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 221, 222. ci-après désigné « l'Etablissement » est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'établissement de santé pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- L'Orthopédie,
- La Rhumatologie.
- La Gastro-entérologie,
- L'Uro-néphrologie,
- Le Pneumologie,
- L'Oto-rhino-laryngologistes,
- L'Angiologie,
- La Cardiologie,
- L'Onco-hémathologie,
- La Neurologie,
- La Gériatrie,
- L'Addictologie,
- La Médecine et la Chirurgie esthétique,
- L'anesthésie-réanimation,
- Les Urgences,
- L'Imagerie médicale,
- La Biologie,
- La Kinésithérapie.

dans le réseau séparatif, via trois branchements situés rue Emile Combes à Castelnau Le Lez 34170.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 466 800 059
- N° SIRET : 466 800 059 000189
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

L'établissement CLINIQUE DU PARC abrite dans ses locaux l'organisme suivant :

NEFROCARE

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Séance de dialyse,
- Traitement de l'eau pour dialyse.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 449 554 781
- N° SIRET : 449 554 781 00012
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant »

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE DU PARC doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE DU PARC, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE DU PARC désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE DU PARC devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE DU PARC et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE DU PARC s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE DU PARC, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE DU PARC de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE DU PARC sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-209
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	2mc1104720-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

01 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier), dont le siège social est situé 14 Le Cros de Nadal, 30670 Aigues Vives, représenté par Monsieur ROZET Romuald, en qualité de Gérant, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 389 873 688 RCS MONTPELLIER
- N° SIRET : 389 873 688 000 37
- Code NAF : 4250 A

L'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) comprend 2 sites concernés par le présent arrêté :

1) Site de Montpellier Portaly

situé au 414 rue du Mas de Portaly à Montpellier 34070 BP 75509, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OM 28 et 29,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Carrosserie,
- Peinture,
- Mécanique de véhicule léger.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Carrosserie et Peinture automobile, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 414 rue du Mas de Portaly à Montpellier.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et elle n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

2) Site de Montpellier Nord

situé au 213 rue de l'Agathois à Montpellier 34080, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : T0 29,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Carrosserie,
- Peinture,
- Mécanique de véhicule léger.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Carrosserie et Peinture automobile, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 213 rue de l'agathois à Montpellier.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et elle n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Montpellier) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-214
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Enc1105344-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

01 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès), dont le siège social est situé 14 Le Cros de Nadal, 30670 Aigues Vives, représenté par Monsieur ROZET Romuald, en qualité de Gérant, situé 450 Route de Nîmes, Lotissement Saint Exupéry 34920 Le Crès, implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BC 98, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Carrosserie et Peinture automobile, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Carrosserie,
- Peinture,
- Mécanique de véhicule léger.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Route de Nîmes, 34920 Le Crès.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 749 854 154 MONTPELLIER
- N° SIRET : 749 854 154 00020
- Code NAF : 4250 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et elle n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 133 I-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de

l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CARROSSERIE CDR (Le Crès) sera engagée (selon l'article L. 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-215
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc1105349-AR

Fait à Montpellier, le 01 DEC. 2015
M. R. REVOL

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau dans le système de collecte
et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement E.S.A.T. de Castelnau reçue le 21 octobre 2009 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau, (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) dont le siège social A.P.E.I. du Grand Montpellier, est situé au 268 rue du caducée, Parc Euromédecine, 34195 Montpellier Cedex représenté par Monsieur Michel COUDREY, en qualité de Directeur, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 493 999 684 00175
- Code APEC : 8810 C

L'Etablissement E.S.A.T. dont les activités sont ; Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Castelnau, comprend deux sites concernés par le présent arrêté :

1) Site 1 : ESAT

situé 369 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172 Cedex, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CT 19, 23, 80, 81 et 99

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Blanchisserie,
- Cuisine Centrale,
- Espaces Verts,
- Atelier soudure haute fréquence,
- Aire de lavage et entreposage de véhicule.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques issues des ses activités, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé 369 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172

2) Site 2 : ESAT ENVOL

situé au 650 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172 Cedex implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CT 74, 106, 121 et 122

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Façonnage d'imprimerie,
- Assemblage de mobilier,
- Conditionnement et/ ou assemblage en tous genres,

Cet entité rejette exclusivement des rejets de type domestique. Il n'y aura pas de prescription technique particulière mais la filière déchet sera associée à l'entité dénommée Site 1 ESAT.

ESAT ENVOL rejette ses rejets de type domestique dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 650 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
--

Etablissement médico-social, réglementation ARS, DDSV.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, seule l'entité Site1 ESAT de l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

L'entité Site 2 ESAT ENVOL, de part ses rejets de type assimilé domestique n'est pas assujéti à la redevance des rejets autres que domestiques.

Pour le Site 1, ESAT, Les rejets issus de l'activité Cuisine peuvent être assimilés à des rejets domestiques. Ces rejets ne seront pas assujettis à la redevance non domestique si elles respectent les valeurs domestiques de référence (Cf. Annexe3 § 4.5.3.1).

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6. A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un **procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.**

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à **soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.**

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

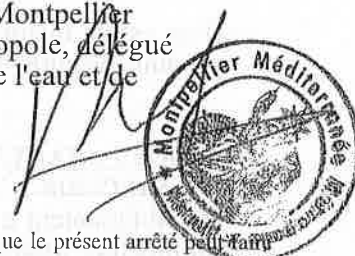
L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-216
Transmis en Préfecture le	04 DEC. 2015
Affiché le	04 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Jmc110 5359 - AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

04 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement
INSTITUT REGIONAL DU CANCER de MONTPELLIER dans le système
de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs, qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER de MONTPELLIER (ICM)
dont le siège social est situé au 208 Avenue des Apothicaires, Parc Euromédecine, 34298 Montpellier,
représenté par Monsieur DOMERGUE Jacques, en qualité de Directeur Général,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TA 36, 46, 47, 48, 55, 98, 122 et 123,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Activités de soins,
- Cancérologie,
- Chirurgie,
- Anesthésie et réanimation
- Médecine nucléaire,
- Soins d'urgence,
- Chimiothérapie,
- Radiothérapie,
- Radiologie,
- Laboratoire d'analyses,
- laboratoires de pharmacologie,
- Laboratoire de recherche,
- Restauration,
- Locaux techniques,
- Salon de coiffure.

dans le réseau séparatif, via huit branchements situés rue de la croix verte et rue des Apothicaires à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 788 214 963 000 27
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de

l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement INSTITUT REGIONAL DU CANCER MONTPELLIER (ICM) VAL D'AURELLE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-217
Transmis en Préfecture le	04 DEC. 2015
Affiché le	04 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imcd105527-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

04 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la Police Administrative Spéciale - Renoncement au pouvoir de police Administrative Spéciale en matière de création et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

- **VU** la loi 2000-614 du 05 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L2212-1; L2212-2 et L5211-9-2,
- **VU** le décret du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015.
- **VU** les arrêtés des communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferriez sur Lez, Montpellier, Murviel les Montpellier, Pérols, Pignan, Prades le Lez, Saussan, Saint Brès, Saint Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone portant refus du transfert des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de création et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
- **VU** l'arrêté n°AR2015/06-1000 de la Commune de Castelnau le Lez portant refus de transferts des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de création et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage, en date du 04 juin 2015, transmis le 11 juin 2015 et reçu le 15 juin 2015 au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **CONSIDERANT** qu'il apparaît souhaitable de préserver la cohérence et la gestion de proximité du pouvoir de police générale des maires, tels que définis aux articles L2212-1 et L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L5211-9.2, le Président peut renoncer au transfert du pouvoir de police spéciale susvisé, si un ou plusieurs maires se sont opposés à ce transfert et qu'il notifie cette renonciation à chacun des maires des communes membres dans un délai de 6 mois à compter de la réception de la première notification d'opposition.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole renonce à l'exercice du pouvoir de police administrative spéciale en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage tels que définis à l'article L5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'ensemble des maires de la Métropole.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant une durée de deux mois à compter de sa signature et sa transmission au contrôle de légalité.

Arrêté n°	A2015-218
Transmis en Préfecture le	03/12/15
Affiché le	03/12/15
Notifié le	
Identifiant	IMC MOSS39

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement FASVER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement FASVER reçue le 07/06/13 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement FASVER,
dont le siège social est situé au 286 Rue Charles Gide à Baillargues 34670,
représenté par Robert CAREY, en qualité de Président,
situé au 286 Rue Charles Gide à Baillargues 34670,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AY 134 et AY 91
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Imprimerie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 286 Rue Charles Gide à Baillargues,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Impression,
- Sérigraphie,
- Plastification de document,
- Conditionnement.

La parcelle AY 91 est en location à des fins de stockage de matériel et de matériaux.

Cette entité est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées domestiques, issues des activités de : Stockage pour l'imprimerie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 656 Rue Charles Gide à Baillargues,

Les références de l'Etablissement FASVER sont :

- N° RCS : 323 138 438
- N° SIRET : 323 138 438 00052
- Code NAF : 1812Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement FASVER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement FASVER, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

L'entité FASVER, située au 656 Rue Charles Gide (parcelle AY 91), dont les déversements des eaux usées sont assimilés à des rejets domestiques, est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets reste de type domestique.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement FASVER désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement FASVER devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement FASVER et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement FASVER s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement FASVER, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement FASVER de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement FASVER sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement.

Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-227
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc1106428-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

01 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE dans le
système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS), dont le siège social est situé au 1919 Route de Mende à Montpellier, 34293 Cedex 5, représenté par Madame Ghislaine GIBELLO, en qualité de Déléguée Régionale, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 180 089 013
- N° SIRET : 180 089 013 00395

L'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) comprend 2 sites concernés par le présent arrêté :

1) Site Route de Mende

situé au 1919 Route de Mende à Montpellier, 34293 Cedex 5, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AS 10,

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2920	Installation de compression	Déclaration

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de recherche en biologie,
- Ateliers,
- Restaurant, etc.

L'établissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) abrite dans ses locaux les organismes suivant :

Centre de Recherche en Biochimie Macromoléculaire (CRBM)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de recherche en biologie cellulaire, la génétique moléculaire, le cancer, les maladies infectieuses et la pharmacologie,

Centre d'études d'agents Pathogènes et Biotechnologies pour la Santé (CPBS)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de recherche en biologie moléculaire,

Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de recherche en biologie moléculaire,

Centre d'Ecologie Fonctionnelle et évolutive (CEFE)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- laboratoires de recherche en Ecologie.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de recherche en biologie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

dans le réseau séparatif, via deux branchements situés Route de Mende et Rue Geddes.

Des travaux de démolition vont être entrepris sur les anciens bâtiments IEM/INSERM/CRBM. (Cf. plan de localisation en Annexe 5) en 2014 et un nouveau bâtiment, de 24 000 m², sera construit en lieu et place. Il devrait être dénommé « pole Recherche Balard ». L'occupation des locaux est prévue en 2017.

2) Site Arnaud de Villeneuve

situé au 141 Rue de la Cardonille à Montpellier 34000,

implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : NP 235, 236, 239, 246, 247, 249, 250, 251 et 252,

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2920	Installation de compression	Déclaration

L'établissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) abrite dans ses locaux les organismes suivant :

Centre Génopolis

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de démonstration.

Institut de Génétique Humaine (IGH)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de recherche en biologie,
- Animalerie (grenouille, souris),
- Ateliers, etc.

Institut de Génomique Fonctionnelle (IGF)

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de recherche en biologie,
- Animalerie (poisson),
- Ateliers, etc.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche en biologie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de la Cardonille.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et

de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) (sites Route de Mende et Arnaud de Villeneuve), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE de MONTPELLIER (CNRS) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible

à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-228
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imcllob456 AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

01 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de
l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE
dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2015 à 2020**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE reçue le 11/01/2013;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE,

dont le siège social est situé à 24, Cours Michelet 92800 PUTEAUX,

- situé au 459, Avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier 34090,

- représenté par Madame Virginie AGRA, en qualité de Chef de Région Maintenance Ouest,

- implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BN 136,

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Station service de carburants liquides, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 459, Avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier 34090,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Distribution de carburants liquides,
- stockage de carburants liquides,
- Piste de lavage.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 542 034 921
- N° SIRET : 542 034 921
- Code NAF : 232 Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1435	Stations-service relevant du régime de l'enregistrement	Enregistrement
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Déclaration
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Déclaration
1414	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquides	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et

de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement TOTAL MARKETING SERVICES, RELAIS AIGUELONGUE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible

à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :
 informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
 le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-229
Transmis en Préfecture le	01 DEC. 2015
Affiché le	01 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc11064SLAR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

01 DEC. 2015

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition de la Commission de Contrôle des Comptes,
- **VU** la délibération du Conseil n°12398 du 31 juillet 2014 relative à la composition de la Commission de Contrôle des Comptes,
- **VU** l'arrêté de représentation n° A2014- 112 du 7 juillet 2014 relatif à la Commission de Contrôle des Comptes,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit et président de la Commission de Contrôle des Comptes, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014- 112 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LEVITA, Vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger au sein de la Commission de Contrôle des Comptes en lieu et place du Président. Dans ce cadre, Monsieur Max LEVITA est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-241
Transmis en Préfecture le	02 DEC. 2015
Affiché le	03 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Ime1107051AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

02 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2015- 6 du 21 janvier 2015 attribuée à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2015- 6 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques et du Protocole. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle GUIRAUD est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Isabelle GUIRAUD est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T.,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T.),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties,

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDE.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GUIRAUD et de Madame Catherine DARDE, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-242
Transmis en Préfecture le	03/12/2015
Affiché le	03/12/2015
Notifié le	
Identifiant	IDC MOX100

Fait à Montpellier, le 03 Dec 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut être l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature concernant les procédures marchés de la DFAO

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-60 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2012-03-63 d'avril 2012 portant affectation de Monsieur Eric GOMEZ sur l'emploi de Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-60 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Politique Foncière et Aménagement Opérationnel » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ, Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel (DFAO), à l'effet de signer tout document relatif aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.
Pour ces mêmes marchés, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO, Directeur adjoint de la DFAO.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ et de Fabien BLASCO, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Pôle Développement Territorial.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ de Fabien BLASCO et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-244
Transmis en Préfecture le	09 DEC. 2015
Affiché le	09 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 1107579AR

Fait à Montpellier, le 09 DEC. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement PAYS D'OC MOBILITES (GROUPE TRANSDEV) reçue le 19/11/2014 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES,

dont le siège social est situé au 119 rue Louis Blériot à Castelnau Le Lez 34170,

- représenté par Charles Henry RENAULD, en qualité de Directeur Adjoint,

- situé au 119 rue Louis Blériot à Castelnau Le Lez 34170,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AS 154 et 183,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Transport de voyageurs, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé 119 rue Louis Blériot à Castelnau Le Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de maintenance,
- Pistes de lavage,
- Stockage et distribution de carburants, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 351 087 192
- N° SIRET : 351 087 192 00024
- Code NAF : 4939A

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1435	Distribution de carburants	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région

Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement PAYS D'OC MOBILITES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement.

Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-245
Transmis en Préfecture le	29 DEC. 2015
Affiché le	29 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1107753-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

29 DEC. 2015

Pour le Président
Par délégation

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, directeur au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, Modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols

- **VU** le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 16 octobre 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols ;
- **VU** la décision n°E15000186/34 en date du 28 octobre 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Eric DURAND en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- **VU** l'arrêté n°A2015-225 du 09 novembre 2015 portant désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- **VU** l'arrêté n°A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n°A2015-225 du 09 novembre 2015 portant désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique est abrogé ;

Article 2 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols, pour une durée de 33 jours consécutifs, du 04 janvier au 05 février 2016 inclus ;

Article 3 : L'avis au public sera publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci ;

Article 4 : Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci ;

Article 5 : L'avis au public concernant l'enquête publique relative à la modification n°5 du PLU de la Commune de Pérols, fera également l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Pérols, sur les lieux d'affichage suivants :

- Au niveau de l'arrêt de tramway « Parc Expo » (1 affiche de chaque côté de la plateforme) ;

- Au niveau de l'arrêt terminus du tramway « Etang de l'Or » (1 affiche de chaque côté de la plateforme) ;
- Au niveau du giratoire de la source, place du Général de Gaulle ;
- Au niveau de la rue du hangar (mise à l'eau).

Article 6 : L'avis au public sera, en outre, publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Pérols à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci ;

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-247
Transmis en Préfecture le	0 8 DEC. 2015
Affiché le	0 9 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lme 1107987AR

Fait à Montpellier, le 0 8 DEC. 2015
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;
- VU l'arrêté n°14-386 de M. le Maire de Pérols portant engagement de la procédure de modification n°5 du PLU en vue d'encadrer de manière efficace les dynamiques urbaines et la mise en œuvre des projets urbains communaux ;
- VU la délibération n°2014-11-06/3 du Conseil Municipal de Pérols en date du 06 novembre 2014 prenant acte de la décision du maire d'engager la procédure de modification du PLU ;
- VU la consultation des personnes publiques associées en date du 16 octobre 2015 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Pérols confiant à la Commune du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- VU la décision n°E15000186/34 en date du 28 octobre 2015 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Eric DURAND en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°A2015-247 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU l'arrêté n°A2015-226 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°5 du PLU de Pérols, du 04 décembre 2015 au 04 janvier 2016 inclus ;
- VU l'arrêté n° A2015-3 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté n°A2015-226 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°5 du PLU de Pérols, du 04 décembre 2015 au 04 janvier 2016 inclus est abrogé ;

ARTICLE 2 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols, pour une durée de 33 jours consécutifs, du 04 janvier au 05 février 2016 inclus. Cette modification vise à d'encadrer de manière efficace les dynamiques urbaines et la mise en œuvre des projets urbains communaux ;

ARTICLE 3 : Par décision n°E15000186/34 du 28 octobre 2015, Monsieur Eric DURAND, consultant en énergie et environnement, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Pérols. Durant toute la durée de l'enquête, soit du 04 janvier au 05 février inclus, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de Pérols aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au mercredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le jeudi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le vendredi de 8h à 12h30 et 13h30 à 17h ;

ARTICLE 5 : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Pérols le :

- lundi 4 janvier de 14H à 17H30
- mercredi 20 janvier de 14H à 17H30
- vendredi 5 février de 9H à 12H

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier devra ensuite remettre, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Pérols, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne.

ARTICLE 7 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Pérols, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Pérols.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la modification du PLU (définies par l'arrêté n°A2015-247) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Pérols (à l'adresse <http://www.ville-perols.fr/>).

ARTICLE 8 : Les personnes responsables du projet sont Julie DEJEAN, Chef de Service Urbanisme à la Mairie de Pérols et Monsieur Alban FILIPIAK, responsable d'unité PLU, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

ARTICLE 9 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°5 du PLU de Pérols sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 10 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Pérols, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Pérols.

Arrêté n°	A2015-248
Transmis en Préfecture le	0 8 DEC. 2015
Affiché le	0 9 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	ImcM07990AR

Fait à Montpellier, le 0 8 DEC. 2015
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant modifications des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** la délibération du Conseil n° 12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en métropole dénommé Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-212 du 19 novembre 2015 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique en date du 4 décembre 2014,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-212 du 19 novembre 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
Titulaires M. Pierre BONNAL, Président M. Bernard TRAVIER, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire Mme Christel CELIE, Titulaire	Titulaires M. Mohamed CHEBLI, Titulaire - UNSA Mme Florence POURROT-REDON, Titulaire - UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire - FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire - FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire - SUD
Suppléants M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Christophe COUR, Suppléant M. Joël RAYMOND, Suppléant Mme Régine ILLAIRE, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant	Suppléants M. Ichem MOGHEL, Suppléant - UNSA Mme Carole GILBERT, Suppléante - UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Suppléante - UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante - FO M. Gil BUSCAYLET, Suppléant - FO M. François FOURES, Suppléant - SUD

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-249
Transmis en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affiché le	24 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1108018_AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant modifications des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **Vu** le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics modifiés ;
- **Vu** le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** l'élection municipale partielle de la commune de Pignan en date du 31 mai 2015,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique en date du 4 décembre 2014,
- **Vu** l'arrêté n° A2015-199 du 19 novembre 2015 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-199 du 19 novembre 2015 susvisé est abrogé.

Article 2 : Sont désignés en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail placé auprès de l'administration les membres ci-après :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
M. Pierre BONNAL, Président	Mme Jacqueline GALABRUN-BOULBES
Mme Rosy BUONO	M. Jérémie MALEK
M. Guy BARRAL	Mme Eliane LLORET
Mme Régine ILLAIRE	Mme Michelle CASSAR
M. Christian FINA	M. Yves NURIT
M. Jean-Claude HEMAIN	M. Marc DANIEL

Article 3 : Des représentants du personnel sont désignés par les organisations syndicales suite aux résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014 pour siéger au sein du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail sont les suivants :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Florence POUROT-REDON, Syndicat UNSA	M. Thierry GALMICHE, Syndicat UNSA
M. Abdelkader AMLOUK, Syndicat UNSA	M. Daniel BARCELO, Syndicat UNSA
M. Laurent BERNARD, Syndicat UNSA	M. Mohamed CHEBLI, Syndicat UNSA
M. Frédéric DOLADILLE, Syndicat FO	M. Christian FABARON, Syndicat FO
M. Thierry BOUSQUET, Syndicat FO	Mme Karine BERNARD, Syndicat FO
M. Hervé BONNEAU, Syndicat SUD	Mme Françoise TILLY, Syndicat SUD

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-250
Transmis en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affiché le	24 DEC 2015
Notifié le	
Identifiant	IRC 1108206 .AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Ruzhdi MEHMEDOV, abonné n°1630401, a refusé de se soumettre au règlement intérieur du réseau des médiathèques, a manqué de respect au personnel par des menaces verbales et physiques, le 4 décembre 2015 à 16h30 à la médiathèque F. FELLINI,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respecte les agents du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Ruzhdi MEHMEDOV, abonné n° 1630401, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, en raison de son comportement inapproprié, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de trois mois qui court à partir de l'affichage sur site du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur sus visé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-251
Transmis en Préfecture le	17 DEC. 2015
Affiché le	17 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 1102064 - AR - 11

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Vaydim MEHMEDOV, abonné n°1592385, a manqué de respect au personnel par des menaces verbales et une agression physique le 4 décembre 2015 à 16h30 à la médiathèque F. FELLINI,
- **CONSIDERANT** qu'il s'agit d'un comportement récidiviste,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respecte les agents du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Vaydim MEHMEDOV, abonné n°1592385, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, en raison de son comportement inapproprié, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de six mois qui court à partir de l'affichage sur site du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur sus visé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-252
Transmis en Préfecture le	17 DEC. 2015
Affiché le	17 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Proc 1108066-AR-1-1

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques
- **CONSIDERANT** que Monsieur Djzanzu SURAEV, abonné n°157 8683, a manqué de respect au personnel par des menaces verbales et physiques, le 4 décembre 2015 à 16h30 à la médiathèque F. FELLINI,
- **CONSIDERANT** qu'il s'agit d'un comportement récidiviste,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respecte les agents du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Djzanzu SURAEV, abonné n°157 8683, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, en raison de son comportement inapproprié, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de six mois qui court à partir de l'affichage sur site du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur sus visé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-253
Transmis en Préfecture le	17 DEC. 2015
Affiché le	17 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 110 8068 -AR -1-1

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Ayhan SURAEV, abonné n° 157 8681, a manqué de respect au personnel par des menaces verbales et physiques, le 4 décembre 2015 à 16h30 à la médiathèque F. FELLINI,
- **CONSIDERANT** qu'il s'agit d'un comportement récidiviste,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respecte les agents du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Ayhan SURAEV, abonné n°157 8681, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, en raison de son comportement inapproprié, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de six mois qui court à partir de l'affichage sur site du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur sus visé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-254
Transmis en Préfecture le	17 DEC. 2015
Affiché le	17 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Inrc.110807012.1.1

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

16 DEC. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de main levée de péril ordinaire 12 rue Rethel (parcelle n° EX 117)

- Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, les articles L 521-1 à L 521-4, les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- Vu l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales,
- Vu l'article L 5211-9-2 du CGCT dans sa version modifiée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ;
- Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- Vu l'arrêté de péril ordinaire avec interdiction d'habiter n°A2015-78 en date du 26 mai 2015 ;
- Vu le rapport de Madame Tersinet, ingénieur chargé des périls, du 10 novembre 2015 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur la base du rapport de visite de Madame Tersinet, ingénieur chargé des périls, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n°A2015-78 pris le 26 mai 2015, pour l'immeuble sis 12 rue Rethel (parcelle EX 117) dont le propriétaire est Madame Venture Anne-Marie.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la Métropole et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2015-255
Transmis en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affiché le	24 DEC 2015
Notifié le	
Identifiant	INC 1108 036

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 DEC. 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de mainlevée de péril imminent 1 passage David Bélugou (parcelle n° HM 207)

- **Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, les articles L 521-1 à L 521-4, les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- **Vu** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **Vu** l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales,
- **Vu** l'article L 5211-9-2 du CGCT dans sa version modifiée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ;
- **Vu** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **Vu** l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- **Vu** l'arrêté de péril imminent n°A2015-60 en date du 23 mars 2015 et vu l'arrêté de péril ordinaire n° A2015-76 en date du 13 avril 2015 ;
- **Vu** l'attestation de réception de travaux du bureau d'études SATGE et du rapport de visite de Madame Tersinet, ingénieur chargé des périls ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur la base du rapport de visite de Madame Tersinet, ingénieur chargé des périls, il est prononcé la mainlevée des arrêtés n° A2015-60 et A2015-76 respectivement pris le 23 mars 2015 et le 13 avril 2015, pour l'immeuble sis 1 passage David Bélugou (parcelle HM 207) dont les copropriétaires sont Monsieur D'HONDT et Madame RICART, Monsieur et Madame DALLE POUJOL, Monsieur et Madame MISCHLER, Monsieur NEZEREAU, RECASSENS sous couvert ROCHE, Madame SIFFERT, Monsieur VANGREVELYNGHE et le syndicat de copropriété est PECOUL.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié aux copropriétaires et au syndic.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la Métropole et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2015-256
Transmis en Préfecture le	23 DEC. 2015
Affiché le	24 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	INC M03094

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER GANGES (CASINO) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER GANGES;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER (SUPERMARCHE CASINO) Route de GANGES,

dont le siège social est situé à Rue Andrée Boulloche (Route de Ganges) à Montpellier 34090, représenté par Monsieur LAMBERT Baptiste, en qualité de Directeur technique régionale SUDECO,

situé à Rue Andrée Boulloche à Montpellier 34090,

implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TD 135, 137, 138, 140, 142, 146 et 153,

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre Commercial, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de transformation de produits alimentaires,
- Stockage de produits de tous types,
- Station service,
- Laverie,
- Coiffure, etc.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue Andrée Boulloche (Route de Ganges) à Montpellier 34070.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : D380 236 695
- N° SIRET : 428 268 023 029 58
- Code NAF : 521 FA

L'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES abrite dans ses locaux et sur sa parcelle les entités suivantes :

Entité	Activité
--------	----------

Laverie	Pressing
CASINO	Station service et pistes de lavage
Salon de Coiffure	Coiffeur
Pharmacie	Pharmacie

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
4802-2.a	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés	Déclaration et Contrôle périodique
1435	Stations service	Déclaration et Contrôle périodique

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans l'Agglomération de Montpellier)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise

en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un

dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement AFUL DU CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER Route de GANGES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-257
Transmis en Préfecture le	29 DEC. 2015
Affiché le	29 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Enc 1108270 AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

Pour le Président
Par délégation

29 DEC. 2015

C. Daudé

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE reçue le 09/11/2011 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE (GEANT CASINO),
dont le siège social est situé à 504 Avenue du Mas d'Argelliers à Montpellier 34070,
représenté par Monsieur LAMBERT Baptiste, en qualité de Directeur Technique Régionale SUDECO (Syndic en charge de la gestion de biens),

situé au 129 bis Avenue de Lodève à Montpellier 34070,
implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : KW 114, KW 107, KW 113,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre Commercial, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de transformation de produits alimentaires,
- Stockage de produits de tous types,
- Piste de lavage véhicules,
- Station-service,
- Centre Auto
- Pressing,
- Coiffure,
- Photographie,
- Pharmacie, Bijouterie, PAP, Presse, Parfumerie, Opticien.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue Pierre Causse (Avenue de la Liberté) à Montpellier 34070.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : D380 236 695
- N° SIRET : 428 268 023 029 58
- Code NAF : 521 FA

L'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE abrite dans ses locaux et sur ses parcelles les entités suivantes :

Entité	Activité
Pressing Bel et Blanc	Pressing
Photo bleue	Photographe
Coiffure Interview	Coiffeur
Distribution Casino France	Hypermarché
Total Wash	Station de lavage
Total Access	Station-service
Feu Vert	Centre Auto
Les Noyaux de la Drupe	Torréfacteur
Optique vision	Opticien
Local vacant	Cafétéria
Autres :	Parfumerie, Bijouterie, etc.

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
4802-2.a	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés	Déclaration et Contrôle périodique
2221-b	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité

- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 133 I-10 du Code de la Santé Publique,

« l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement GEANT CASINO Celleneuve, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL MONTPELLIER CELLENEUVE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2015-258
Transmis en Préfecture le	2 9 DEC. 2015
Affiché le	2 9 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc1108226 AR

Fait à Montpellier, le 29 DEC. 2015
M. R. REVOL

Pour le Président
Par délégation

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de délégation de signature période du 1er au 3 janvier 2016 - Bons de commandes et Ordres de services au sens du CCAG travaux

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2005-128 du 18 mars 2005 portant affectation de Monsieur Christophe DELIGNY sur l'emploi de Directeur de la Prévention et de la Gestion des Déchets,
- **VU** la note de service n°2015-11-1145 du 19 novembre 2015 portant affectation de Monsieur Simon BIRR sur l'emploi de responsable du pôle territorial voirie-espace public, Cadoule -Bérange,

ARRETE

ARTICLE 1 Délégation est accordée à Monsieur Christophe DELIGNY à l'effet de signer les ordres de services au sens du CCAG Travaux ainsi que les bons de commandes émanant de la Direction de l'Action Territoriale et de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public du 1^{er} au 3 janvier 2016 inclus,

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions pour la période du 1^{er} au 3 janvier 2016, à Monsieur Simon BIRR responsable du pôle territorial voirie-espace public, Cadoule Bérange, en sa qualité de cadre d'astreinte,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-260
Transmis en Préfecture le	28 DEC. 2015
Affiché le	28 DEC. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc1108958.AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

24 DEC 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
CERTIFICAT D’AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET
URBAIN PARTENARIAL - ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE
DE L’URBANISME

Pages

Certificat d’affichage - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP)
signée le 03 juillet 2015 entre Montpellier Méditerranée métropole et la Sarl PROPAV

702



montpellier
méditerranée
métropole

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie qu’ :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP), signée le 3 juillet 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL PROPAV, a été affiché du 24 juillet 2015 au 24 août 2015 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **27 AOUT 2015**

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole